



6

27-D

21

n

VI. S. 4.





HISTOIRE

DES

CHEVALIERS HOSPITALIERS

DE

S. JEAN DE JERUSALEM,

appelez depuis

CHEVALIERS DE RHODES,

& aujourd'hui

CHEVALIERS DE MALTHE.

Par M. l'Abbé DE VERTOT,

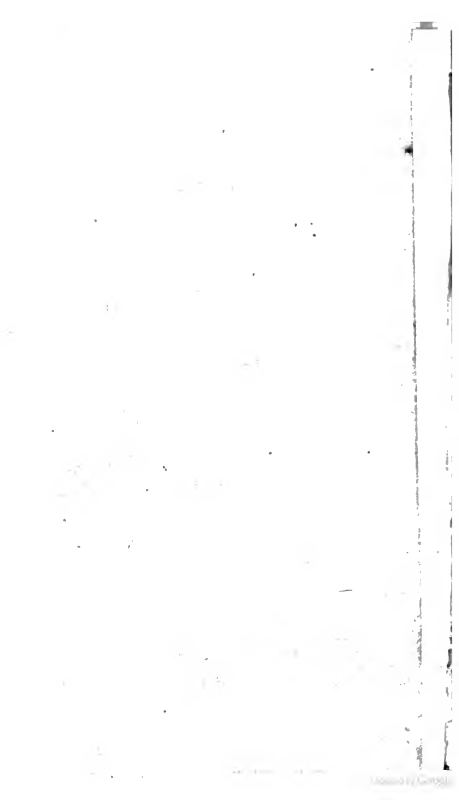
de l'Académie des Belles Lettres.

Nouvelle Edition augmentée des Statuts de l'Ordre, des Noms & des Armes des Chevaliers, & enrichie de Figures, de Cartes & de Plans.

TOME QUATRIEME.



A LA HAYE,
Chez ANTOINE VANDONNE,
M D C C. X L I.





CONFIRMATION

*DES HUIT STATUTS FAITS
au Chapitre général de l'Ordre
de Saint Jean de Jerusalem, tenu
en 1588, & de tous les autres
qui avoient été déjà confirmez
par le Pape Pie V. de sainte
mémoire.*

PAUL Evêque, Serviteur des serviteurs de Dieu, pour perpétuelle mémoire de la chose. Comme nous prenons un grand soin de la conduite de tous ceux qui sont engagez au service de Dieu, sous un habit Militaire ou Régulier, Nous leur accordons volontiers la Confirmation Apostolique des Statuts qu'ils ont faits eux-mêmes, lorsqu'ils tendent au même but, & qu'ils nous la demandent. Le Pape Sixte V.

Tome IV.

A

no-

notre prédeceffeur d'heureufe mémoire, avoit déjà approuvé & confirmé les Statuts, les Etabliflemens & les Coutumes obfervées dans l'Hôpital de Saint Jean de Jerufalem, recueillis en un Volume, fous le nom de Frere Hugues de Loubenx Verdale, Grand Maître de cet Hôpital, qui vivoit alors, & depuis, dans le Chapitre général dudit Hôpital, canoniquement aflemblé, fous notre cher fils Alophe de Vignacour, autre Grand Maître du même Hôpital, après la publication des Ordonnances Capitulaires faites & publiées dans les Chapitres Généraux précédens, après les avoir bien vûes & examinées, plufieurs de ces Statuts ayant été confirmez, corrigez ou annullez, même quelques-uns de ceux qui avoient été approuvez par le Pape Sixte, corrigez ou expliquez, & réduits en un Volume, Nous avons donné ordre d'en corriger quelques articles, approuvé & confirmé ces Statuts & Ordonnances, ainfi corrigées & expliquées. Mais comme depuis il nous a été expofé par François Lomellin Ambaffadeur dudit Hôpital auprès de Nous & du Saint Siège Apoftolique, au nom dudit Alophe Grand Maître, que depuis la Confirmation accordée par le Pape Sixte, dans un Chapitre général tenu fous le même

3

même Frere Hugues Grand Maître ,
l'on avoit fait encore huit autres Statuts,
lesquels, quoique très-utiles au bon ré-
gime & gouvernement de cet Hôpital,
à ce qu'il assure, & actuellement obser-
vez avec beaucoup d'exaëtitude, ne se
trouvoient pas encore fortifiez par la
Confirmation Apostolique, ni inferez
parmi les autres Statuts & Etablissmens
confirmez par le Pape Sixte notredit
prédecesseur; cause pourquoi ledit Alo-
phe Grand Maître, désiroit que lestdits
huit Statuts, & les autres déjà confir-
mez par ledit Pape Sixte, reçussent en-
core de Nous une nouvelle confirmation
Apostolique : c'est pourquoi il Nous a
fait très-humblement supplier de lui vou-
loir sur ce dûement pourvoir par un ef-
fet de notre benignité Apostolique.

Nous donc bien informez des mérites
singuliers dudit Hôpital, & voulant
condescendre à ses prieres, après avoir
fait examiner lestdits huit Statuts par nos
très-chers fils Pompée Cardinal Prêtre,
du Titre de Sainte Balbine, Arrigoni,
& Jean Garzia Cardinal Prêtre, du Ti-
tre des Quatre Saints Couronnez, Mel-
lini, approuvons & confirmons, au cas
qu'ils se trouvent actuellement observez,
& non autrement, même ceux qui ont
été déjà confirmez par le Pape Sixte no-

tre prédeccesseur, par ces Presentes: Voulons & commandons qu'ils soient exactement observez, & qu'ils sortent leur plein & entier effet, au lieu des anciennes Constitutions, qui se trouvent révoquées: Suppléons à tous les défauts & nullitez de fait & de droit qui pourroient s'y être glissez, nonobstant ce que dessus, les Constitutions & Ordonnances Apostoliques quelconques à ce contraires.

Ensuit la teneur desdits huit Statuts.

Nous ordonnons que tous ceux qui eux-mêmes, ou leurs peres auront exercé le commerce de la marchandise, qui auront été Banquiers ou Agens de Change, Caissiers ou Fermiers; qui auront tenu magasin, ou boutique de draps de soye, ou de laine, de grains, ou de quelque autre chose que ce soit, quand ils seroient Gentilshommes de nom & d'armes, de quelque état, Ville ou Province qu'ils soient originaires, ne puissent jamais être reçûs Freres Chevaliers.

Il a été réglé, que suivant la louable Coutume, l'on ne recevra dans l'Ordre aucune personne qui soit chargée de dettes, & que ceux qui eux mêmes, ou dont les peres auront possédé des terres, domaines, Justices, ou autres biens appartenants à l'Ordre, ne puissent y être reçûs, sans en avoir fait la restitution entiere:

5
tiere: Enjoint aux Commissaires députez
à recevoir les preuves, de s'en informer
exactement, & d'interroger les témoins
là-dessus.

Pour terminer les differends qui se meu-
vent quelquefois entre les creanciers des
suecessions des Freres après leur mort:
Nous ordonnons que l'on prendra par
préférence sur les effets par eux délaissiez,
tout ce qui se trouvera dû au commun
Trésor, de quelque nature que puisse ê-
tre la dette; l'on payera ensuite ce qui
se trouvera dû aux domestiques du dé-
funt: le reste se partagera entre les créan-
ciers, suivant l'usage des lieux, & non
pas comme il s'est pratiqué jusqu'à pre-
sent.

Ordonnons que toutes les fois que le
Receveur, ou le Procureur du commun
Trésor, ou celui qui sera par eux com-
mis, ira recevoir les droits de mortuaire
& de dépouille, il soit toujours accom-
pagné de quelqu'autre, & qu'après que
l'on aura fermé les coffres & les portes,
il fasse publier le jour & l'heure, où l'on
commencera de travailler à l'inventaire,
afin que les creanciers qui y sont interes-
sez, puissent s'y trouver: Que le jour,
& à l'heure marquée, il choisisse deux
honnêtes gens, pour représenter les crean-
ciers vrais ou prétendus, avec un No-

taire, en présence desquels il ouvrira les portes & les coffres, visitera & fera insérer dans un bon & fidele inventaire, en présence de deux ou de trois témoins, tous les effets qui s'y trouveront, de quelque nature qu'ils puissent être; en marquera la qualité, le nombre, le poids & la mesure moderne, suivant l'estimation qui en sera faite par les assistans, sans préjudice du quarantième Statut du présent titre, qui sera executé pour tout le reste. Voulons & commandons que le même soit observé dans le Couvent par les venerables Procureurs, & par le Secrétaire du commun Trésor.

Ordonnons que la dépouille des Prieurs, du Bailli d'Emposte, des Baillis, des Commandeurs, & de nos autres Freres qui mourront dans le Couvent, excepté celle du Grand Maître, se distribuera, non pas comme il s'est fait jusqu'à présent; mais qu'elle sera vendue à l'encant le plutôt que faire se pourra, & adjugée au plus offrant, au profit du commun Trésor. Révoquons tous les Statuts où il est parlé du grand joyau accordé au Grand Commandeur des dépouilles, qui doivent être estimées de ceux qui doivent y assister, du Conservateur Conventuel, du Maître Ecuyer, & du Secrétaire du Trésor,

for, lequel sera tenu de donner aux Chap-
pelains la rétribution accoutumée pour
le trentenaire.

Quoique le Chapitre général soit le
dernier & le suprême Tribunal de notre
Ordre, puisque ses Statuts portent que
ceux qui malicieusement auront surpris
quelque grace, ou déguisé le fait, en
soient privez, Nous ordonnons que les
rescrits, ou les grâces que l'on aura ob-
tenuës de notre Chapitre général, par
subreption ou obreption, c'est-à-dire par
un faux exposé, ou en déguisant la veri-
té du fait, laquelle, suivant la regle, les
rendroit nulles ou défectueuses, soient
regardées comme inutiles: Voulons que
le Maître & le Conseil en prennent con-
noissance, & rendent un Jugement sur
l'obreption ou la subreption.

Ordonnons par maniere d'addition à
l'article XI. que le Maître puisse accor-
der aux Freres de notre Ordre la permis-
sion & l'autorité de vendre & d'aliéner
quelqu'espece que ce soit de biens meu-
bles ou immeubles à eux appartenans par
suecession ou legs de leurs peres, meres,
ascendans ou collateraux, & d'en dispo-
ser entre-vifs, ou à cause de mort, &
pour le recouvrement desdits biens, de
comparoir, plaider & transiger en Juge-
ment, & dehors.

Puisque le IX. Statut des contrats & des alienations, permet aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de laisser à titre de cens annuel dans les Chapitres Provinciaux les terres & les possessions qui ne produisent aux Commendes & à la Religion, que très-peu d'utilité, pour les augmenter & les rendre meilleures, pour un tems préfix, qui ne passoit pas 29 années, ou qui alloit souvent à moins, après lequel ces terres retournoient aux Commandes & à la Religion en bien meilleur état, & qu'un tems aussi long avoit quelquefois produit de grands abus & de grands procès: Nous ordonnons qu'à l'avenir l'on ne donne plus à cens lesdites terres & possessions pour plus de neuf années, lesquelles expirées elles reviendront aux Commandes & à la Religion, avec les ameliorations qui y auront été faites, sans avoir égard à l'ancien Statut qui permettoit de les donner à cens pour vingt-neuf années, lequel demeure révoqué.

Donné à Rome & Saint Marc, sous l'anneau du Pêcheur, le 29 de Juin 1609, le cinquième de notre Pontificat.

SCIPION COBELLUCY.

FRERE HUGUES DE LOUBENX
VERDALE, PAR LA GRACE DE
DIEU humble Maître de la Sainte Mai-
son

son de l'Hôpital de Saint Jean de Jerusalem, Gardien des Pauvres de Jesus-Christ; & Nous Baillis, Prieurs, Commandeurs & Freres tenants en notre Seigneur le Conseil complet de rétention du Chapitre général, à tous nos Freres de ladite Mailon en général, & à chacun d'eux en particulier, tant présens que futurs: Salut & dilection fraternelle. La condition inconstante & variable des choses humaines ne peut souffrir que l'on comprenne sous quelque loi que ce soit, certaines choses, qui dans tous les tems se trouvent réglées à propos; ce que la prudence de nos anciens leur ayant fait reconnoître, ils jugerent qu'ils devoient abroger tout à fait plusieurs Reglemens faits par ceux qui les avoient précédés, ou y faire les changemens qu'ils trouveroient nécessaires. Nous nous servons volontiers de leur exemple, Nous qui sommes revêtus de la même autorité: Nous y sommes même contraints par la nécessité. Nous voyons que plusieurs Loix qu'ils avoient faites, qui étoient fort avantageuses au bien public en ce tems-là, sont devenuës par les changemens arrivez dans les génies & les caracteres des hommes, ou tout à fait pernicieuses, ou incapables de produire aucune utilité. C'est ce qui nous a obligés

de choisir dans notre Chapitre Général, un certain nombre de gens d'une grande expérience des affaires de cet Ordre, qu'ils avoient long-tems maniées. Nous les avons priez & exhortez de recueillir les anciens & les nouveaux Statuts qui avoient été observez parmi Nous jusqu'à présent, avec toute l'exactitude possible, de les bien examiner, & de casser, corriger, ou expliquer ceux qu'ils jugeroient devoir être cassez, corrigez ou expliquez : ils se sont acquittez de cet emploi avec autant de diligence que d'exactitude, en sorte que leur travail nous a paru très-avantageux à la Religion : ils y ont ajouté quantité de choses qui y manquoient, & Nous ont assuré qu'il n'y avoit que les Statuts compris dans cet ouvrage, qui pussent être de quelque utilité.



ANCIENS



ANCIENS ET NOUVEAUX
STATUTS DE L'ORDRE
D E
SAINT JEAN DE JERUSALEM,

Traduits sur l'Édition de BORGOFORTE
de M. DC. LXXVI.

*De l'Ordonnance du Chapitre du Grand Prieuré
de France.*



D E L A R E G L E.

T I T R E I.

*Règle des Hospitaliers, & de la Milice de S. Jean-
Baptiste de Jerusalem.*

Fr. RAIMOND DUPUY, MAITRE.

I. **A**U nom du Seigneur, *Amen.* Je Raimond, serviteur des pauvres de Jesus-Christ, & gardien de l'Hôpital de Jerusalem, avec le Conseil du Chapitre des Freres, ai fait les présens Reglemens pour être observez dans la Maison de l'Hôpital de Saint Jean-Baptiste de Jerusalem. Je veux donc que tous les Freres qui s'engageront au service des pauvres, &

à la défense de l'Eglise Catholique , maintiennent & observent , avec la grace de Dieu , les trois choses qu'ils lui ont promises , qui sont la chasteté , l'obéissance , c'est à-dire , qu'ils feront exactement tout ce qui leur sera commandé par le Grand Maître , & de passer leur vie sans rien posséder en propre ; parce que Dieu leur demandera compte de ces trois choses , le jour du jugement.

Exercice de la Milice pour Jesus-Christ.

C O U T U M E.

2. Notre Ordre fut doté , augmenté & enrichi depuis sa premiere fondation , par la liberalité , l'aide & la faveur du S. Siege Apostolique , des Rois , & des Princes Catholiques , & par la pieté des Fideles , de terres , de possessions , de droits de Justice , de graces , de privileges & d'exemptions ; afin que les Chevaliers qui y auroient fait profession , joignissent la Milice à la veritable charité , qui est la mere , & le fondement solide de toutes les vertus , à l'Hospitalité , & à l'attachement sincere à la foi , & qu'occupez de ces deux differentes fonctions , ils ne songeassent à se distinguer que par leur merite. Les soldats de Jesus-Christ sont uniquement destinez à combattre pour sa gloire , pour maintenir son culte , & la Religion Catholique , aimer , reverer & conserver la justice , favoriser , soutenir & défendre ceux qui sont dans l'oppression , sans negliger les devoirs de la sainte Hospitalité.

Ainsi les Chevaliers de l'Hôpital , en s'acquittant avec pieté de l'un & de l'autre de ces devoirs , doivent porter sur leur habit une Croix à huit pointes , afin qu'ils se souviennent de porter dans le cœur la Croix de Jesus-Christ , ornée des huit vertus qui l'accompagnent ; & qu'après avoir fait

quan-

quantité d'aumônes, ils mettent l'épée à la main pour terrasser les Mahometans, & tous ceux qui abandonnent la véritable Religion.

Dès qu'ils se sont une fois dévoués à ces saints exercices, ils doivent s'animer par l'exemple des Machabées, ces saints soldats & Martyrs, qui ont si glorieusement combattu pour maintenir leur Religion, qui avec un très petit nombre de troupes, ont souvent défait des armées formidables par l'assistance du Seigneur: ils doivent encore s'attacher à l'observation exacte qu'ils ont promise à Dieu en faisant les trois vœux ordonnés par la règle, de chasteté, d'obéissance, & de pauvreté, & à pratiquer toutes les autres vertus morales & théologiques, en sorte qu'enflammés par la charité, ils ne craignent point de mettre l'épée à la main, & de s'exposer avec prudence, tempérance, & force à toute sorte de dangers, pour la défense de la gloire de Jésus-Christ, & de sa sainte Croix, pour la justice, pour les veuves & les orphelins. L'on ne sauroit marquer plus de charité, qu'en donnant sa vie pour ses amis, c'est-à-dire pour les Catholiques. C'est en quoi consiste leur devoir, leur vocation, le genre de vie qu'ils ont choisi, leur justification & leur sanctification, afin qu'en sortant du pèlerinage de cette vie mortelle, ils puissent parvenir à la récompense éternelle, pour laquelle Dieu les a créés.

Ceux qui seront convaincus d'avoir mal fait leur devoir, d'avoir fui, blâmé ou abandonné les occasions, où ils auroient pu s'en acquitter, & la guerre entreprise pour les intérêts de la Chrétienté, la punition des méchants, & le soulagement des bons, seront rigoureusement punis, selon les statuts & les coutumes de l'Ordre.

*Les peines que meritent ceux qui n'observent pas
la Regle & les Statuts.*

Fr. RAIMOND BERENGER.

3. Pour empêcher que les Freres de notre Ordre ne négligent l'observation de la Regle & des Statuts, nous ordonnons & déclarons, que ce qui est contenu dans la Regle, oblige également l'ame & le corps, au lieu que la transgression des Statuts n'engage qu'à des peines corporelles, à moins que la Loi de Dieu, ou les saints Canons n'eussent ordonné ou défendu la même chose, sous peine de peché.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

4. Nous commandons que dans les assemblées qui se font pendant les jeûnes des Quatre-tems, la Regle soit lûe publiquement en présence de tous les Freres.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

Nous ordonnons qu'après la lecture de la Regle, l'on fasse encore celle des Statuts suivans.

DE LA REGLE.

2. L'exercice de la Milice pour Jesus-Christ.
3. La peine de ceux qui manquent d'observer la Regle ou les Statuts.

DE LA RECEPTION DES FRERES.

3. De l'habit des Freres de l'Hôpital de Jerusalem.

De

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 15

DE L'EGLISE.

1. Du respect qui est dû aux choses divines & sacrées.
2. Des prieres que les Freres sont obligez de réciter chaque jour.
3. Les jours ausquels ils sont tenus de jeûner.

DE L'HOSPITALITE.

1. Que les Freres exercent l'Hospitalité.

DU COMMUN TRESOR.

22. De ceux qui doivent quelque chose à notre commun Trésor.

DU CHAPITRE.

1. Que le Freres se trouvent au Chapitre général.

DU MAITRE.

1. Que les Freres obéissent au Grand Maître.

DE L'OFFICE DES FRERES.

5. De la maniere honnête dont les Freres doivent être vêtus, & le suivant.
8. Que les Freres s'exercent aux armes.
9. Que les Freres fassent chaque année leur des-
appropriement.

DES COMMANDERIES.

- 38 Des résignations,

39. De

- 39. De la peine qu'encourent ceux qui résignent.
- 65. Que les Freres n'obtiennent ni Commandes ni Benefices hors de l'Ordre.

DES CONTRATS ET ALIENATIONS.

- 3. Que les Freres ne fassent aucun commerce.
- 4. La défense de l'usure.
- 5. Que l'on n'aliene point les biens de notre Ordre.
- 6. Qu'aucun Frere n'engage ou hypothèque les biens de notre Ordre.
- 10. Que les Freres n'alienent point les biens qu'ils auront acquis.

DES DEFENSES ET DES PEINES.

- 1. Qu'il n'est pas permis aux Freres de faire des testamens, instituer des heritiers, ou faire des legs.
- 14. Que les Freres ne sortent pas du Couvent sans congé.
- 16. Que les Freres ne cherchent point de recommandations, pour obtenir des Commanderies.
- 32. Les cas pour lesquels l'on leur ôte l'habit, & les quatre suivans.
- 52. Des concubinaires publics, avec le suivant.
- 61. De l'obéissance.
- 64. Des peines de ceux qui n'assistent point à l'Office divin.

DE LA RECEPTION DES FRERES.

TITRE II.

Comment les Freres de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem doivent être reçus à la Profession.

C O U T U M E.

Ceux qui ont résolu de dédier leurs personnes au service des malades, & à la défense de la Religion Catholique, sous l'habit de notre Ordre, sont reçus à la Profession en la maniere suivante. Ils doivent sçavoir qu'ils vont se revêtir d'un nouvel homme, & se confesser humblement de tous leurs pechez, suivant l'usage de l'Eglise; & après avoir reçu l'absolution, se présenter en habit seculier; sans ceinture, pour paroître libres, dans le tems qu'ils vont se soumettre à un saint engagement, avec un cierge allumé, qui représente la Charité, entendre la Messe, & recevoir la sainte Communion.

Ils se présenteront ensuite avec respect à celui qui fera la cérémonie, pour lui demander d'être reçus en la compagnie des Freres, & en la sainte Religion de l'Hôpital de Jerusalem. Il leur fera un petit discours pour les confirmer dans leur pieux dessein, pour leur faire comprendre combien il est salutaire, & avantageux de se consacrer au service des pauvres de Jesus-Christ, de vacquer aux œuvres de misericorde, de se dévouer au service & à la défense de la foi; faveur que plusieurs avoient souhaitée, & qu'ils n'avoient pu obtenir: il leur marquera les engagements de l'obéissance, & la severité des regles, qui ne leur permettront plus de se gouverner à leur volonté, qui les obligent

geront d'y renoncer, pour ne suivre dorénavant que celle de leurs Supérieurs, en sorte que quand ils auront envie de faire une chose, le lien de l'obéissance les obligera d'en faire une autre.

Il demandera ensuite à celui qui veut faire profession, s'il est disposé à se soumettre à toutes ces obligations : s'il n'a point fait de vœux dans quelque autre Ordre : s'il a été marié : si son mariage a été consommé ; s'il est débiteur de sommes considérables ; s'il n'est point esclave ; parce que, s'il se trouvoit après ses vœux, qu'il eût fait quelqu'une de ces choses, ou qu'il fût en cet état, l'on lui ôteroit l'habit avec ignominie, comme à un trompeur ; & on le rendroit à celui à qui il appartiendrait.

S'il déclare qu'il n'est dans aucun de ces engagements, le Frere qui le recevra, lui présentera le Missel ouvert, sur lequel il mettra les deux mains ; & après ces questions & ces réponses, il fera sa profession en ces termes :

„ Je N. fais vœu & promesse à Dieu, à Saint
„ te Marie toujours Vierge, Mere de Dieu, &
„ à S. Jean-Baptiste, de rendre dorénavant, moyennant la grace de Dieu, une vraie obéissance au Supérieur qu'il lui plaira de me donner, & qui sera choisi par notre Religion, de vivre sans propriété, & de garder la chasteté. Dès qu'il aura retiré ses mains de dessus le Livre, le Frere qui le reçoit, lui dira : „ Nous vous reconnoissons pour serviteur de Messieurs les pauvres malades, & consacré à la défense de l'Eglise Catholique. Il répondra : Je me reconnois pour tel. Il baisera le Missel, sur lequel il le mettra, baisera l'Autel, & rapportera le Missel au Frere qui l'a reçu, en signe d'une véritable obéissance.

Le Frere qui le reçoit, prendra ensuite le manteau ; & lui montrant la Croix blanche qui est dessus, lui dira : „ Croyez-vous, mon Frere, que

„ que ce soit là le signe de la sainte Croix , à la-
 „ quelle fut attaché , & mourut Jesus-Christ pour
 „ la rédemption de nos pechez ? Le nouveau re-
 „ çu répondra : Oui , je le crois. Il ajoutera :
 „ C'est aussi le signe de notre Ordre , que nous
 „ vous commandons de porter continuellement
 „ sur vos habits ; ensuite de quoi le nouveau re-
 „ çu baisera le signe de la Croix. Celui qui le re-
 „ çoit , lui mettra le manteau sur les épaules , enfor-
 „ te que sa Croix paroisse sur son estomach du côté
 „ gauche , le baisera , & lui dira : „ Prenez ce signe
 „ au nom de la Très Sainte Trinité , de Sainte
 „ Marie toujours Vierge , & de S. Jean-Baptiste ,
 „ pour l'augmentation de la foi , la défense du
 „ nom Chrétien , & le service des pauvres. C'est
 „ pour cela , mon Frere , que nous vous mettons
 „ la Croix de ce côté , afin que vous l'aimiez de
 „ tout votre cœur : que votre main droite com-
 „ batte pour sa défense & sa conservation. S'il
 „ vous arrivoit jamais en combattant pour Je-
 „ sus-Christ , contre les ennemis de la foi , de
 „ leur tourner le dos , d'abandonner l'étendart
 „ de la Croix , & de prendre la fuite dans une
 „ aussi juste guerre , vous seriez dépouillé du si-
 „ gne très saint , suivant les statuts & les cou-
 „ tumes de l'Ordre , comme un prévaricateur du
 „ vœu que vous venez de faire , & retranché de
 „ notre Corps , comme un membre pourri ou
 „ gangrené.

Il lui attachera ensuite le manteau avec les cor-
 dons qu'il passera au tour du col , & lui dira :
 „ Recevez le joug du Seigneur , parce qu'il est
 „ doux & léger , sous lequel vous trouverez le
 „ repos de votre ame. Nous ne vous promet-
 „ tons que du pain & de l'eau , sans aucune déli-
 „ cateſſe , & un habit modeste & de peu de prix.
 „ Nous vous faisons part , à vos peres & à vos
 „ parens , des bonnes œuvres de notre Ordre &
 „ de

„ de nos Freres , qui se font dans tout l'Uni-
 „ vers , & qui s'y feront à l'avenir. Le Profès
 répondit *Amen*, c'est-à-dire, Ainsi soit-il. Celui
 qui l'a reçu , & tous ceux qui s'y trouveront, l'em-
 brasseront & le baiseront , en signe d'amitié, de
 paix , & de dilection fraternelle. Les Prêtres , &
 particulièrement celui qui aura dit la Messe , di-
 ront les prières suivantes.

„ Vous avez répandu sur nous, ô mon Dieu, les
 „ effets de votre miséricorde, au milieu de votre
 „ Temple. *Pseaume*. Le Seigneur est grand: il est
 „ digne de toute sorte de louanges , dans la Cité
 „ de Dieu, située sur la sainte montagne, *etc.*

„ Qu'il est doux & agreable de voir les Freres de-
 „ meurer bien unis ensemble! Gloire soit au Pere,
 „ & au Fils, & au S. Elprit, comme il étoit, *etc.*

„ Vous avez répandu, *etc.* Le *Pseaume*, Qu'il est
 „ doux & agreable, *etc.* Gloire soit au Pere, *etc.*

„ Vous avez répandu, *etc.* Kyrie Eleison, Christe
 „ Eleison, Kyrie Eleison. Notre Pere, *etc.* Ne

„ permettez pas que nous tombions en tentation,
 „ *etc.* *Ps.* Conservez votre serviteur, *Ps.* Qui espere

„ en vous, mon Dieu. *Ps.* Envoyez-lui du secours
 „ de votre Sanctuaire. *Ps.* Et de Sion de quoi se dé-

„ fendre. *Ps.* Que l'ennemi ne puisse lui nuire. *Ps.*
 „ Que le fils d'iniquité n'entreprenne pas de le sé-

„ duire. *Ps.* Servez-lui, Seigneur, de citadelle. *Ps.*
 „ Contre les desseins de l'ennemi, & de ceux qui le

„ persecuteront. *Ps.* Seigneur, écoutez ma priere.
 „ *Ps.* Que mes cris viennent jusqu'à vous. *Ps.* Le

„ Seigneur soit avec vous. *Ps.* Et avec votre Esprit.

O R A I S O N.

MOn Dieu, qui convertissez les méchans, &
 qui ne voulez pas la mort des pécheurs, nous
 supplions très-humblement votre divine Majesté,
 de vouloir protéger & conserver par le secours
 con-

continuel de votre grace, votre serviteur ici present, qui n'a de confiance qu'en votre misericorde, afin qu'il demeure toute sa vie attaché à votre service, sans pouvoir en être détourné par aucune tentation. Par Jesus-Christ, &c.

O R A I S O N.

Dieu éternel & tout-puissant, qui n'avez besoin de personne pour opérer toutes les merveilles qui paroissent à nos yeux, répandez sur N. votre serviteur l'esprit d'une grace salutaire, & afin qu'il puisse vous plaire par son attachement à la verité, répandez continuellement sur son cœur la rosée de votre bénédiction. Par Jesus-Christ, &c.

O R A I S O N.

Que le Seigneur vous reçoive au nombre de ses fideles serviteurs, & pendant que nous indignes, vous recevons dans nos prieres, qu'il vous accorde la grace de bien faire, la volonté de perseverer, & l'avantage de parvenir un jour à la vie éternelle, afin que comme la dilection fraternelle nous aura unis sur la terre, la misericorde de Dieu qui l'a fait naître, puisse nous unir dans les cieux avec ses fideles serviteurs. Nous l'en supplions par les merites de notre Seigneur Jesus-Christ Dieu, qui vit & regne avec le Pere & le Saint Esprit dans tous les siècles des siècles.
Amen.



*De la distinction des degrez parmi les Freres
de notre Ordre.*

C O U T U M E.

2. Il y en a de trois sortes: des Chevaliers, des Prêtres & des Servants. Les Prêtres sont divisez en deux classes: les uns sont Conventuels, & les autres d'Obedience: il y a de même de deux sortes de Servants: les premiers sont Servants d'armes, c'est-à-dire reçûs dans le Couvent: les seconds sont Servants de stage ou d'office. Quand quelqu'un se présente pour être reçû à faire profession dans l'Ordre avec toutes les qualitez nécessaires, suivant les Statuts & les Coutumes, s'il veut être Chevalier, il faut qu'il ait reçu l'ordre de Chevalerie d'un Prince Catholique, qui soit en état de le donner, avant de prendre l'habit, & d'être admis à la profession, sinon il le recevra des mains de celui devant lequel il fera profession, ou de quelqu'autre Chevalier de l'Ordre; ensuite de quoi il fera ses vœux de la maniere que l'on vient de marquer. Pour les Chapelains & les Servants d'armes ou d'office, il n'est pas nécessaire de les faire Chevaliers: il n'y a ni Statut ni Coutume qui y engage: on les admet directement à la profession.

De l'habit des Freres de l'Hôpital de Jerusalem.

Fr. RAIMOND DUPUY.

3. Il convient à notre profession que tous les Freres de l'Hôpital soient tenus de porter un habit ou un manteau noir, avec la Croix blanche.

Fr. NI-

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

Nous ordonnons que dans l'exercice des armes, ils porteront par dessus leurs habits un manteau rouge, avec la Croix blanche droite.

Des qualitez que doivent avoir ceux qui sont reçus à faire profession dans notre Ordre.

Fr. HUGUES REVEL.

5. Nous ordonnons que dorénavant personne ne sera reçu à la profession, s'il n'est né en légitime mariage, ou dont le pere soit bâtard, excepté les enfans des Comtes, & des gens de plus grande qualité.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

6. Et que ces fils de Comtes, ou de grands Seigneurs soient nez d'un pere, dont le pere & l'aïeul paternels, (l'article 13 de ce titre ajoute le bisayeul,) aient été Comtes, ou gens de plus grande qualité.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Et qu'ils soient nez d'une mere d'honnête condition. Il est encore défendu de donner l'habit de notre Ordre à aucun qui soit descendu de Juifs, de Marannes, de Sarrafins ou autres Mahometans, quoique ses ancêtres eussent été Princes, ou Comtes.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

8. Nous défendons aux Langues & aux Prieu-
rez

rez de faire jamais aucune grace sur un pareil défaut, & s'ils en font, nous les déclarons nulles, & de nulle valeur.

Fr. HUGUES REVEL.

9. Quiconque aura fait profession dans un autre Ordre, ne sera jamais reçu dans le nôtre; au cas qu'il le soit, il sera dépouillé de l'habit, dès que l'on sera instruit de la première profession qu'il aura faite.

Fr. CLAUDE DE LA SANGLE.

10. Qu'il soit chassé du Couvent, sans espérance de pouvoir jamais porter notre habit, ni tirer de l'Ordre des alimens, des pensions, des Commanderies, des membres de Commanderie ou autre chose, quelle qu'elle soit, même de grace spéciale.

C O U T U M E.

11. Si quelqu'un se trouve débiteur de quelque somme considérable, ou qui aura contracté mariage, & l'aura consommé, il ne pourra être reçu.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

12. Non plus que ceui qui aura fait un meurtre, ou qui aura mené dans le siècle une vie débauchée & corrompue.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

13. L'on ne donnera l'habit de l'Ordre à aucun qui n'ait atteint l'âge de dix-huit ans. Il est néanmoins permis au Maître de choisir huit enfans de quelle

quelle nation il lui plaira, & en quel degré que ce soit pour son service domestique, auxquels l'on ne pourra rien opposer pour l'âge, ou l'ancienneté : pourvu néanmoins qu'ils soient âgés de douze ans.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE:

14. Ceux qui auront été choisis ou reçus autrement, ne jouiront d'aucune prérogative d'ancienneté ou de résidence; ne recevront ni table, ni solde du commun Trésor, quand ils auroient été choisis & reçus par une grace particuliere du Grand Maître & des Langues.

LE MESME MAISTRE.

15. Pour nous conformer au Decret du saint Concile de Trente, nous ordonnons que personne ne soit admis à faire profession dans notre Ordre, avant les seize ans accomplis.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

16. Que l'on ne reçoive personne qui ne soit d'une bonne santé, libre de son corps, & propre à la fatigue: qui n'ait l'esprit sain, & qui ne soit de bonnes mœurs.

Des preuves nécessaires avant de recevoir un Chevalier.

Fr. HUGUES REVEL.

17. Ceux qui souhaiteront être reçus Chevaliers, seront obligés de prouver par des titres incontestables qu'ils sont nez de parens nobles de nom & d'armes.

Des qualitez que doivent prouver les Freres Chapelains & Servans d'armes.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

18. Quoique nos établissemens ne demandent point que l'on recherche la noblesse du sang dans ceux qui y seront reçûs pour Freres Chapelains, ou Servans d'armes, l'on ne doit pas cependant les prendre dans la plus vile populace, ni sans quelque choix, ce qui pourroit donner lieu à les mépriser : c'est pourquoi nous ordonnons qu'à l'avenir aucun ne sera reçû Frere Chapelain ou Servant d'armes, au dedans, ni au dehors du Couvent, même par grace speciale des Langues, ou des Prieurez, qu'il n'ait justifié qu'outre les qualitez requises & nécessaires par nos Statuts, il est né de parens gens de bien & d'honneur : qu'il ne s'est appliqué qu'à un travail honnête : qu'il n'a jamais servi à personne dans un emploi vil & méprisable : que lui-même, son pere ni la mere n'ont jamais fait aucun métier sordide ou mécanique de leurs mains : nous en exceptons ceux qui se feront signalez par les armes ou par des services honorables qu'ils auront rendus à nôtre Ordre.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLÉ.

19. Ceux qui voudront être reçûs dans notre Ordre, seront tenus de justifier qu'ils sont nez dans la Langue ou Prieuré dans lequel ils demanderont d'être incorporez.

LE MESME MAISTRE.

20. Enfin ils seront obligez de faire les preuves requises par nos établissemens devant les Commissai-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 27
missaires députez par le Prieur, ou le Chapitre
Provincial, ou devant l'Assemblée même, & de
les présenter au Chapitre ou à l'Assemblée, pour
y être lûes, aprouvées ou rejetées.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

21 Elles nous seront ensuite envoyées au Cou-
vent, avec des pieces justificatives en bonne for-
me de tous les faits qui s'y trouveront contenus.
Ainsi nous défendons de recevoir aucun Frere
Chevalier hors du Couvent.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

22. Nous défendons d'accorder aucun delai, de
faire ou de présenter les preuves que l'on avoit
accoutumé d'obtenir des Langues, des Prieurs ou
du Maître ou de son Conseil: déclarons nul & de
nulle valeur tout ce qui se fera au préjudice du
present Statut.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

23. Défendons aussi de donner l'habit à aucun
qui n'ait un manteau que nous appellons à bec ou
de pointe, & une robe longue, & qui n'ait,
s'il est Chevalier, ou Frere Servant, des armes
avec la casaque.

*De la peine de ceux qui auront été reçus contre la dis-
position des Etablissements.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

24. Celui qui aura été reçu contre la forme des
Etablissements, s'il est Chevalier, sera réduit à l'é-
tat de Frere Servant: s'il est Frere Chapelain, il

deviendra Frere d'Obedience; s'il est Frere Servant d'armes, il sera réduit à la condition de Frere servant d'office, & qu'il soit inhabile à posséder ni Commanderie, ni aucun autre bien de l'Ordre.

Que l'on ne fasse aucune recherche sur l'état de ceux qui auront été reçus Chevaliers.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

25. Statuons & ordonnons que l'on ne fera plus aucune difficulté à ceux qui auront été reçus dans le Couvent, en qualité de Chevaliers, sur leur état, à moins que celui qui la proposera ne se soumette à la peine du talion, c'est-à-dire, qu'au cas qu'il ne vienne pas à bout de prouver ce qu'il aura avancé, il sera lui-même rabaisé au degré de Frere Servant; aucun ne pourra être écouté dans la difficulté qu'il fera à un autre, s'il a déjà cinq ans de possession.

De la réception des Sœurs de notre Ordre.

Fr. HUGUES REVEL.

26. Nous permettons aux Prieurs, & au Châtelain d'Emposte, d'admettre à la profession de notre Ordre des Dames de bonnes mœurs, nées en légitime mariage de parens nobles.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

27. Pourvu qu'elles soient renfermées dans des Monasteres.

De l'année de probation.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

28. Nous déterminons qu'à l'avenir personne ne

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 29
ne recevra l'habit dans le Couvent, s'il n'y a demeuré une année entière, afin que l'on puisse juger de ses mœurs, de sa maniere de vivre, & de ses dispositions. Cette année lui sera comptée pour l'ancienneté, & la résidence: il aura la table & la solde, sans quoi il ne jouira pas de l'ancienneté de cette année.

*De la réception des Freres Chapelains & Servans,
pour le service des Commanderies.*

Fr. ELION DE VILLE-NEUVE.

29. Qu'il ne soit permis à aucun de nos Freres, de quelque état ou condition qu'il soit, de recevoir aucun pour Frere de l'Ordre Chapelain ou Servant d'armes, lorsqu'ils en manquent pour leurs Eglises & Chapelles, ni de Freres Servans d'Office, pour leur service, ou des Commanderies qu'ils possèdent.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

30. Qu'ils ne soient auparavant approuvez par le Chapitre provincial, ou par l'assemblée à laquelle ils doivent être présentez: ils seront obligez de les nourrir, vêtir, & loger à leurs dépens, ou de les pourvoir de quelque Benefice Ecclesiastique.

Que l'on fasse une matricule des Freres Chapelains & Servans qui auront été reçus hors du Couvent.

LE MESME MAISTRE.

31. Nous Commandons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de travailler à faire faire une matricule des Freres qui auront été reçus hors du

Couvent, dans laquelle chacun d'eux sera inscrit ; sans quoi ils ne seront pas regardez comme Freres de l'Ordre, ne jouiront pas des privileges, & ne pourront pas obtenir les Benefices Ecclesiastiques qui en dépendent.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

32. Celui qui en aura reçu autrement qu'en la forme ci-dessus prescrite, soit Prieur, Bailli, ou Commandeur, demeurera privé de l'administration du Prieuré, Bailliage ou Commanderie, pendant cinq ans, durant lesquels tous les fruits en seront portez au commun Trésor. Si c'est un Frere du Couvent, il perdra cinq ans de son ancienneté, desquels profiteront ses Frernauds.

Que le Frere Servant ne pourra devenir Chevalier.

Fr. ROGER DE PINS.

33. Il n'est pas à propos qu'un Religieux change l'état qu'il a une fois embrassé, & qu'il renverse s'en dessus dessous le degré de sa qualité. Ainsi nous défendons aux Freres Servans, de quelque qualité qu'ils puissent être, de monter jamais au rang des Chevaliers: quand quelque Prince seculier ou autre les feroit Chevaliers, il n'en seront pas moins obligez de se tenir dans le degré, le service & la solde des Freres Servans.

De la maniere de recevoir les Confreres ou Donnez.

C O U T U M E.

34. Ceux qui souhaitent d'être reçus Confreres, ou Donnez de notre Ordre: doivent se présenter avec respect devant le Frere qui les reçoit, s'age-

s'agenouiller, mettre les mains sur le Missel que le Frere tient entre les mains, & prononcer les paroles suivantes: „ Je N. promets à Dieu Tout-
 „ puissant, à la bienheureuse Vierge Marie Mere
 „ de Dieu, à S. Jean-Baptiste, & au Maître de la
 „ Religion de S. Jean de Jerusalem, que j'aurai,
 „ autant qu'il me sera possible, une veritable cha-
 „ rité & amitié pour le Maître de cette Religion,
 „ pour les Freres, & pour tout l'Ordre: que je
 „ les défendrai eux & les biens de l'Ordre de tou-
 „ tes mes forces, & que si je ne me trouve pas
 „ en état de le faire, je leur ferai sçavoir tout ce
 „ que j'aurai pû découvrir, qui pourroit leur fai-
 „ re de la peine: que je ne ferai jamais profes-
 „ sion dans aucun autre Ordre, que celui de S. Jean,
 „ dans lequel quand je n'aurois pas fait profes-
 „ sion, je supplie qu'après ma mort, l'on enter-
 „ re mon corps dans le Cimetiere de la Religion:
 „ je promets encore de lui donner chaque année
 „ à la Fête de S. Jean-Baptiste, quelque chose en
 „ reconnoissance de la confraternité.

Après qu'il a prononcé ces paroles, celui qui le reçoit, doit lui dire: Puisque vous avez fait les promesses ci-dessus, nous recevons votre ame & celles de vos ancêtres à la participation de tous les Offices divins, bonnes œuvres, Oraisons & Messes, qui se diront à l'avenir dans notre Religion, que nous prions notre Seigneur J. C. de vouloir vous communiquer. Il le baisera ensuite, & après lui tous les Freres qui se trouveront présens. L'on écrira sur le Registre de la confraternité son nom, & ce qu'il aura promis de donner chaque année. Voilà ce que nous commandons d'être observé à la réception des Confreres, sans préjudice de l'usage de quelques Prieurez, qui pourroit se trouver different, lequel ils sont obligés de maintenir.

Fr. JEAN D'OMEDES.

35. Nous défendons aux Prieurs, au Châtelain d'Empesse, aux Baillis & à tous les autres Freres de notre Ordre, de recevoir personne pour Donat ou Confrere, sans l'ordre ou la commission du Maître, à peine d'être privez de l'habit, & pour ceux qui auront été reçus sans cela, de n'être point reconnus pour Confreres, & de ne jouir des privileges, ni des exemptions des Donats.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

36. Les Confreres ou Donats porteront sur leur côté gauche de leur habit une Croix qui n'aura que trois branches, & qui manquera de celle dessus, faute de quoi ils ne jouiront pas des privileges.

Des qualitez nécessaires à ceux que l'on recevra pour Donats.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

37. Il s'est glissé quelques abus dans la réception des Donats ou Confreres, auxquels nous avons résolu de remédier : ainsi nous défendons par le présent Statut, de recevoir à l'avenir, pour Donat ou Confrere, aucun seculier, de quelque état ou condition qu'il soit, sans permission ou commission du Maître, ainsi qu'il a été déjà réglé, & qu'il ne lui ait paru que le prétendant est d'honnête famille; qu'il n'est point issu de parens, Juifs, Sarrafins, ni autres Mahometans : qu'il a mené une vie réglée: qu'il n'a été prévenu d'aucun crime : qu'ils n'a jamais fait de métier sordide, ou méchanique, & qui n'ait fait présent à l'Ordre d'une partie de ses biens. Ceux qui auront
été

été reçus sans observer toutes ces formalitez, ou qui après l'avoir été, négligeront de porter cousuë sur leurs habits la marque des Donats, ne fera point regardé comme tel, & ne jouira d'aucun des privileges attachez à cette qualité.

Nous en exceptons cependant la Congregation des Donats & Confreres de la Commanderie de *Modica*, dans laquelle l'on observe une coutume très ancienne, qui n'y est pas conforme. Les Donats de cette Congregation n'en seront pas moins tenus de faire, devant le Commandeur, leurs preuves de ce que dessus, nonobstant tous Statuts & Coutumes contraires.

La maniere d'ôter l'habit aux Freres.

C O U T U M E.

38. Dès que quelque Frere de notre Ordre aura commis un crime qui merite que l'on lui ôte l'habit, le Maître ou son Lieutenant revêtu de pouvoir quant à ce, rapportera au Conseil le crime & le délit, pour prendre son avis sur ce qu'il doit faire en cette occasion. Le Conseil après avoir meurement délibéré, lui ordonnera d'en rapporter les preuves. L'information ou les dépositions des témoins, seront reçues en la forme prescrite par les Statuts & les Coutumes.

Si le cas se trouve assez grave pour meriter la privation de l'habit, le Maître ou son Lieutenant en donnera sa plainte à l'Assemblée générale, qui sera convoquée pour cet effet au son de la cloche, en la maniere accoutumée. Il y proposera le crime de l'accusé tel qu'il est; ou s'il veut bien en couvrir l'atrocité, il se contentera de dire pour ne pas donner de mauvais exemple, que l'accusé a fait tort à la Religion de plus d'un marc d'argent en présence de l'accusé même qui y aura

été conduit sous bonne & sûre garde par le maître Ecuyer.

Après la lecture de la plainte, le Maître ou son Lieutenant laissera aux Baillis de l'Egard le tems de l'examiner, & de voir les informations, les preuves, les interrogatoires de l'accusé, lesquels rendront ensuite leur Sentence, selon Dieu, la raison, les Statuts, & les louables Coutumes de la Religion.

Le Maître ou son Lieutenant nomme le Chef de l'Egard, & députe un Religieux honnête homme, pour s'y trouver en son nom, & faire toutes les procédures nécessaires: ensuite de quoi le Chef & les Baillis de l'Egard se retirent en un autre endroit, où se trouvent le Procureur du Maître d'un côté, & l'accusé de l'autre. Le Procureur demande que l'accusé soit privé de l'habit, suivant la grieveté de son crime: l'on permet à l'accusé de répondre & de se défendre. S'il avoué son crime, & qu'il en demande pardon, l'Egard va jusqu'à trois fois trouver le Maître & l'Assemblée, pour demander sa grace: si le Maître trouve que les Statuts lui permettent de l'accorder, l'on s'en tient là. S'il continué de demander quel'on fasse justice, l'Egard s'en retourne au lieu où il est venu.

Si l'accusé dénie le fait, l'on produit les témoins, les informations & les preuves; & s'il se trouve convaincu par sa propre confession, ou par les dépositions des témoins, l'Egard prononce sa Sentence qui le condamne d'être dépouillé de l'habit. L'on appelle le Procureur du Maître, auquel on la communique: il le dispose à suivre l'Egard qui le conduit au Maître & à l'Assemblée: il demande grace encore une fois: il est encore appuyé de l'intercession de l'Egard. Mais si le Maître ou son Lieutenant continué dans son refus, & qu'il commande qu'on fasse lecture de la
Sen-

Sentence, le Chef & les Baillis de l'Egard, après un troisiéme commandement à eux fait en présence de l'accusé, lui prononcent sa Sentence, le déclarent convaincu du crime, & le condamnent à la privation de l'habit.

Quand la Sentence a été publiée, l'accusé se met à genoux devant le Maître ou son Lieutenant, & continuë de demander sa grace. Il a le maître Ecuyer à son côté pour executer les ordres. C'est lui qui prononce la Sentence de privation, en disant à l'accusé : „ Puisque vous „ vous êtes rendu par vos crimes & vos desor- „ dres, indigne de porter à l'avenir le signe de „ la sainte Croix, & l'habit de notre Ordre, que „ nous vous avons donné, dans l'opinion que „ nous avons que vos mœurs étoient réguli- „ res; nous vous l'ôtons, suivant nos Statuts & „ nos Coutumes, pour donner du courage aux „ bons, de la crainte aux méchans; & afin que „ vous serviez d'exemple, nous vous séparons, „ & nous vous chassons de la noble compagnie „ de nos Freres: nous vous jettons dehors, „ comme un membre pourri & gangrené.

Après ces paroles, le Maître Ecuyer, de l'ordre du Maître ou de son Lieutenant, ôte l'habit à l'accusé en cette maniere. Au premier commandement, il met seulement la main sur le manteau du condamné: au second, il dénouë les cordons des manches à bec ou à pointe, & en jette une partie sur le devant: au troisiéme, il dénouë le cordon qui attache le manteau, & le lui ôte de dessus les épaules, en disant ces paroles: „ De „ l'autorité du Supérieur, je vous enleve les liens „ du joug du Seigneur, lequel est véritablement „ doux, & l'habit de notre Ordre, que vous vous „ êtes rendu indigne de porter; après quoi il le ramene dans la prison.

Lorsque l'accusé est absent, l'on commence par

le citer, suivant la forme de nos Statuts & de nos Coutumes: s'il ne comparoit point, ou qu'il soit impossible de le prendre, au cas que le crime dont il est accusé ait été commis publiquement, & qu'il soit directement contre ce qui est prescrit par les Etablissmens, ou qu'il soit notoire, & qu'il doive être puni par la privation de l'habit, pourvu que l'on en ait des preuves suffisantes, l'on ne laisse pas de lui faire son procès par contumace, de le faire condamner par l'*Egard*, & par le Maître ou son Lieutenant, qui le déclare privé de l'habit, après avoir observé les formalitez ci-dessus. L'on porte un manteau au milieu de l'Assemblée; & après le troisième commandement, le Maître Ecuyer le prend, & l'emporte pour faire affront à l'accusé.

La manière de rendre l'habit à ceux qui en ont été privés.

C O U T U M E.

39. Notre Ordre a accoutumé d'user de bénignité & de miséricorde envers ceux qui se repentent de leurs crimes, & qui en reviennent à une conduite plus modérée. Ainsi lorsque quelqu'un de nos Freres a été privé de l'habit pour ses fautes; qu'il en a fait pénitence, qu'il paroît disposé à s'en corriger, qu'il a mérité sa grace, suivant nos Statuts, & que l'on juge à propos de lui rendre l'habit, l'on en use de la manière suivante.

Le Grand Maître ou son Lieutenant font convoquer l'Assemblée, ou congregation au son de la cloche; où étant assis avec les Baillis, les Prieurs, & autres anciens, & les Chevaliers, comme à l'ordinaire, le Maître ou son Lieutenant commandent au Maître Ecuyer d'amener celui qui a été privé de l'habit, en habit seculier, ou même

en chemise, & la corde au col, si son crime se trouve l'avoir mérité : il arrive les mains jointes, entre lesquelles il porte un cierge allumé, qui marque qu'il recouvrera bien-tôt la charité & la dilection de l'Ordre.

En cet état, il se jette aux pieds du Maître, & le supplie avec respect de lui faire grace, de lui rendre l'habit, de la rétablir dans la compagnie des Freres; sur quoi le Maître lui fait cette réponse; „Encore que l'on soit informé que vos fautes précédentes vous ont justement attiré la privation de notre habit; cependant comme nous espérons que vous serez plus sage à l'avenir, nous vous pardonnons: nous vous rendons l'habit de notre Ordre, & nous vous rétablissons dans la compagnie de nos Freres. Tâchez donc de vivre à l'avenir d'une manière si réglée, que nous ne trouvions plus d'occasion de vous faire éprouver une seconde fois la rigueur, & la sévérité de la justice: la grace que nous vous accordons est grande; elle ne se fait que très-rarement. Nous souhaitons qu'elle devienne salutaire à votre ame & à votre corps.

Le Maître Ecuyer, de l'ordre du Maître, prend ensuite un manteau qu'il lui met sur les épaules, & le rattache avec les cordons, en disant: „Recevez pour la seconde fois le joug du Seigneur, qui est doux & léger; qu'il puisse contribuer au salut de votre ame. Le nouveau Chevalier loué Dieu, & le remercie de sa bonté, & se dévoué au service de l'Ordre.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

40. La restitution de l'habit ne peut se faire que de cette manière, le Chevalier n'est pas rétabli pour cela dans son ancienneté, ni dans sa résidence.

Ceux qui auront fait commerce ne seront pas reçus Chevaliers.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

41 Nous ordonnons que ceux qui auront fait commerce, ou dont les parens l'aurent fait, ou auront été Banquiers, Agens de Change ou de banque, Changeurs, Caissiers ou Fermiers, ou auront vendu en magasin ou en boutique, à poids ou à mesure des draps de soye ou de laine, des grains, ou quelqu'autre denrée que ce soit, ne seront point reçus Chevaliers, quoique Gentils-hommes de nom & d'armes, dans quelque Seigneurie, Ville ou Province qu'ils soient nez *.

Que l'on ne reçoive personne, dont le pere ou la mere détiennent actuellement les biens de l'Ordre.

LE MESME MAISTRE.

42. Il a été déterminé par la Coutume, qui est en cela très-raisonnable, que l'on ne recevra point dans l'Ordre des gens chargez de dettes. Ainsi nous statuons & ordonnons que l'on n'y recevra point non plus aucune personne, dont le pere aura détenu, ou qui détient elle même les terres, possessions, Justices, ou quelqu'autre bien de l'Ordre que ce soit, sans les avoir restituez auparavant. Ordonnons aux Commissaires députez pour la réception des preuves, de s'en informer exactement, & de bien interroger les témoins sur cet article.

* Excepté les Villes de Florence, de Gênes & de Lucques à l'égard des quelles il suffit que le Prétendant n'ait pas trafiqué lui même quoique son Père l'ait fait.

DE

DE L'EGLISE.

TITRE III.

Du culte des choses divines.

COUTUME.

1. Le principal & le plus essentiel des devoirs de l'homme Religieux, est d'adorer Dieu, de le révéler de tout son cœur, & de tout son esprit, & de s'attacher à tout ce qui regarde le culte qui lui est dû. Ainsi nous ordonnons & commandons à nos Freres d'avoir un respect singulier pour les choses sacrées & divines, afin d'obtenir de Dieu la forte & le bonheur qui leur sont nécessaires, pour combattre contre les ennemis de Jesus-Christ.

*Des Prieres que les Freres sont obligez de réciter
chaque jour.*

COUTUME.

2. Les Fondateurs de notre Ordre ordonnerent avec beaucoup de prudence, que nos Freres Chevaliers & Servans, qui doivent s'appliquer à l'Oraison pour élever leur esprit vers Dieu, ne seroient chargez que d'un petit nombre de prieres, qui ne les empêchassent pas de vacquer à l'Hospitalité, & à la défense de la foi: il ordonnerent que tous nos Freres Profès de l'Ordre, Chevaliers & Servans, réciteroient chaque jour, à une ou à plusieurs reprises, cent cinquante fois l'Oraison Dominicale, enseignée par Jesus-Christ lui-même dans l'Evangile, au lieu des Heures Ecclesiastiques;

C O U T U M E.

4. Nos Freres Chevaliers Servans sont obligez de recevoir trois fois l'an, l'adorable Sacrement de l'Eucharistie, à Pâques, à la Pentecôte & à Noël.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

5. Et au jour de S. Jean-Baptiste notre Patron : nous déclarons que les Clecs y sont pareillement obligez, quoiqu'ils ne soient pas encore promûs aux Ordres sacrez, même les Confreres ou Donats.

Du desappropriement, & de la confession que doivent faire les Freres, avant de s'embarquer.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

6. Nous commandons à tous les Freres de notre Ordre, qui montent les Galères, ou autres Vaisseaux, de se confesser dévotement, & de faire le desappropriement, lequel se déposera clos, & scellé de leurs cachets, entre les mains du Prieur de l'Eglise, de son Vicaire, ou du Souprieur, à peine d'être soumis à faire la quarantaine à leur retour; & s'ils sont Freres du Couvent, de perdre leur solde d'une année. Un Commandeur perdra les fruits d'une année de sa Commanderie, lesquels seront appliquez au commun Trésor.

A qui les Freres sont obligez de se confesser.

7. Nous défendons à nos Freres de se confesser à d'autres Prêtres, qu'au Prieur, ou à quelque Chapelain de notre Ordre, s'il s'en trouve : au cas qu'ils veuillent se confesser à d'autres, ils en deman-

demanderonr la permission au Prieur, ou au Sou-prieur en son absence.

De la modestie que doivent observer les Freres pendant la célébration du Service divin.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

8. Nous défendons à nos Freres d'entrer dans le *Chœur* ou Chœur, pendant que l'on fait l'Office divin, & de s'appuyer sur l'Autel, afin qu'ils n'embarassent point le Prêtre, qui le célèbre. Ceux qui contreviendront au présent Statut, seront punis par un jeûne de six semaines.

Que les Freres sont obligez en marchans, ou en s'asseyans, de garder l'ordre de l'ancienneté.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

9. Nous ajoutons au précédent Statut, que tous nos Freres, soit à l'Eglise, soit aux Processions, observent entre eux l'ordre de l'ancienneté: qu'aucun d'eux ne se place dans les bancs des Grands Prieurs, des Baillis, ou des Lieutenans des Baillis conventuels, sous la même peine que dessus.

Des Processions que l'on est obligé de faire.

C O U T U M E.

10. L'on fait dans l'Eglise de l'Hôpital les Processions suivantes. Aux Fêtes de la Purification, & de l'Assomption de la Sainte Vierge, de l'Ascension de Notre-Seigneur, du Corps de Dieu, & de Saint Jean Baptiste. L'on va en Procession à l'Infirmerie tous les Dimanches & tous les Vendredis, pour obtenir de Dieu la paix, & qu'il
n'arri-

n'arrive point de tremblemens de terre. L'on n'en fait en aucune autre fête, si elle n'arrive le Dimanche.

La solemnité que l'on doit faire le jour de la Nativité de la Sainte Vierge, pour la victoire gagnée à pareil jour.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

II. Nous sommes obligez de célébrer avec beau coup de révérence & de dévotion, la Fête de la Nativité de la Sainte Vierge Mere de Dieu; tant pour les bienfaits singuliers que nous, & notre Ordre avons reçus de sa part, que pour l'heureuse victoire qu'elle nous a aidée à remporter en ce jour, contre les Barbares. Leur tyran ennemi déclaré du nom Chrétien, & particulièrement de notre Ordre, avoit envoyé en 1565, une armée très-puissante, & très-bien fournie, assieger cette Isle; & lui ayant livré de terribles assauts par mer & par terre, qui furent continuez, sans interruption pendant quatre mois; forcé la citadelle de S. Elme, laquelle est située à l'entrée du port, ruiné les autres fortereſſes, châteaux & bastions, renversé entierement les murailles, brûlé les maisons de plaifance, renversé les Eglises, & déſolé la campagne. Nous nous trouvions réduits à un extrême danger: cependant par le secours de Dieu tout-puissant, par la bravoure, & la constance de nos Freres, nous avons soutenu les efforts de l'ennemi, avec tant de courage & de fermeté, qu'après l'arrivée du secours que nous envoyoit Philippe II. Roi d'Espagne, véritablement Catholique, commandé par le Général Dom Garcias de Toledé, Vice-Roi de Sicile, les Turcs affoiblis par les pertes que nous leur avons causées, épouvantez de l'arrivée de ces nouveaux ennemis, furent

furent contraints de s'enfuir honteusement, après avoir vû tailler en pieces la meilleure partie de leur armée, sans avoir pû executer leur dessein.

C'est pourquoi nous, qui reconnoissons d'avoir obtenu cette victoire par le secours de Dieu tout-puissant, de la Sainte Vierge Marie sa mere, & de Saint Jean-Baptiste notre protecteur, pour conserver dans notre Ordre la mémoire d'un bienfait aussi singulier, avons établi cette Loi, que nous voulons être perpétuellement & inviolablement observée, par laquelle nous commandons, statuons & ordonnons, que dans toutes les Eglises de notre Ordre, l'on célèbre à l'avenir par des processions & autres solemnitez & cérémonies Ecclesiastiques, avec beaucoup de respect & de dévotion, la Fête de la Nativité de la Sainte Vierge; qu'il y ait un Sermon à sa louange, puisque c'est par son intercession que nous avons obtenu une victoire aussi célèbre, dans lequel Sermon l'on expliquera au peuple l'ordre & le progrès de cette Victoire, & que la veille de la même Fête l'on y fasse un service de *Requiem*, avec les prieres & les Oraisons accoutumées pour le repos des ames de nos Freres & autres, qui perdirent la vie en cette cruelle guerre, pour la foi & pour la Religion.

Voulons encore que dans ce Couvent l'on procure d'honnêtes mariages à six des filles que l'on a accoutumé d'y entretenir, aux dépens de l'Hôpital, & que s'il ne s'en trouve pas, l'on marie d'autres pauvres filles sages & vertueuses, au choix du Grand Maître, & qu'on leur donne à chacune cinquante écus de dot, compris leurs habits. Nous ordonnons expressément, en vertu de l'obédience, aux Prieurs, au Châtelain *d'Emposte*, aux Baillys, aux Commandeurs, & à tous les autres Freres de notre Ordre, de faire garder & observer, chacun en droit foi, & à ses dépens, notre présente

sente Constitution dans leurs Eglises, & de la faire observer par tous ceux qu'il appartiendra.

Que l'on fasse des prieres pour la Paix.

Fr. PHILIBERT DE NAILLAC.

12. Nous ordonnons que l'on fasse des prieres pour la paix dans toutes les Eglises & les Chapelles de notre Ordre, en la maniere suivante. Le Prêtre qui célébrera la grande Messe, après avoir chanté le *Pater noster*, s'agenouillera devant l'Autel, & entonnera les prieres qui commencement par *Latatus*, &c. & pour la paix & la tranquillité de l'Eglise Catholique, du peuple Chrétien, & de l'Ordre de S. Jean, par les faveurs, l'assistance & les revenus duquel nous sommes protegez & défendus de la tyrannie des Turcs.

Que l'on prie pour le Maître & pour l'Ordre.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

13. Nous ordonnons qu'en toutes nos Eglises & nos Chapelles, en quelque partie du monde qu'elles soient situées, les Prêtres qui célébreront la sainte Messe, fassent dans leur *Memento*; une mention expresse du Maître & des Freres de notre Ordre, afin que Dieu leur fasse la grace de vaincre les ennemis de la Foi Catholique, à l'honneur de Dieu, pour la gloire, & l'Eglise duquel ils font la guerre, & qu'il plaise au Seigneur de conserver notre Ordre.

Des

*Des prieres que chacun doit réciter pour les
Freres trépassés.*

C O U T U M E.

14. L'on célébrera trente Messes pour le salut de l'ame de chaque Frere défunt, à la première desquelles chacun de ceux qui s'y trouveront, offrira un cierge & un denier, lesquels seront ensuite donnez aux Pauvres. Les Prêtres diront chacun une Messe: les Diacres, & les Soudiacres réciteront les Pseaumes: les Chevaliers, & les Freres Servants chacun 150 *Pater noster*, ou l'Office des Morts, pour l'ame du Frere trépassé, outre les prieres qu'ils sont obligez de réciter chaque jour.

De la Messe qui doit être dite pour les Trépassés.

Fr. HUGUES REVEL.

15. Nous ordonnons que le Lundi de la Quinquagesime de chaque année, l'on célèbre une Messe dans toutes les Eglises & les Chapelles de notre Ordre, où il y a des Prêtres députez, pour les Maîtres & les Freres trépassés, & que le Dimanche d'auparavant l'on chante les Vigiles des morts.

Fr. GUILLAUME DE VILLARET.

16. Voulons & commandons à tous les Freres d'y assister, & d'y offrir chacun un cierge & un denier. Le Maître est obligé de donner un Lys d'argent à chacun des Freres qui s'y trouveront.

.Fr.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

17. Le Frere qui négligera de s'y trouver sera puni par la septaine.

C O U T U M E.

18. Il doit y avoir Sermon dans l'Eglise du Couvent, tous les Dimanches de l'Avent, toutes les Fêtes de l'année, & pendant tout le Carême.

Fr. PIERRE DE CORNILLAN.

19. Nous statuons & ordonnons que l'on lise tous les Vendredis dans les Eglises de notre Ordre, les neuf Leçons de la sainte Croix, si ce n'est pendant l'Avent, depuis la Septuagesime jusqu'à la Pentecôte, quand l'Office sera de neuf Leçons, les Octaves des Fêtes, & le jeûne des Quatre-Tems.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

20. Nous défendons à tous les Freres de notre Ordre, de se donner la prétention, ou la liberté de corriger, augmenter ou diminuer quoi que ce soit dans les Livres de nos Eglises, sans commission du Prieur de l'Eglise même. Si le cas arrive, il subira la peine de la quarantaine.

Fr. JACQUES DE MILLY.

21. L'on choisira un homme sçavant pour l'instruction des Clercs dans la Langue Latine, & un autre pour leur enseigner le chant, qui seront stipendiés par le Trésor.

De la promotion des Clercs aux Ordres sacrez.

Fr. HUGUES REVEL.

22. Nous défendons à tous nos Freres, de quelque condition qu'ils soient, de faire promouvoir aux Ordres sacrez aucun des Clercs qui auront fait profession dans notre Ordre, sans l'avoir présenté au Prieur de l'Eglise, & en avoir obtenu de lui la permission: qu'ils ne pourront être faits Soudiacres avant l'âge de vingt-un ans, Diacres avant vingt-deux, ni Prêtres avant vingt-cinq. Que les Clercs qui n'auront pas fait profession dans notre Ordre, ne seront point admis au service de l'Hôpital, sans justifier de leurs Lettres d'Ordination.

De l'ornement & de la réparation des Eglises.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

23. Nous ordonnons aux Baillis, Prieurs, Châtelain *d'Emposte*, Baillis capitulaires, Commandeurs, & Freres qui gouvernent les Commanderies & les biens de notre Ordre, de faire incessamment réparer en bon & honorable état, les Eglises & les Chapelles, de leur fournir des livres à leur usage, des ornemens, des calices & autres choses convenables au culte divin, à proportion du revenu des Commanderies & des maisons, & de députer pour les desservir des Freres Chapelains de bonne vie & mœurs, au défaut desquels ils pourront y nommer d'autres Prêtres Séculars ou Reguliers, en attendant qu'ils puissent en avoir de l'Ordre, pour faire le service exactement & dévotement.

Les Prieurs, & le Châtelain *d'Emposte* tiendront la main à l'exécution de ce Reglement, & presciront

criront aux Commandeurs & aux Freres un tems pour y satisfaire: faute de quoi ils perdront les fruits des Maisons & Commanderies, jusqu'à ce qu'ils y aient pourvû, sur lesquels neanmoins on leur laissera de quoi vivre & s'entretenir médiocrement. Si les Prieurs, & le Châtelain *d'Emposte* manquent à ce devoir, ils seront eux-mêmes obligez d'y satisfaire à leurs dépens, parce que ce soin fait une partie de leurs charges.

De la pension & provision due aux Curez & autres Bénéficiers.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

24. D'autant qu'il y a dans notre Ordre des Eglises chargées de cure d'ames, & d'autres Eglises & Chapelles, où l'on doit faire célébrer l'Office divin, qui ont si peu de revenu, qu'elles ne sçauroient entretenir honorablement un Curé, Vicaire perpétuel, ou Bénéficiaire, nous ordonnons aux Prieurs, & au Châtelain *d'Emposte* d'examiner diligemment avec le Chapitre Provincial, les moyens qu'ils jugeront propres à assigner à ces Ecclesiastiques un entretien honnête & suffisant: ce que nous leur permettons de faire, afin qu'ils puissent supporter honorablement les charges de leur ministère, par l'union de quelque Bénéfice peu éloigné, par une honnête pension ou portion congrüe, ou par quelque autre voye comode & raisonnable.

Des Prudhommes de l'Eglise.

Fr. JACQUES DE MILLY.

25. Ordonnons au Maître & à son Conseil ordinaire de choisir deux Religieux Prudhommes,
Tom: IV. C mes,

mes, de bonnes vie & mœurs, députez de toutes les Langues, dont ils ne se trouveront point, lesquels accompagner du Prieur de l'Eglise ou d'un Chapelain qui sera par lui commis, comme suffisant & capable, examineront diligemment, si le service divin se fait exactement dans l'Eglise de S. Jean, & dans les Chapelles & les Oratoires qui en dépendent conformément aux Ordonnances, qui regardent le spirituel & le temporel de cette Eglise, & de ces Chapelles, & qu'ils répareront, corrigeront, & mettront en ordre tout ce qui s'y trouvera de défectueux.

Ils feront & garderont un inventaire fidele des titres qui concernent les fondations des Chapelles, les biens & possessions qui y ont été annexez, & des ornemens qui leur appartiennent, lequel ils présenteront au Maître & à son Conseil, en sortant de Charge, pour être remis à ceux qui seront nommez pour leur succeder.

Ils feront leur rapport aux Assemblées de Quatre-tems, de tout ce qu'ils auront remarqué dans leur administration, & de tout ce qui leur aura paru manquer, afin que le Maître & son Conseil y-donnent ordre. Leur fonction ne durera qu'une année, s'ils ne sont continuez par le Maître & son Conseil, pour leur donner la facilité de s'y appliquer, ils seront exempts de monter la garde.

Que tout ce qui se trouvera parmi les dépouilles des Freres, destiné au culte divin, sera délivré à l'Eglise du Couvent.

Fr. JEAN FERNANDE'S DE HEREDIA.

26. Nous ordonnons que toutes les choses destinées au culte divin, comme calices, vases d'or, d'argent, ou dorez, draps d'or & d'argent, ou de soye, ou autres choses semblables, qui se trouveront

veront parmi les dépouilles de nos Freres dece-
dez, tant deçà que delà la mer, soient délivrées
à l'Eglise de notre Couvent, à moins qu'elles
n'eussent été données par les Prieurs, Baillis ou
Commandeurs, de leur vivant, aux Eglises parti-
culieres des Commanderies, auquel cas nous vou-
lons qu'elles leur demeurent, & que l'on en fasse
un inventaire.

*Des présens que les Prieurs nouvellement élus sont
obligez de faire à l'Eglise.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

27. Nous voulons que les Prieurs, & le Châte-
lain d'Emposte, quand ils auront été élus, & qu'ils
auront joui une année de leurs Prieurez, & de
cette Châtellenie, soient tenus d'offrir à l'Eglise
de notre Couvent, un présent de la valeur au
moins de cinquante écus d'or, lequel ils seront
tenus d'envoyer dans les six mois suivans, aux
Prudhommes de l'Eglise, faute de quoi ils en se-
ront réputez débiteurs, & seront contraints de
payer cette somme, comme si elle étoit due au
commun Trésor.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

28. Nous ajoutons que les Baillis capitulaires
sont tenus, sous la même peine que les Prieurs,
d'offrir à l'Eglise du Couvent un présent de valeur
au moins de vingt-cinq écus d'or, après qu'ils au-
ront joui une année du revenu de leurs Bailliages.

LE MESME MAISTRE.

29. Nous ordonnons que les Maîtres, qui, dans
les cinq ans du jour de leur élection, n'auront pas
C 2 fait

fait présent à l'Eglise d'un ornement suffisant pour officier pontificalement, ne puissent jouir d'aucune grace, ni prééminence magistrale, ni conferer aucune Commanderie de grace.

Les jours auxquels les Freres doivent porter le manteau de pointe.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

30. Nos Freres sont tenus de porter la robe, ou le manteau de pointe, la veille de Noël à Vêpres, & le jour à la Messe & à Vêpres. Le jour de S. Etienne, à la Messe & à Vêpres; le jour de S. Jean, à la Messe. Le jour de la Circoncision, à la Messe; le jour de l'Epiphanie, à la Messe. Le jour de la Purification de la Sainte Vierge, à la Messe. Le jour des Rameaux, à la Messe. Les jeudi, vendredi, & samedi de la Semaine sainte, à tous les Offices. Le saint jour de Pâques, & le lendemain, à la Messe & à Vêpres. Le jour de l'Ascension, à la Messe. La veille de la Pentecôte, à Vêpres; le jour & le lendemain, à la Messe & à Vêpres. Le jour de la Sainte Trinité, à la Messe & à Vêpres. La veille de S. Jean-Baptiste, à Vêpres, & le jour, à la Messe & à Vêpres. Les Fêtes de l'Invention & de l'Exaltation de Sainte Croix, à la Messe. Le jour de l'Assomption de la Sainte Vierge, à la Messe & à Vêpres. Le jour de la Décollation de S. Jean-Baptiste, à la Messe. Le jour de la Nativité de la Sainte Vierge, à la Messe. Le jour de Toussaints, à la Messe & à Vêpres. Le jour des Morts, à la Messe, & toutes les fois que les Freres voudront communier.

Les Capitulans, quand ils vont au Chapitre général, les Baillis conventuels, ou leurs Lieutenans, les Prieurs, les Baillis Capitulaires, quand ils

ils vont à l'Egard, ou à l'Assemblée, les seize Electeurs, quand ils s'assembleront pour l'Election du Maître, sont obligez de s'en revêtir, à peine d'être punis de la quarantaine.

DE L'HOSPITALITE.

T I T R E IV.

Que les Freres exercent l'Hospitalité.

C O U T U M E.

1. L'Hospitalité tient le premier rang, entre toutes les œuvres de piété & d'humanité: tous les peuples Chrétiens en demeurent d'accord, parce qu'elle embrasse toutes les autres. Elle doit être exercée & respectée par tous les gens de bien, & sur-tout par ceux qui se distinguent par le nom de Chevaliers Hospitaliers. C'est pourquoi nous ne devons nous attacher plus particulièrement à aucune autre fonction, qu'à celle dont notre Ordre tire sa dénomination.

Des Prudhommes de l'Infirmierie.

Fr. JEAN DE LASTIC.

2. Afin que notre Infirmierie soit gouvernée avec plus d'exactitude & de diligence, nous ordonnons que chaque année, le Maître & son Conseil choisiront deux Prudhommes de différentes Langues, lesquels visiteront les malades avec beaucoup de soin; & s'ils trouvent qu'il leur manque quelque chose qui dépende d'eux, ils y pourvoiront sur le champ. L'Infirmier sera obligé chaque mois de leur rendre compte par écrit de la dépense qui s'y

sera faite, faute de quoi celui qui y aura manqué, sera privé de son Office.

Ce que doivent faire les Prudhommes, le Secrétaire de l'Infirmerie, & le Commandeur de la petite Commanderie.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

3. Pour prévenir les accidens qui arrivent facilement, nous ordonnons que les Prudhommes de l'Infirmerie, dès qu'ils auront été choisis par le Maître & le Conseil, prêtent le serment au Conseil même, de bien & fidèlement faire leurs fonctions, pour le soulagement de Messieurs les malades, & de faire un état jour par jour de toute la dépense qui se fera, soit dans l'Apoticaierie, soit dans l'Infirmerie, laquelle sera payée par le commun Trésor. Le même serment sera prêté par le Secrétaire de l'Infirmerie, dès qu'il aura été présenté au Maître & à son Conseil par l'Hospitalier, suivant l'ancien usage, & qu'il aura été agréé. Le Commandeur de la petite Commanderie en fera autant, & promettra de ne rien donner aux malades, sans ordre des Medecins, & sans avoir parlé aux Prudhommes, qui en feront mention dans leur état, sans quoi aucune dépense ne sera passée ni allouée dans les comptes.

Fr. JEAN DE LASTIC.

4. Les Prudhommes de l'Infirmerie examineront tous les soirs la dépense qui s'y est faite pendant la journée, dont ils signeront l'état, faute de quoi elle ne sera pas allouée par les Procureurs du commun Trésor.

Que l'on fasse un inventaire des meubles de l'Infirmierie.

LE MESME MAISTRE.

5. Nous ordonnons aux Prudhommes & à l'Hospitalier de faire chaque année une recherche exacte des legs, des donations, & des meubles de l'Infirmierie, dont ils feront un inventaire en bonne forme, lequel ils signeront, & cachetteront de leurs cachets, en présence de l'Infirmier, du Prieur, & de deux témoins; dans lequel ils comprendront tous les meubles & ustanciles de l'Infirmierie, comme vaisselle d'or, d'argent, d'étain & de cuivre: tous les lits, couvertures, linceuls, pavillons, & de tout ce qui en dépend; ensemble de tous les meubles, & autres choses destinées au service de la Chapelle du Palais, des chambres, de la cuisine, & des autres offices, dont ils marqueront l'estimation sur chaque article, & y apposeront une marque pour les reconnoître. Ils prendront soin que chaque chose soit placée en lieu sûr, net & convenable. Défendons à l'Infirmier d'en tirer aucune chose de cachette, ni à découvert, directement ni indirectement, de les changer, ni convertir en d'autres usages.

De la visite de l'Apoticaierie.

LE MESME MAISTRE.

6. Pour empêcher que la mauvaise qualité des médicamens n'incommode les malades, nous ordonnons que l'Apoticaierie sera visitée par l'Hospitalier & les Prudhommes, en présence des Medecins, aussi souvent qu'ils jugeront à propos; & qu'en leur présence, les Medecins visitent & examinent les drogues avec beaucoup de soin; si la

boutique en est bien fournie; qui sont celles qui y manquent; afin qu'il n'y aille pas de la faute de l'Apoticaire, si les malades ne sont pas soulagez.

Fr. JACQUES DE MILLY.

7. Nous ordonnons à l'Infirmier, & aux Prudhommes de faire écrire sur une peau de parchemin les Statuts qui concernent l'Hospitalité, laquelle sera attachée sur une planche suspendue dans le Palais des malades, & exposée à la vûe de tout le monde; afin que les Statuts qui sont faits pour eux, soient exactement observez.

Du cachet de l'Hospitalier.

• LE MESME MAISTRE.

8. Pour la conservation des biens & des meubles destinez au service des malades, nous ordonnons à l'Hospitalier, ou à son Lieutenant d'avoir un cachet de fer, afin de marquer les couvertures, les garnitures, & les autres meubles qui peuvent le souffrir, pour empêcher qu'on ne les change, transporte ou aliene, lequel cachet sera mis dans un sac de cuir, scellé du sceau de l'Hospitalier, ou son Lieutenant, & des Prudhommes, & gardé par l'Infirmier. La vaisselle & les autres meubles dont on ne se servira pas tous les jours, se mettront dans un lieu séparé, dont l'Infirmier & les Prudhommes garderont les clefs.

Que l'on députera un Chapelain avec le Prieur de l'Infirmerie.

F. JEAN DE LASTIC.

9. Nous voulons que l'Hospitalier députe un
Chape-

Chapelain de notre Ordre , de bonnes vie & mœurs, lequel il présentera d'abord au Prieur de l'Eglise, qui a droit de le confirmer. Le Chapelain dira quatre Messes par semaine dans l'Infirmérie, & le Prieur trois, afin que les malades puissent l'entendre tous les jours : le Célébrant priera Dieu pour la santé de leurs ames & de leurs corps; l'on lui donnera la rétribution ordinaire: ils seront tenus de les entendre en confession, de leur administrer l'Eucharistie, de les ensevelir après leur mort; de faire enfin tout ce qui sera nécessaire pour le salut de leurs ames, & la sépulture de leurs corps.

De l'exemption du Prieur de l'Infirmérie.

Fr. JACQUES DE MILLY.

10. Le Prieur de l'Infirmérie doit être soigneux & attentif au service des malades, sur-tout pour ce qui regarde leur salut. C'est pourquoi nous lui ordonnons de n'y rien omettre, de leur dire la Messe, de leur administrer les Sacremens, & de s'acquitter fidelement de tous les autres devoirs. Afin qu'il le fasse plus commodément, nous l'exemptons des caravanes, & nous lui permettons d'avoir un valet, pour l'entretien duquel il recevra du commun Trésor la même quantité de froment que reçoit un Frere Chevalier.

Des Medecins de l'Infirmérie.

Fr. JEAN DE LASTIC.

11. L'on appellera, pour le secours des malades, des Medecins sçavans & experimentez, lesquels prêteront le serment devant huit Freres des Langues, de travailler au soulagement des malades

des avec beaucoup de fidélité, suivant les sentimens des Medecins les plus approuvez: qu'ils les visiteront du moins deux fois le jour, pour donner leurs ordonnances, sans y manquer, quelque autre affaire qui puisse leur survenir. L'Infirmier s'y trouvera avec le Secretaire, pour écrire exactement tout ce qu'ils auront ordonné. Les Medecins seront stipendiez par le commun Trésor, & ne pourront recevoir aucune chose des malades mêmes pour leurs salaires.

Des Chirurgiens.

LE MESME MAISTRE.

12. Nous ordonnons que pour le service des mêmes malades, l'on choisira deux Chirurgiens prudents, discrets, & très-habiles dans leur profession, après les avoir fait examiner, & approuver par les Medecins de l'Infirmierie, sans quoi nous défendons de les recevoir.

Que l'Infirmier visite les malades toutes les nuits.

LE MESME MAISTRE.

13. L'Infirmier doit avoir fort grand soin de ses malades, afin qu'il ne leur arrive aucun accident par sa négligence. Nous voulons donc qu'accompagné d'un serviteur fidele, il aille les voir avec prudence & discretion, à l'heure de Complies, & au lever de l'aurore; qu'il leur parle, qu'il les exhorte, qu'il leur donne courage, & tout ce dont ils auront besoin. Les Prudhommes en y allant le matin, s'informeront s'il a fait son devoir; s'il y a manqué, ils lui en feront une réprimande, & lui ordonneront d'être plus exact à l'avenir, faute de quoi ils en nommeront un autre.

tre. L'Infirmier aura soin de ne donner aux malades que les viandes les meilleures & les plus délicates, des poulets, des poules, de bon pain & de bon vin, pour leur fournir de bonne nourriture: les Prudhommes sont aussi chargez du même soin.

De la modestie que doivent garder les malades dans l'Infirmierie.

LE MESME MAISTRE.

14. Pour moderer l'insolence & le peu de modestie que gardent quelquefois les malades, nous ordonnons que les Freres & les seculiers qui seront reçus à l'Infirmierie, s'y comportent avec beaucoup d'honnêteté & de modestie. L'on ne donnera à aucun d'eux que ce que les Medecins leur auront ordonné: s'ils sont assez hardis, & assez importuns pour demander quelque autre chose, nous défendons de la leur donner. Les convalescens n'y feront aucun bruit: ils ne joueront ni aux dez, ni aux cartes, ni aux échets: ils ne liront ni histoires, ni chroniques à haute voix, quoiqu'ils puissent lire tout bas, & sans faire de bruit. Ceux qui ne se corrigeront point de cette mauvaise habitude, ne recevront plus rien de l'Infirmierie, seront mis hors de la compagnie, & iront vivre ailleurs comme il leur plaira: l'on se rend indigne du secours de la medecine, dès que l'on en méprise les regles, & les préceptes. L'Infirmier est obligé de faire observer ce reglement, à peine d'être déposé: les Freres pourront y demeurer encore jusqu'à dix jours après que le Medecin les aura congédiés, & manger à la table des malades, où la dépense sera payée à l'Infirmier, sur le commun Trésor.

Fr. ALPHONSE DE PORTUGAL.

15. Quand les Freres tomberont malades, ils pourront demeurer trois jours entiers dans leurs chambres, où l'on leur enverra de l'Infirmierie tout ce dont ils auront besoin, tout de même que s'ils y étoient : mais s'il n'y vont pas après ce tems-là, ils ne recevront plus rien de la Religion en cette qualité.

Que les Freres se confesseront, & feront leur desappropriement en entrant dans l'Infirmierie.

Fr. JEAN DE LASTIC.

16. Nous ordonnons que les Freres qui entreront à l'Infirmierie, se confesseront & communieront dans les vingt-quatre heures, & feront leur desappropriement, ou déclaration de toutes les choses qui leur appartiennent, laquelle sera cachetée du cachet du Prieur de l'Infirmierie, à peine d'en être chassé, & de ne plus en recevoir aucun secours. Voulons que l'Infirmier entretienne un nombre suffisant de valets de bonnes mœurs, & diligens, & deux honnêtes femmes pour l'éducation des enfans exposez, que l'on aura soin de faire baptiser.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

17. Tous les desappropriemens de nos Freres, qui viendront à mourir, soit dans le Couvent, soit dehors, seront enregistrez dans la chambre des Comptes du commun Trésor.

*Du testament que devront faire les seculiers malades
dans notre Infirmerie.*

Fr. JACQUES DE MILLY.

18. Ordonnons que tous les seculiers malades, qui sont reçus dans notre Infirmerie, se confesseront & communieront, après quoi le Prieur & les Prudhommes les avertiront de faire leur testament, lequel sera reçu par le Prieur, ou par le Secretaire de l'Infirmerie, en sa présence, même par un Prêtre en l'absence du Prieur, en présence de deux ou de trois témoins, & ne pourra être débattu, sans encourir les peines canoniques. Le Prieur & le Secretaire auront la même autorité de le recevoir, en présence du moins de deux témoins, comme feroient deux Notaires publics: il sera enregistré dans un livre, pour la conservation des droits de ceux qui auront intérêt à la succession des défunts. Si les seculiers malades ne sont pas en état, ou ne veulent point faire de testament, l'Infirmier & les Prudhommes ordonneront au Prieur, ou au Secretaire, de faire inventaire de tout ce qui leur appartient, en présence de deux témoins, pour le leur restituer, s'ils recouvrent leur santé: s'ils viennent à mourir, il sera délivré à ceux qui y auront intérêt, & les effets déposés en lieu sûr, sous les clefs de l'Infirmier & des Prudhommes.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

19. Les Prudhommes sont chargez de faire exécuter ponctuellement les volontez des seculiers qui seront morts dans notre Infirmerie.

Comment on enterre les Freres après leur mort.

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

20. Il est à propos dans les honneurs funebres que l'on rend à nos Freres, que leurs corps soient couverts de l'habit qui leur avoit été donné en entrant, & qu'ils ont porté depuis dans la Religion: ainsi nous ordonnons que tous les Freres de l'Hôpital, lorsqu'il plaira à Dieu de les appeler, seront enterrez avec les manteaux à bec ou à pointe, & la Croix blanche.

Que les corps des seculiers morts, soient honorablement ensevelis.

Fr. JEAN DE LASTIC.

21. Nous voulons que les corps des seculiers qui mourront dans notre Infirmerie, soient honorablement portez à la sépulture: que les Chapelains y assisteront & prieront Dieu pour eux: que les quatre qui porteront la biere seront couverts de robes noires que l'on fera faire, & que l'on conservera à cet effet: l'Infirmier sera chargé de ce soin-là.

Qu'aucun ne paroisse en deuil aux funerailles de nos Freres.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

22. Nous ordonnons que les corps de nos Freres soient enterrez avec beaucoup d'honneur: Nous défendons cependant tant à nos Freres qu'aux Seculiers de s'y trouver en habit de deuil, quand ce seroit le Maître lui-même, en quelque lieu qu'il vienne à deceder.

De

De l'ouverture des coffres des morts.

Fr. JACQUES DE MILLY.

23. Pour empêcher que les effets des défunts ne soient détournés, nous défendons expressément à toutes personnes d'ouvrir les coffres de ceux qui seront morts dans l'Infirmérie, qu'en présence de l'Hospitalier, de l'Infirmier & des deux Prudhommes. Si l'on y trouve quelques meubles qui puissent servir à l'Infirmérie, ils ne seront employés à nul autre usage.

*Des 400 florins laissez à l'Infirmérie par Villera-
gut.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

24. Comme il est raisonnable de se conformer à la volonté des Testateurs, il n'est permis à aucun de nos Freres, de quelque autorité qu'il soit revêtu, de disposer de la somme qui a été leguée à notre Infirmérie par Frere Jacques de Villera-
gut, de ce qui y a été ajouté, & qui pourra l'être dans la suite, sinon au grand Conservateur de notre Couvent, qui pourra en disposer pour le service des malades, suivant la volonté des Testateurs.

De la franchise de l'Infirmérie.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

25. Nous ordonnons qu'au cas que quelque criminel vienne se réfugier dans notre Infirmérie, & que l'on doute qu'il puisse s'en prévaloir, l'Hospitalier ou son Lieutenant sur la requisition du Châtelain, ou du Juge, ordonnera qu'il y soit
sûre-

sûrement gardé, jusqu'à ce que l'on en soit pleinement informé: s'il se trouve qu'il ait dû jouir de la franchise, on l'enverra hors de l'Isle par le premier vaisseau qui en sortira, comme cela se pratiquoit anciennement.

Les cas où il ne doit pas jouir de la franchise de l'Infirmerie.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

26. La franchise de l'Infirmerie ne servira ni aux assassins, ni à ceux qui volent de nuit à la campagne, aux incendiaires, ni aux Sodomites, ni à ceux qui auront fait des conspirations, ni aux larrons, ni à ceux qui auront fait un meurtre de guet à pens, de dessein formé, en trahison, ou par le poison, ni aux domestiques de nos Freres, ni à ceux qui auront donné du poison à nos Freres, aux Juges, ou aux Ministres de la Justice, ni aux débiteurs, ni à ceux qui auront commis un crime dans l'Infirmerie même, ou dans l'esperance de pouvoir s'y réfugier, ni aux Notaires faussaires, ni aux faux témoins, aux sacrileges, ni aux voleurs de grand chemin.

LE MESME MAISTRE.

27. Nous ordonnons que l'on continuera de distribuer ces aumônes qui ont accoutumé de l'être, dans nos Commanderies.

DU COMMUN TRESOR.

TITRE CINQUIEME.

*Des Charges du commun Trésor, & des Reglemens qui
sont à faire à ce sujet.*

C O U T U M E.

1. **P**uisque les biens que possède notre Ordre, lui viennent de la liberalité des bonnes gens, pour soutenir la dépense de l'Hospitalité, & pour faire la guerre aux ennemis du nom Chrétien, nos Freres n'y ont aucun droit de propriété, laquelle appartient entierement à l'Ordre: mais comme l'on ne sçauroit les faire valoir en commun, à cause de la distance des lieux, & de la difference des nations où ils sont situez, nos prédecesseurs en ont donné le soin à nos Freres en differens endroits, sous le titre de Commanderies auxquelles l'on a imposé des pensions payables chaque année, qui pourroient s'augmenter ou diminuer, suivant le tems & les circonstances.

Ainsi les Commandeurs sont obligez de rapporter au commun Trésor, du moins la cinquième partie des revenus, souvent le quart, quelquefois la moitié, ou même le tout, s'il est ainsi ordonné par le Chapitre général, lequel a seul l'autorité de regler & d'imposer ces pensions ou contributions, que nous appellons *Responsions*, ou *Impositions*: il détermine & déclare publiquement à quoi monte chaque Responsions. Il envoie ses ordres & ses mandemens scellez de son sceau, aux Prieurs, au Châtelain d'*Emposte*, & aux Chapitres Provinciaux, & leur enjoint de les faire payer à chaque Commandeur.

Que tous sont obligez de payer les droits du commun Trésor.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

2. Nous ordonnons que tous les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, les Commandeurs & les Freres, exemts & non exemts, à cause de leurs Prieurez, Châtellenie d'Emposte Bailliages, Commanderies, Maisons & autres biens dépendants de l'Ordre, payent réellement & de fait, chaque année au Chapitre Provincial, & s'il ne s'en tient point, le jour de S. Jean-Baptiste, les droits du commun Trésor, établis ou à établir, avec les arreragés & autres choses par eux dûes, aux Receveurs & Procureurs qui seront députez à cet effet, nonobstant toutes clauses, graces & exemptions, qui ne pourront être accordées au préjudice du commun Trésor, sans aucun délai, excuse, appellation, opposition ou empêchement, même de guerre, saccagement, ou autre, quelle qu'elle soit.

Que les droits du commun Trésor sont payez sans diminutions, nonobstant tous empêchemens.

LE MESME MAISTRE.

3. Si quelqu'un desdits Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Commanderies ou autres Domaines dépendants de notre Ordre, se trouvoit endommagé par la guerre, les Impositions des Princes, les mauvaises récoltes, ou autre accident imprévu, quand il seroit entièrement ruiné, le titulaire n'en seroit pas moins obligé de payer entièrement & sans diminution les droits du commun Trésor, établis ou à établir, sans opposition ou délai, lesquels ne doivent point souffrir de

de semblables accidens; les Prieurs, Baillis, Commandeurs & autres administrateurs en étant seuls tenus, quand tous leurs revenus n'y suffiroient pas, parce que les Titulaires sont obligez de prévoir & de se précautionner contre les accidens qui peuvent, arriver, par une bonne œconomie.

Changement de la maniere de compter les années du mortuaire & du vacant.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

4. L'usage a été jusqu'à présent, qu'arrivant le décès des Prieurs, Baillis, Commandeurs & autres administrateurs des biens de l'Ordre, le commun Trésor a entre autres choses le droit de mortuaire & vacant, c'est-à-dire les fruits échus depuis le décès du Titulaire, jusqu'à la Saint Jean-Baptiste suivante; & depuis cette Fête, jusqu'à celle de l'année d'après: mais parce que cette maniere de compter donnoit lieu à quantité de contestations, nous avons jugé à propos de la changer & d'établir celle qui suit.

Le mortuaire comprendra tous les revenus des Prieurez, Bailliages, Commanderies & autres administrations, depuis la mort du Titulaire, jusqu'à la Fête de S. Philippe & S. Jacques, qui arrive le premier de Mai; & le vacant, tous ceux qu'il échera de percevoir dès ce jour-là jusqu'à pareil jour de l'année suivante, lesquels seront portez au commun Trésor, dès quelle sera expirée, sans néanmoins déroger au Coutumes & Statuts qui portent que le payement des droits du Commun Trésor se fera au Chapitre Provincial, ou s'il ne s'en tient point, à la Nativité de S. Jean-Baptiste, lesquels demeureront en leur force & vertu.

Des droits que payeront au commun Trésor ceux qui obtiendront des Commanderies par résignation.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

5. Nous ordonnons que le revenu de deux années entières de tous les Prieurez, Bailliages, Commanderies ou autres administrations qui passeront à un nouveau Titulaire, à titre de cession ou de résignation, sera porté au commun Trésor par le nouveau Titulaire, ou par le Receveur qui les touchera lui-même, ou les affermera à un autre, ce qui seroit encore plus à propos, à l'exception des Commanderies que l'on laisse pour améliorer, ou qui sont permuées, selon la forme de nos Statuts.

Que les nouveaux Titulaires sont tenus des dettes dues par le Résignant, lors de la résignation.

LE MESME MAISTRE.

6. Les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, les Baillis, les Commandeurs, & les nouveaux administrateurs, qui le seront devenus par voye de résignation, seront tenus de payer toutes les dettes auxquelles les Résignants se trouvent obligerz avant la résignation. Bien entendu que ceux qui auront été pourvus contre les Statuts & les Coutumes de l'Ordre n'auront aucun droit sur les Prieurez, Bailliages ou Commanderies.

Des Charges que doivent payer les possesseurs des Membres.

LE MESME MAISTRE.

7. Nous ordonnons que tous les Freres de notre

tre Ordre qui posséderont des Membres, ou des Domaines dépendants des Prieurez, Châtellenie *d'Emposse*, Bailliages, Commanderies, ou autres administrations, soient tenus de payer les droits du commun Trésor, imposez & à imposer, à proportion de la valeur desdits Membres ou Domaines, ce qui s'exécutera en la manière suivante. Quand on aura imposé la moitié, le tiers, ou le quart des revenus de ces biens; ceux qui les possèdent payeront le quart, le tiers, ou la moitié des fruits, à proportion de leur véritable valeur, sans préjudice de la pension que s'est réservée le Prieur ou le Commandeur.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

8. Quoique les Freres de notre Ordre, qui possèdent des Membres, des Prieurez, Bailliages ou Commanderies, qui n'auront pas payé leur part des *Responsions* ou Impositions au tems marqué, nonobstant le payement qui en a été fait par eux, par nos Prieurs, Baillis ou Commandeurs, à notre Receveur, qui peut poursuivre lequel d'entre eux il lui plaît, soient réputez débiteurs du commun Trésor, & incapables d'acquiescer aucune Charge ou biens dans l'Ordre, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait lespdits Prieurs, Baillis ou Commandeurs: Nous voulons que lespdits Prieurs, Baillis ou Commandeurs, après une simple demande puissent saisir tous les revenus desdits Membres, ou se faire rembourser de tout ce qu'ils auront payé par les Fermiers, s'il y en a. Si les possesseurs des Membres s'y opposent & entreprennent de l'empêcher, les Membres seront sur le champ, sans autre forme de procès, réunis & incorporez aux Commanderies dont ils dépendent: l'on emploiera même, s'il en est besoin, l'assistance du bras séculier, pour contraindre les possesseurs au paye-

payement. Nous autorisons les Prieurs, le Châtelain *d'Emposte*, les Baillis & les Commandeurs à commettre quelqu'un de nos Freres, pour l'exécution du présent Statut, en lui payant les journées qu'il y aura employées, qu'ils reprendront sur les possesseurs des Membres.

Du mortuaire & du vacant que doivent payer les possesseurs des Membres.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

9. Nous ordonnons qu'à la mort des Prieurs, du Châtelain *d'Emposte*, des Baillis & des Commandeurs, & toutes les autres fois que le cas y échera, le Membres dépendants de la Châtellenie *d'Emposte*, des Bailliages & des Commanderies, & ceux qui les possèdent, seront tenus de payer les droits de mortuaire & de vacant, de même que l'administration dont ils dépendent. Ordonnons que dans les Lettres & Bulles de celle des Membres, l'on fasse une réserve expresse des droits du commun Trésor, du mortuaire & du vacant: quand elle y seroit omise, elle n'y sera pas moins tacitement comprise, ni ceux qui en sont tenus, moins obligez de les payer.

Comment l'on doit faire le payement du mortuaire & du vacant, par ceux qui tiennent les Membres lors de la vacance de la Commanderie.

Fr. JEAN D'OMEDES.

10. Nous ordonnons que le Frere qui possèdera l'un des Membres de la Commanderie vacante, s'il possède outre cela une autre Commanderie, sera tenu de payer le revenu entier du Membre de la Commanderie vacante, non pas suivant l'esti-

tima-

timation commune de l'Ordre, mais suivant, ou sur le pied de la somme à laquelle le Membre auroit pû être affermé. Mais si le possesseur du Membre n'a pas d'autre Commanderie, il ne retiendra pour ses alimens que le tiers des revenus: les autres deux tiers seront payez au commun Trésor, sur le pied de leur véritable valeur.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

11. L'on en usera de même pour les pensions.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

12. Nous déclarons que ceux qui n'auront point de Commanderie, mais qui auront deux ou plusieurs Membres ou pensions, seront tenus de porter au Trésor commun tous les revenus du Membre ou de la pension, lors de la vacance de la Commanderie dont ils dépendent, pourvû que tous lesdits Membres ou pensions ne dépendent pas de la même Commanderie, ou que celles dont ils dépendent, ne se trouvent pas vacantes en même tems. L'on sera alors obligé de laisser le tiers de tous ces revenus au Frere qui les possède; le reste sera porté au commun Trésor. La division & le compte des revenus des Membres & des pensions, se feront par rapport aux fruits, à leur véritable valeur, & au prix auquel les fruits pouvoient s'affermir dans ce tems-là.

Que les villages, les granges, & les maisons seront comprises dans le mortuaire & le vacant.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

13. Nous ordonnons & déclarons que les villages, les granges & les maisons dépendantes des
Com-

Commanderies, seront comprises dans le mortuaire & le vacant.

Que les fruits de la Commanderie qu'aucun Frere ne sera capable de posseder, seront portez au commun Trésor.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

14. Si, comme il arrive quelquefois dans la Langue, ou dans le Prieuré, il ne se trouve aucun Frere en état de posseder une Commanderie qui est vacante, nous ordonnons que les revenus en seront portez à notre commun Trésor, jusqu'à ce que quelqu'un l'obtienne dans les regles, à compter depuis l'ouverture du mortuaire & du vacant.

Du droit de passage, que les Freres sont tenus de payer.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

15. Nous ordonnons que tous ceux qui voudront faire profession dans notre Ordre, en qualité de Freres Chevaliers, payeront pour leur passage, au commun Trésor, ou à ceux qui en seront les Députez, avant d'être admis à la profession, deux cens écus d'or, en or ou leur valeur. Ceux qui demanderont d'être reçus Freres Servans, en payeront cent cinquante, faute de quoi ils ne jouiront pas de l'ancienneté, laquelle ne se comptera que du jour qu'ils en auront fait le payement: celui qui les aura reçus à la profession sans cela, sera tenu de payer le passage pour eux, quelque commission qu'il en ait obtenu. Ceux qui l'auront payé, jouiront de leur ancienneté sans aucune contestation; mais il ne suffira pas de payer dès qu'elle aura été commencée.

Fr.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

16. Nous déclarons que ceux qui auront fait profession dans notre Ordre en vertu d'un Bref du Pape, payeront le passage comme les autres.

LE MESME MAISTRE.

17. Ceux qui seront reçûs pour Confreres ou Donats dans notre Ordre, avec permission de porter la Croix, suivant l'article 36 de la réception des Freres, payeront pour leur passage au commun Trésor la somme de cinquante écus d'or, sans quoi ils ne seront pas censez reçûs.

Que les Bulles d'ancienneté ne fassent aucun préjudice au commun Trésor, au Maître, ni aux Prieurs.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

18. Nous ordonnons que les anciennetez, ou expectatives, qui s'accordent pour bonnes raisons sur les Commanderies qui viendront à vacquer, ne puissent préjudicier aux interêts de notre commun Trésor, c'est-à-dire des dépouilles, mortuaires, vacans, & autres droits imposez & à imposer, ni aux dispositions qu'en feront les Prééminences Magistrales & Prieurales, ni des Chambres Magistrales, que nous voulons être conservées dans toute leur étenduë.

En quel tems doivent se payer les droits du commun Trésor, & à quelles peines sont sujets ceux qui ne payent point.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

19. D'autant que la plûpart du tems les Freres

Tom. IV.

D

de

de notre Ordre, qui ont l'administration des Prieurez, Bailliages, Commanderies, & autres biens, négligent ou refusent de payer les droits de notre commun Trésor, nous statuons & ordonnons que faute de paiement des *Responsions*, & impositions ordinaires & extraordinaires des mortuaires, vacants, arrerages, ou quelque autre droit & dette que ce soit de notre commun Trésor, dans le Chapitre Provincial, ou s'il ne se tient point, à la Nativité de S. Jean-Baptiste, dès lors les Prieurez, Châtellenie d'*Emposte*, Bailliages, Commanderies, Membres, & autres administrations, soient censées réunies à notre commun Trésor, & qu'elles demeureront entre les mains des Receveurs ou autres à ce députez, qui en recevront les revenus, ou les affermeront à d'autres, jusqu'à ce que tout ce qui est dû au commun Trésor, ait été payé, même des frais faits à ce sujet.

Mais si nos Freres qui possèdent les Prieurez, la Châtellenie d'*Emposte*, les Bailliages, les Commanderies, les Membres ou autres biens, ou autres pour eux, entreprennent de résister aux Receveurs, ou autres Députez, & de les empêcher de percevoir les revenus desdits Prieurez, Châtellenie d'*Emposte*, Bailliages, Commanderies & autres biens, & de les donner à d'autres Fermiers, dès lors, sans autre sommation, citation, procès, Sentence ou autre Déclaration, ils seront privez desdits Prieurez, Châtellenie d'*Emposte*, Bailliages, Commanderies, Membres & autres biens, quand ils seroient mineurs de quatorze ans, & dépourvus de Curateur, s'il s'en trouvoit de tels, l'on n'y auroit aucun égard; & dans ce cas de résistance l'on ajoutera foi pleine & entière à ce qu'en dira ou écrira le Receveur.

Commandons aux Prieurs, & au Châtelain d'*Emposte*, de faire exécuter, & ponctuellement observer le présent Statut, faute de quoi ils seront privez

privez de la prérogative de pouvoir retenir la cinquième chambre, & de conférer la Commanderie de grace, qui appartient à leur prééminence, en sorte que les provisions qu'ils en auront données, n'aient aucun effet.

Contre les débiteurs du commun Trésor.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

20. Comme il est inutile de faire des Loix, si elles ne sont observées, sur-tout celles qui prescrivent la manière de percevoir les droits du commun Trésor, nous ordonnons que le Statut ci-dessus soit exactement observé sans aucune exception, & que ceux qui n'auront pas entièrement acquitté les droits & dettes dudit commun Trésor, pendant le Chapitre Provincial, & s'il ne se tient pas, à la Nativité de S. J. B. entre les mains du Receveur, seront obligés d'aller en personne dans un mois, à compter du dernier jour du Chapitre, ou de lad. Fête de S. Jean, ou par Procureur fondé de procuration, sans y être contraints, trouver le Receveur, quoiqu'ils n'en aient été requis ni sommés; de consigner entre ses mains tout ce qu'ils doivent, & d'en retirer quittance, faute de quoi leurs Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Commanderies, & autres biens par eux possédés, seront réputés avoir été nommément cités au Couvent, parce que le terme assigné par le Chapitre général au Chapitre Provincial, les interpelle suffisamment au nom du Trésor; en sorte que si dans neuf mois à compter depuis la célébration du Chapitre Provincial, ou dudit jour de Saint Jean, ou depuis le mois dont on a parlé ci-dessus, ils ne se trouvent en personne dans le Couvent; dès lors sans qu'il soit besoin d'autre Sentence ou Déclaration,

tion, de droit commun ils seront censez privez desdits Prieurez, Châtellenie *d'Emposte*, Bailliages, Commanderies & autres biens, à la provision desquels l'on pourra proceder en toute liberté.

En attendant, il sera permis aux Receveurs de saisir, régir & gouverner par leurs mains, au nom du commun Trésor, non seulement les Prieurez, Bailliages, Commanderies, & autres biens spécialement affectez ausdites dettes; mais encore tous les autres qui se trouveront possédez par ces débiteurs, jusqu'au payement entier, & de proceder suivant la forme du précédent Statut, auquel loin d'entendre déroger, nous voulons au contraire donner une nouvelle force. Commandons aux Receveurs, à peine d'être contraints eux-mêmes de payer la dette au double, de donner incessamment avis au Maître & au Couvent de la négligence des débiteurs.

LE MESME.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

21. D'autant que plusieurs Freres de notre Ordre débiteurs du commun Trésor, nonobstant les Statuts, les établissemens & les ordonnances capitulaires contre eux faites, sans crainte de Dieu, ni zele pour la Religion, & au mépris des peines qui y sont contenues, different de payer ce qu'ils doivent à notre commun Trésor, nous défendons de les recevoir à l'avenir dans le Chapitre général, dans *l'Egard*, dans le Conseil ordinaire à l'élection des Maîtres, dans la Chambre des Comptes, dans les Congregations des Langues, & encore moins dans les collectes & les assemblées.

Des

Des débiteurs condamnés par la Chambre des Comptes.

LE MESME MAISTRE.

22. Nous ordonnons que ceux qui auront administré les biens de notre Ordre, tant dans le Couvent que dehors, & qui au jugement de leurs comptes, auront été condamnés par la Chambre, au payement de quelques sommes, en cas d'appel à Nous & à notre Conseil, ne seront pas ouïs, qu'ils n'ayent consigné la somme portée par le jugement.

Que les Fermiers des Commanderies ne payeront rien aux débiteurs du commun Trésor.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

23. Voulant pourvoir plus severement à l'exécution des reglemens faits contre les mauvais payeurs, nous défendons à nos Freres à peine d'être privez de leurs Commanderies, aux vassaux à peine d'infraction de leur serment de fidelité, & aux Fermiers des Commanderies & autres biens, de payer aucune chose aux Commandeurs qui en auront été dépouillez, aux peines ci-dessus, de la voir rayer dans leurs comptes, & de la payer deux fois. Voulons que les Prieurs, les Receveurs, & les Procureurs fassent publier dans chaque Chapitre Provincial, les Statuts faits contre les mauvais payeurs, lesquels n'en seront pas moins exécutez pour n'avoir pas été publicz.

Des débiteurs du commun Trésor.

Fr. BAPTISTE URSIN.

24. Défendons à tous les Freres de notre Ordre,
D 3

dre, de quelque qualité qu'ils soient, qui se trouveront débiteurs du commun Trésor, d'y obtenir aucune dignité, Commanderie, Office ou Bénéfice, qu'ils n'ayent entièrement payé cette espèce de dettes.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

25. Ils ne pourront non plus être pourvus de Membres, ni de pensions même de grace par le Maître, les Langues, les Prieurs, les Baillis, les Commandeurs ni autres de l'Ordre, ni en gratifier qui que ce soit.

Que ceux qui seront débiteurs du commun Trésor lors de la mutition, ne pourront obtenir ni dignitez, ni Commanderies.

Fr. JEAN D'OMEDES.

26. Nous déterminons que le Frere qui sera débiteur du commun Trésor, lorsque l'on fera dans sa Langue la *mutition* des dignitez & des Commanderies, ne pourra obtenir aucune de celles qui sont vacantes, quand il auroit déjà remises Commanderies au Trésor pour le payement de ses dettes, ou qu'il les auroit payées depuis la *mutition*, il sera regardé comme tout à fait incapable de les posséder.

A qui l'on confiera le soin des Commanderies dont on aura dépoüillé les mauvais payeurs.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

27. Nous ordonnons que les Prieurez, la Châtellenie d'*Emposte*, & les Commanderies que l'on ôtera aux mauvais payeurs, soient confiées par le
Grand

Grand Maître & le Conseil à ceux des Freres qui se soumettront de payer les dettes de ceux qui en auront été dépouillez : l'on gardera néanmoins l'Ordre & le stile de la Religion, en préférant toujours ceux qui n'ont pas encore eu de *cheviffement*, selon leur degré d'ancienneté, s'ils veulent les accepter pour leur en tenir lieu, & payer les dettes du dépouillé.

S'il ne se trouve personne qui en veuille à ces conditions, l'on pourra les confier indifferemment, comme de grace aux Commandeurs ou aux Freres du Couvent, en gardant l'Ordre de l'ancienneté, & à la charge de payer le Trésor. Si aucun d'eux ne se présente pour les accepter, elles demeureront entre les mains du commun Trésor qui en jouira jusqu'au payement des dettes.

Que quand les Freres seront privez de l'habit, le mortuaire & le vacant des Commanderies auront lieu.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

25. Nous ordonnons que lorsque les Prieurs, le Châtelain *d'Emposte*, les Baillis ou les Commandeurs seront dépouillez de l'habit, pour quelque délit que ce puisse être, le mortuaire & le vacant de leurs Prieurez, Châtellenie *d'Emposte*, Bailliages & Commanderies soient portez au commun Trésor.

Des Commanderies qui seront ôtées aux débiteurs qui seront privez de l'habit de l'Ordre.

LE MESME MAISTRE.

29. Nous ordonnons que le commun Trésor jouira des Prieurez, Bailliages, Commanderies, & autres biens que les mauvais administrateurs

auront perdus avec l'habit, lorsqu'ils se trouveront ses débiteurs, jusqu'à ce qu'il soit entièrement payé des anciennes dettes, ensuite de quoi commenceront le mortuaire & le vacant : les nouveaux pourvus n'en tireront aucun revenu, jusqu'après le payement de tout ce qui est dû au commun Trésor.

Que les biens des Freres decedez, seront portez au commun Trésor.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

30. Tous les meubles de nos Freres morts au Couvent ou dehors, de quelque espece qu'ils puissent être (ce que nous appellons la dépouille) appartiennent de droit à notre commun Trésor, à l'exception de ceux des Freres Chapelains ou Servans d'Office, qui appartiennent à ceux dans les Prieurez, Bailliages ou Commanderies desquels ils auront fait leur résidence.

Quelle partie de la dépouille appartient à l'Eglise.

Fr. DIEU-DONNE' DE GOZON.

31. Nous exceptons encore tous les vases d'or, d'argent, ou dorez qui auront la forme d'un calice, & qui paroîtront avoir été dediez au mystere du S. Autel, ou de la Croix : les burettes, les reliquaires & toute autre sorte d'ornemens & de meubles Ecclesiastiques, d'or, d'argent ou de soie, les Breviaires, les Psautiers, &c. lesquels appartiennent à l'Eglise, & la dépouille du Senéchal & du Châtelain, du Maître & des autres Freres qui sont à son service lorsqu'elle doit lui être délivrée.

Quelle

*Quelle partie de la dépouille doit être laissée à la
Commanderie.*

LE MESME MAISTRE.

32. On laissera dans les Commanderies les meubles nécessaires pour l'usage ordinaire, comme les lits, les couvertures & autres qui se trouveront dans les Chambres, dans la dépense & dans la cuisine dont se servoit le défunt Commandeur; les chars, les charettes & les autres instrumens de labourage. S'il s'y trouve des chevaux, des bœufs, des vaches, des moutons au delà de ce qu'il doit y en avoir ordinairement, ce surplus se partagera entre la Commanderie même & le Commun Trésor.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

33. Nous ordonnons que le Statut ci-dessus aura lieu dans les Commanderies dont le revenu aura été fondé sur le produit des animaux de cette espèce; mais que dans les autres ils appartiennent entièrement au commun Trésor. Si l'on y trouve des chevaux ou des bœufs plus qu'il n'en faut pour le labourage, l'on en laissera la moitié par inventaire au futur Commandeur, & l'autre moitié au commun Trésor, laquelle pourra lui être laissée sous une redevance annuelle, ou pour le prix dont on conviendra. Nous déclarons que la Commanderie sera censée fondée sur ce produit, si cela s'est ainsi observé d'ancienneté, ou si le Commandeur se trouve avoir compris ces bestiaux dans un écrit en bonne forme présenté au Prieur & au Chapitre, ou à l'Assemblée Provinciale, ou dans la déclaration de ses améliorations, ou avoir déclaré qu'il en a fait une nouvelle constitution.

FR. JEAN D'OMÈDES.

34. Les chevaux & les mulets des Freres decedez hors du Couvent, même les autres animaux propres à être montez ou souffrir la selle, appartiennent au commun Trésor, avec tout leur équipage.

Des armes qui se trouvent dans la dépouille des Freres.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

35. Toutes sortes d'armes offensives & défensives trouvées dans la dépouille de nos Freres morts dans le Couvent, ou au delà de la mer appartiennent au Trésor, & doivent être mises ensemble, sous bonne & sûre garde, pour servir à la défense du Couvent, excepté les épées & les poignards.

Des Receveurs.

FR. ROGER DE PINS.

36. Afin que les droits de notre commun Trésor puissent être reçus & distribuez comme il appartient, voulons que le Maître & son Conseil établissent des Receveurs dans chaque Prieuré & dans la Chatellenie d'Emposte, pour faire le recouvrement & la recette desdits droits, dont ils feront la dépense, suivant les ordres du Maître & du Conseil.

Du serment des Receveurs.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

37. Ceux qui seront reçus dans le Couvent prêteront:

teront le serment entre les mains du Maître, & ceux qui seront reçus dehors, entre celles du Prieur, de bien & fidèlement s'acquitter de leurs fonctions qui ne dureront que trois ans: le Maître & son Conseil pourront les continuer, s'ils le jugent à propos.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

38. Ils doivent, dans un mois après les trois ans expirez, remettre à leurs successeurs toutes les sommes de deniers, les pierreries, la vaisselle d'or & d'argent, les dépouilles, les inventaires, les mortuaires & tous autres biens de quelque espece que ce soit, appartenants au Trésor, avec un état de tous les débiteurs, à peine de privation des Commanderies, Membres, pensions & autres biens qu'ils tiennent de l'Ordre, lesquels seront appliquez audit Trésor. Six mois après ils doivent se rendre au Couvent pour rendre compte de leur recette, lesquels six mois leur tiendront lieu de résidence.

Mais s'ils se trouvent en reste par le jugement de leurs comptes, & qu'ils ne le payent point dans le mois suivant, ils seront mis en prison, & censez incapables d'obtenir des dignitez, biens ou charges de l'Ordre, dès le jour que leurs comptes auront été jugez. Ordonnons que leurs Commanderies, Membres, pensions & autres biens seront saisis par le Trésor, jusqu'à ce qu'ils aient entierement payé le principal, les dépens & les dommages & interêts.

De l'Office des Receveurs & Procureurs de notre commun Trésor hors du Couvent.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

39. Chacun d'eux, dans l'étendue du Prieuré
D. 6. où.

où il est établi, doit faire le recouvrement & la recette des *Responsions* & Impositions des Prieurs, Châtelain d'Emposte, Baillis, Commandeurs & autres qui possèdent des biens de l'Ordre: du droit de passage des Freres, des arrerages dûs par les Freres, de leurs dépouilles, mortuaires & vacants dûs au Trésor par leur décès, & de tous autres biens, actions & dettes qui lui appartiennent, en quelque maniere que ce soit.

Si les Receveurs morts, malades, ou autrement empêchez se trouvoient hors d'état de faire ces fonctions: Voulons qu'elles soient faites par les Procureurs députez en chaque Prieuré. Les Receveurs & les Procureurs seront tenus de se trouver aux Chapitres Provinciaux, pour demander, recouvrer & se faire payer desdites *Responsions*, Impositions & autres dettes.

Comment doivent en user les Receveurs dans le recouvrement des droits de mortuaire & de dépouille.

Fr. PHILIBERT DE NAILLAG.

40. Nous ordonnons que quand le Receveur ou le Procureur du Trésor, ou autre à ce député, se transportera pour recouvrer des droits de mortuaire ou de dépouille, il mene avec lui un Commandeur, ou quelque autre Frere qui soient gens de bien, les plus proches voisins du défunt; qu s'il n'en trouve point, un honnête séculier, avec un Notaire, en présence desquels il visitera & fera inventaire de tous les biens meubles, grains & fruits qu'il aura trouvez, lequel il fera encore signer de deux témoins. Il laissera la Commanderie en l'état où il l'aura trouvez, même la moitié des meubles qui s'y seront trouvez d'augmentation, & en donnera un état bien certifié au Chapitre Provincial. S'il en use autrement, & qu'il

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 85
qu'il fasse tort à l'Ordre d'un seul marc d'argent,
il sera privé de l'habit.

Sur le même sujet.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

41. Les Receveurs, Procureurs ou Commissaires sont encore obligés de faire deux inventaires séparés, l'un de l'état de la Commanderie, l'autre des effets de la dépouille, qui appartiennent au Trésor, en présence des mêmes personnes, & un état de ce qui est dû à la succession. Ils ouvriront ensuite le *desapropriement* du défunt: ils enverront copie de l'état & du *desapropriement* à notre Couvent, dont le Secrétaire transcrira l'un & l'autre dans un Registre différent de celui du Prieuré, où nous voulons qu'il s'en tienne un. Si le Frere défunt n'a pas fait de *desapropriement*, ou si le Receveur ne peut le recouvrer, il en donnera avis au Maître & au Couvent.

Déclaration des droits de dépouille & de mortuaire.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

42. Pour distinguer les droits de dépouille & de mortuaire, nous déclarons que les fruits qui se trouveront sur terre lors du décès du possesseur, & qui n'auront pas été recueillis appartiendront à la dépouille.

Les Receveurs seront tenus de rendre compte au Chapitre Provincial de tout ce qu'ils auront reçu.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

43. Les Receveurs seront tenus de rendre compte

pte à chaque Chapitre Provincial de tout ce qu'ils ont reçu pas le menu, & de tout ce qui reste à recouvrer, quoique les Prieurs ni le Chapitre n'aient aucun pouvoir de juger leurs comptes, mais seulement de les ouir & de les signer. Le Jugement en appartient au Maître & au Couvent. Les Receveurs sont encore obligez de faire voir au Chapitre Provincial toutes les sommes de deniers qu'ils ont reçues des droits du Trésor, en mortuaires, vacants ou autres choses. Dès que le Chapitre sera fini, le Prieur doit en donner avis au Maître & au Couvent, auxquels les Receveurs enverront aussi de leur côté des doubles de leurs comptes, qui seront registrez dans le Trésor, afin que l'on ait connoissance de ses affaires.

De l'état que doivent envoyer les Receveurs, de ceux qui ont payé, & de ceux qui ne l'ont pas fait.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

44. Incontinent après le Chapitre Provincial, les Receveurs sont obligez d'envoyer au Maître & au Couvent, avec les comptes de la dernière année, un état de ceux qui auront payé pendant le Chapitre, de ceux qui ne l'auront pas fait, des sommes qu'ils doivent, & de tous les deniers qu'ils auront reçus, avec la cause de chaque dette. Ceux qui manqueront d'observer ce qui est prescrit par le present Statut & par le précédent, perdront les fruits d'une année entière de leurs Commanderies; si c'est un Frere du Couvent, il perdra une année de son ancienneté en faveur de ses *Fraterns*.

Les Receveurs ne peuvent prendre pour eux aucune partie de la dépouille.

FR. BAPTISTE URSIN.

45. Nous défendons aux Receveurs des Prieurez & de la Châtellenie d'Emposte, de s'approprier aucun lits, meubles ou autres choses qui dépendront de la dépouille des Prieurs, du Châtelain d'Emposte, Commandeurs ou Freres qui mourront dans lesdits Prieurez & Châtellenie. Ceux qui l'auront fait, seront dépouillez sur le champ de leur Office, & payeront au Trésor le double de ce qu'ils auront enlevé, nonobstant toutes Coutumes contraires.

Les Receveurs ne prendront rien de ce qui appartient aux Commanderies.

FR. DIEU-DONNE' DE GOZON.

46. Les Receveurs en faisant le recouvrement de la dépouille, mortuaire ou autre chose, ne pourront s'approprier quoi que ce soit qui appartienne aux Commanderies ou aux Maisons. Ceux qui s'en donneront la liberté, seront obligez d'en faire la restitution & le rétablissement à leurs dépens. Voulons que notre Trésor en soit entièrement déchargé, & qu'ils payent eux-mêmes la valeur du mortuaire de la Commanderie, applicable à notre Trésor, & qu'ils y soient contraints par le Prieur & le Châtelain, à la requête du Commandeur qui en souffrira; & qu'en cas de négligence de leur part, le Prieur & le Châtelain d'Emposte y soient eux-mêmes contraints par le Maître & le Couvent,

Que les Receveurs doivent mettre en lieu sûr les deniers de leur recette.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

47. Nous ordonnons aux Receveurs de chaque Prieuré & de la Châtellenie d'Emposte, de mettre entre les mains de personnes sûres & fidèles, les droits du Trésor qu'ils auront reçus, & qu'ils recevront ci-après, & d'en tirer de bonnes reconnoissances, ou de les garder par devers eux en un lieu bien sûr; & d'en rendre compte aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, à leurs Lieutenans ou aux Commandeurs desdits Prieurez ou Châtellenie, dans le Chapitre Provincial, & non ailleurs: afin même que l'on en soit suffisamment instruit, ils y feront voir les reconnoissances des dépôts de ces deniers, pour empêcher qu'ils ne soient volez ou détournés, quelque accident qui puisse arriver. Ceux qui n'auront pas exactement observé le present Statut, seront privez de l'habit.

Que nonobstant tous procès les Receveurs fassent le recouvrement des droits du Trésor.

Fr. JEAN DE LASTIC.

48. Nous ordonnons aux Receveurs de notre Trésor de faire le recouvrement des droits qui lui appartiennent, sans s'embarasser des prétentions de ceux qui pourroient avoir entre eux des procès pour raison de ce, & de recevoir ce qui lui appartient de ceux qui possèdent les Prieurez, les Commanderies, ou les maisons qui sont le sujet du procès, sans préjudice des moyens & des intérêts des Parties. Si ceux qui possèdent les Commanderies en font la moindre difficulté, ils en seront.

seront dépouillez, comme de tout le droit qu'ils pouvoient y avoir: l'on procedera même contre eux, comme contre des desobeïssans & des rebelles.

Que les Receveurs prennent possession des Commanderies chargées du mortuaire & du vacant, sans aucune permission.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

49. Nous ordonnons qu'incontinent après la mort des Prieurs, du Châtelain d'Emposte, des Baillis, des Commandeurs, & des autres administrateurs de nos biens, ou qui y auront renoncé, les Receveurs & Procureurs de notre Trésor, de leur autorité, sans permission d'aucun Juge, ou Cour de Justice, prennent au nom de la Religion possession réelle & actuelle des Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Commanderies & autres biens; qu'ils en perçoivent les fruits, recouvrent les dépouilles, les mortuaires, les vacants, & autres dettes, & en jouissent jusqu'à ce que notre Trésor soit entierement payé.

Si quelqu'un de nos Freres s'avise de les traverser dans ladite prise de possession, ou dans la jouissance desdits biens, il sera privé de ses Prieurez, Commanderies & Offices: si c'est un Frere du Couvent, il perdra son droit d'ancienneté.

Contre les Receveurs qui négligeront le recouvrement des dettes.

LE MESME MAISTRE.

50. Les Receveurs qui négligeront de faire payer les dettes, & de mettre ès mains de notre Trésor; les Commanderies des débiteurs, comme il est ordonné par nos Statuts, en seront respon-

ponsables en leur nom. Nous leur ordonnons la même chose, pour toutes les autres dettes du Trésor, au cas qu'à l'échéance ils manquent de faire les diligences nécessaires, lesquelles ils seront tenus de rapporter au jugement de leurs comptes.

Que les procès que l'on fera, ni les Sentences que l'on obtiendra contre les mauvais payeurs, sous le nom des Receveurs, ne feroient aucun préjudice à nos constitutions.

Fr. JEAN D'OMEDES.

51. Il arrive assez souvent que nos Receveurs, pour retirer plus facilement les droits dûs à notre Trésor par de mauvais payeurs, se pourvoyent suivant la forme prescrite par nos Statuts, ou autrement; & comme quelques-uns craignent que cela ne fasse tort à nos constitutions, nous déclarons que toutes les fois que nos Receveurs procederont aux termes des Indults & Privileges Apostoliques ou autrement, devant quelque Juge ordinaire que ce soit, ou devant le Supérieur de notre Ordre, même contre des mineurs de quatorze ans, dépourvus de Curateurs, ou autres débiteurs de notre Trésor, jusqu'à obtenir des Sentences déclaratoires, portant privation des Prieurez, Châtellenie d'Empests, Bailliages, Commanderies, Benefices, & biens en dépendans, en quelque maniere que ce puisse être, ce sera toujours sans préjudice de nos constitutions faites contre les débiteurs. Voulons & commandons qu'elles demeurent en leur force & vertu, & que les procédures, peines & autres choses qui les suivent, sortent leur plein & entier effet.

LE MESME MAISTRE.

52. Nous ordonnons que les registres de nos Rece-

Receveurs, & autres écritures signées de leurs mains, fassent foi pleine & entiere contre les débiteurs de notre Trésor, sans qu'il soit besoin de rapporter d'autres preuves.

Des Procureurs du commun Trésor dans le Couvent.

Fr. JEAN DE LASTIC.

53. L'on ne sçauroit avoir trop de soin ni d'exactitude pour la conservation des biens & des droits du Trésor. C'est pourquoi afin qu'ils soient mieux administrez, outre le Grand Commandeur, lequel par la prééminence de son Office, s'y trouve expressément député, en sorte que l'on ne peut l'en détacher, nous voulons que le Maître & son Conseil, après une meure délibération, choisissent parmi les Prieurs ou les Baillis de l'Ordre, qui se trouveront au Couvent, des Baillis capitulaires, ou les Lieutenans des Baillis conventuels, deux Religieux prudens & discrets, pour y prendre garde, à qui ils feront prêter le serment, & qu'ils ayent des coffres forts, garnis de bonnes serrures à trois clefs, qui seront remises à chacun d'eux. Ils auront de même le soin de mettre sous autres trois clefs, dans un magasin bien sûr, & bien propre à les conserver, les effets du Trésor, d'où il ne sera tiré quoi que ce soit, qui ne soit marqué sur le registre du Commandeur, & du Secrétaire du Trésor, dont ils seront tenus chaque année de rendre compte au Maître & au Conseil en cette qualité.

De la résidence que le Grand Commandeur est obligé de faire dans le Couvent.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

54 Nous ordonnons que le Grand Commandeur

deur fera sa résidence dans le Couvent, d'où il ne pourra sortir pendant qu'il sera en place, & que les autres deux Procureurs du commun Trésor, serviront pendant deux ans, pendant lesquels il ne leur sera accordé aucun congé d'en sortir, ni de quitter leur emploi tous deux à la fois: on en changera un chaque année, au lieu duquel l'on en choisira un autre.

Du Conservateur du Trésor.

Fr. JEAN DE LASTIC.

55. Nous ordonnons que l'on choisira pour Conservateur du Trésor, afin d'en empêcher la dissipation, & en faire la distribution nécessaire, un Frere qui y soit propre & bien disposé, de quelque Langue que ce soit, lequel aura la disposition de tous les deniers, meubles, & effets appartenans au Trésor, les recevra, les conservera, & en fera la distribution suivant les ordres du Maître & du Conseil, après que le Grand Commandeur y aura joint son attache.

Si le Conservateur est Chevalier, & qu'il fasse sa résidence dans le Couvent, il recevra du Trésor cent ducats de *Rhodes*, pour ses appointemens: s'il est Chapelain ou Servant d'armes, il ne recevra que cent florins de *Rhodes*, monnoye courante: si on l'envoie du côté du Ponent, le Maître & le Conseil lui donneront tels appointement qu'ils jugeront à propos.

Le Conservateur général sera changé à chaque Chapitre général, & laissera sa place à celui qui aura été nommé pour lui succéder, lequel ne pourra être tiré de la même Langue que son prédécesseur, qu'après dix années d'intervalle.

Du

Des Auditeurs des Comptes.

LE MESME MAISTRE.

56. Outre le Grand Commandeur, les deux Procureurs du Trésor, & le Conservateur général, l'on nommera encore un Frere de chacune des huit Langues, qui seront préposez pour examiner, ouir, & reconnoître la maniere dont on a usé pour le maniement des deniers du Trésor, & la disposition de ses affaires. Ils choisiront eux-mêmes un jour de chaque semaine pour y travailler; s'ils y trouvent quelque chose à réformer, ils en feront leur rapport au Grand Maître & au Conseil ordinaire, lesquels seront tenus d'abandonner toute autre sorte d'affaires, pour vacquer à celle-là.

Ces Freres seront élus par chaque Langue, qui choisira des gens de bien, sages, & expérimentez en ce genre d'affaires, & présentez au Maître & au Conseil, devant qui ils prêteront serment de bien & fidelement veiller aux interêts du Trésor, & d'empêcher en conscience qu'il ne lui soit fait tort. Ces huit Freres assisteront à l'examen des comptes qui se rendront au Maître & au Conseil, & aux payemens qui seront faits par le Trésor.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

57. Nous voulons que ces Auditeurs se changent tous les deux ans, non pas tous ensemble, mais de sorte qu'il en reste toujours quelques-uns des anciens.

Du Prudhomme du Conservateur.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

58. Nous enjoignons au Maître & au Conseil, de choisir un Frere de l'Ordre qu'ils jugeront propre à cet effet, lequel tiendra un registre particulier, où il inserera exactement jour par jour, tout ce que recevra le Conservateur général pour le Trésor, à la recette duquel il assistera, de même qu'à la reddition de ses comptes. Ainsi il y aura deux registres, l'un desquels sera gardé par le Conservateur, & l'autre par le Député, lequel fera mention de chaque partie de recette, dans l'un & dans l'autre.

Le Maître & le Conseil assigneront au Député tels appointemens à prendre sur le Trésor qu'ils le jugeront à propos, & le continueront pour autant de tems qu'il leur plaira, après lequel lui-même, ou un autre qui y sera jugé propre, sera confirmé ou établi dans la même fonction.

Que l'on paye aux Creanciers des Freres défunts ce qui leur est dû.

Fr. JEAN DE VILLERS.

59. Il est ordonné que les dettes légitimes, & bien prouvées des Freres défunts, soient payées à leurs creanciers, sur le prix des meubles qu'ils auront laissés, sans néanmoins toucher à l'état de sa Commanderie: s'il n'est pas suffisant, l'on les payera sur l'estimation des biens immeubles que le Frere aura acquis au profit de la Religion, & non autrement.

Que

Que l'année du mortuaire ne sera point employée à payer les dettes de la succession Frere défunts.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

60. Nous défendons aux Prieurs, au Châtelain d'Emposse, aux Chapitres Provinciaux, aux assemblées, aux Receveurs, & à tous autres, de payer, ni d'ordonner que l'on payera les dettes de nos Freres défunts, Prieurs, Baillis, ou Commandeurs, sur les revenus des mortuaires des Prieurez, Bailliages & Commanderies vacantes, lesquels appartiennent de droit au commun Trésor, aux intérêts duquel seront tenus de satisfaire ceux qui en auront autrement ordonné.

Que l'on fera une estimation de la déponille des Baillis.

Fr. BAPTISTE URSIN.

61. Les effets provenant des dépouilles des Prieurs, des Baillis, des Commandeurs & des Freres qui mourront dans le Couvent, seront estimés par huit Freres anciens tirez de chaque Langue, à l'accoutumé.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

62. Laquelle estimation se fera à leur véritable valeur, & en presence de gens qui s'y entendent. Les Prieurs, les Baillis & les Lieutenans de Baillis, doivent seuls partager les dépouilles des Prieurs, Baillis ou Lieutenans de Baillis : celles des Commandeurs seront partagées entre les Commandeurs & les Freres du Couvent : & celles des Freres du Couvent, entre les Freres du Couvent Chevaliers.

Que

Que les Freres malades donnent la déclaration de leurs biens.

Fr. ELION DE VILLE-NEUVE.

63. Tout ce que possèdent nos Freres appartient à l'Ordre: ainsi lorsqu'ils sont malades, l'obéissance les engage d'appeler auprès d'eux les deux Freres qui s'en trouveront les plus proches, l'un desquels sera Chapelain, si faire se peut, & l'autre honnête homme, auxquels ils déclareront tous leurs biens, meubles, deniers & autres, lesquels en feront un écrit qui sera cacheté du cachet du Frere malade, & de ceux des deux Freres en leur presence. Cet écrit sera ensuite remis au Procureur du Trésor, lequel le rendra au Frere s'il revient en convalescence. Il est défendu aux Freres qui s'y seront trouvez, sous peine de desobéissance, de rien reveler de ce qu'il contient, pendant la vie du Frere, à peine d'être privez du revenu de leurs Commanderies pendant dix ans: si ce sont des Freres du Couvent, la Religion en fera justice.

Si quelque Frere, de quelque condition qu'il soit, s'empare de la dépouille en tout ou en partie, sur la plainte que nous voulons en être faite, il sera chassé de la compagnie des Freres de l'Ordre: Si le Frere, dans sa maladie, refuse de faire ce que dessus, l'on en fera justice, dès que l'on en aura avis; puisque nonobstant son vœu de pauvreté, il n'a pas laissé d'acquérir des biens, & qu'il a depuis refusé de les déclarer.

Que l'on n'emploie point à plaider les biens du commun Trésor.

Fr. PHILIBERT DE NAILLAC.

64. Défendons aux Prieurs, aux Commandeurs
&

& aux Freres d'employer les biens & les droits du commun Trésor, de dépouille, de mortuaire & de vacant à former ou à soutenir des procès, ou à quelqu'autre usage que ce soit: leur enjoignons de les faire porter au commun Trésor, à peine contre ceux qui en auront détourné la valeur d'un marc d'argent, d'être privez de l'habit: s'il en manque moins, ils seront contraincts de faire la quarantaine.

Que les Ambassadeurs soient payez de leurs Apointemens.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

65. Nous ne donnons pas de grands apointemens aux Ambassadeurs & aux Envoyez que nous sommes obligez de tenir suivant les occurrences en diverses parties du monde, parce qu'ils ne souffrent ni peine ni ennui du voyage, ausquels ils ne soient obligez de s'exposer pour le service de l'Ordre, & qu'ils doivent s'attendre à des récompenses bien plus considerables que celles qu'il leur destine. Le Prieur ou le Bailli qui sera chargé d'Ambassade du côté du Ponent, aura du Trésor deux ducats par jour: le Commandeur ne doit en avoir qu'un; mais si le Maître & le Conseil ne jugent pas qu'il en ait assez, l'on y ajoutera un demi ducat. Ceux qui seront envoyez du côté du Levant, auront les Apointemens qui seront reglez par le Maître & le Conseil, suivant l'importance de l'affaire & du voyage.

Dès que l'Ambassade sera finie, l'Ambassadeur sera obligé de revenir au Couvent pour en rendre compte au Maître & au Conseil, pour pouvoir former leur résolution. La prudence & l'exactitude de l'Ambassadeur obligeront de veiller à ses intérêts, & de ne pas l'oublier dans les promotions.

LE MESME MAISTRE.

66. Nous unissons à notre Trésor les grandes Commanderies de *Cypre*, de *Lango* & de *Nisaro*, ci-devant communes à toutes les Langues.

De la solde qui doit être payée aux Freres.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

67. Nous ordonnons que la solde des Freres se payera pendant le mois de Septembre, afin qu'ils puissent s'en aider dans le besoin: ceux qui seront pourvus des biens de l'Ordre, comme maisons ou autres revenus, au delà de 60 florins de *Rhodes* monnoie courante, ne prendront aucune solde, non plus que ceux qui seront pourvus de Commanderies, de quelque valeur qu'elles soient.

Du joyau que prend le Grand Commandeur dans la dépouille des Freres.

Fr. BAPTISTE URSIN.

68. Statuons & ordonnons que nonobstant toute coutume contraire, le Grand Commandeur ou son Lieutenant ne puissent prendre dans les dépouilles des Freres défunts, aucun joyau de la valeur de plus cinq florins de *Rhodes* monnoie courante, qui seront même déduits sur les Apointemens.

Que le Chapitre Général peut seul faire remise des dettes.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

69. Les choses qui sont destinées à l'utilité
com-

commune, ne doivent pas être détournées à des usages particuliers. Ainsi nous défendons à toutes personnes de quelque qualité, grade, office ou condition qu'elles soient, de remettre, relâcher ou donner aux débiteurs du Trésor aucune somme, quelle qu'elle soit, à quelque titre qu'elle soit due, sans connoissance de cause, laquelle n'appartient qu'au Maître & au Chapitre général. Celui qui l'aura entrepris sera censé l'avoir fait en son nom, en sorte que le Trésor se pourvoira contre lui pour le recouvrement de la somme remise, sans que le débiteur en soit pour cela déchargé, jusqu'à ce que le Trésor soit entièrement satisfait de l'un ou de l'autre.

Des Lettres de Change.

Fr. JEAN DE LASTIC.

70. Nous défendons au Vice-Chancelier d'expédier aucune Lettre de change ou assignation aux Freres, ni aux Séculiers, sans en avoir reçu l'ordre du Maître & du Conseil, ensuite duquel il apposera un sceau de plomb, & les enregistrera dans la Chancellerie. Elles doivent encore être signées sous le pli du sceau par le Conservateur conventuel, & par le Secrétaire du Trésor, avant d'être délivrées aux Parties: elles sont nulles s'il y manque quelque-une de ces formalitez.

De l'entretien des chevaux pour la garde de l'Isle.

Fr. BAPTISTE URSIN.

71. Nos Freres sont obligez d'entretenir des chevaux pour la sûreté de l'Isle: le Trésor est obligé de donner la montre pour toute l'année à tous ceux que le Maréchal ou son Lieutenant &

d'honnêtes gens qui feront nommez pour cela, & qui auront prêté le serment de s'en acquitter fidèlement, auront jugé propres à monter la garde: l'on ne donnera point la montre à ceux que le Maréchal & ces Messieurs n'y auront pas jugé propres.

Que le Trésor fournisse de l'orge aux chevaux.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

72. Nous ordonnons que notre commun Trésor fournira lors de la montre, aux Freres, six sommes d'orge pour chaque cheval qui aura passé en revûe. Faute d'orge, il leur payera un écu pour chaque somme. Les Freres qui auront pris de l'orge au Trésor, seront tenus de sortir de la garde de l'Isle, dès que le Maître le leur aura commandé; ceux qui auront refusé de sortir avec les autres, ne recevront point d'orge de toute l'année.

De la maniere de payer les dettes des Freres défunts.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

73. Pour regler les differends qui surviendront entre les creanciers des successions des Freres défunts: Nous ordonnons que tout ce qui sera dû au Trésor, sera payé par préférence à toutes autres dettes, de quelque nature qu'elles soient: viendront ensuite les gages des domestiques, & les creanciers selon la datte de leurs hypoteques, comme l'on en use dans les successions ordinaires, & non pas comme il s'est fait jusqu'à present.

Com-

Comment doit se faire l'inventaire de la dépouille.

LE MESME MAISTRE.

74. Nous ordonnons que quand le Receveur, ou le Procureur du Trésor, ou leur Député, ira recevoir les droits de mortuaire & de dépouille, il se fera accompagner, & qu'après que les coffres & les portes auront été fermées & scellées, il fera publier le lieu, le jour & l'heure, où se fera l'inventaire, afin que les creanciers qui y auront intérêt puissent s'y trouver.

Au jour & à l'heure marquez, il prendra deux honnêtes gens pour représenter les Parties intéressées, & un Notaire, en présence desquels il ouvrira les portes & les coffres, visitera & fera énoncer dans l'inventaire, après avoir encore appelé deux ou trois témoins, tous les effets, meubles, grains & fruits qui s'y seront trouvez, leur nombre, qualité, poids & mesure, & les fera estimer par ceux qui seront présents, sans préjudice de l'article 40 de ce Titre, qui sera executé pour tout le reste. Voulons que la même chose soit observée dans le Couvent par les vénérables Procureurs & le Secrétaire du Trésor.

Que les dépouilles soient vendues dorenavant au profit du Trésor.

75. Nous ordonnons que la dépouille des Prieurs, Châtelain d'Emposte, Baillis, Commandeurs & autres nos Freres qui mourront dans le Couvent, excepté celle du Maître, sera distribuée, non pas comme l'on a fait jusqu'à présent, mais qu'elle soit vendue à l'encant à celui qui en donnera le plus, le plutôt que faire se pour-

ra, au profit du commun Trésor. Révoquons & annullons tous autres Statuts qui parlent du joyau qui se prenoit par le Grand Commandeur des dépouilles, de l'estimation qui s'en faisoit, & de ceux qui y assistoient, de même que les droits du Conservateur Conventuel, du Maître Ecuyer, & du Secrétaire du Trésor. Le droit de trentenaire de l'assemblée des Chapelains sera payé comme à l'ordinaire par le commun Trésor.

DU CHAPITRE, TANT GENERAL QUE PROVINCIAL.

T I T R E VI.

Comment se tient le Chapitre Général.

C O U T U M E.

1. **N**OS prédécesseurs qui ont eu grand soin de tout ce qui regardoit les affaires publiques, avoient accoutumé d'ancienneté de convoquer & de tenir le Chapitre général pour réformer les mœurs des Religieux, rétablir le gouvernement, & regler tout ce qui concerne l'état, & l'utilité publique. C'est à leur exemple, que nous avons accoutumé de le tenir: on le commence toujours par l'invocation du Saint Esprit, sans l'assistance duquel l'on ne sçauroit rien entreprendre à propos: on lui demande la grace d'illuminer nos esprits, & de favoriser nos entreprises.

Dès que les Capitulans sont assemblez, ils accompagnent le Maître à l'Eglise où l'on se rend avant le soleil levé: le Prieur de l'Eglise chante
une

une Messe solennelle du S. Esprit, qu'ils doivent tous prier avec beaucoup de dévotion, de leur donner la grace d'entendement, avec laquelle ils puissent mettre en bon ordre les affaires qui se présenteront: à la fin de la Messe, le Maître, les Capitulans, & les Freres partent en procession de l'Eglise, précédez de l'étendart de la Religion, pour se rendre au lieu du Chapitre. Le Prieur de l'Eglise s'y trouve revêtu d'habits pontificaux. Les Chapelains, les Diacres, & les Clercs chantent le *Veni Creator*. Lorsqu'ils sont arrivez au Chapitre, tous chantent le *Y. Salvos fac servos tuos*: L'on dit l'Oraison du Saint Esprit, & le Chapelain chante l'Evangile; *Cum venerit Filius hominis, &c.*

Le Maître, les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, les Baillis, & les anciens Capitulans se placent chacun selon son rang, & on leur fait la lecture de la regle. L'on entend ensuite un Sermon sur le salut des ames, & l'utilité publique, après lequel les Chapelains, & ceux qui ne doivent pas assister au Chapitre, se retirent. Le Maître, s'il le veut bien, en fait un autre sur l'état de la Religion, & ce qui la concerne.

Le premier jour non férié qui suit, les Capitulans se rassemblent: le Maître, & ceux du Conseil ordinaire élisent pour Commissaires quelques-uns d'entre eux, lesquels appellent le Vice-Chancelier, & examinent avec lui les pouvoirs donnez par les Prieurs, les Baillis & autres qui se trouvent absents, & qui devroient assister au Chapitre général: ils acceptent ceux qui leur paroissent suffisans, & mettent les autres de côté.

Les Baillis, les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, & les anciens Capitulans vont ensuite baiser les mains du Maître, chacun en son rang: chacun d'eux lui présente une bourse sur laquelle son nom est écrit, & où sont enfermez cinq *janets* d'ar-

gent, pour marquer leur *desapropriement* : ils y attachent un mémoire qui comprend les devoirs de leurs Charges, & leur sentiment sur ce qu'ils estiment devoir être fait pour l'utilité publique, & les sceaux de leurs Offices, établis pour l'honneur & l'avantage commun. Le Maréchal y va à son tour présenter l'étendart de la Religion.

Après la présentation des bourses, des mémoires, & de l'étendart, l'on fait un état de ceux qui sont incorporez dans le Chapitre : le Vice-Chancelier lit les mémoires à haute voix, suivant le rang de ceux qui les ont donnez, & l'on procede à l'élection des seize Capitulans, en la manière suivante.

Les Freres Capitulans incorporez au Chapitre, dûement confessez & communiez, promettent par leur serment solennel, de proceder & de juger justement, équitablement, & selon Dieu & leur conscience, les affaires qui leur seront proposées, & qu'ils n'ordonneront rien qui puisse faire préjudice à un tiers, autant qu'ils pourront le découvrir.

Le Maître ordonne ensuite aux Langues de s'assembler en particulier dans le Chapitre même, où chaque Langue choisit deux de ceux qui sont incorporez au Chapitre, qu'elle estime les plus propres, & les plus prudens, & les présente au Maître : si quelque Langue en manque, elle peut en emprunter d'une autre. L'on choisit par ce moyen seize personnes que l'on présente au Maître & au Chapitre. L'on leur fait prêter le serment, que dépouillez de toute sorte d'affection & d'intérêt, ils n'ordonneront rien qui ne soit honorable & utile à la Religion & aux Freres.

Le Maître & le reste des Capitulans qui demeurent dans le Chapitre pour regler les autres affaires, leur en accordent le pouvoir par manière de compromis, promettent par leur serment de s'en
tenir

tenir à leur décision, & d'agréer tout ce qui aura été réglé & statué par les seize Capitulans, lesquels avec le Procureur du Maître, qui n'a que la voix consultative seulement, & le Vice-Chancelier, se retirent dans une autre Chambre, pour mettre par écrit leurs délibérations: c'est là qu'ils concluent ce qui doit se faire en la manière suivante.

Ils délibèrent d'abord sur l'imposition & la portion dont l'Ordre a besoin pour se soutenir: ils passent de-là au gouvernement du Trésor; ils examinent les mémoires, réforment les usages, font de nouveaux Statuts, & reglent les affaires qui étoient restées indécises, qui concernent l'utilité publique. Dès qu'ils ont achevé, les cloches appellent tous les Freres, qui se rendent auprès du Maître & du Chapitre: les Chapelains y viennent en procession: le Vice-Chancelier publie à haute voix les nouveaux Statuts. Le Maître rend les bourses, les sceaux & l'étendart aux Baillis, au Maréchal & aux Prieurs. Les Chapelains récitent les Oraisons suivantes, & le Chapitre finit.

Oraisons qui doivent être récitées à la fin du Chapitre Général & Provincial.

C O U T U M E.

2. Il est juste qu'à la fin de toutes nos actions, nous élevions nos cœurs à Dieu, & que nous ayions recours à sa clémence, pour en obtenir le repos en cette vie, & la béatitude en l'autre; c'est pourquoi à la fin du Chapitre Général ou Provincial, les Chapelains qui y seront venus en procession, ont accoutumé d'adresser à Dieu les prières suivantes pour la paix de tous les Fideles,

pour le repos des vivans & des morts. Nous ordonnons la continuation de cet usage.

Oraison pour la Paix.

Nous prions que notre Dieu, & notre Seigneur Jésus-Christ, veuille accorder la paix & la concorde à tous les Fideles Chrétiens; qu'il empêche les guerres & les séditions; qu'il mette un frein à la rage des Infideles, & qu'il dirige les voyes de tous les Chrétiens dans le chemin de la vie éternelle.

Oraison pour les fruits de la terre.

Nous prions que notre Dieu, & notre Seigneur Jésus-Christ veuille donner des fruits à la terre, les multiplier & les conserver.

Oraison pour le Pape.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jésus-Christ, de ne point abandonner N. Pasteur de son troupeau, de le défendre continuellement par sa protection, d'augmenter sa foi & sa charité, afin qu'il parvienne à la vie éternelle, avec le troupeau qui lui a été confié.

Oraison pour les Cardinaux & les Prélats.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jésus-Christ, de conserver dans son saint service les Cardinaux de la Sainte Eglise Romaine, les Patriarches, les Archevêques, & tout le reste du Clergé.

Oraison pour l'Empereur & les Princes.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Je-
sus-

Jes-Christ, de vouloir conserver en paix & en véritable union l'Empereur, les Rois, & les autres Princes Catholiques, & les animer à faire la guerre aux Barbares & aux Infideles, & à délivrer la Terre Sainte, & Jerusalem du joug de la servitude.

Oraison pour le Maître de l'Hôpital.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de vouloir diriger N. au gouvernement de l'Hôpital de notre Ordre, & de nos Freres, & de le conserver long-tems en santé & en prospérité.

Oraison pour les Baillis & les Prieurs.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de diriger & d'éclairer les Baillis, les Prieurs, & le Châtelain d'Emposte, de notre Ordre, afin qu'ils s'attachent à tout ce qui peut contribuer à son honneur & à son utilité.

Oraison pour les Freres de l'Hôpital.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de conserver nos Freres, & de ne pas permettre que nous manquions d'accomplir nos vœux.

Oraison pour les malades & les esclaves.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de guerir & de délivrer les malades & les esclaves, afin qu'ils puissent venir lui en rendre grâces dans sa Sainte Eglise.

Oraison pour les pécheurs.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de délivrer tous les pécheurs des liens de leurs pechez, & de les conduire à la vie éternelle.

Oraison pour les Bienfaiteurs de notre Hôpital.

Nous prions notre Dieu, & notre Seigneur Jesus-Christ, de leur donner dès cette vie une récompense de leurs bienfaits, & après leur mort, la vie éternelle.

Oraison pour les Confreres & les Parens.

Nous prions pour les ames de nos Confreres, parens & alliez, & pour tous ceux qui reposent dans nos cimetières. Le Pseaume *Deus misereatur*, le *De profundis*, &c. Kyrie eleison, &c.

O R A I S O N.

Mon Dieu qui êtes l'auteur de nos saints desirs; de nos salutaires desseins, & de nos bonnes actions, donnez à vos serviteurs la paix que le monde n'est pas capable de leur donner; afin que nos cœurs se trouvant uniquement portez à l'observation de vos commandemens, & à couvert de toute crainte de la part des ennemis, nous puissions mener une vie tranquille sous votre protection. Par Jesus-Christ Notre Seigneur, &c.

Que les Freres viennent au Chapitre Général.

Fr. JEAN FERNANDE'S DE HEREDIA:

3. Il est ordonné aux Baillis, Prieurs, Châtelain

lain d'Emposte, Commandeurs & autres, qui, à cause de leurs dignitez, sont incorporez au Chapitre Général, de s'y trouver, s'ils ne sont empêchez par des accidens qu'il leur soit presque impossible d'éviter, auquel cas ils y enverront un Procureur muni d'une procuration suffisante: ceux qui y manqueront, seront privez de l'habit, comme desobéissans.

Fr. CLAUDE DE LA SENLE.

4. La peine pourra être modérée par le Prieur & le Chapitre Général.

De la résidence que doivent faire ceux qui doivent être admis au Chapitre, ou en quelque autre Conseil.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

5. Il ne seroit pas juste que ceux qui ne sont pas informez des constitutions & des Statuts de l'Ordre, & qui n'en ont pas manié les affaires, en fussent établis les juges: c'est pourquoi nous ordonnons que les Freres qui n'auront pas demeuré huit ans entiers tout de suite, ou par intervalles dans le Couvent, ne seront deormais admis, ni au Chapitre Général, ni en quelque autre Conseil que ce soit, où il s'agira de regler les affaires de l'Ordre, s'il n'a achevé ses cinq ans de résidence, excepté les Freres des vénérables Langues d'Angleterre & d'Allemagne.

Que les Procureurs ne seront pas admis au Chapitre général sans faire voir une bonne procuration.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

6. Nous défendons au Maître & au Chapitre général

neral d'y recevoir les Procureurs des Prieurs, Baillis, Châtelain *d'Emposte*, & Commandeurs, sans faire voir une procuration suffisante de leur part, qui leur donne pouvoir de comparoir au Chapitre, & de consentir à ses Délibérations. Ceux qui ne se trouveront en état ni de venir eux-mêmes, ni d'envoyer des Procureurs, seront censez y avoir acquiescé, & obligez de les observer, comme s'ils y avoient assisté.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Nul Procureur constitué pour assister au Chapitre général, ne pourra en vertu de sa procuration, en quelques termes qu'elle soit conçue, en substituer un autre en son lieu: il sera obligé de s'y trouver en personne. Si la procuration contient les noms de plusieurs Procureurs, le premier nommé sera préféré, si le constituant n'a marqué qu'il l'entendoit autrement.

Forme de la procuration des Prieurs & des Baillis, pour assister en leur nom au Chapitre Général.

LE MESME MAISTRE.

8. Nous Frere N. Chevalier de l'Hôpital de St. Jean de Jerusalem, humble Prieur ou Bailli du Prieuré, ou Bailliage de N. Nous confians en la prudence, probité, fidélité & industrie de nos Religieux Freres en Jesus-Christ, N. & N. les avons faits, constituez & députez, faisons, constituons & députons par ces Présentes, en la meilleure forme & manière que nous le pouvons faire, pour nos vrais & légitimes Procureurs Généraux & speciaux, absens comme presens, & chacun d'eux solidairement, en la manière suivante. Premièrement, ledit Frere N. seul & pour le tout,
&

& en cas d'absence ou autre empêchement de l'un & de l'autre, notre Frere N. aussi seul, & pour le tout, pour comparoir pardevant l'Illustrissime Seigneur Grand Maître, & le prochain Chapitre général qui sera assemblé dans notre Couvent, assister & intervenir audit Chapitre en notre nom, & comme nous aurions pû faire spécialement & expressément consentir, acquiescer & prêter consentement libre & volontaire à tous & chacun les Decrets, Constitutions, Statuts, Délibérations & Ordonnances dudit Chapitre général, & des Reverendissimes Seigneurs les seize Capitulaires, & généralement faire, procurer & exercer toutes & chacune des choses qui seront jugées utiles & nécessaires à ce que dessus, & que nous ferions, pourrions ou devrions faire nous mêmes, si nous étions présens audit Chapitre, ou que le cas requît un mandement special. Promettons de bonne foi d'avoir pour agréable, ferme & stable, & d'exécuter ponctuellement ce qui aura été fait & geré par eux, ou aucun d'eux, en vertu de notre presente procuration, en foi de quoi nous avons signé ces Présentes de notre main, & y avons fait apposer le cachet de nos armes. Donné à, &c.

Procuracion des Commandeurs des Prieurez.

9. Nous N. N. Commandeurs du Prieuré de N. avec le Reverend Seigneur Frere N. Prieur dudit Prieuré, assemblez pour la tenuë de notre Chapitre ou Assemblée Provinciale, faisons sçavoir que, &c. En foi de quoi nous avons fait signer ces Presentes de la main du Secrétaire ou Notaire dudit Chapitre, & sceller de son sceau.

Si la procuracion se donne par l'Assemblée, ou que l'on n'ait pas accoutumé de s'en servir dans ce Prieuré-là, les Commandeurs qui s'y trouveront,

112 ANCIENS ET NOUVEAUX STATUTS

ront, signeront la procuration de leur main, ou la feront signer par le Secrétaire du Chapitre, ou un autre Notaire, & y apposeront leurs cachets, ou du moins deux ou trois d'entre eux.

Que quand on traitera des affaires particulieres de l'un des seize, il sera obligé de se retirer.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

10. Il n'est pas raisonnable que lorsqu'on traite des affaires particulieres de quelqu'un, il se trouve tout ensemble Juge & Partie. Ainsi nous ordonnons que toutes les fois qu'il s'agira d'une affaire particuliere qui concernera l'un des Reverends seize, lequel y paroîtra Partie formelle, il fera obligé de se retirer, nonobstant quoi leurs Ordonnances seront executées comme si tous y avoient assisté.

Si quelqu'un des seize Capitulans se trouve malade, ou autrement empêché, on lui en substituera un autre.

Fr. JEAN L'EVESQUE DE LA CASSIERE.

11. Si quelqu'un des seize Capitulans tombe malade, ou se trouve légitimement empêché, en sorte qu'il ne puisse pas se rendre au Conseil pour travailler avec les autres, le Maître convoquera le Conseil & les Capitulans de la Langue du malade; & après leur avoir fait prêter un nouveau serment, il leur ordonnera de s'assembler en particulier pour en choisir un autre, lequel fera le même serment, & la même promesse qu'avoit fait celui à la place duquel il se trouve substitué.

De

De la modestie que doivent garder les seize Capitulans.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

12. Il est quelques-fois arrivé que l'un des seize Capitulans sortant des termes de la modestie, a refusé de donner sa voix sur l'une des propositions faites par le Président, ce qui a dérangé le Conseil; d'où il peut arriver beaucoup d'inconveniens & de dommage au bien public. C'est pourquoi nous avons ordonné, que si quelqu'un des seize Capitulans a la témérité de sortir volontairement de l'Assemblée qui représente l'Etat & la dignité de tout l'Ordre, pour brouiller les affaires qui s'y traitent, ou qui refusera de donner sa voix quand il en aura été averti par le Président, soit qu'il soit Prieur, Bailli, ou Commandeur, il perdra trois années du revenu de son Prieuré, Bailliage ou Commanderie; lesquels seront appliquez au Trésor: s'il est Frere du Couvent, il perdra trois années de son ancienneté, & sera chassé du Conseil: on en élira sur le champ un autre, suivant la forme du Statut précédent: celui qui aura été exclus sera privé de l'entrée du Chapitre général, du Conseil & de toute autre Congregation, même des autres dignitez qui viendront à vacquer.

Qu'il n'est permis à aucun Frere d'appeller ni de protester contre les Statuts des seize.

Fr. BAPTISTE URSIN.

13. Pour moderer l'insolence de quelques-uns, qui ne veulent jamais sortir d'affaires, afin de laisser par la dépense & le travail ceux qui ont raison au fonds: Nous voulons suivre la coutume de nos prédécesseurs, lesquels ont établi les seize Capitulans

pitulans , pour regler & disposer des affaires de notre Ordre en dernier ressort, suivant laquelle il ne convient à aucun de nos Freres de contredire ni de s'opposer à leurs Statuts, Sentences & Ordonnances qui ont la force & l'autorité d'un véritable compromis, au lieu de s'y soumettre avec humilité : cependant quelques uns d'eux, sans respect pour le serment qu'ils ont prêté, s'efforcent de contrevenir à cette institution, en sorte qu'il seroit d'un mauvais exemple & d'un extrême préjudice de ne pas recourir aux Statuts & aux Coutumes pour y remedier. C'est pourquoi désirant nous opposer à leur témérité, & nous rapprocher des anciennes Coutumes, Nous défendons à tous les Freres de notre Ordre, qui sont incorporez au Chapitre général, & qui ont droit d'y assister, en quelque rang & dignité qu'ils puissent être constituez, d'appeller des Statuts, Sentences, Deliberations & Ordonnances des seize Capitulans, de les contester ou contredire de quelque maniere que ce soit. Ceux qui l'auront fait seront privez sur le champ des Commanderies & Bénéfices qu'ils possèdent : si c'est un Frere du Couvent, il perdra sur le champ son ancienneté.

Combien doit durer le Chapitre général.

14. Nous ordonnons que le Chapitre général demeure ouvert pendant quinze jours non feriez, afin que l'on puisse y regler plus commodément les affaires qui se rencontrent : cependant le Maître & le Conseil complet pourront encore travailler pendant quelques jours qui y auront été réservés, après la clôture, à la conclusion & à l'exécution des affaires qui n'auront pas été tout à fait réglées.

Qui sont ceux qui sont obligez de se trouver au Chapitre Provincial.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

15. Tous les Baillis & les Commandeurs qui se trouvent dans la Province , sont obligez d'aller chaque année au Chapitre Provincial de leur Prieuré, à peine de payer au Trésor double *Responsion*, à moins qu'ils ne soient retenus par quelque empêchement légitime, qu'ils seront tenus de faire sçavoir au Chapitre par leur Procureur; le Prieur doit aussi s'y trouver sous la même peine.

De la moderation que doivent garder les Capitulans.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

16. Nous ordonnons aux Prieurs , au Châtelain d'Emposte, aux Commandeurs & aux Freres, de quelqu'état qu'ils soient, de garder dans les Chapitres Provinciaux, la maturité, la gravité, la temperance & la modestie; en sorte que chacun puisse parler en son rang, dire son opinion & donner son suffrage sans emportement, sans injures & sans gestes mêmes qui sortent de la bien-seance, & proposer tranquillement ce qu'il estimera être de l'honneur & de l'avantage de la Religion: ceux qui y manqueront seront punis par la *Quarantaine*.

Que les Prieurs ne doivent favoriser personne dans le Chapitre Provincial.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

17. Défendons aux Prieurs & au Châtelain
d'Em-

d'Emposte de parler ni de solliciter dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales, pour ou contre aucun Frere. présent ou absent : ils doivent uniquement s'attacher à bien comprendre les affaires, & à les décider à propos, sans embarrasser les autres.

Que l'on lise la Regle & le Statuts dans les Chapitres Provinciaux.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

18. Rien ne fait plus de honte & de dommage que l'ignorance des Statuts & des Coutumes de l'Ordre, par lesquels la Religion se gouverne & se maintient, sur-tout une ignorance grossiere & affectée, qui lui a fait tort en plusieurs occasions. Pour remedier à ce mal, & afin que personne ne puisse plus prétendre cause d'ignorance : Nous ordonnons que les Statuts ci-après inserez sous la Bulle de plomb, seront envoyez dans tous les Prieurez, & présentez de notre part aux Prieurs ou Châtelain *d'Emposte*, & aux Receveurs du Trésor, auxquels nous commandons en vertu d'obedience de les faire lire à haute voix dans tous les Chapitres Provinciaux, après la Messe du S. Esprit, & la lecture de la Regle, avant de commencer aucun acte Capitulaire, afin qu'ils soient entendus & observez par tous les Freres. Si les Prieurs, le Châtelain *d'Emposte*, & les Receveurs négligent de s'acquitter de ce devoir, ils encourront la peine de désobéissance.

De la Regle.

La Regle des Hospitaliers & de la Milice de S. Jean de Jerusalem.

De

De la peine de ceux qui manqueront de l'observer.

Du commun Trésor.

Des charges du Trésor & des Reglemens à faire sur ce sujet.

Que tous sont obligez de payer les droits du Trésor.

Que les droits du Trésor se payent entierement, nonobstant tous empêchemens.

Des droits du mortuaire & du vacant, qui doivent être payez au Trésor.

Ce que doivent payer ceux qui possèdent des Membres, & les trois suivans.

Du droit de passage qui doit être payé par les Freres.

Quand doivent se payer les droits du Trésor: peine de ceux qui y manquent.

Des dettes du Trésor, & le suivant.

Que les biens des Freres morts doivent être portez au Trésor, & les trois suivans.

De l'office du Receveur & du Procureur du Trésor hors du Couvent, & les trois suivans.

Contre les Receveurs qui négligent le recouvrement des dettes.

Du Chapitre.

Qui sont ceux qui sont obligez de se trouver au Chapitre.

Des Prieurs.

De la Jurisdiction des Prieurs.

Des sceaux des Prieurs, avec le suivant.

De l'Office des Freres.

De la garde des fortifications, avec le suivant.

Des Commanderies.

Des Résignations.

Que l'on ne donne aucun Membre ou Domaine aux Seculiers.

Que les Freres n'obtiennent ni Commanderies ni Bénéfices hors de l'Ordre.

Que l'on ne députe aucun Séculier au Gouvernement des Commanderies.

Des Visites.

De la visite des Commanderies, & les deux suivants.

Des contrats & alienations.

Que l'on n'aliene point les biens de l'Ordre.

Qu'aucun Frere n'oblige ou hypothèque les biens de l'Ordre, & le suivant.

Que dans le Chapitres ou Assemblées Provinciales on ne traite point de l'alienation des biens de l'Ordre, & le suivant.

Que les Freres n'alienent point les biens qu'ils ont acquis.

Des Beaux à Ferme.

Que le Bail du mortuaire & du vacant se fasse dans le Chapitre Provincial.

Que l'on ne fasse point de réparations pendant le mortuaire & le vacant,

Des

Des défenses & des peines.

Que les Freres ne s'emparent point des Commanderies.

Que les Freres ne recherchent point de Lettres de recommandation pour obtenir des Commanderies; & le suivant.

Que personne ne mette la main sur les droits du Trésor.

De l'obédience.

Des mauvais administrateurs.

Que les rescrits & les grâces obtenues du Chapitre général, sous un faux exposé, ou en taisant la vérité, soient de nulle valeur.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

19. Quoique le Chapitre général soit le dernier & le souverain Tribunal de l'Ordre, cependant, puisque les Loix ont déterminé que ceux qui malicieusement exposent faux, ou suppriment la vérité, ne doivent pas jouir du bénéfice qui leur a été accordé: Nous voulons que les rescrits & les grâces obtenues de notre Chapitre général par subreption ou obreption, c'est-à-dire en exposant faux ou en déguisant la vérité, en sorte qu'il en résulte un défaut condamné par la Loi, n'ayent ni force ni vigueur. Déclarons que le Maître & le Conseil sont compétents pour en connoître.

DU CONSEIL ET DES JUGES.

TITRE VII.

*Les formalitez qui s'observent dans les Jugemens
de l'Ordre.*

C O U T U M E.

1. **D'**Autant que nos Freres sont plus obligez de s'appliquer à l'Hospitalité, & à l'exercice des armes, qu'à celui de la Justice, l'ancienne coutume que nous tenons de nos prédecesseurs, veut que les differends qui se forment entre eux, soient décidés sommairement, & sans figure de procès, verbalement, & non par écrit: que l'on n'en fasse aucun acte: que les Parties plaident elles-mêmes leur cause, & que l'on leur rende justice sur ce qui aura été allegué de part & d'autre. Elles peuvent cependant produire pour leur défense des écritures déjà faites, comme des Sentences, des Enquêtes, & autres choses semblables, & amener des témoins qui seront examinez par le Conseil, ou par les Commissaires qu'il nommera, dont on écrira les dépositions, s'il est nécessaire.

*Qui sont ceux qui doivent se trouver au Conseil
de l'Ordre.*

C O U T U M E.

2. Nous avons deux manieres de Conseil; l'ordinaire, & le *Complet*. Le premier est composé du Maître, du Lieutenant du Maître ou du Magistère, s'ils y sont, de l'Evêque de Malthe, qui
s'y

s'y est introduit depuis quelque tems, du Prieur de l'Eglise, & des huit Baillis conventuels ou de leurs Lieutenans. L'on y admet encore les Prieurs des Provinces, les Baillis capitulaires qui se trouvent au Couvent, le Trésorier ou son Lieutenant, & le Senéchal du Maître, lequel a voix consultative, sans être décisive. Le Conseil *complet* est composé des mêmes personnes, si elles sont présentes: l'on y ajoute deux Freres de chaque Langue: le Vice-Chancelier assiste à l'un & à l'autre.

Les huit Baillis conventuels ou leurs Lieutenans doivent toujours s'y trouver, sans quoi l'on ne peut tenir conseil: ils peuvent même le faire après avoir appelé les autres, quand ils n'y viendroient pas, & déterminer tout ce qui est de sa compétence. L'on ne peut néanmoins tenir aucun conseil sans la présence du Maître ou son congé.

La forme du serment que prêtent ceux qui entrent dans le Conseil.

Fr. BAPTISTE URSIN.

3. Personne n'entrera au Conseil sans avoir prêté le serment solennel entre les mains du Maître; de ne jamais révéler les choses qui s'y feront traitées, déterminées & conclues: de ne dire son avis, & de ne rendre aucune Sentence par affection, par aversion, ni par corruption; d'observer fidelement & sincerement les Statuts, & les coutumes de l'Ordre, tant dans les jugemens, que dans les affaires publiques. Ceux qui y contreviendront, seront déclarés inhabiles à obtenir des Offices & des administrations de l'Ordre, regardés comme des parjures, leurs Sentences & leurs avis seront de nulle valeur.

Tome IV.

F

Fr.

Fr. PIERRE DU MONT.

4. Nous ordonnons que si quelqu'un des Ordinaires du Conseil est absent ou suspect, l'on en nommera un autre à sa place, lequel prêtera le serment, suivant la forme du précédent Statut. Déclarons que l'on ne pourra plus proposer de causes de suspicion contre aucun des membres du Conseil, après que les Commissaires auront fait leur rapport, & que les Parties auront plaidé & contredit.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

5. Nous défendons de citer aucun de nos Frères de quelque qualité qu'il soit, si le Maître & le Conseil ordinaire n'en ont accordé la permission.

De la modération que doivent garder les Conseillers.

Fr. BAPTISTE URSIN.

6. Afin que les affaires soient plus meurement traitées & examinées dans les Conseils, nous ordonnons que le Maître, les Baillis, les Prieurs, le Châtelain *d'Emposte*, & les autres qui les composent, entendent patiemment les Parties qui plaident devant eux, sans les interrompre par des questions : qu'ils écoutent leurs raisons, & ce qu'ils voudront alleguer, sans faire paroître qu'ils aient envie d'en favoriser l'une au préjudice de l'autre, & qu'ils aient plus d'estime pour l'une que pour l'autre. S'il leur arrivoit de faire quelque chose de contraire, la Partie qui s'en sera apperçue, pourra recuser celui à qui cela sera arrivé,

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 123
arrivé, lequel sera tenu de sortir sur le champ
de l'auditoire.

*Quelles sont les affaires qui peuvent se porter au
Conseil.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Pour procurer l'expédition des affaires, nous ordonnons que l'on ne portera en chaque Conseil que trois causes seulement : que les Parties, avant d'y comparoir, fassent inscrire leurs noms à la Chancellerie, & le qualité de leur affaire : le Vice-Chancelier les fera appeller au Conseil, dans le rang où elles seront écrites. L'on ne comprend pas dans ce nombre des causes, les demandes des Commissaires.

Maniere d'examiner les témoins.

8. Nous ordonnons que les témoins produits dans le Couvent, prêtent le serment en présence des Parties, & soient ouïs en leur absence. Ils seront interrogez séparément sur l'affaire dont est question, le lieu, le tems où l'affaire est arrivée, & comment elle est venue à leur connoissance. L'on rédigera par écrit leurs réponses, s'il en est besoin.

*Qu'il n'y aura que deux Procureurs pour plaider une
cause.*

Fr. RAIMOND ZACOSTA.

9. Pour éviter la confusion & la longueur des procès, nous ordonnons que quand il y aura un differend de Frere à Frere, de Langue à Langue, ou entre les Prieurs & le Châtelain d'Empesse,
F 2 dans

dans lequel l'on a besoin du ministère des Procureurs, devant le Conseil, l'Egard, ou les Commissaires, l'on ne doit jamais en employer plus d'un, pour chaque Partie, chacun desquels parlera & appuyera son droit des pieces qu'il aura entre les mains. Ils ne doivent paroître qu'en habit long & honnête, & sans armes. Les contrevenans seront punis de la quarantaine, pendant laquelle il leur sera permis de s'asseoir & de manger.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

10. Nous défendons par de bonnes raisons aux seculiers d'assister à nos Conseils.

Qu'aucun Frere ne servira de Procureur à celui qui sera dans le Couvent.

Fr. JEAN FERNANDE'S DE HEREDIA.

11. Puisque l'ancienne coutume veut que les procès de l'Ordre se traitent sommairement pour en éviter la longueur, & que les Freres s'attachent à l'exercice des armes, au lieu de s'amuser à plaider; nous défendons, sous peine de quarantaine, à nos Freres, de servir de Procureurs les uns aux autres, lorsqu'ils seront dans le Couvent, & qu'ils ne seront pas assez malades pour ne pouvoir aller eux-mêmes à l'auditoire. Celui qui servira de Procureur à un absent, sera tenu de montrer la procuration au Superieur qui décidera si elle est suffisante. Les Freres Anglois ou Allemands, qui ne sçauront s'expliquer, de maniere qu'ils puissent être entendus dans le Couvent, pourront se servir de Procureur, quoiqu'ils soient présens.

Fr.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

12. Ceux qui par un défaut de Langue ou autrement ne seront pas en état de représenter leurs raisons, pourront se servir de Procureurs. Nous laissons au jugement du Maître & du Conseil la liberté de le leur permettre.

Que les Baillis & les Prieurs puissent avoir des Procureurs.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

13. Nous ordonnons que quand il y aura quelque différend entre les Baillis capitulaires ou conventuels, les Prieurs, & le Châtelain d'Emposte d'une part, les Commandeurs & les Freres du Couvent de l'autre, & les Prieurs, puissent constituer un Procureur pour plaider en leur nom, & défendre leurs intérêts.

Que dans les Tribunaux de l'Ordre, l'on ne permette à aucun étranger de plaider pour les Religieux de l'Ordre.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

14. Pour empêcher que les procès, qui dans l'Ordre, doivent être sommaires, ne soient renversés sans dessus dessous, & ne soient prolongés par des chicaneries, nous défendons d'admettre des seculiers, ni même des reguliers d'un autre Ordre, à plaider devant le Maître, dans les Conseils, ni au Chapitre général, ni à l'Egard, ni devant les Commissaires députez par eux, par le Prieur de l'Eglise, ou par le Maréchal du Couvent, sans néanmoins que nous entendions déro-

ger à la coutume qui permet aux seculiers de plaider leurs causes dans nos Chapitres Provinciaux & autres Tribunaux.

Que les procès des Chevaliers, des Chapelains & des Servans soient décidez par le Maître & le Conseil.

Fr. JEAN DE LASTIC.

15. Comme notre intention est de distribuer également la justice à tous nos Freres, en sorte que le plus foible ne soit pas opprimé par le plus fort, nous réservons au Maître & au Conseil toutes les contestations qui arriveront pour cause de cheviffement ou d'amelioration, entre les Freres Chevaliers d'une part, & les Freres Chapelains ou Servans d'armes d'autre, pour être par eux jugées & décidées.

De la maniere de traiter les affaires dans les Conseils.

Fr. BAPTISTE URSIN.

16. Nous ordonnons que lorsqu'il y aura des affaires à traiter dans les Conseils, avant d'opiner, dès que la proposition en aura été faite, chaque Conseiller, sans garder d'autre ordre, pourra alleguer, dire & proposer tout ce qu'il jugera à propos; & quand l'affaire aura été bien & dûment examinée & débattue, les voix seront *ballotées*, en sorte que la Partie qui aura eu plus de *ballotes*, aura gagné son procès. Ordonnons que toutes les affaires, de quelque nature qu'elles soient, même les criminelles, qui se traiteront dans nos Conseils, se jugeront par le scrutin des *ballotes*, à peine de nullité.

Fr.

Fr. JEAN D'OMEDES.

17. Le même s'observera dans les Chapitres Provinciaux, & dans les assemblées: tout ce qui sera fait au contraire, sera de nulle valeur.

De l'ordre & de la maniere de balloter.

18. Nos prédecesseurs étoient persuadez que la liberté des jugemens, & le secret des opinions étoient deux choses fort importantes à la République; c'est pour cela qu'ils inventerent l'usage du ballottage; mais d'autant qu'ils ne nous ont laissé là-dessus aucune regle par écrit, nous ordonnons que quand il se trouvera deux ou plusieurs Competiteurs de quelque office ou dignité, elle sera ballotée pour tous ensemble, suivant l'ordre de leur ancienneté, pourvu qu'aucun d'eux ne se trouve Grand-Croix, ou revêtu de l'une des principales dignitez de l'Ordre, auquel cas on ballotera d'abord pour lui, en cette maniere.

Dès que l'on aura prêté le serment ordonné par les Statuts de l'Ordre, le Vice-Chancelier portera autant de boîtes comme il y aura de Concurrans, les présentera d'abord au Maître, & ensuite à chacun des Conseillers, suivant son rang, afin qu'il mette sa ballote dans la boîte qu'il lui plaira. L'on comptera ensuite les ballotes, & celui qui s'en trouvera un plus grand nombre, sera élu. Si le nombre se trouve égal, le plus ancien en religion l'emportera, pourvu que le *Fiarnaud* ne soit pas Grand-Croix, auquel cas il sera préféré. S'il se trouve du même passage, le choix sera renvoyé au Conseil complet; de même que les autres differends où les voix seront partagées, pour y être décidé souverainement & sans appel.

FR. RAIMOND BERENGER.

19. Nous ordonnons & déterminons que l'usage & la coutume ne l'emporteront point sur un statut écrit, au défaut duquel ils serviront de règle.

Des Appellations.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

20. Il est défendu à tous nos Freres d'appeller des decrets du Chapitre général, qui est le suprême Tribunal de l'Ordre. Il n'y aura pas non plus d'appel des jugemens rendus en matiere criminelle, où il s'agira de la correction ordonnée par la règle, ni de l'élection des Freres ou des Commandeurs pour être Baillis de la Grand Croix. L'on peut cependant appeller de la promotion ou translation des Baillis à d'autres dignitez : mais l'appellation n'a pas lieu dans la création des Officiers, ni dans la nomination des Commissaires, ni dans la déclaration rendue sur la récusation proposée contre les Conseillers ou les Commissaires, ni à l'égard de l'exécution ou de l'ordre d'exécuter, ni pour les Sentences rendues entre des Freres dans les Chapitres Provinciaux dont la consequence ne passe pas cent écus.

Dans les affaires décidées entre les Freres & des Seculiers, le Frere ne peut appeller de la Sentence rendue au Chapitre Provincial, de quelque consequence qu'elle puisse être. L'appellation sera reçue en tous les autres cas, par qui que ce soit qu'elle soit interjetée. Les incidens seront jugés par des Commissaires à ce députez : l'appel en sera porté devant ceux qui les auront commis.

mais

mais il ne sera pas permis d'appeller des Sentences qu'ils auront renduës.

Les Sentences appellées de *Lobia*, renduës sur des contestations qui ne passent pas dix écus, ne seront pas sujettes à l'appel. Si la somme est plus considérable, & que le procès soit de Frere à Frere, l'appel se portera au Conseil ordinaire: s'il est entre un Frere & un séculier, n'importe lequel des deux soit demandeur ou défendeur, l'appel s'en portera à l'audience, ou au Conseil. Les Sentences qui y auront été renduës, ou par des juges compromissaires, seront exécutées, sans que l'on puisse en appeller à aucun autre Tribunal.

Le tems dans lequel l'on doit appeller.

21. L'appellation doit être interjettée dans les dix jours de la prononciation & de la publication de la Sentence, si elle a été renduë dans le Couvent, & dans le même terme, quand elle auroit été renduë ailleurs, si la Partie s'y est trouvée, ou son Procureur. S'ils ne s'y sont trouvez ni l'un ni l'autre, les dix jours ne courront que de celui auquel elle sera venue à la connoissance de la partie, & ils vaudront un acquiescement. Mais l'on doit appeller de celles qui seront renduës par les Commissaires sur les incidens le jour même, ou le lendemain.

De l'ordre des appellations.

22. Les appellations interjettées du Prieur, & de l'Assemblée, ou du Prieur seul, sont portées au Chapitre Provincial, & de là au Conseil ordinaire. Si la cause a commencé au Chapitre Provincial, l'appel se porte au Conseil ordinaire, & de là au Conseil complet, en sorte néanmoins que si le Chapitre Provincial a confirmé la Sentence,

de l'Assemblée ou du Prieur, ou si le Conseil ordinaire a confirmé celle du Chapitre Provincial, où la cause avoit été d'abord introduite, leurs Sentences seront exécutées par provision, nonobstant l'appel. Si la cause a commencé au Conseil ordinaire, l'appel en sera porté au Conseil *complet*, & de-là au Chapitre général. Le Conseil *complet* pourra ajuger l'exécution provisoire de sa Sentence, en cas d'appel.

Le tems dans lequel l'on doit poursuivre & faire juger les appellations.

23. L'appel d'une Sentence renduë par le Prieur & l'Assemblée, ou par le Prieur seul, doit être décidée au premier Chapitre Provincial, faute de quoi il sera déclaré desert, s'il ne justifie d'un légitime empêchement. L'appel interjetté d'une Sentence du Chapitre Provincial au Conseil ordinaire, dure un an, ou même deux, si l'appellant a eu une juste cause de différer. L'appel des Sentences du Conseil ordinaire, au Conseil *complet*, ne dure que quatre mois, à compter du jour qu'il a été interjetté, s'il est d'une Sentence du Conseil *complet*, l'Appellant est obligé de le faire juger au premier Chapitre général, faute de quoi il sera déclaré desert. L'appel des Sentences renduës sur des incidens, par des Commissaires, doit être terminé dans dix jours, à compter de celui auquel elles auront été prononcées.

Des appellations des Freres Chapelains d'obédience, ou des Freres Servans d'Office hors du Couvent.

24. Les Freres Chapelains d'obédience, ou les Freres Servans d'Office ou de Stage qui se trouveront grevez par le Prieur ou le Commandeur auquel ils sont soumis, pourront appeler au Prieur

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 131.
& à l'Assemblée, ou au Chapitre Provincial, lesquels décideront leurs contestations.

Que les Sentences seront écrites & publiées.

25. Les Decrets & les Sentences des Chapitres généraux, des Conseils & des *Egards* dans le Couvent, seront écrites par le Vice-Chancelier, & celles des Chapitres Provinciaux, & des Assemblées, par le Secrétaire qui les publiera. Les unes & les autres seront transcrites dans un Registre.

De la moderation que doivent garder les Freres dans les Assemblées des Langues.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

26. D'autant qu'il arrive souvent dans les Assemblées des Langues, que les Freres oubliant la modestie, l'honnêteté, & le respect auxquels les engage la sainte obéissance, font des gestes, & ont des manieres desagréables pour leurs Prieurs & leurs Superieurs, à la honte de l'Ordre, & au préjudice du bien public, & troublent les délibérations & les consultations; nous ordonnons que les Baillis, Prieurs, Commandeurs & Freres, de quelque qualité qu'ils soient, soient modestes & retenus dans les Assemblées des Langues qui se font au Couvent: que chacun y tienne la place qui lui appartient: qu'ils fassent attention à ce qui y sera proposé par les Baillis ou leurs Lieutenans, les Procureurs & les Freres, tant de leur Langue, que des autres, même les Parties intéressées qui soutiendront leurs droits, sans leur causer ni chagrin ni interruption, afin qu'après avoir tranquillement entendu la nature du différend, ils puissent dire leurs avis chacun en son rang, & la Langue

F. 6. for.

former sa délibération. Si quelqu'un s'en trouve grevé, il aura recours au Maître & au Conseil ordinaire, lesquels feront justice aux Parties après les avoir entendus. Ceux qui contreviendront au présent Statut, seront punis par la *Quarantaine*.

De l'usage des balotes dans les Langues.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

27. Afin que nos Freres puissent plus aisément donner leurs voix dans chaque Langue, nous ordonnons que quand il s'agira de traiter dans les Langues ou les Prieurez, de faire grace, ou de nommer aux Bailliages & dignitez, on se servira de ballotes, comme on fait dans les Conseils. On n'accordera les graces que du consentement unanime de tous les Freres.

Fr. PIERRE DU MONT.

28. Nous ordonnons qu'aucun Frere ne pourra donner sa voix dans les Assemblées, qu'il n'ait demeuré trois ans continuels, ou par intervalle dans le Couvent, excepté les Freres des venerables Langues d'Angleterre & d'Allemagne.

Des Collectes des Langues.

29. Nous ordonnons suivant l'ancienne Coutume, que les Freres ne pourront traiter dans les *Collectes des Auberges*, que des héritages, des maisons, des chambres ou des possessions de la Langue ou des Auberges. Nous leur défendons sous peine de desobéissance, d'y traiter ni conclure aucune chose qui interesse notre République, qui soit de consequence, ou au préjudice de la Coutume: leur délibération sera de nulle valeur.

De

De la même chose.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

30. Puisque nous sommes obligés de préférer le bien public à tout le reste, nous ordonnons que toutes les fois qu'ils s'agira dans l'Assemblée ou Collecte de quelque Langue que ce soit, des réparations des maisons ou des chambres, de la culture ou rétablissement des vignes ou autres biens immeubles des Langues, & que les deux tiers des Freres de la Langue soient d'un même avis, leur délibération sera exécutée sans avoir égard à l'opposition de l'autre tiers, & sans préjudice aux usages des mêmes Langues, dans les autres cas où ils seront conservés dans leur vigueur.

Du congé des Baillis & des Prieurs, de se retirer du Couvent.

Fr. RAIMOND ZACOSTA.

31. Nous défendons au Maître de donner congé aux Baillis capitulaires ou conventuels, aux Prieurs, ni au Châtelain d'Emposte, de se retirer du Couvent, sans l'avis du Conseil complet, dont les trois quarts y donneront les mains; faute de quoi la délibération sera nulle, de même que le congé du Maître, s'il est accordé sans cela. On procédera contre ceux qui seront partis sous ce prétendu congé, de même que contre ceux qui auront entrepris de se retirer sans en avoir obtenu un.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

32. Il est néanmoins permis au Maître & au
F. 7 Con-

Conseil ordinaire d'en envoyer quelques-uns du côté du Ponent, ou ailleurs hors du Couvent, pourvu que ce soit pour les affaires générales de l'Ordre.

Des Lettres qui seront expédiées par le Maître & le Conseil.

Fr. BAPTISTE URSIN.

33. Nous ordonnons que les Lettres Patentes de sauf-conduit, les congez de sortir du Couvent, les instructions, les lettres missives & autres Patentes accordées par le Maître & le Conseil ordinaire ou *complet*, seront expédiées par le Vice-Chancelier, & signées de sa main. Elles seront aussi registrées en la Chancellerie, sans préjudice du droit du Vice-Chancelier; faute de quoi elles ne seront pas revêtues de l'autorité du Conseil.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

34. Elles seront toutes scellées du sceau du Maître, en cire noire.

De l'Audience publique.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

35. Il a été sagement établi que l'on tiendrait l'Audience publique le Vendredi de chaque semaine. Le Maître ou son Lieutenant, les Baillis conventuels, les Prieurs capitulaires, le Châtelain d'Emposte & les autres qui ont accoutumé de se trouver au Conseil ordinaire; le Châtelain, les Juges d'appel & ordinaires & le Vice-Chancelier y assisteront: l'on y lira & entendra les plaintes & les Requêtes des Seculiers: on y plaidera de part

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JÉRUSALEM. 135
part & d'autre ; on y pourvoira de maniere à
les faire cesser, & on y rendra à chacun la jus-
tice qui lui en dûe.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

36. Le Capitaine & le Juge de notre Ville,
& le Maître Notaire de la Châtellenie ont ac-
coutumé de s'y trouver. Le Maître & le Con-
seil peuvent encore y appeller des gens de bien
& sçavans, s'il est nécessaire.

De la censure des Officiers.

37. Il est juste que chacun rende compte de
ses actions : ainsi nous ordonnons que le Châte-
lain, le sous Châtelain, les Juges des appels &
Ordinaire, le Capitaine, les Jurats, le Juge &
tous les Officiers de notre Ville, qui ont accou-
tumé d'être censurez, le seront par deux Com-
missaires, l'un Chevalier, & l'autre homme de
lettres, choisis par le Maître & le Conseil, en
sortant de Charge, & que l'on en aura choisi
d'autres en leur place, comme il s'est pratiqué
jusqu'à present, pour punir ceux qui auront
manqué à leur devoir.

De la Bulle du Maître & du Couvent.

38. On a inventé fort à propos la maniere de
graver les Sceaux, les Bulles & les Coins, pour
donner une autorité entiere aux actes qui con-
tiennent les Délibérations. C'est pour cela qu'il
a été ordonné qu'on feroit deux coins de fer,
sur lesquels seroient gravez les portraits du Maî-
tre & des Baillis, pour servir de Bulle ou de
Sceau au Couvent, avec lesquels seront scellées
toutes les concessions, procurations, permuta-
tions,

tions, obligations, provisions & autres actes qui s'expedient par délibération du Maître & du Couvent, du Conseil, ou du Chapitre général, & celles que l'on a accoutumé d'expedier sous la Bulle commune de plomb.

Que les Procureurs du commun Trésor ne soient pas exclus de la connoissance des affaires qui le regardent.

FR. PIERRE D'AUBUSSON.

39. Nous déterminons que l'on ne pourra exclure les vénérables Grands Commandeur & Procureurs du Trésor de la connoissance & de la décision des affaires qui le concernent, où ils ont accoutumé de se trouver d'ancienneté, parce qu'ils n'y ont aucun intérêt particulier.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

40. En sorte néanmoins que pendant que l'on plaidera ils ne disent rien qui regarde la cause, & qu'ils nomment un Procureur pour l'instruire & la poursuivre au nom du Trésor.

Qu'aucun Frere n'en fasse citer un autre devant un Tribunal étranger.

FR. PHILIBERT DE NAILLAC.

41. Il ne convient point du tout à l'Ordre, il lui a même souvent été fort dommageable, que nos Freres, qui se sont dévouez à la défense de la Foi, s'embarrassent dans des procès, & que méprisant l'obéissance, ils paroissent dans des Tribunaux étrangers : ils sont soumis à des Statuts, à des Usages & à un Tribunal où l'on peut défendre leurs intérêts, & décider leurs
con-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 137

contestations dans peu de tems, pour ne pas leur dérober celui qu'ils doivent employer à l'exercice des armes. Ainsi nous leur défendons par le présent Statut de faire citer, à quelque titre, ou sous quelque prétexte que ce soit, aucun de nos Freres, devant aucun Tribunal Ecclesiastique ou Séculier, autre que ceux de l'Ordre. Les contrevenans perdront leur ancienneté, & seront privés pendant cinq ans de toute sorte d'administration.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

42. Quiconque après avoir perdu son procès, appellera devant d'autres Juges que les nôtres, ou protestera même d'appeller, quoiqu'il n'ait point appelé ou poursuivi son appel, sera privé de la chose qui fait le sujet du procès.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

43. Nous voulons que la même chose soit observée par les Freres Chapelains d'obédience; à peine d'être privés des Bénéfices, Rectories & portions dont ils sont pourvus, même de l'habit qui leur sera ôté sur le champ.

Des Feries qui s'observent dans les Tribunaux de l'Ordre.

J. A N V I E R.

1. La Circoncision de N. S.
17. S. Antoine Abbé.
20. S. Fabien & S. Sébastien.
21. S. Publius.
23. La Conversion de S. Paul.

F. E V R I E R.

2. La Purification de N. D.

3. S.

138 ANCIENS ET NOUVEAUX STATUTS

- 3. S. Blaise, Evêque & Martyr.
- 5. Sainte Agathe, Vierge.
- 20. La Dédicace de l'Eglise de S. Jean Baptiste.
- 22. La Chaire de S. Pierre.
- 24. S. Matthias, Apôtre.

M A R S.

- 12. S. Grégoire, Pape.
- 19. S. Joseph, Confesseur.
- 25. L'Annonciation de N. D.

A V R I L.

- 23. S. Georges, Martyr.
- 25. S. Marc, Evangéliste.

M A Y.

- 1. S. Philippe & S. Jacques, Apôtre.
- 3. L'Invention de Sainte Croix.
- 6. S. Jean Porte Latine.
- 28. Ste Waldesce, Vierge Religieuse de l'Ordre.

J U I N.

- 11. S. Barnabé, Apôtre.
- 24. S. Jean-Baptiste, & toute l'Octave.
- 29. S. Pierre & S. Paul, Apôtres.
- 30. La Commémoration de S. Paul.

J U I L L E T.

- 2. La Visitation de N. D.
- 22. Sainte Marie-Magdeleine.
- 25. S. Jacques, Apôtre.
- 26. Sainte Anne mere de N. D.
- 31. S. Ignace de Loyola, Confesseur.

A O U S T.

- 1. S. Pierre aux Liens.
- 4. S. Dominique, Confesseur.
- 6. La Transfiguration de N. S.
- 10. S. Laurent, Martyr.
- 15. L'Assomption de N. D.
- 24. S. Barthelemy, Apôtre.
- 28. S. Augustin, Evêque.
- 29. Décolation de S. Jean-Baptiste.

SEP.

S E P T E M B R E.

- 8. La Nativité de N. D.
- 14. L'Exaltation de Sainte Croix.
- 21. S. Mathieu, Apôtre & Evangeliste.
- 29. S. Michel, Arcange.
- 30. S. Jérôme, Confesseur.

O C T O B R E.

- 1. Le S. Ange Gardien.
- 4. S. François, Confesseur.
- 18. S. Luc, Evangeliste.
- 28. S. Simon & S. Jude Apôtres.

N O V E M B R E.

- 1. La Touffaints.
- 2. Les Trépassiez.
- 4. S. Charles Borromée.
- 11. S. Martin, Evêque.
- 21. La Presentation de N. D.
- 25. Sainte Catherine, Vierge.
- 30. S. André, Apôtre.

D E C E M B R E.

- 2. S. François Xavier.
- 6. S. Nicolas, Evêque.
- 7. S. Ambroise, Evêque.
- 8. La Conception de N. D.
- 13. Sainte Luce, Vierge.
- 21. S. Thomas, Apôtre.
- 24. Depuis la veille de la Nativité de N. S. jusqu'à l'Epiphanie, & les deux jours suivans.

F E S T E S M O B I L E S.

Depuis le Jeudi de devant le Carnaval, jusqu'au jour des Cendres inclusivement.
Depuis le Samedi de devant les Rameaux, jusqu'à l'Octave de Pâques inclusivement.
Le jour de l'Ascension de N. S.
Le jour de la Pentecôte, & les deux suivans.
Le jour du Corps de Jesus-Christ, & l'octave inclusivement.

DE

DE L'EGARD.

TITRE VIII.

De la maniere de tenir l'Egard.

1. **D**E peur que les esprits de nos Freres embarrassez dans de longs procès, ne fussent détournés des devoirs de leur Profession, nos prédecesseurs trouverent une maniere de Jugement également facile & abrégée, qu'ils nommerent l'Egard, qui se pratique ainsi.

On choisit huit Freres, un de chaque Langue; on y en joint un autre, de quelque Langue que ce soit, pour être le Chef ou le Président de l'Egard, lequel est nommé par le Maître ou par le Maréchal, quand les Freres se trouvent de sa Jurisdiction. Les autres sont nommez par les Baillis, & publiez par le Maître Ecuyer, en sorte neanmoins que les Baillis n'en nomment aucun des Langues des Parties plaidantes, si elles ne l'ont approuvé.

On va de l'Egard au *Renfort* de l'Egard, en doublant le nombre des Freres, en sorte qu'il y en a deux de chaque Langue; & de là encore au Renfort du Renfort, où il s'en trouve trois, sans en changer le Chef ou Président qui a d'abord été nommé. Si les Parties ne s'en-tiennent point au Jugement de ces trois Egards, l'on y joint l'Egard des Baillis, composé de huit Baillis conventuels, ou de leurs Lieutenants. Le Maître leur donne pour Président un autre Bailli, un Prieur, ou le Prieur de l'Eglise: mais s'il nomme un Bailli conventuel, on prend à sa place un Frere ancien de la même Langue.

Chacun d'eux n'a qu'une voix; le Président seul

en

en a deux, ou la ponderative, en cas de partage. Si dans une Langue il ne se trouve personne propre à cette fonction, on en prend dans les autres pour remplir le nombre; en sorte que chaque Egard soit composé de neuf personnes. Si l'une des Parties, ou toutes les deux sont Baillis ou Prieurs, le Président de tous les Egards sera Bailli ou Prieur.

Dès que les Parties comparoîtront devant l'Egard, le Président leur demande si quelqu'un de leurs Juges leur est suspect; auquel cas celui qui sera indiqué se retirera, & l'on en fera venir un autre. Le Demandeur propose sa demande, quoique l'Egard ait été assemblé à la requête du Défendeur: la contestation se traite pleinement & sommairement, sans écritures de part ni d'autre: les Parties expliquent leurs raisons verbalement. On écoute les témoins, s'il y en a, sans écrire leurs dépositions. L'on ne se sert de Procureurs que pour ceux qui sont absens, ou pour ceux à qui il est permis d'en avoir par les Statuts.

On renvoye les Parties dès qu'elles ont été ouies de part & d'autre; les Freres de l'Egard s'assemblent pour examiner leurs raisons: on leur présente ensuite deux boîtes: l'une pour l'affirmative, l'autre pour la négative. Ceux qui sont pour le demandeur mettent leurs balottes dans la première; les autres dans la seconde, chacun selon son rang d'ancienneté. On rassemble les balottes, avant que le Président prononce la Sentence: on rappelle les Parties pour leur demander si elles veulent s'en tenir au Jugement de l'Egard, ou non: si elles y consentent, on les renvoye encore, & le Président met sa balotte dans la boîte. On ouvre ensuite les boîtes en présence de l'Egard, on compte les balottes: celui qui en a davantage gagne sa cause: le Vice-Chancelier écrit la Sentence, & la rend publique.

Si

Si les Parties ou l'une d'elles déclare qu'elle ne veut pas s'y tenir, le Vice-Chancelier compte encore une fois les balottes, & ajoute au bas de la Sentence le nombre qu'en a en chacune des Parties. Cet écrit est gardé par le Président. On appelle le Renfort, & si les Parties ne sont pas contentes, le Renfort du Renfort. On s'adresse en dernier lieu au Renfort des Baillis, après lequel il n'y a plus de recours pour celui qui se trouve condamné.

Quand on assemble le Renfort du Renfort, & l'Egard des Baillis, le Président du premier Egard doit s'y trouver avec quelques-uns de ceux qui y ont assisté, pour voir si les Parties diront quelque chose de plus que ce qu'elles ont dit dans les premiers Egards, qui ne composent qu'un seul Jugement avec ce dernier. Lorsqu'elles ont achevé de parler, les Freres du premier Egard se retirent, à l'exception du Président qui conserve sa place dans les Renforts. Enfin lorsqu'il est question de prononcer la Sentence du Renfort des Baillis, le Président des premiers Egards donne sa balotte en présence de celui des Baillis. On ouvre les boîtes: le Président des premiers Egards fait voir les voix comme elles y avoient été données, en présence de quelques-uns des Freres qui s'y sont trouvez: elles sont comptées avec celles de l'Egard des Baillis: celle des Parties qui en a le plus, gagne son procès, la Sentence s'exécute.

Cependant les voix des Egards doivent être cachées non-seulement aux Parties, mais même d'un Egard à l'autre, jusqu'à la fin du Procès. Cette maniere de juger fut nommée pas nos anciens, *Justice de la Maison*. On y procede même par défaut contre les absens, s'ils ont été légitimement citez: il n'est pas permis d'appeller des Sentences qui s'y rendent, parce que c'est une espece de compromis.

Les sujets pour lesquels on assemble les Egards.

C O U T U M E.

2. On assemble quelques fois les Egards pour connoître des plaintes que veulent faire le Maître, son Lieutenant, le Maréchal, ou quelqu'autre Supérieur. Il ne doit alors s'y trouver que les huit Baillis conventuels ou leurs Lieutenans, ou même huit Freres, auxquels le Maître donne pour Président un Prieur ou un Bailli. Si c'est une affaire qui regarde le Maréchal, il choisira un Frere, lequel n'aura qu'une voix. Il n'y a plus de recours après la Sentence qu'il a rendue, ni aux autres Egards; elle est toujours définitive. Le Bailli de la Langue de l'Accusé doit y assister: l'on s'y détermine à la pluralité des voix.

L'Egard qui s'assemble sur la plainte du Maréchal ou de quelque autre Supérieur, à l'exception du Maître, est composé de huit Freres pris dans chaque Langue, ou dans d'autres, quand quelqu'une en manque: la Sentence qu'il rend est définitive comme celle de l'autre, & sans recours au Renfort. Il y a encore d'autres Egards formez sur des demandes & des differends mûs de particulier à particulier, en matière civile ou criminelle, ou l'on a recours au Renfort, au Renfort du Renfort & aux Baillis.

Que l'on peut demander l'Egard contre l'ordre du Supérieur.

Fr. GUILLAUME DE VILLARET.

3. Si le Maître ou autre Supérieur ordonne à l'un de nos Freres quelque chose qui soit contre les Statuts & les Coutumes de l'Ordre, le Frere
pour,

pourra demander l'Egard. Si le Maître refuse ou diffère de le lui accorder, il ne laissera pas de continuer de le demander: il ne sera pas obligé d'obéir à l'ordre du Grand Maître, jusqu'à ce que l'Egard en ait décidé.

Fr. FERNANDES DE HEREDIA.

4. L'Egard ne prononce point de Sentences interlocutoires: il ne se charge pas même de régler les incidens, jusqu'après la Sentence définitive qu'il a seule pour objet.

5. On n'accorde l'Egard pour aucune affaire qui ait été conclue, ou destinée, ou commencée dans les Conseils dont toutes les Sentences doivent avoir leur pleine & entière execution.

Fr. JEAN DE LASTIC.

6. Encore moins sur les procès mûs ou à mouvoir entre les Freres Chevaliers, d'une part, & les Freres Chapelains ou Servants d'armes, d'autre part, ni sur les incidens qui en peuvent naître ou en dépendre.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

7. Ni dans les affaires où il s'agit de l'intérêt de notre commun Trésor, ou de ses prérogatives, ou de l'autorité & des prérogatives du même Maître, ni dans tout ce où il peut se trouver directement ou indirectement intéressé.

Que le Conseil complet doit décider si l'on doit accorder l'Egard, ou non.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

8. Pour terminer quantité de contestations formées

mées sur la maniere d'accorder l'Egard, Nous ordonnons que quand un Frere le demandera au Maître, & que sa Partie soutiendra qu'il n'y a pas lieu de l'accorder, la difficulté sera décidée par le Maître & le Conseil complet. Si aucune des Parties ne s'y oppose, le Maître sera tenu de l'accorder sur le champ.

Que le Président & les Freres de l'Egard s'assemblent sans aucun délai: des recusations que l'on pourra proposer contre quelqu'un d'eux.

FR. BAPTISTE URSIN.

9. Pour abréger les délais, & faire cesser toute sorte de soupçons, nous ordonnons que toutes les fois que l'Egard aura été accordé du consentement des Parties, ou par le Maître & le Conseil complet, le Maître sera tenu de nommer un Chef dans les deux jours suivans; faute de quoi le Conseil ordinaire le nommera s'il en est besoin. Les Baillis & les *Piliers* des Langues seront tenus dans les vingt quatre heures, de députer de leurs Freres pour y assister: sur leur refus le Conseil y pourvoira: si les Parties récusent quelqu'un de ceux qui y seront appelez, elles proposeront leurs moyens de récusation au Maître & au Conseil ordinaire, qui jugeront de leur validité.

Le Chef & les Freres de l'Egard écouteront en silence & avec attention les moyens des Parties, sans les interrompre, pour ne faire paroître aucune affection pour l'une d'entre elles, & garder parfaitement l'égalité. Ceux qui en agiront autrement, pourront être refusez, & seront obligez de se retirer, quand ce seroit le Président, sans que l'on soit obligé de dire les moyens de la suspicion.

*De la moderation que doivent garder les Freres
dans l'Egard.*

10. Nous ordonnons que le Président ou Chef des Egards écoute les Parties qui plaideront devant lui, avec beaucoup d'attention, de silence & de prudence, sans les interrompre, ni de la voix ni du geste. Dès qu'elles auront cessé de parler, il demandera l'avis aux Freres de l'Egard qui sont autour de lui, & s'ils ont bien compris tout ce qui a été allegué de part & d'autre. Si quelqu'un avouë qu'il ne les a pas assez bien entendues, il obligera les Parties de les répéter sommairement. Si elles ont laissé sur le Bureau des pieces ou des Bulles, le Vice-Chancelier en fera lecture aux Freres, afin qu'ils soient bien informez du fait.

*Que les Freres de l'Egard sont tenus de prêter le
serment.*

Fr. RAIMOND ZACOSTA.

11. Nous ordonnons au Président de l'Egard de recevoir le serment de ceux qui y entreront, de garder le secret sur tout ce qui y aura été dit & déterminé, de n'en parler jamais à personne, & de donner leur avis suivant nos usages & nos louables Coutumes. Ceux qui y auront manqué, se trouveront inhabiles à posséder des Commanderies & des Offices dans l'Ordre le reste de leur vie.

Fr. JEAN FERNANDE'S DE HEREDIA.

12. Il est défendu de demander & d'accorder un second Egard outre le premier entre les mêmes Parties, que le premier ne soit terminé.

COU-

C O U T U M E.

13. On n'accorde point non plus d'Egard pour les affaires qui y ont été déjà terminées.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

14. Nous défendons de discuter dans l'Eglise les affaires de l'Egard, s'il ne s'agit de la correction & de la punition des Freres, comme de coutume.

D U M A I T R E.

T I T R E IX.

Que les Freres obéissent au Maître.

Fr. ALPHONSE DE PORTUGAL;

1. **L'**Obéissance est préférable au sacrifice. Rien n'est plus capable d'entretenir l'observance de la Religion que la véritable & sincere obédience, par laquelle les inferieurs plient le col sous le joug des Superieurs. Ainsi il a été sagement ordonné & déterminé que tous les Freres de l'Ordre de Jerusalem, de quelque état & qualité qu'ils soient, seront tenus d'obéir au Maître, pour l'amour de Notre-Seigneur Jesus-Christ.

Déclaration de l'obédience.

C O U T U M E.

2. Si la Regle enjoint aux Freres d'obéir au Maître en tout ce qu'il leur commandera sans exception, leur obéissance ne laisse pas de se renfermer
C 2 dans

dans des bornes certaines, sans quoi il n'y a rien de bien ordonné: ces bornes sont les Regles, les Statuts, & les bonnes coutumes de l'Ordre, qui commandent aux Freres d'obéir au Maître en vue de Jesus-Christ. Ainsi lorsque le Maître leur commande quelque chose au de-là de ce qu'ils ont promis, il commet un peché que J. C. ne nous oblige point de faire: il veut au contraire que nous ne fassions que de bonnes actions. C'est là le but de la Regle, auquel tous ses articles doivent être dirigés.

C'est ce qui a fait ordonner que quand le Supérieur donnera aux Freres quelque ordre qui ne leur paroîtra pas convenir aux Statuts, & aux usages reçus dans la Religion, il leur sera permis de demander l'Egard. C'est ainsi que s'entend l'obédience que nous avons vouée: elle ne doit pas nous engager au de-là des Statuts, & des bonnes coutumes de notre Ordre, que le Supérieur est également obligé d'observer: s'il contrevient à son serment, rien n'engage le Frere à lui obéir.

Le Maître doit être Frere Chevalier né en légitime mariage de pere & de mere nobles.

FR. HUGUES REVEL.

3. Il est à propos que le Chef de la milice soit revêtu de la dignité militaire. C'est pourquoi il a été ordonné que personne ne seroit élu Maître du S. Hôpital de Jerusalem, s'il n'étoit Frere Chevalier du même Ordre, né en légitime mariage de pere & de mere nobles.

Que le Maître qui sera élu pendant son absence du Couvent, ne sortira pas des terres & de la commission qu'il aura reçue.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

4. Nous défendons au Maître qui se trouvera en Ponent lors de son élection, en venant au Couvent pour le service de la Religion, de rien acheter, ou prendre par force aux dépens du commun Trésor, & de tirer des Receveurs ou Dépositaires de la Religion aucuns deniers au de-là de ce qui lui aura été ordonné par le Couvent. S'il se trouve avoir reçu quelque chose de plus, il sera obligé de le rendre de ses propres deniers.

Que les Commanderies, Offices & Benefices de celui qui sera élu Maître, soient censez vacants.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

5. Nous ordonnons que dès quel'un de nos Freres aura été élu Maître, les Commanderies, Prieurez, Bailliages, Dignitez & Offices, dont il étoit revêtu, soient déclarer vacants; la nomination en retournera au Maître & au Couvent, qui y pourvoiront suivant les Statuts & les coutumes de l'Ordre.

Que la promotion à la dignité de Maître produira le mortuaire & le vacant.

6. Nous voulons que quand quelqu'un aura été nommé Maître, cette dignité soit sujette au mortuaire, & les Prieuré, Châtellenie d'Emposte, Bailiage, Commanderie ou autres biens de l'Ordre, qu'il possédoit au vacant.

Quels biens peut retenir le Maître de la dépouille de son prédécesseur.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

7. Il a été réglé que le nouveau Maître prendra dans la dépouille de son prédécesseur, la quantité de grains & de vin qui lui sera nécessaire, dès le jour de son élection, jusqu'à Noël suivant, tout le reste des grains, du vin & des provisions appartiendra au Trésor. Six cens marcs de vaisselle d'argent seulement, qui sont annexes à sa dignité, une coupe d'or, & une aiguiere, s'il s'en trouve. Tout le reste sera porté au Trésor.

Des Chambres Magistrales.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

8. Il s'est observé de tems immemorial, que pour soutenir le poids de la dignité de Maître de l'Ordre, avec plus de magnificence & de commodité, l'on lui assigne une Commanderie dans chaque Prieuré: on les nomme *Magistrales*, & elles ne peuvent plus en être séparées. Le Maître a cependant accoutumé de les donner à bail ou à pension à des Freres qu'il aime. Les voici:

Dans le Prieuré de S. Gilles, la Commanderie de Pefenas.

Dans le Prieuré de Toulouse, celle de Puibran.

Dans le Prieuré d'Auvergne, celle de Salins.

Dans le Prieuré de France, celle d'Itenaut.

Dans le Prieuré d'Aquitaine, celle du Temple de la Rochelle.

Dans le Prieuré de Champagne, celle de Mets.

Dans

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 151

Dans le Prieuré de Lombardie, celle d'*Inverno*.
Dans le Prieuré de Rome, celle de *Mugnano*.
Dans le Prieuré de Venise, celle de *Trevifo*.
Dans le Prieuré de Pise, celle de *Prato*.
Dans le Prieuré de Capouë, celle de *Liciano*.
Dans le Prieuré de Barlette, celle de *Brindisi & Maraggio*.
Dans le Prieuré de Messine, celle de *Polizzi*.
Dans le Prieuré de Catalogne, celle de *Masdea*.
Dans le Prieuré de Navarre, celle de *Calchetas*.
Dans la Châtellenie d'Emposte, celle d'*Alliage*.
Dans le Prieuré de Castille, celle d'*Olmos & del Vito*.
Dans le Prieuré de Portugal, celle de *Villacoua*.
Dans le Prieuré d'Angleterre, celle de *Pestens*.
Dans le Prieuré d'Allemagne, celle de Bues.
Et dans celui de Bohême, celle de Wadislavie.

Que la Commanderie della Finica est une Chambre Magistrale.

FR. JEAN DE LA VALLETTE.

9. La Commanderie *della Finica* anciennement établie dans le Royaume de Chypre, doit encore être comptée parmi les Chambres Magistrales.

Que le Maître peut se faire un Lieutenant.

FR. PIERRE DE CORNILLAN.

10. Quoique le Maître demeure dans le Couvent, il peut nommer son Lieutenant ou son Vicegerent, qui il lui plaît, & lui donner l'autorité qu'il juge à propos.

*Quelles sont les choses que le Maître peut accorder
aux Freres.*

C O U T U M E.

11. Il peut leur accorder la faculté de retenir leurs habits, & autres meubles, d'aller en pelerinage, de manger en particulier dans leurs Maisons, de sortir du Couvent, de donner l'habit de l'Hôpital, d'assembler les Langues; & aux Baillis. de défendre à quelqu'un de boire autre chose que l'eau: cette défense ne peut être levée par personne, dès que la cloche a sonné: l'on est obligé d'avoir recours au Maître.

Quelles fautes peut pardonner le Maître.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLÉ.

12. Le Maître ne peut pardonner à aucun, s'il a été auparavant condamné, ni à ceux qui auront été privé de l'habit pour toujours, que du consentement du Chapitre général, & pour bonnes considérations. Il pourra changer la peine de ceux qui auront tiré du sang à leurs Freres, & qui auront été privé de l'habit, suivant la forme des Statuts, à la priere des Baillis du Conseil; & au lieu de cette peine, leur ôter une année d'ancienneté, ou même plus, suivant les circonstances & la qualité du délit, dont les *Fiarnauds* profiteront; pourvu que celui contre qui l'accusé s'est battu ne soit mort, ni effroyé; auquel cas il ne sera pas permis de se départir de la rigueur des Statuts.

Que le Maître n'aliene point les revenus de sa dignité.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

13. Nous déclarons nulle toutes donations qui pourront se faire ci-après par le Maître, des droits, prérogatives, prééminences & revenus de sa dignité au préjudice de ses successeurs, lesquels en vertu du présent Statut, y seront réunies après sa mort, si elles n'ont été confirmées par le Chapitre général; ce qu'il ne doit jamais faire que pour de bonnes causes, & bien connus.

Sur le même sujet.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

14. Nous ordonnons que si le Maître étant malade, confère à quelqu'un, à vie ou à tems, ou autrement dispose de quelque'une des Chambres Magistrales ou autres biens unis & incorporez à sa dignité, quand il en auroit obtenu la permission du Chapitre general, telle disposition soit de nulle valeur, s'il ne relève de cette maladie, & s'il ne survit trente jours après sa date. Nous voulons que la même chose s'observe dans les Prieurez & les Bailliages pour les Membres des Chambres Prieurales, & dans les Commanderies, pour les Membres de celles d'amélioration.

De la Bulle de plomb & de cire du Maître.

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

15. Il est ordonné au Maître d'avoir une Bulle de plomb, où sera d'un côté son portrait, & de l'autre

l'autre la marque ordinaire, pour expedier, bul-
 ler, & rendre autentiques toutes les dépêches qui
 dépendent de son autorité, & prééminence Ma-
 gistrale: il aura encore un cachet d'argent pour
 cacheter en cire noire les Lettres patentes, & au-
 tres qu'on a coutume d'expedier ainsi.

De la provision de vivres que l'on est obligé de faire.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

16. Nous ordonnons que les Maîtres fassent de
 tems en tems bonne provision de mil & de fro-
 ment, en sorte qu'il y en ait toujours pour un an.

Des quatre Chapelains du Palais Magistral.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

17. Afin que les saintes Reliques qui sont dans
 le Palais Magistral reçoivent la vénération qui leur
 est due, nous ordonnons que les quatre Chape-
 lains du Palais, en l'absence du Maître, & pen-
 dant la vacance de sa dignité, y continuent nuit
 & jour le Service Divin, comme s'il y étoit; &
 qu'avant de partir du Couvent, ils fassent les ca-
 ravanes, comme de coutume.

Des biens qui appartiennent à la Dignité Magistrale.

18. Nous ordonnons que quand la Dignité Ma-
 gistrale sera vacante, le Grand Commandeur ou
 son Lieutenant, le Conservateur conventuel, &
 les Commissaires qui seront députez par le Con-
 seil, après le serment solennel par eux prêté, re-
 çoivent par inventaire des Officiers du Palais Ma-
 gistral, tous les meubles dont se servoit le préce-
 dent Maître, & qu'ils les conservent bien exacte-
 ment,

ment. S'il s'en enleve quelqu'un, ils feront toute la diligence possible pour le recouvrer. L'on en usera de même pour l'écurie & l'état du Magistère. Toute la vaisselle d'or & d'argent appartient au commun Trésor. Nous abrogeons les mauvais usages introduits par les Officiers.

En l'absence du Maître les affaires sont traitées par les Régens, & le Conseil conjointement.

19. Nous ordonnons encore que si le Maître est absent du Couvent, ceux qui seront députés au gouvernement de la Religion, traiteront des affaires importantes qui la concernent conjointement avec le Conseil, y pourvoiront par le scrutin des ballotes, en observant la forme prescrite par les Statuts, déposeront les Officiers, en mettront d'autres en leurs places, pourvoiront aux Offices, aux Commanderies & aux Benefices, accorderont les grâces & les rémissions. Tout ce qui se fera autrement, sera de nulle valeur.

Que le Maître puisse donner permission aux Freres de disposer de leurs biens de patrimoine.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

20. Nous ordonnons par forme d'addition à l'article xi. que le Maître pourra encore donner permission aux Freres de l'Ordre de vendre, donner ou aliéner quelque espece que ce soit de biens immeubles seulement, qui leur appartiennent par succession ou donation testamentaire de pere, mere, ayeuls, ayeules, ou collateraux, & d'en disposer, tant entre-vifs, qu'à cause de mort, & pour le recouvrement desdits biens, de comparoir, plaider, traiter & transiger, tant en jugement que dehors.

DES BAILLIS.

TITRE X.

De l'origine des Baillis.

COUTUME.

1. **P**our mettre le Maître en état de donner toute son attention au bon gouvernement de l'Ordre, nos prédécesseurs établirent un Sénat qu'ils remplirent de personnes graves & signalées, avec titre de dignité, & pouvoir de l'assister. Ainsi furent institués les Conseillers de la Religion, c'est-à-dire le Grand Commandeur, le Maréchal, l'Hospitalier, l'Amiral, le Conservateur, le Turcopolier, le Grand Bailli, & le Grand Chancelier. L'on les appelle Baillis conventuels, parce que chacun d'eux est Président de sa Langue.

Quels Freres sont soumis à l'obéissance du Maréchal.

Fr. ALPHONSE DE PORTUGAL.

2. La sacrée Compagnie de l'Ordre demande que l'Inférieur soit soumis au Supérieur; c'est pourquoi il a été ordonné que tous les Freres, tant Chevaliers que Servans d'armes, obéissent au Maréchal. Nous exemptons néanmoins de cette obéissance les Baillis conventuels, & leurs Lieutenans; les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, les Baillis capitulaires, & les domestiques du Maître.

Que

Que les gens d'armes étant sur mer soient soumis à l'Amiral, & au Maréchal s'il y est présent.

Fr. GUILLAUME DE VILLARET.

3. Il a été ordonné que l'Amiral commandera les galeres, & les vaisseaux de guerre de la Religion, & qu'il pourra retenir les galions, les galiotes & les gens d'armes, desquels le Trésor lui fournira les appointemens, & que les soldats de Marine, tant sur terre que sur mer, seront soumis à son autorité: mais si le Maréchal commande l'armement, l'Amiral & tous les autres recevront ses ordres. Les soldats de Marine qui mettront pied à terre, seront commandez par celui à qui le Maréchal en aura donné la commission: quand ils seront sur mer, soit à l'aller, soit au retour, ils recevront les ordres de l'Amiral, si le Maréchal ne s'y trouve pas.

4. Le Prieur de l'Eglise sera tenu de se trouver à toutes les assemblées ou congregations qui seront convoquées par le Maréchal.

Le Maréchal peut donner à qui il lui plaît l'étendart de la Religion.

5. Le Maréchal de l'Ordre a la prérogative de donner en tems de guerre à qui il lui plaît l'étendart de la Religion: il est néanmoins obligé de prendre là-dessus le Conseil du Maître ou de son Lieutenant.

6. Le Maréchal peut ordonner aux Freres qui auront manqué à leur devoir, de ne boire que de l'eau dans leurs chambres: les autres Baillis ne peuvent leur imposer cette pénitence, sans le congé du Maître.

Qu'en tems de guerre les Freres sont soumis aux ordres du Maréchal.

7. Si l'obéissance est toujours louable, c'est surtout en tems de guerre: ainsi tous les Freres sont alors soumis au Maréchal, excepté les Baillis conventuels & capitulaires, les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, & les domestiques du Maître, lequel a droit de les commander, s'il est présent, même le Maréchal; de même que son Lieutenant en son absence.

De l'autorité de l'Amiral sur les armemens.

8. La prééminence de l'Office de l'Amiral veut que tous les Freres, & les séculiers qui composeront l'armée navale, soient soumis à l'Amiral, à moins que le Maître ou son Lieutenant ne la commandent en personne: tous les soldats de Marine, ou autres qui en tirent leur solde, lui sont également soumis.

Des prérogatives de l'Amiral.

Fr. DIEU-DONNE' DE GOZON.

9. Quand la Religion armera des galeres ou d'autres vaisseaux, l'Amiral commandera les soldats de Marine & les forçats. Lui-même, ou ceux qu'il aura commis, tireront leur solde du Trésor pour la leur payer. Le Maître y prendra les provisions nécessaires pour les siens.

Les Baillis ne pourront destituer les Officiers par eux établis.

10. Il n'est pas digne de la gravité de ceux qui sont

sont établis pour commander les autres, de changer de sentiment. Ainsi il n'est pas permis aux Baillis, quand ils auront une fois établi des Officiers, de les destituer, sous quelque prétexte que ce soit, à moins que leur destitution n'ait été ordonnée par le Maître & le Conseil ordinaire, pour une faute qui l'ait méritée, à peine d'être eux-mêmes punis par la Quarantaine, & de voir leur destitution inutile.

Que les Commandeurs de l'Arsenal, du Grenier & de la petite Commanderie, rendront compte tous les mois au Grand Commandeur.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

11. Pour la conservation des biens de notre Ordre, nous commandons que les Commandeurs de l'Arsenal, du Grenier & de la petite Commanderie rendront compte de mois en mois au Grand Commandeur, de leur administration, & qu'ils lui délivreront ce qui leur restera entre les mains. Ceux qui y manqueront, seront privez de leurs Offices, comme de mauvais administrateurs, & ne pourront dans les cinq années suivantes obtenir aucune Commanderie. Le Commandeur de l'Arsenal ne fera ni dépense ni paiement qu'en présence du Grand Commandeur, s'il peut s'y trouver, si-non en présence du Trésorier Général.

De l'Office de Grand Bailli de la vénérable Langue d'Allemagne.

12. Pour faire connoître la dignité, la prééminence & l'emploi de l'Office de Grand Bailli de la vénérable Langue d'Allemagne, & résoudre toutes les difficultez qui pourroient se former à cet

cet égard, même pour l'utilité, la convenance & la garde de notre Château de S. Pierre, lequel étant situé sur les terres des Turcs, fait à notre Ordre beaucoup d'honneur & d'ornement, parce qu'il sert souvent d'azile à des Chrétiens qui trouvent le moyen de s'échaper de la servitude: qu'il a d'ailleurs besoin d'être souvent visité, tant pour sa garnison, que pour l'état des armes, les munitions & les provisions de bouche & de guerre: Nous ordonnons que le Grand Bailli conventuel, Président de la vénérable Langue d'Allemagne, qui exerce à présent, & qui exercera à l'avenir cette importante Charge, ou son Lieutenant, fera en personne, du moins chaque année, ou plus souvent même, s'il est nécessaire, la visite de ce Château, où il sera conduit par une de nos galères, ou autre vaisseau qu'il jugera plus commode: Voulons que nos Freres & les domestiques dont il sera accompagné, soient payez par le commun Trésor, de même que ceux qui montent les galères de la Religion.

Dé ce que Ton doit observer dans la visite du Château de S. Pierre.

13. Comme il y a des mesures à prendre, & des règles à observer dans toutes sortes d'actions, le Grand Bailli ou son Lieutenant, en faisant la visite de ce Château, en conserveront & entretiendront la garnison, & les soldats qui leur paroîtront utiles, bien armez & bien déliberez: ils chasseront & ôteront la solde aux inutiles, & en mettront d'autres à la place qui soient plus propres à cette fonction: ils accorderont un délai à ceux qui leur paroîtront vigoureux, pour se pourvoir d'armes, s'ils en manquent; faute de quoi ils ne toucheront pas la solde qui leur étoit destinée.

Rescrit

Restriction des pouvoirs du Grand Bailli.

14. Il est à propos que le Capitaine ou Gouverneur par nous député au Gouvernement de ce Château, ne soit pas soumis à l'autorité du Grand Bailli: ainsi nous ordonnons qu'il n'en aura aucune sur le Capitaine ni sur ses domestiques, sur ceux qui ont contribué à la conquête de ce Château, ni sur la garnison qui y passera de Smyrne pour le garder: il ne pourra leur ôter la solde, sans congé du Maître, à l'autorité duquel ils sont immédiatement soumis. Nous ordonnons cependant que tout ce qui a été ordonné en sa faveur dans les Chapitres généraux au sujet de ses gages & de sa dignité, soit ponctuellement observé.

Que le Capitaine du Château de S. Pierre favorisera la visite du Grand Bailli.

15. Rien ne contribue davantage à la conservation des Statuts, que lorsqu'on les exécute véritablement & sincèrement. C'est pourquoi nous ordonnons que le Châtelain de ce Château obéisse au Grand Bailli ou à son Lieutenant pendant la visite qu'ils en feront; qu'il leur donnera conseil, aide & faveur quand ils le lui demanderont: à leur retour ils rendront compte par écrit au Maître, de l'état où ils ont trouvé toutes choses, & de ce qui leur est arrivé.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

16. D'autant que le Grand Bailli ne peut plus jouir de la prééminence qui lui appartenait pendant que nous étions à Rhodes, Nous lui donnons l'autorité de visiter la vieille Ville de Malthe, & le Château *del Goso*.

Dm

Du Commandeur du Grenier & des Prudhommes, & de la prééminence du Grand Commandeur sur le Grenier.

Fr. JEAN DE LASTIC.

17. On doit avoir un grand soin de la conservation des grains & autres munitions de bouche; & pour empêcher qu'elles ne se gâtent par la négligence, Nous ordonnons que tous les bleds, orges & autres grains, biscuits & autres munitions, seront serrez dans un grenier propre, sûr & bien bâti, où ils seront gardez sous deux clefs par un Religieux de bonnes mœurs & d'une fidélité éprouvée, qui sera élu Commandeur du Grenier, lequel en gardera l'une: l'autre sera donnée à deux Religieux de différentes Langues, choisis par le Maître & le Conseil, capables de faire cette fonction, lesquels seront changez tous les trois mois. Ils auront soin de la conservation & de la distribution du bled & des munitions: ils tiendront registre de la recette & de la dépense qui se fera sur les ordres du Grand Commandeur: ils remettront de mois en mois un double de leur compte au Maître & au Conseil: l'augmentation ou la diminution qui arriveront dans la distribution, seront au profit ou à la perte du Trésor: les Greniers ou Magasins seront scellez du sceau du Grand Commandeur. Celui du Grenier & les Prudhommes auront cependant un Magasin libre pour faire la distribution: ce Commandeur & celui de l'Arceual auront chacun du Trésor vingt-cinq florins d'appointemens par année, outre la table & la solde.

Des Prudhommes de la petite Commanderie.

18. Pour veiller avec plus de soin sur l'Office de
la

la petite Commanderie, Nous ordonnons au Maître & au Conseil de députer deux Religieux honnêtes gens, de différentes Langues, pour s'informer des fautes que l'on y aura faites, & on en donnera avis au Grand Commandeur, lequel aura soin d'y remédier promptement; autrement on en fera rapport au Maître & au Conseil, lesquels y pourvoiront suivant l'exigence du cas. Nous voulons encore que les Officiers du Grenier, de l'Arcenal, de la petite Commanderie, & de l'Aumône soient changez tous les deux ans.

Que le Maréchal n'exempte personne de la garde de la Tour.

19. On doit encore veiller très exactement à la garde de notre Ile, laquelle est environnée de tant & de si puissans ennemis. Ainsi nous commandons à tous nos Freres qui reçoivent l'Ordre du Maréchal, de continuer toujours de monter la garde & de faire sentinelle aux tours qui leur sont marquées, dont le Maréchal ne pourra ni par lui, ni par autre exempter qui que ce soit, ni pour quelque raison que ce puisse être.

Que les chevaux du passage seront presentez au Maréchal.

20. Nous ordonnons que les chevaux du passage seront presentez au Maréchal & à deux Religieux députez à cet effet, & que ceux qui y seront jugez propres, seront marquez dans le Registre du Trésor par son Secrétaire, de l'ordre du Maréchal.

Que l'on élira des Prudhommes sur l'Office du Maître Ecuyer, & que le Maréchal corrigera les défauts.

21. Pour obvier aux fraudes & à la négligence,
nous

nous ordonnons que le Maître & le Conseil ordinaire choisiront deux Religieux discrets, pour tenir l'œil sur tout ce qui regarde la Charge du Maître Ecuyer, & s'ils y trouvent quelque chose qui ne convienne pas, qu'ils en avertissent le Maréchal, afin qu'il y mette ordre sur le champ, & qu'il châtie ceux qui auront manqué, suivant l'importance du cas. S'il n'y fait pas d'attention, on en avertira le Maître & le Conseil, qui feront ce qui sera nécessaire.

Que l'Hospitalier choisira l'Infirmier & le présentera au Maître & au Conseil.

22. Il est tout à fait important de députer un Frere prudent & discret pour avoir soin de l'Hôpital, dont il sera le Chef & le Recteur, & des malades qu'il fera servir à propos. C'est pourquoi nous ordonnons que l'Hospitalier de notre Couvent choisira pour Infirmier un Frere de la Langue de France, s'il s'y en trouve quelqu'un qui soit capable de bien s'acquitter de cet emploi; faute de quoi il le prendra dans quelque'autre Langue que ce soit, indifferemment, & le présentera au Maître & au Conseil ordinaire, lesquels après l'avoir soigneusement examiné, le recevront ou rejetteront. En ce dernier cas, l'Hospitalier se pourvoira d'un autre, qui servira pendant deux ans, au bout desquels le Maître & le Conseil s'informeront de la maniere dont il se sera acquitté de son devoir: s'ils en sont contents, ils le confirmeront pour autres deux ans; sinon, on le déposera, & on en choisira un autre. Le Secrétaire de l'Infirmierie se changera aussi tous les deux ans, de même que l'Infirmier.

Fr. HU-

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

23. L'on ne choisira jamais pour Infirmier qu'un Frere Chevalier.

Quelques prérogatives du Grand Conservateur.

Fr. JEAN DE LASTIC.

24. Nous ordonnons au Grand Commandeur ou à son Lieutenant, & aux Procureurs de notre Trésor, de donner au Grand Conservateur, ou à son Lieutenant, lors des montres, tous les draps de laine, de lin, de canevas & de camelot, qui auront été destinez au payement de la solde, lesquels seront distribuez par le Grand Conservateur, & le Conservateur conventuel. Défendons de donner ou avancer à personne plus que ce que l'on a accoutumé de donner pour une année: si on y manque, le Conservateur conventuel sera tenu de payer au Trésor la valeur de ce qu'il aura avancé, au prix du marché. Le Grand Conservateur ou son Lieutenant assisteront aux marchez que l'on fera pour les draps de laine, les toiles, les canevas & les camelots dont on aura besoin pour le payement de la solde, & à la distribution des dépouilles des Freres.

Que le Grand Conservateur donnera la permission de faire faire des habits.

25. Il n'est pas permis aux Freres qui ont fait vœu d'obéissance, de vivre à leur fantaisie: leur soumission doit paroître en toutes choses. C'est pour cela que nous défendons aux Freres de se donner la liberté de se faire des habits courts ou longs, sans la permission du Grand Conservateur.

Si

Si quelqu'un l'entreprend, il s'en plaindra au Maréchal, & celui qui l'aura fait sera puni de la septaine.

Que le Turcopolier ne casse point les Turcoples sans les entendre.

26. Il ne convient pas d'ôter à personne son emploi sans bonne raison : ainsi nous défendons au *Turcopolier* de destituer les *Turcoples*, que la cause n'en soit connue : si quelqu'un d'eux a manqué à son devoir, il pourra le suspendre en présence de témoins dignes de foi, & lui ordonner de se trouver dans dix jours devant le Maître & le Conseil ordinaire, pour répondre à ce qu'il aura à proposer, afin que justice soit faite. Si l'accusé manque de comparoir il sera destitué, & le *Turcopolier*, aura soin de le remplacer.

Comment les Turcoples doivent donner à manger au Turcopolier.

27. Lorsque le *Turcopolier* fera sa visite dans notre Isle, chaque *Turcopole* sera obligé de lui donner à manger pendant deux jours seulement, encore ne doivent-ils pas être de suite, pour ne pas changer nos sujets de trop de dépense.

Des Apointemens des Baillis.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

28. Il est juste que ceux qui ont la peine d'exercer des charges, en reçoivent les honneurs & les émolumens. On se soumet plus volontiers au travail, quand on en espere la récompense. C'est pour cela que nous assignons aux Baillis conventionnels de l'Ordre, pendant qu'ils demeureront dans le

le Couvent, soixante écus seulement d'appointement, qu'ils ne recevront point quand ils seront absens. Leurs Lieutenans qui soutiendront la dépense des Auberges, en recevront du Trésor quarante-cinq, le Prieur de l'Eglise & le Trésorier quarante huit, & le Lieutenant du Trésorier la moitié, nonobstant tous Statuts & Ordonnances à ce contraires.

Du Trésorier Général, & de sa prérogative.

F. JEAN DE LASTIC.

29. Nous apliquons à perpetuité à la Langue de France la dignité de Trésorier Général, lequel sera en même-tems Bailli capitulaire. Il sera obligé de faire résidence continuelle au Couvent, & gardera le sceau de fer commun dans un petit sac, sous les sceaux ordinaires du Maître & des Baillis. Il assistera aux Conseils, où il aura sa voix comme Bailli capitulaire, & à l'examen des comptes du Trésor avec les Baillis. S'il est Chevalier, il aura chaque année quarante-huit écus d'or d'appointement: s'il est Servant d'armes ou Chapelain, cent florins de Rhodes, monnoye courante.

De l'Ordre & de la prestance des Baillis & des Prieurs.

30. Nous ordonnons que les Baillis, les Prieurs & le Châtelain d'Emposte, tant dans le Couvent que dehors, assis, debout, en se promenant, ou en donnant leurs voix au Conseil, ou ailleurs, soient placez comme par le passé.

Que les Donats obéissent aux Baillis.

31. Si nos Freres sont tenus d'obéir aux Supérieurs, les Donats le sont encore plus, puisqu'ils sont

sont attachez au service de l'Ordre. Ainsi nous leur commandons de servir dans les Auberges où ils auront été reçus, & d'obéir à leur Bailli en tout ce qu'il leur commandera de permis & d'honnête, ou à celui qu'il aura choisi pour tenir sa place; faute de quoi ils seront privez de la table & de la solde qu'ils reçoivent du Trésor, à moins qu'ils n'en ayent une excuse bien légitime, qui sera jugée telle par le Maître & le Conseil.

Que le Grand Commandeur presente les Officiers du Grenier de la petite Commanderie.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

32. Nous ordonnons au Grand Commandeur de présenter au Maître & au Conseil ordinaire, des Freres de quelque Langue que ce soit, qui lui soient bien connus, pour être Officiers du Grenier & de la petite Commanderie, qu'ils accepteront s'ils les jugent propres; sinon il en présentera d'autres, que le Maître & le Conseil recevront, s'ils les trouvent bons.

Des prérogatives du Grand Commandeur & de l'Amiral, sur les Offices de l'Arsenal & de la Voute, ou des magasins.

33. Pour concilier les differends nez entre les Vénérables Grand Commandeur & les autres Freres de la Langue de Provence, d'une part; & l'Amiral, & les Freres de la Langue d'Italie, d'autre, au sujet des Officiers de l'Arsenal & de la Voute; Nous, après avoir bien entendu les Parties, disons & ordonnons par cette notre Sentence définitive, avec l'autorité du présent Chapitre général, qu'à l'avenir le Grand Commandeur pourta & devra choisir & changer le Commandeur de

de l'Arcenal, suivant la puissance qu'il a accoutumé d'en avoir. Lequel Commandeur de l'Arcenal sera tenu de rendre compte de mois en mois de son administration devant les Auditeurs des Comptes députez par le Maître & le Conseil, & de faire un compte particulier de chaque chose, afin que l'on sçache tout d'un coup ce qui en manque.

Et que l'Amiral pourra, sans préjudice du Grand Commandeur & de celui de l'Arcenal, nommer un Officier Prudhomme à lui bien connu, lequel pourra bâtir une maison auprès de l'Arcenal, pour y entrer & en sortir quand bon lui semblera. Cet Officier sera obligé de tenir registre de tout ce qu'on aura acheté ou loué, comme fer, cordages, rames, fil, étoupe, rames, voiles & autres choses dont le Commandeur de l'Arcenal se chargera, de même que de toutes les dépenses qui se feront; lesquelles seront chaque jour vérifiées par le Prudhomme; faute de quoi elles ne seront pas aliouées dans les comptes: Qu'il ne partira pas de la Voute, pendant que l'on y travaillera pour le Trésor: Que l'on fera inventaire de tout ce qui y est, dont il sera donné des copies au Grand Commandeur, à l'Amiral & au Prudhomme qui sera de tems en tems en fonction, avec les augmentations & les diminutions qui y seront arrivées: Que chaque chose sera mise dans un lieu propre à la conserver, & que le Commandeur & le Prudhomme auront une clef du Magasin.

L'Amiral choisira un Secrétaire pour le Magasin, qui tiendra par son ordre un Registre de tout ce qui y sera appartenant à la marine, qui ne fera jamais changé de place; en sorte que quand l'Amiral voudra sçavoir du Secrétaire ce qu'il y a dans chaque endroit, ou si chaque chose est bien conservée, il puisse en être exactement informé, de même que le Grand Commandeur.

Que le Prudhomme & le Secretaire seront soumis à la Jurisdiction de l'Amiral, qui pourra les déposer & leur en substituer d'autres, & que tous les billets de livraison seront cachetez du cachet du Grand Commandeur, à l'accoutumé. Le Commandeur de l'Arcenal & le Prudhomme auront chacun vingt florins d'appointemens, & le Secretaire ses gages accoutumez, bien entendu qu'ils ne pourront tirer de la Voute de l'Arcenal aucune chose, comme rames, étoupes, voiles, &c. sans le congé du Maître, que pour servir à l'armement des galeres & des flutes de la Religion. Le Commandeur & le Prudhomme de l'Arcenal seront changez tous les deux ans, de même que tous les autres Officiers.

De l'institution d'un nouveau Bailli, sous le titre de Grand Chancelier.

34. Nous établissons un nouveau Bailli conventuel qui sera le huitième & dernier, lequel prendra séance après tous les autres, & se nommera Grand Chancelier, & jouira des appointemens ordinaires des Baillis. Cette dignité appartiendra dorénavant à la vénérable Langue d'Espagne, laquelle sera divisée en deux Langues sous la même Auberge; parce que cette Nation est remplie de Chevaliers de mérite, qui ont rendu de très-grands services à l'Ordre, sans néanmoins préjudicier aux qualitez, honneurs, préseances, prééminences & autres avantages des autres Baillis conventuels des Langues & du Trésorier Général, à qui appartient la garde la de Bulle commune de fer, auxquels ces Presentes serviront même de confirmation; révoquons, cassons & annullons, du consentement universel des Freres de toutes les Langues, toutes les écritures, lettres, promesses & obligations nouvellement faites, en quels termes
que

que ce puisse être, à l'occasion des differends mûs entre les sept Langues, nonobstant tous Statuts, Coutumes & Usages de l'Ordre, & autres choses à ce contraires.

De l'Élection du Grand Chancelier.

35. Afin que le Bailli nommé Grand Chancelier soit élu de même que les autres Baillis, Nous défendons d'en élire aucun qui ne sçache lire & écrire.

Des prééminences du Grand Chancelier.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

36. Nous ordonnons que le Grand Chancelier aura sous lui un Vice-Chancelier, homme habile & suffisant, pour servir à l'Office de notre Chancellerie, après la mort duquel il présentera au Maître & au Conseil ordinaire deux ou plusieurs de nos Freres, habiles & disposez à bien remplir cette charge, l'un desquels sera reçu par le Maître & le Conseil.

De l'Office du Vice-Chancelier.

Fr. RAIMOND ZACOSTA.

37. Nous ordonnons que le Vice-Chancelier signera & expédiera tous les actes de la Chancellerie, comme de coutume, & qu'il en reçoive les émolumens, comme a fait jusqu'ici le Chancelier. Il ne pourra plomber les Lettres avec la Bulle commune, que le Grand Chancelier ou son Lieutenant ne soient présents au Conseil, pour signer seulement le *Gratis*, sur le repli de la Patente sans préjudice des droits de la Sanéchaussée.

Des écritures de la Chancellerie.

38. D'autant que les écritures de la Chancellerie sont communes à tout le monde, afin que chacun puisse défendre ses intérêts, Nous ordonnons au Vice-Chancelier de délivrer les écritures, & les extraits des Livres de la Chancellerie, à ceux qui les demanderont, s'ils en ont besoin pour la défense de leur cause, sans en obtenir de permission, sauf les droits de la Chancellerie.

De la résidence des Baillis Conventuels.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

39. Les Baillis conventuels, comme gens de conseil, sont obligés de se tenir auprès du Maître, afin de l'aider par leur prudence, à bien conduire les affaires de l'Ordre; ainsi il ne convient pas qu'ils s'absentent du Couvent. Si cependant il arrive des conjonctures qui les obligent d'en sortir, nous ordonnons qu'il n'en sortira jamais que trois à la fois, chacun selon son rang, & qu'ils y retourneront dans trois ans, à compter du jour de leur départ, faute de quoi ils seront privez de leurs Bailliages, sans autre avertissement, ni citation, & remplacés par le Maître & le Conseil.

Ceux qui seront élus Baillis Conventuels en leur absence, seront tenus de venir au Couvent dans deux ans, & ne pourront prendre le Grande Croix hors du Couvent.

Fr. JEAN D'OMEDES.

40. Ceux qui seront élus Conventuels pendant leur absence, seront tenus de retourner au Couvent

vent dans deux ans, à compter du jour de leur élection: ils pourront cependant jouir des prérogatives & prééminences des Baillis conventuels, pour parvenir aux dignitez & aux Benefices de l'Ordre, faute de quoi ils ne jouiront d'aucune prérogative de Bailli conventuel, & seront censez privez desdits Bailliages, sans autre avertissement ni citation, en sorte que le Maître & le Conseil seront obligez de proceder à une autre élection, sans préjudice de la *mutiion* des Langues. Leur défendons en outre de prendre & de porter la Grande Croix; qu'ils ne se soient présentez devant le Maître & son Conseil.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

41. Nous leur ordonnons de payer dix-huit mois après leur élection, à leurs Lieutenans, cinquante écus d'or par mois pour soutenir la dépense des Auberges. S'ils ne viennent pas au bout de deux ans, ils seront privez de leur dignité, comme il a été dit en l'article précédent.

Quand le Maréchal pourra faire grace aux condamnés.

C O U T U M E.

42. Si le Maréchal a donné plainte contre quelque Frere, & qu'il l'ait mis en Justice, il pourra lui pardonner avant qu'il sorte pour aller à l'Eglise, mais non pas après. Les Freres peuvent interceder pour l'accusé, & obtenir son pardon avant que la cloche sonne. Si elle a sonné, il n'y a plus que le Maître ou son Lieutenant qui puissent lui faire grâce. Si le Maréchal ou autre Commandeur a fait la plainte ou

le commandement par l'ordre du Maître, il ne lui est pas permis d'en dispenser.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

43. Nous permettons au Maréchal de députer un Frere Chevalier, à lui bien connu, au lieu d'un séculier, pour faire l'Office de *Gonfalonnier* ou Porte-enseigne, nonobstant tous Statuts ou coutumes contraires.

Que l'on n'accorde point à d'autres qu'aux Baillis Conventuels l'ancienneté sur les Dignitez.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

44. Pour retrancher la matiere & l'occasion des procès qui ont été mûs plusieurs fois entre nos Freres sur l'ancienneté par laquelle on parvient aux dignitez, nous défendons d'accorder pour l'avenir aucune prérogative ou expectative, ou ce que nous appellons *ancienneté*, sur les Prieurez, Châtellenie d'*Emposte*, & Bailliages, à d'autres qu'aux Prieurs conventuels, à qui ces anciennetez appartiennent de droit & de coutume, à l'exclusion de tous les autres.

Si une importante necessité, ou une évidente utilité des Prieurez, des Langues dont ils dépendent, & de l'Ordre entier le demandent, & engagent de conferer ces dignitez à d'autres, la chose sera examinée par le Maître & le Conseil, & on les donnera du consentement des Freres des Langues, des Prieurez, ou de la Châtellenie d'*Emposte*, à qui en appartient la nomination, à des Freres de notre Ordre, anciens & de mérite, qui auront toutes les qualitez requises par nos établissemens, pour posséder de semblables dignitez sans préjudice des Baillis conventuels.

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 175
ventuels en autres cas, & des concordats qui
peuvent avoir été faits dans quelques Langues ou
Prieurez, par lesquels il peut en avoir été autre-
ment ordonné entre les Freres.

*De nombre des Langues, des Bailliages & des
Prieurez.*

C O U T U M E.

45. Quoique notre Ordre ait eu dès le com-
mencement de sa fondation, & sur-tout depuis
qu'il se vit enrichi, des Conseillers ornez de titres
de dignitez, comme Assistans du Maître, on fut
obligé dans la suite de distinguer les Langues,
d'augmenter les Bailliages, & d'établir les Prieurs,
afin que les Religieux renfermez dans les confins
de certaines Jurisdctions, pussent plus aisément
vacquer à leurs emplois, & veiller au gouverne-
ment.

C'est ce qui donna lieu de distinguer peu à peu
les huit Langues, d'augmenter les Baillis conven-
tuels, qui en seroient les Présidens, & d'y joindre
les titres de Baillis capitulaires, lesquels sont du
Corps des Chapitres, & assistent au Conseil : en
voici l'énumération.

De la Langue de Provence.

Le Grand Commandeur, le Prieur de S. Gilles,
le Prieur de Tholouse, le Bailli capitulaire de Ma-
nosque, qui fut institué du tems de Frere Jacques
de Milly.

De la Langue d'Auvergne.

Le Maréchal, le Prieur d'Auvergne, le Bailli
capitulaire de Lureil qui fut institué du tems de
Frere

Frere Baptiste Urfin, & qui prit le nom de Bailli de Lion sous le Frere Philippe de Villeis l'Isle-Adam, & en changea encore sous Frere Jean l'Evêque de la Cassiere pour prendre celui de Devesset.

De la Langue de France.

L'Hospitalier, le Prieur de France, le Prieur d'Aquitaine, le Prieur de Champagne, le Bailli capitulaire de la Morée, établi depuis quelque tems, le Bailli capitulaire Trésorier général, établi du tems de Frere Jean de Laffic.

De la Langue d'Italie.

L'Amiral, le Prieur de Rome, le Prieur de Lombardie, le Prieur de Venise, le Prieur de Pise, le Prieur de Barlette, le Prieur de Messine, le Prieur de Capoue : les Baillis capitulaires de Sainte Euphemie, & de Saint Etienne près de Monopoli, de la très Sainte Trinité de Venouse, & de Saint Jean de Naples instituez depuis peu de tems.

De la Langue d'Arragon, de Catalogne & de Navarre.

Le Grand Conservateur, ainsi nommé du tems de Fr. Jean d'Omedes, le Châtelain d'Emposte, le Prieur de Catalogne, le Prieur de Navarre : les Baillis capitulaires de Majorque, & de Caspé, le premier institué du tems de Fr. Antoine Fluvian, l'autre du tems de Fr. Baptiste Urfin.

De la Langue d'Angleterre.

Le Turcopolier, le Prieur d'Angleterre, le
Prieur

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 177
Prieur d'Irlande , le Bailli capitulaire de l'Ai-
g'le.

De la Langue d'Allemagne.

Le Grand Bailli , le Prieur d'Allemagne , le
Prieur de Bohême, le Prieur d'Hongrie, le Prieur
de Dannemarc , le Bailli capitulaire de Brande-
bourg.

De la Langue de Castille, de Leon & de Portugal.

Le Grand Chancelier, le Prieur de Castille &
de Leon, le Prieur de Portugal, le Bailli capitu-
laire de Lora, établi du tems de Frere Jean de la
Valette, le Bailli de Lango ou de Lefa, établi du
tems de Fr. Pierre de Monte, & uni pour tou-
jours au Prieuré de Portugal , le Bailli de *las*
Nuevas-Villas établi du tems de Frere Jean l'Evê-
que de la Cassiere.

Le Prieur de l'Eglise de notre Ordre , & le
Commandeur de Cypre, tous deux Baillis capi-
tulaires, se prennent indifferemment dans toutes
les Langues : le Bailli capitulaire de Negrepont
se prend de même dans celles d'Arragon & de
Castille , suivant l'accommodement fait entre
elles.

DES PRIEURS.

TITRE XI.

Des Lieutenans des Prieurs.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

1. **A** Fin que les affaires de l'Ordre soient gouvernées avec plus de soin, les Prieurs & le Châtelain *d'Emposte*, en partant de chez eux, doivent nommer un Frere Chevalier de l'Ordre, des plus anciens de leur Prieuré, homme de mérite, qui ait de la capacité & de l'expérience dans les affaires, pour leur tenir lieu de Lieutenant ou de Vicaire, convoquer les Assemblées, & rendre la justice à ceux qui se présentent pour la demander. Ce Lieutenant assistera aux Chapitres Provinciaux, & agira dans tout ce qui concerne les affaires publiques, comme feroient le Prieur ou le Châtelain *d'Emposte*. Si le Prieur présent est retenu par quelque empêchement légitime, un Bailly, s'il s'en trouve, ou le plus ancien des Freres, présideront au Chapitre ou à l'Assemblée.

De la maniere d'élire le Lieutenant du Prieur.

Fr. HUGUES REVEL.

2. Nous ordonnons que si les Prieurs ou le Châtelain *d'Emposte*, viennent à mourir au de-là de la mer, le Commandeur, dans la Commanderie duquel ils seront morts, fasse assembler autres douze Commandeurs, si faire se peut, du même Prieuré, & des plus voisins de la Commanderie, les-

lesquels après une meure délibération, choisiront l'un des Freres du Prieuré, qu'ils jugeront le plus capable de cette Charge pour tenir lieu du Prieur, & se faire obéir par les Freres du Prieuré, jusqu'à ce que le Maître & son Conseil, informez de la mort du défunt, y aient autrement pourvû.

Si le Prieur ou Châtelain *d'Emposte* est mort hors des limites de son Prieuré, ou en quelque autre lieu que ce soit hors du Couvent, celui qu'il aura laissé à son départ pour son Lieutenant, ou Vicegerent, tâchera aussi d'assembler douze Freres pour choisir un autre Lieutenant.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

3. Si un Prieur meurt dans l'une de ses Chambres Prieurales, le Commandeur qui en fera le plus proche, convoquera de même douze Commandeurs qui éliront un Lieutenant : mais si le Prieur défunt n'en a pas laissé en partant de son Prieuré, l'un des plus anciens Freres en assemblera d'autres, lesquels en éliront un en la même maniere.

Nul Frere ne peut être Lieutenant d'un autre Prieuré que du sien.

4. Il a été réglé qu'aucun Frere ne sera élu Lieutenant d'un autre Prieuré, ni Président d'un Prieuré dont il n'est point membre, & où il ne possède point de Commanderie, excepté les Langues de Provence & d'Italie, entre lesquelles les Prieurez & les Commanderies sont possédées en commun.

De la Jurisdiction des Prieurs.

5. Les Prieurs & le Châtelain *d'Emposte*, à la tête du Chapitre Provincial ou de l'Assemblée, ont la Jurisdiction civile & criminelle, & la correction régulière sur tous les Freres de l'Ordre, de quelque qualité qu'ils soient, qui demeurent dans l'étendue du Prieuré, ou de la Châtellenie, ou qui s'y rencontrent, dont ils ont usé, & peuvent user, en observant la forme prescrite par nos Statuts, sans déroger à la Jurisdiction des Commandeurs sur les Freres Chapelains d'Obedience, & les Servans d'Office ou de *Stage*, qui ont Obedience ou Stage dans leurs Commanderies, ni à la jurisdiction & autorité du Prieur de l'Eglise du Couvent, que lui donnent nos Statuts sur les Freres Chapelains.

Que les Freres Chapelains & Clercs soient soumis au Prieur de l'Eglise.

Fr. GUILLAUME DE VILLARET.

6. Le Prieur de l'Eglise qui est le Superieur des Chapelains & des Clercs, doit avoir sur eux une jurisdiction. C'est pourquoi les Freres Chapelains & les Clercs de notre Ordre, qui sont dans le Couvent, & qui y viendront à l'avenir d'aude-là de la mer, doivent lui être soumis, excepté les Chapelains du Maître: il peut leur ordonner de célébrer avec devotion l'Office Divin, d'entendre les Confessions, d'administrer l'Eucharistie, & les autres Sacremens de l'Eglise aux Freres, & aux Confreres, si le Prieur occupé à d'autres affaires ne peut s'acquitter lui-même de ce devoir.

Que les Prieurs dans leurs Prieurez, & les Commandeurs dans leurs Commanderies, ont juridiction sur les Freres Chapelains.

FR. PHILBERT DE NAILLAC.

7. L'impunité cause souvent beaucoup de mal : plusieurs se laissent emporter à leurs mauvaises inclinations, quand personne ne se donne le soin de les corriger. Comme le Prieur de l'Eglise conventuelle, lequel a juridiction sur tous les Chapelains, avec pouvoir de les punir de leurs fautes, y réside continuellement, en sorte qu'il ne sçauroit punir celles qui se commettent au dehors par les Chapelains qui demeurent dans les Prieurez & les Commanderies, il a été ordonné, pour empêcher qu'elles ne demeurent impunies, & qu'elles ne donnent lieu de continuer dans le desordre, que les Prieurs & le Châtelain d'Emposte dans leurs Prieurez, & les Commandeurs dans leurs Commanderies, exerceront sur les Freres Chapelains qui y demeurent, la même juridiction & correction, selon la qualité des fautes que le Prieur de l'Eglise, dans le Couvent.

Si les Chapelains avertis & réprimandez par les Prieurs & les Commandeurs leurs Superieurs, ne laissent pas de persévérer dans la débauche, ils pourront être châtiés & punis par les Prieurs, tout de même que les Freres Chevaliers & Servans de la Religion, selon la forme de nos Statuts.

Si le Prieur de l'Eglise se rencontre dans les parties d'Occident, il exercera sa juridiction dans les Prieurez & les Commanderies où il se trouvera en personne, sur les Chapelains, & leur fera la correction : il fera la visite des Eglises, & les changemens qu'il trouvera à propos : il donnera ordre que le Service Divin s'y fasse régulièrement,

nonobstant ce qui a été ci-dessus statué en faveur des Prieurs & des Commandeurs.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

8. Personne n'a de juridiction sur les Freres Chapelains & Servans d'armes reçus dans le Couvent, si-non le Prieur & le Châtelain d'Emposte, avec l'Assemblée ou le Chapitre Provincial, comme l'on a accoutumé d'en user avec les Freres Chevaliers de l'Ordre. Si quelque autre ose l'entreprendre, il sera regardé, comme désobéissant.

9. Le Prieur de l'Eglise peut choisir, nommer, & députer des Ecclésiastiques Visiteurs, & ses Vicaires, pour exercer sa juridiction spirituelle & ecclésiastique dans les Prieurez, la Châtellenie d'Emposte, les Bailliages & les Commanderies de la Religion sur les Chapelains & Clercs seculiers, & sur les laïques ses sujets & ses vassaux dans les lieux où les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, les Baillis & les Commandeurs n'ont point de juridiction spirituelle, parce que ceux d'entre eux qui l'ont, sont en état de nommer de pareils Vicaires.

Que les Prieurs n'ont pas l'autorité d'ôter l'habit, les Commanderies, les Membres, ni l'ancienneté aux Freres.

10. Nous défendons aux Prieurs, au Châtelain d'Emposte, & au Chapitre Provincial, de rendre contre aucun des Freres de l'Ordre, sujet à leur Jurisdiction, Sentence portant privation de l'habit, de la Commanderie, du Membre, du Bénéfice ou autre bien, ou de l'ancienneté, ou qui le condamne à une prison perpétuelle. Si quelqu'un se trouve avoir mérité ces peines, le Prieur & le Chapitre Provincial ou l'Assemblée, lui feront son pro-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 183
procès, & en donneront avis au Maître & au
Conseil, qui y pourvoiront suivant la justice ;
tout ce qui sera fait autrement sera nul : ceux qui
l'auront fait seront réputez defobéissans.

Des Registres que les Prieurs seront obligez de tenir.

Fr. ELION DE VILLE-NEUVE.

11. Les Prieurs & le Châtelain d'Emposte sont
obligez de tenir deux Registres où sera enoncée
la valeur de toutes les Commanderies, Maisons,
Lieux, Domaines, Possessions & Benefices dé-
pendants de leurs Prieurez en détail, tant pour le
Chef, que pour les Membres, l'un desquels sera
envoyé au Maître & au Couvent ; l'autre sera
gardé par le Prieur, qui en donnera à chaque
Commandeur un extrait de ce qui concerne sa
Commanderie.

Des Archives que l'on doit faire dans chaque Prieuré.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

12. Nous enjoignons à chaque Prieur, à peine
de perdre une année des revenus de son Prieuré,
applicable au Trésor, de destiner un lieu sûr dans
la principale & la plus honorable maison de son
Prieuré, & de la Châtellenie d'Emposte, ou ail-
leurs, s'il leur paroît plus sûr & plus commode
pour faire une archive, tant à leurs dépens, qu'à
ceux des Commandeurs, dans laquelle on enfer-
mera tous les privileges, titres, actes & bulles au-
tentiques, tant des Prieurez & Châtellenie d'Em-
poste, que des Commanderies & Benefices qui
sont situez dans leur étendue, & que les Com-
mandeurs desdites Commanderies qui en ont en-
tre les mains, seront obligez de les remettre dans
l'Archi-

l'Archive, à quoi faire ils seront contraints par les Prieurs & le Châtelain d'Emposte, par la faïsse de leurs revenus qui seront appliquez au Trésor, jusqu'à ce qu'ils ayent obéi. Les Commandeurs pourront seulement en retenir des copies.

Des Sceaux des Prieurs.

Fr. PHILIBERT DE NAILLAC.

13. Pour obvier aux fraudes, nous ordonnons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, d'envoyer au Maître & au Couvent l'empreinte de leurs sceaux en cire, proprement enfermée dans une cassette scellée, en sorte qu'elle ne puisse se gâter, pour être mise & conservée dans le Trésor du Couvent, sous ceux du Maître & des Baillis conventuels, pour s'en servir en cas de besoin, à la confrontation & à la reconnoissance des fraudes qui se commettent assez ordinairement.

De la garde des Sceaux des Prieurs.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

14. Nous ordonnons que les Sceaux des Prieurs seront conservez sous les cachets des Prieurs, du Châtelain d'Emposte & des Commandeurs du Chapitre ou de l'Assemblée Provinciale, ou de la plus grande partie d'entre eux; en sorte que l'on ne puisse sceller aucune Lettre qu'en présence du Prieur & des Commandeurs qui assisteront au Chapitre Provincial, & que quatre Commandeurs au moins ne les aient signées sous le repli, sans quoi elles seront de nulle valeur. Les obligations des Commandeurs & des Freres seront signées de la même maniere: s'ils ne les ont pas payées avant leur mort, ceux qui les ont signées avec les débi-
teurs.

DE L'ORDRE DE S. JERON DE JERUSALEM. 185
teurs, seront obligez de les acquitter, afin que
personne ne s'avise de passer de semblables obli-
gations au préjudice du commun Trésor.

*Combien de Prieurs sont obligez de résider dans le
Couvent.*

FR. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

15. Nous ordonnons que suivant la coutume
ordinaire, trois Prieurs de l'Ordre, que le Maî-
tre aura appellez, seront tenus de faire leur ré-
sidence dans le Couvent pendant deux ans, à
compter du jour de leur arrivée. Si quelqu'un
y manque, les revenus de la meilleure & de la
plus prochaine Chambre Prieurale qu'il possède,
seront portez dans le Trésor.

*Que les Prieurs & les Baillis ne jouiront de leurs pré-
éminences, que quand ils auront fait les diligences
nécessaires pour s'en mettre en possession.*

F. ANTOINE FLUVIAN.

16. Les Prieurs, le Châtelain d'Emposte &
les Baillis ne jouiront des honneurs & des pré-
éminences de leurs dignitez, que quand ils au-
ront suffisamment justifié au Maître & au Con-
seil par de bonnes preuves, qu'ils ont fait tou-
tes les diligences nécessaires pour s'en mettre en
possession, ensuite de quoi ils jouiront des hon-
neurs, si le Maître & le Conseil le leur per-
mettent.

DE

DE L'OFFICE DES FRERES.

TITRE XII.

Que les Offices de l'Ordre ne se donnent qu'à nos Freres.

Fr. PHILIBERT DE NAILLAC.

I. **N**ous voulons que les Offices de notre Ordre se donnent à nos Freres qui se trouveront propres à s'en bien acquitter, faute de quoi le Maître & le Conseil pourront y employer des personnes séculieres.

Que les Freres Servants soient employez aux Offices ordinaires.

Fr. JEAN DE LASTIC.

2. Nous voulons que les Freres Servants d'armes soient destinez aux Offices qui leur appartiennent d'ancienneté, comme la Voute, le Grenier, la petite Commanderie & autres Offices accoutumez d'être donnez à leur état. Si un Frere Chevalier s'avisait de les demander, il seroit censé se réduire à l'Ordre des Freres Servants : il ne laisseroit pas d'en être pourvu, s'il paroïssoit au Maître & au Conseil y être propre. Dès que ces Offices seront remplis, les Prudhommes feront choisis par ceux à qui il appartient, pour avoir l'œil sur la conduite de ceux qui y auront été destinez ; ceux qui feront des fautes en seront punis comme ils le mériteront. Ces Officiers seront changez de deux ans en deux ans.

De

De la garde des fortifications.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

3. On députera à la garde de nos Châteaux & fortifications, des Freres Chevaliers & Servants de l'Ordre: si on n'en trouve point, on se servira des Séculiers qu'on y jugera propres.

Fr. BAPTISTE URSIN.

4. Nous ordonnons aux Commandeurs de préférer pour la garde de nos Châteaux & fortifications du côté du Ponent, les Freres de l'Ordre, sans préjudice des intérêts de notre commun Trésor.

Que les Freres doivent s'habiller honnêtement.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA:

5. Il convient aux Religieux de ne pas négliger la politesse du corps & de l'esprit, c'est pourquoi nous enjoignons à nos Freres de s'habiller décemment & honnêtement comme doivent l'être de véritables Religieux, avec défenses de porter dorénavant des habits peu convenables à leur état, même de courts, s'ils ne sont en voyage, dans les vaisseaux, ou employez à monter la garde. Ils sont obligez de porter l'habit long lorsqu'ils sont dans le Couvent & dans le Château, ou dans la distance d'un mille, à moins d'en avoir obtenu la dispense du Maître ou du Maréchal, ou qu'ils ne s'y trouvent contraints par l'exercice actuel d'un Office public, en cas de siege, où il s'agit de pourvoir la Ville qu'il doivent défendre, des provisions & des munitions nécessaires, ou si l'on
craint

craint d'être obligé d'entrer en guerre. Ceux qui y manqueront seront punis de la septaine, verront confisquer leurs habits qui auront paru superflus, & seront appliquez au Trésor.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

6. Il est à propos que ceux qui sont distinguez par leur dignité, le soient aussi par leurs habillemens, afin que les séculiers ne s'y trompent pas. Ainsi pour nous conformer aux Statuts de nos prédécesseurs, Nous défendons à nos Freres de porter dans le Couvent, hors de l'exercice des armes, des manteaux, des habits, des robes, des culotes, des juppons ou des pourpoints, à bandes ou bigarrez de différentes couleurs, comme font les séculiers; mais que tout leur habillement soit de la même couleur, à peine de la septaine, & de voir appliquer leurs habits au Trésor.

Comment les Freres doivent se comporter dans les Auberges.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLÉ.

7. Nous ordonnons à nos Freres d'avoir du respect pour les Baillis Chefs des Auberges: d'y garder la modestie & la temperance en mangeant, sans y faire de révolte ni de bruit: de ne point sortir de table, que le Chapelain n'ait fait l'action de grâces, à laquelle ils assisteront debout & découverts, & sans en avoir obtenu le congé du Prieur, à peine de la septaine pour la première fois, de la quarantaine pour la seconde; & pour la troisième, de demeurer enfermez dans la tour, aussi long-tems qu'il plaira au Maître & au Conseil.

Que

Que les Freres s'exercent aux armes.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

8. Afin que nos Freres s'appliquent plus volontiers à l'exercice des armes, Nous ordonnons que tous les mois on proposera deux prix, l'un pour l'Arbalète, & l'autre pour l'Arquebuse, lesquels seront delivrez de mois en mois alternativement à ceux qui seront les plus adroits à l'un & à l'autre de ces exercices.

Que les Freres feront chaque année leur désappropriement.

• Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

9. Nous ordonnons aux Prieurs, Baillis, Commandeurs & Freres, de faire chaque année leur désappropriement, dans lequel ils comprendront tous leurs effets & toutes leurs dettes actives & passives, & un détail exact de toutes leurs affaires. Ceux qui seront hors du Couvent, les porteront au Chapitre Provincial, où ils seront mis dans un coffre destiné à cet effet, bien clos & scellé; ceux qui seront dans le Couvent, les remettront de même entre les mains du Maître ou des Procureurs du commun Trésor. On ne les ouvrira jamais qu'après leur mort.

DES ELECTIONS.

TITRE XIII.

*La forme de l'élection du Maître de l'Hôpital de
Jerusalem.*

I. **N**OS anciens ont eu beaucoup de raison d'en user avec prudence & avec précaution dans l'élection du Maître, parce que c'est dans ce Chef & ce Supérieur que consistent la stabilité & la fermeté de l'Ordre, & qu'il est fort important de bien choisir le Président qui doit gouverner une aussi noble Compagnie. Voici les Règles qu'ils nous ont laissées pour ne pas nous y tromper.

Dès que le Maître paroît fort malade, il doit pourvoir à la sûreté de la Bulle de fer, des coins d'argent & du sceau secret, dont il avoit accoutumé de se servir, & les confier à un Religieux discret & honnête homme, ou le serrer en lieu sûr, afin que nul ne puisse s'en servir pour faire de faux actes. Si la grièveté de sa maladie, ou quelque autre embarras l'empêche d'y songer, le Sénéchal est obligé de s'en donner le soin. Si le Maître vient à mourir, celui à qui on les a confiés, les remettra incontinent après entre les mains du Conseil ordinaire, lequel les fera briser, de peur que quelqu'un n'en fasse un mauvais usage.

On ordonnera ensuite ce qui sera nécessaire pour la pompe funèbre, afin qu'elle se fasse dévotement & honorablement, comme de coutume, après laquelle on assemblera le Conseil complet, pour choisir un Lieutenant du *Magistère*, dont l'Office durera jusqu'à ce qu'on ait élu un Commandeur de l'élection. On discutera & reglera
dans

dans le même Conseil complet toutes les affaires qui regardent le *Magistère*. Ses délibérations auront la même force que celles du Chapitre général.

On remettra à un autre tems le partage de la dépouille du Maître défunt que l'on mettra en fureté. Le Conseil se rassemblera dès le lendemain à la pointe du jour au son de la cloche. Le Lieutenant du *Magistère*, & les Freres qui se trouveront au Couvent, se trouveront dans l'Eglise, où après la Messe, le Lieutenant prendra place où il a accoutumé de se seoir dans les Assemblées publiques. Les Baillis, les Prieurs & les anciens étant placez, le Lieutenant leur fera entendre ce qui a donné lieu à l'Assemblée, & ordonnera à tous les Freres des huit Langues de s'assembler séparément. Chaque Langue ensuite selon son rang, excepté celle d'où a été tiré le Lieutenant, laquelle marchera la dernière, viendra prêter le serment solennel sur la Croix de l'habit en présence du Lieutenant ou Vicegerent, & de toute l'Assemblée, de donner sa voix à un Frere de sa Langue présent & honnête homme, pour *Electionnaire* du Commandeur de l'élection, & des trois Electeurs du Maître, un Chevalier, un Chapelain & un Servant d'armes, à l'effet de quoi il se servira de ballotes secretes.

Dès que les huit *Electionnaires* auront été nommez, ils se mettront à genoux en présence de toute l'Assemblée; ils mettront les mains sur le Livre des Evangiles, & prêteront serment d'élire saintement & justement un Frere Chevalier homme de bien & discret parmi l'Assemblée, ou d'entre eux-mêmes pour Commandeur de l'élection. Ils entreront ensuite dans le Conclave où ils feront cette fonction avec des ballotes, & en viendront faire le rapport au Lieutenant & l'Assemblée. Celui qu'ils auront élu, viendra se met-
tre

tre à genoux devant le Vicegerent à qui il prêtera serment de bien & fidelement vacquer aux fonctions de la Charge de Commandeur de l'élection, après quoi le Vicegerent du Magistère, s'étant déposé, le Commandeur prendra sa place.

Les huit Electionnaires se présenteront encore devant lui, & prêteront un nouveau serment d'élire un Chevalier, un Chapelain & un Servant d'armes, gens de bien & suffisans pour être Electeurs des trois Colleges, & leurs compagnons à l'élection du Maître. Le Commandeur de l'élection prêterà le même serment entre les mains du Vicegerent, s'il est l'un des Electionnaires; si non il demeurera dans l'Assemblée pour y présider.

Les huit Electionnaires entreront ensuite dans le Conclave, où ils éliront par le scrutin des ballotes un Chevalier, un Chapelain & un Servant d'armes, pour être Electeurs avec eux, & les nommeront au Commandeur & à l'Assemblée. Leur fonction cessera dès ce moment: le Chevalier, le Chapelain & le Servant élus se présenteront au Commandeur & à l'Assemblée, & prêteront le serment comme dessus, de bien & dûement choisir un quatrième Electeur du Maître, d'autre Langue que de celle dont ils sont Membres. Ce quatrième prêterà encore le même serment, & se joindra aux trois qui l'ont élu: tous les quatre en nommeront un cinquième, les cinq un sixième & ainsi de suite, jusqu'à ce qu'ils se trouvent au nombre de seize, en sorte néanmoins qu'il s'en trouve deux de chaque Langue, parmi lesquels il ne doit y avoir ni Bailli ni Grand-Croix. Dès que l'on aura élu le huitième, on prendra chacun des autres dans les huit Langues, chacune à son rang: s'il y en a quelqu'une où il ne s'en trouve point, l'on en prendra dans une autre.

Il ne doit jamais y avoir parmi les Electionnaires plus

plus de deux Chapelains, & de trois Servans d'armes; il doit toujours y avoir du moins un Chapelain & un Servant, tous les autres doivent être Chevaliers, nez en légitime mariage. Le Chevalier qui a été d'abord élu avec le Chapelain & le Servant, s'appelle le Chevalier de l'élection, dont il demeure Président. C'est lui qui donne avis de l'élection à ceux qui s'y rencontrent: il a deux voix pour éviter le partage, au lieu que les autres n'ont que chacun la sienne. Celui qui en a le plus, devient Maître, & est reconnu pour tel.

Dès que les seize ont été élus, le Commandeur de l'élection les avertit de se confesser, d'entendre la Messe, & de recevoir la Communion, afin qu'il plaise au Seigneur de les purifier de leurs pechez, & d'éclairer leurs esprits, pour élire un bon, digne, & vertueux Maître. Ils vont ensuite se présenter devant le Commandeur de l'élection, & tous les Religieux; puis la tête nue & à genoux, ils mettent les mains sur le bois de la vraie Croix, les saints Evangiles, & la Préface de la Messe, & ils prêtent l'un après l'autre, à haute & intelligible voix le serment en ces termes.

Je N. promets & jure par ce bois de la très-sainte Croix, par les saints Evangiles de Dieu, & par les saintes paroles de la Préface, que laissant à part toute haine, crainte, amitié, esperance de récompense, & autre mauvaise affection, sans avoir devant les yeux, ni dans l'esprit autre chose que Dieu & Notre Seigneur Jesus-Christ, la gloire & la louange de son saint Nom, l'honneur & l'avantage de notre Ordre, de nommer & élire justement & canoniquement, selon le mouvement de ma conscience, & autant que pourront s'étendre la force de mon jugement, & le discernement de mon esprit, pour Maître de l'Hôpital de S. Jean de Jerusalem, & de tout notre Ordre, entre tous les Freres Chevaliers qui le composent, pré-

sens ou absens, un Frere Chevalier né de légitime mariage, propre, bon, vertueux, suffisant & capable de remplir cette Charge. Je le jure ainsi: Ainsi Dieu veuille-t-il m'aider, le bois de la très-sainte Croix, & les saintes Ecritures que je touche de ma main. Si je fais autrement, je suis persuadé que je m'expose à la damnation éternelle. Il doit ensuite baiser la Croix & les saintes Ecritures.

Après que tous les Electeurs ont prêté le serment, le Commandeur de l'élection, & tous les Freres de l'Assemblée, jurent & promettent sur la croix de leur habit, d'accepter pour Superieur & pour Maître celui qui sera élu à la pluralité des voix, & de ratifier l'élection qui sera faite. Les seize Electeurs se retirent sur le champ, sans parler à personne, pour quelque cause que ce puisse être, & sans faire le moindre signe, dans le Conclave; & après en avoir fermé les portes, de maniere que personne ne puisse y entrer, ils traittent entre eux de l'élection du Maître. Chacun d'eux est en état de dire librement sa pensée, de faire telle proposition qu'il lui plaît, telle peinture agréable ou desagréable de ceux qui sont proposez. Après que tout a été bien & dûement examiné, ils font l'élection du Maître, en mettant dans les boëtes couvertes autant de ballotes qu'il a été proposé de sujets, de même que l'on a accoutumé de faire dans le Conseil: celui qui a eu le plus grand nombre de suffrages se trouve élu, & est déclaré tel par le Chevalier de l'élection.

Aussi-tôt après, les Electeurs sortent du Conclave, & s'en vont dans la sale où sont assemblez le Commandeur de l'élection, & tous les Freres, & après leur avoir demandé trois fois s'ils tiennent pour ferme & stable l'élection qu'ils viennent de faire, & qu'il leur a été répondu trois fois affirmativement, le Chevalier de l'élection nomme à haute & intelligible voix celui qui a été choisi,

choisi, en présence de tous les Electeurs. S'il se trouve présent, on le conduit en cérémonie devant le grand autel: & sur le volume des Statuts que l'on y a posé, il fait serment d'observer la Regle, les établissemens & les louables Coutumes de l'Ordre, d'en regler, ordonner & poursuivre les affaires avec le conseil des Principaux & des Anciens. S'il est absent il prêtera le même serment à son retour, avant d'entrer dans les fonctions du *Magistère*: on choisit un Vicegerent pour les exercer en attendant. S'il est présent, il est obligé de nommer un Lieutenant.

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

2. Nous défendons à nos Freres de porter des armes dans le lieu où se fera l'élection du Maître. Ceux qui y en porteront n'y auront point de voix, & s'il fait le sujet de la querelle, il sera chassé de l'Ordre.

Que l'élection des Baillis & des Prieurs se fera par le Maître & le Conseil ordinaire.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

3. L'élection des Prieurs, du Châtelain d'Emposte & des Baillis se fait par le Maître & par le Conseil ordinaire, suivant l'ancienne coutume. Ainsi nous défendons à tous nos Freres, de quelque condition qu'ils soient, de proceder à l'élection de ces dignitez, de se trouver aux Assemblées qui seroient convoquées à cet effet, & d'y donner leurs voix. Ceux qui auront fait une semblable faute, seront censez sur le champ privez de l'habit, sans esperance d'être jamais rétablis; l'élection sera nulle, & le prétendu Elû chassé de l'Ordre selon

la coutume, s'il est justifié qu'il ait directement ou indirectement sollicité son élection. Nous en exceptons ceux qui peuvent être nommez par les Langues.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

4. Nous défendons à tous ceux qui auront été reçus de grace, ou qui ne seront pas Gentilshommes, d'aspirer à aucune dignité, & de s'opposer aux graces que l'on voudroit faire dans les Langues: ils doivent se contenter de leur *cheviffement* & *amélioriffement*: ils ne pourront jamais être du nombre des seize Electeurs du Maître, ni y avoir ballotes, ni suffrage.

De la maniere d'élire les Prieurs & les Baillis.

Fr. BAPTISTE URSIN.

5. Lorsque le Maître & le Conseil ordinaire procederont à l'élection d'un Bailli conventuel, dès que l'on aura écouté ceux qui se proposent pour remplir cette fonction, à l'accoutumée, & que l'on aura examiné leur mérite & leur conduite, Nous ordonnons au Maître, avant d'en venir aux ballotes, de recevoir le serment des Baillis & des Prieurs, à mesure qu'ils se présenteront, & sans avoir égard au rang, qu'ils éliront une personne propre, utile, digne & d'un grand mérite, & qu'ils y auront plus d'égard qu'à l'ancienneté. Après quoi on en viendra au scrutin par les ballotes, suivant le nombre desquelles se fera l'élection. Celle du Prieur de l'Eglise, d'autres Prieurs & des Baillis capitulaires se fera de la même maniere. On aura toujours égard à la *mutition* des Langues à l'accoutumée.

De

De l'élection du Prieur de l'Eglise.

Fr. JACQUES DE MILLY.

6. Plus une dignité a de rapport avec le spirituel, plus on doit avoir d'attention à la bien remplir. Ainsi nous ordonnons que quand celle de Prieur de notre Eglise sera vacante, le Maître & le Conseil ordinaire s'assembleront pour en choisir un autre avec beaucoup d'exactitude & d'attention. Ils feront un sérieux examen & de longues réflexions sur les mœurs, la doctrine & la suffisance de nos Chapelains de toutes les Langues : ils en choisiront un dont la conduite ait été réglée, bien instruit de tout ce qui concerne le service divin, lequel après son élection fera sa résidence continuelle dans le Couvent. Si des affaires pressantes l'obligent d'en sortir, le Maître & le Conseil ordinaire lui marqueront un tems dans lequel il sera obligé d'y retourner.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Nous ajoutons que personne ne pourra être élu Prieur de notre Eglise, s'il n'est né d'un légitime mariage.

Que les Freres absents du Couvent ne seront point élus Grands-Croix.

Fr. PIERRE DU MONT.

8. Comme il est fort nécessaire que les Freres anciens résident dans le Couvent, pour y rendre les services qui sont dûs au Public, Nous défendons d'élever à la dignité de Grand-Croix aucun Frere de la petite, qui se trouvera absent

du Couvent, fans charge ou office de la Religion, à moins qu'il n'y fût retenu par quelque empêchement manifeste & légitime, lequel doit être présenté au Maître & au Conseil, avec un certificat public & autentique du Chapitre Provincial ou du Prieur & l'Assemblée. Nous exceptons de cette Loi les Freres des vénérables Langues d'Angleterre & d'Allemagne.

De l'ancienneté requise en ceux qui sont faits Prieurs ou Baillis.

Fr. JEAN DE LASTIC.

9. Il est à propos que ceux que l'on choisit pour le gouvernement de l'Ordre, ayent la connoissance & l'expérience nécessaires dans nos affaires, ce qui ne peut s'acquérir que par un long usage. Ainsi nous défendons d'élire aucun de nos Freres pour Prieur ou Bailli, qui n'ait porté notre habit, du moins pendant quinze ans, à compter du jour qu'il est entré dans le Couvent, & qui n'ait vécu sous l'obédience de l'Ordre, d'une maniere irrépréhensible.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

10. Il faut même que de ces quinze ans, celui qu'on proposera en ait passé dix entiers dans le Couvent, tout de suite ou par intervalles.

Que les Freres en postulant les dignitez, ne se servent point de termes injurieux.

11. Nous défendons à nos Freres, quand ils postuleront les dignitez, de découvrir les vices, les fautes, ni rien qui puisse faire de la confusion à leurs concurrens: de se charger d'injures les uns
les

les autres, & de rien avancer qui puisse faire tort à leur réputation : ils pourront néanmoins leur reprocher les défauts, qui selon nos Statuts sont capables d'empêcher qu'ils n'obtiennent la Charge dont il sera question, comme d'être débiteurs du commun trésor, de n'avoir pas fait la résidence requise par les Statuts, d'avoir laissé ruiner les Commanderies, de n'y avoir point fait d'amélioremens, & autres choses semblables. Ceux qui en useront autrement ne seront pas écoulez. Si quelqu'autre que les concurrens s'avise de faire de semblables reproches, il perdra deux ans de son ancienneté, desquels on le déclarera déchû ; avant de proceder à l'élection.

De l'élection du Procureur Général en Cour de Rome.

• Fr. JACQUES DE MILLY.

12. Le Procureur de l'Ordre en Cour de Rome, est censé révoqué à chaque Chapitre général, qui est obligé de lui en substituer un autre. Le Maître & le Conseil peuvent cependant le révoquer sans attendre le Chapitre. Ils doivent faire beaucoup d'attention au choix qu'ils feront d'un sujet propre à remplir cet emploi : ils doivent jetter les yeux sur un Religieux sage, prudent & d'un grand mérite, lequel fera sa résidence à Rome, sera vêtu honorablement & avec un équipage proportionné. Il défendra les privilèges, les graces & les libertez de l'Ordre, les concessions, les donations & les provisions du Maître & du Conseil. Il s'opposera aux Freres révoltés & désobéissans, & les poursuivra rigoureusement : il appuiera sans aucun intérêt de sa part, ceux qui seront demeurez dans l'obéissance : il donnera avis au Maître & au Couvent de tout ce qui se passera : il se contentera des Apointemens

qui lui seront fournis par le Trésor, sans rien demander ni recevoir des Freres qui l'auront employé pour leurs affaires particulieres.

De l'élection du Trésorier Général.

FR. PIERRE D'AUBUSSON.

13. Nous ordonnons que le Trésorier Général, Bailli capitulaire de la vénérable Langue de France, sera élu par le Maître & le Conseil, de la maniere que s'élisent les autres Baillis capitulaires d'entre les Freres de la même Langue, en quoi l'on aura plus d'égard à son mérite particulier, sans préjudice de la *mutition* de cette Langue; que le même Bailli Trésorier, sans perdre de cette qualité, puisse s'absenter du Couvent avec le congé du Maître & du Conseil complet, de même qu'il s'accorde aux autres Baillis Capitulaires: qu'il jouisse, tant absent que present, des prerogatives ordinaires des Baillis, & qu'il ait la garde de la Bulle de fer, enfermée sous les sceaux, à la maniere accoutumée: à son départ du Couvent le Maître & le Conseil lui donneront un Lieutenant qui aura soin de cette Bulle, dont la conservation est très-importante à l'Ordre.

De l'élection du Châtelain.

FR. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

14. Nous ordonnons que l'Office du Châtelain sera accordé par le Maître & le Conseil complet, qui choisiront, suivant le rang des Langues, un Religieux qui y soit propre, & qui ait du moins huit ans d'ancienneté. Le Maître par la prééminence de sa Charge, est en droit de lui nommer seul un Lieutenant,

La

La forme de l'élection du Châtelain.

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

15. L'élection du Châtelain se fera de cette maniere. Le Pilier de la Langue, qui doit remplir cette Charge à son tour, donnera par écrit au Maître & au Conseil complet, les noms des Freres anciens qui sont au Couvent, du moins depuis huit ans: ils seront lûs dans le Conseil, où on examinera leurs personnes, que l'on fera ensuite passer par le scrutin des ballotes, & on choisira celui qui sera jugé le plus disposé à bien s'acquitter de cette Charge: on défend à la Langue d'en faire la mutition: on ne laissera entrer au Conseil aucun Frere pour la demander. Celui qui sera élu, viendra ensuite se présenter devant le Maître & le Conseil pour prêter le serment de s'en acquitter bien & fidelement, sans qu'ils en reçoivent aucune plainte.

De l'élection du Commandant des troupes de terre & de l'armée.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

16. Le Commandant des troupes doit avoir beaucoup de fidelité & d'experience des affaires, & de tout ce qui est nécessaire à la défense de notre Ile. Ainsi nous voulons & ordonnons que le Maître & le Conseil à qui en appartient l'élection, en sorte néanmoins qu'il ait les trois quarts des voix, ayent plus d'égard au merite & à la capacité, qu'à l'ancienneté, sans faire cependant aucune injustice aux anciens; en sorte que si la Langue d'Auvergne peut fournir un sujet propre à être Capitaine des troupes de terre, il soit pré-

féré aux autres: si elle n'en a point, on en cherchera ailleurs pour cette fois, sans préjudice des droits de cette Langue & des anciens. Le même privilege appartient à la Langue d'Italie, pour l'élection du Capitaine de l'armée, au cas qu'ils'y trouve un sujet propre, faute de quoi on se pourvoira d'un autre pour cette fois, sans préjudice de la Langue & des anciens.

De l'élection des Juges de la Châtellenie.

Fr. JEAN DE LASTIC.

17. Le Maître & le Conseil ordinaire choisiront pour Juges ordinaires, & des appellations, des gens de bien, integres & sçavants, qui seront changez tous les deux ans, de peur que la continuation de leurs emplois ne les rende susceptibles de prévarication.

De l'élection des Procureurs des Pauvres.

Fr. BAPTISTE URSIN.

18. Le Maître & le Conseil complet députeront deux Religieux sages & prudens pour avoir soin des prisonniers, des pauvres, des malades, des veuves & des orphelins, défendre leurs intérêts, en sorte qu'ils ne souffrent ni tromperie, ni violence, ni injustice dans leurs affaires, & les présenter au Maître & au Conseil, & en quelque lieu que ce puisse être, afin que les affligés ne soient pas exposez aux calomnies & aux injustices.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

19. L'un de ces Procureurs sera homme de Lettres, & aura des appointemens.

*De la garde que doivent monter quatre Freres dans
la tour du Château de Rhodes.*

Fr. AIMERY D'AMBOISE.

20. La ville de Rhodes se trouvant située sur les frontieres des Infideles, l'on doit avoir un soin extrême de la bien garder: ainsi nous ordonnons que le vénérable Maréchal, ou son Lieutenant, choisissent de tems en tems, lorsqu'ils le jugeront à propos, quatre Freres de Langues differentes, qui monteront toutes les nuits la garde dans la tour du Château de Rhodes, pendant toute l'année, l'un desquels en sera nommé le Capitaine; qu'ils les visitent fréquemment; qu'ils les corrigent s'ils ont mal fait; qu'ils en chassent les inutiles, pour leur en substituer de meilleurs: il leur est défendu d'y retenir ceux qui auront manqué à leur devoir plus de trois fois.

Ces quatre Freres auront quatre-vingt-seize florins d'appointement par année, chacun vingt-quatre, à prendre sur notre commun Trésor, aux dépens néanmoins des vénérables Baillis conventuels & capitulaires, & de leurs Lieutenans, quand ils feront leur résidence à Rhodes, excepté le Prieur de l'Eglise; en sorte que le Secrétaire du Trésor, en rendant de trois mois en trois mois les comptes de leur table, leur décomptera à chacun à proportion la solde de ces quatre Chevaliers, pour le quartier qu'il leur aura payé. Cette ordonnance commencera de s'exécuter le premier de Mars prochain, & sera continuée à l'avenir. Nous abrogeons l'usage des collectes qui se faisoient entre les Baillis & leurs Lieutenans: nous ne voulons pas qu'ils soient obligez de rien donner, ni les autres Freres de monter cette garde, comme il s'est pratiqué jusqu'ici.

DES COMMANDERIES, ET ADMINISTRATIONS.

TITRE XIV.

Fr. RAIMOND BERENGÈR.

1. **N**ous ordonnons que les Commanderies & les biens de l'Ordre soient administrez par des Freres anciens, gens de merite & de probité.

2. Nous défendons à nos Freres de posséder ensemble deux Bailliages ou Prieurez: ils doivent se contenter d'un seul, & veiller exactement à sa conservation:

Fr. DIEU. DONNE' DE GOZON.

3. Il est défendu aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de posséder aucune Commanderie, Maison, ou Membre d'un autre Prieuré, sans le consentement du Maître & du Couvent, parce que chacun doit se tenir dans son territoire, & ne doit pas empêcher les autres de s'avancer.

Quelles Commanderies peuvent retenir ceux qui deviennent Prieurs.

Fr. JACQUES DE MILLY.

4. Les Baillis & les Commandeurs qui sont régulièrement & canoniquement élus Prieurs, sont tenus d'abandonner toutes les Commanderies dont ils se trouvoient pourvus. Ils peuvent cependant se réserver les Chambres Magistrales qui leur avoient été conférées, celles qu'ils auront retirées
des

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 205
des mains des seculiers, & celles qu'ils auront obtenues après que quelqu'autre en aura été dépouillé.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

5. Il est défendu aux Prieurs de permuter de quelque maniere que ce soit les Chambres Prieurales: ils doivent conserver celles qu'ils ont trouvées annexées au Prieuré.

Ceux qui auront des enfans n'obtiendront nul bien de l'Ordre.

Fr. PIERRE DE CORNILLAN.

6. Il a été déterminé que nul Frere qui aura été marié avant d'entrer dans l'Ordre, & qui aura des enfans, vivans lors de sa profession, ou quand la promotion se fera, ne pourra obtenir l'administration d'aucun Prieuré, Châtellenie d'Emposte, Bailliage ou Commanderie.

En quel tems les Freres peuvent obtenir des Commanderies.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Il a été ordonné qu'aucun de nos Freres, de quelque condition qu'il soit, ne pourra obtenir de Commanderies de grace ni de cheviffement, si, après avoir pris l'habit, & fait profession, il n'a résidé pendant cinq ans de suite, ou par intervalles dans le Couvent, & qu'il ne puisse avoir n^{re} pensions ni Membres, s'il n'y a résidé pendant trois ans, & payé le droit du passage. Nous ajoutons qu'aucun de nos Freres ne sera pourvû de Commanderies de cheviffement, de grace ou d'a-

meliorissement, s'il n'est actuellement au Couvent, ou s'il n'a l'ancienneté ou l'expectative.

Des armemens ou caravanes nécessaires pour obtenir des Commanderies.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

8. D'autant que la Religion a grand intérêt de ne récompenser personne qui ne l'ait mérité par ses services; nous ordonnons qu'aucun Frere Chevalier ou Servant d'armes ne pourra obtenir des Commanderies de grace ou de cheviffement, sans avoir fait par lui, ou par autre, trois caravanes complètes, ou armemens sur les galeres de la Religion, excepté les Freres des vénérables Langues d'Angleterre & d'Allemagne, & ceux qui sont occupez au service de l'Ordre ou du Maître.

Fr. PIERRE DU MONT.

9. Une année entière de pareil service, est comptée pour une caravane, si ce n'est à l'égard des Pages du Maître qui sont obligez de les faire toutes trois, au tems qu'il leur sera marqué. Nul n'y sera reçu, qu'il n'ait du moins dix-sept ans accomplis.

Que les Receveurs qui sont dans les Prieurez, jouissent de l'ancienneté.

Fr. BAPTISTE URSIN.

10. Les Receveurs de notre Trésor, qui sont dans les Prieurez, & dans la Châtellenie d'Emposte, hors du Couvent, sont présumez jouir de l'ancienneté, & peuvent obtenir des Commanderies de cheviffement, d'améliorissement & de grace.

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 207.
ce, du Maître ou d'autres: mais ils ne doivent
pas compter sur celles dont d'autres auront été
dépouillés faute de paiement des droits dus au
commun Trésor, pour éviter toute sorte de su-
percheries.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

11. Ceux qui sont absents, & qui ont été en-
voyez-dehors pour les affaires de la Religion,
jouissent de l'ancienneté pendant leur ambassade
ou leur commission, de même que s'ils avoient
résidé dans le Couvent.

*Que les Freres qui auront été pris par les Infideles en
revenant au Couvent, jouiront de l'ancienneté pen-
dant leur détention.*

12. Nous ordonnons que si quelque Frere en
partant d'Occident dans le dessein de venir au Cou-
vent, est pris en chemin par les Infideles, il soit
réputé résident pendant tout le tems de sa prison.
De même le Commandeur qui en sera parti avec
le congé du Maître dans le dessein de se rendre à
sa Commanderie, pour y résider, & qui aura été
pris par les Infideles, sera censé y avoir résidé
pendant tout le tems qu'il aura demeuré entre
leurs mains.

*De l'obtention des Bulles de confirmation, après que
l'on a obtenu une Commanderie par droit d'an-
cienneté.*

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

13. Nous ordonnons que les Freres qui auront
obtenu des Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bail-
liages ou Commanderies, à quelque titre d'an-
cienne.

cienneté que ce soit, obtiennent du Maître & du Conseil dans un an, à compter du jour qu'ils en auront été pourvus, des Bulles de confirmation.

*Dans quel tems les Freres peuvent ameliorer les
Commanderies.*

14. Les Freres qui auront été pourvus d'une Commanderie, ne pourront s'ameliorer d'une autre, qu'ils n'y ayent résidé pendant cinq ans, & qu'ils n'en ayent payé le mortuaire, & l'annate ou vacant.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

15. Les Prieurs, les Baillis & les Commandeurs, pendant qu'ils résideront dans le Couvent, ou qu'ils en partiront, jusqu'à ce qu'ils soient arrivez dans leurs Prieurez, Bailliages ou Commanderies, & dès qu'ils en partiront, jusqu'à ce qu'ils arrivent au Couvent, feront censez y avoir résidé.

*Que les Freres sont obligez d'ameliorer leurs Com-
manderies.*

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

16. Aucun de nos Freres qui sera pourvu d'une Commanderie de grace, ou de chevilement, ne pourra se chevir ou s'ameliorer, obtenir ni Prieuré ni Bailliage, qu'il n'ait justifié par de bonnes preuves qu'il a amelioré les Commanderies qu'il possédoit, à quelque titre qu'il en fût pourvu.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

17. La même chose s'observera à l'égard de
ceux

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 209
ceux qui possèdent des Membres , pour les engager à les améliorer par la même raison.

De l'améliorissement que doivent faire les Baillis capitulaires.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

18, Les Baillis capitulaires qui sont en paisible possession de leurs Bailliages , sont tenus de les améliorer : ainsi nous ordonnons qu'aucun d'entre eux ne soit pourvu de Prieuré ou de Bailliage conventuel , s'il n'a justifié qu'il a amélioré le capitulaire qu'il possède.

De l'améliorissement des Chambres Magistrales & Prieurales.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

19. Nos Freres à qui le Maître aura loué ou accordé la jouissance de ses Chambres Magistrales , n'obtiendront aucune Commanderie de chevillessement , d'améliorissement , ou de dignité , s'ils n'ont amélioré les Chambres Magistrales ; & les Prieurs ne pourront aussi obtenir la Commanderie qui appartient à leur prééminence , excepté la 5. Chambre , s'ils n'ont fait les améliorissmens nécessaires à leur quatre Chambres Prieurales. On ne pourra cependant faire cette difficulté qu'à ceux qui auront joui cinq ans entiers des revenus des Bailliages , des Commanderies & des Membres , si ce n'est à l'égard des Chambres Magistrales , sur lesquelles l'on déduit les deux premières années , pendant lesquelles le revenu en appartient au Maître.

De

*De l'améliorissement dû par les Chapelains & les
Servans d'armes.*

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

20. D'autant que quelques Freres Chapelains & Servans d'armes, après avoir obtenu des Commanderies de cheviffemens, se mettent peu en peine d'y faire des améliorissemens, nous ordonnons que dans les deux années d'après les cinq, du jour qu'il sont entrez en possession, ils fassent dans leurs Commanderies, les améliorissemens ordonnez par nos Statuts, & qu'ils en envoient les procès verbaux au Couvent: faute de quoi ils perdront les revenus d'une année, qui seront portez au Trésor.

*A quels des Freres les Prieurs doivent accorder
les Commanderies.*

F. JEAN DE LASTIC.

21. Nous défendons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de conferer les Commanderies qui sont à leur collation, suivant nos Statuts, si-non aux Freres qui auront été reçus dans le Couvent, & qui auront payé le passage; faute de quoi leur collation sera nulle, & reviendra au Maître & au Couvent, qui en disposeront, suivant les coutumes de l'Ordre.

Comment les Prieurs conferent les Commanderies.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

22. Voici l'ordre que doivent garder les Prieurs & le Châtelain d'Emposte dans la collation des Com-

Commanderies qui dépendent d'eux. De cinq en cinq ans, si d'une Fête de S. Jacques & S. Philippe à l'autre il a vacqué plusieurs Commanderies hors du Couvent par la mort de deux ou de plusieurs Commandeurs; premierement le Maître, si la collation lui en appartient, usera de sa grace & prééminence; ensuite le Couvent, les Prieurs & le Châtelain d'Emposte: ou pour mieux s'expliquer, s'il vacque une Commanderie, elle sera à la disposition du Maître: s'il en vacque deux, l'une sera au Maître, & l'autre au Couvent: s'il y en a plus, & qu'il soit mort plusieurs Commandeurs hors du Couvent, dans l'étendue de la Langue de laquelle sera le Prieuré, après le Maître & le Couvent, le Prieur en aura une à sa disposition, de même que le Châtelain d'Emposte, pour leur prééminence, pourvu que le Prieuré & la Châtellenie d'Emposte ne soient pas actuellement en mortuaire ou en vacant. Toute autre disposition qui s'en fera, sera de nulle valeur; ceux qui en auront disposé, seront privez de leur prééminence pendant un an.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

30. Nous déclarons que les confins des Prieurez du Royaume de France, le comprennent tout entier, autant que s'étendent les Commanderies qui en dépendent: ceux des Prieurez d'Espagne, tous les Royaumes d'Espagne: ceux des Prieurez d'Italie, toutes ses Provinces, même la Sicile: ceux d'Allemagne, toute l'Allemagne haute & basse: ceux d'Angleterre, les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande. Les Commandeurs qui mourront sur mer, & hors des confins de leurs Prieurez, seront censez morts dans le Couvent.

*Que les Prieurs en conférant les Commanderies ,
ne pourront retenir ni recevoir pour eux
chose quelconque.*

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

31. Nous défendons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte , lorsqu'ils conféreront des Commanderies , en vertu de leur prééminence , d'en retenir aucun Membre ni Maison , & de recevoir aucun présent , de quelque espece qu'il puisse être. Ceux qui contreviendront au présent Statut , seront privez des graces Prieurales pendant un an : la disposition qu'ils auront faite , tombera , & la Commanderie ainsi conférée appartiendra au Maître & au Couvent.

*Que les Prieurs peuvent permuer la Commanderie qui
est à leur disposition contre une autre.*

Fr. JACQUES DE MILLY.

32. Nous permettons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte de conférer la Commanderie qui leur appartient , selon nos Statuts , à un Commandeur qui en possèdera une autre de moindre revenu , laquelle il résignera entre les mains du Prieur , pour posséder celle qui lui aura été concédée au même titre que la première , & au Prieur de conférer celle qui aura été résignée entre ses mains , à celui qu'il lui plaira , laquelle le pourvû tiendra de sa grace , sans préjudice des droits du Commun Trésor.

*De la cinquième Chambre que les Prieurs peuvent
retenir.*

Fr. RAIMOND BERENGER.

33. Nous permettons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte d'accepter ou retenir, outre les quatre Chambres Prieurales, au lieu de la cinquième, une Commanderie de celles qui tomberont à leur disposition, pour pourvoir plus commodément à la décence de leur état.

Des Commanderies où on à la Justice criminelle.

34. Nous nous remettons à la sagesse & à la discretion du Maître, des Baillis & des Conseillers du Conseil ordinaire, de conférer à nos Freres Chapelains les Commanderies auxquelles est attachée la Justice criminelle; parce que le cas arrivant, nous espérons qu'ils en disposeront en leur conscience, & qu'ils feront attention à la qualité des personnes, & de la matière.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

35. Les Commandeurs qui possèdent des Commanderies de cheviffement, peuvent les retenir pour ameliorissement, en justifiant qu'ils les ont améliorées.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

36. Après les avoir acceptées pour leur ameliorissement, & y en avoir fait d'autres, ils pourront cinq ans après en accepter une autre, pour leur second ameliorissement.

Des Résignations.

FR. JACQUES DE MILLY.

37. Nous défendons aux Freres de l'Ordre de résigner à d'autres les Commanderies de cheviffement, de grace, d'améliorissement, ou en quelque autre manière que ce soit, qu'entre les mains du Maître & du Couvent, à peine de nullité de la résignation.

De la peine de ceux qui résignent.

FR. PIERRE D'AUBUSSON.

38. Outre la nullité de la résignation, les résignants seront encore privez des Commanderies, Membres & autres biens de l'Ordre qu'ils auront possédez, lesquels sans autre avertissement ni citation, tomberont à la collation du Maître & du Conseil, dès que cette résignation aura été justifiée, quoiqu'elle soit nulle d'elle-même.

De l'état auquel on doit laisser les Commanderies.

FR. ANTOINE FLUVIAN.

39. Nous ordonnons que lorsque les Commandeurs passeront d'une Commanderie à l'autre, à titre d'améliorissement, ils laissent celles qu'ils abandonnent au même état qu'ils les ont trouvées. Ceux qui en useront autrement, & qui dans un an n'auront pas soin de les rétablir, seront privez de celles qu'ils auront obtenues, & ne pourront en obtenir d'autres que cinq ans après.

De

De la permutation des Commanderies & des Membres.

40. Nous défendons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte de se donner la liberté de recevoir dans leurs Prieurez, les permutations faites entre les Freres, de quelque qualité qu'ils soient, des Commanderies & des Membres. Si les Freres se trouvent dans cette disposition, le Prieur en donnera avis au Maître & au Conseil, & leur enverra le traité de la permutation, un Mémoire de l'âge de Freres qui veulent permuter, & de la valeur & de la qualité des Commanderies, afin qu'ils soient dûement informez des causes de la permutation, & qu'après qu'elle aura été examinée dans la Langue de laquelle sont les Freres permutans, si la Langue y consent, le Maître & le Couvent puissent la confirmer, & le Prieur la mettre à execution. Les Prieurs, le Châtelain d'Emposte & les autres Superieurs qui en useront autrement, seront privez pendant une année du revenu de leurs Chambres Prieurales & Commanderies, qui sera appliqué au Trésor; & tout ce qui aura été fait au préjudice du présent Statut, sera de nulle valeur.

Si les Commandeurs ou les Freres s'avisent de faire autrement les permutations des Commanderies ou des Maisons, & entreprennent de s'en mettre en possession avant que le Maître, le Couvent & la Langue les aient confirmées, ils en seront privez l'un & l'autre sur le champ: elles reviendront à la collation du Maître & du Couvent, qui pourront en gratifier les Freres anciens qui leur paroîtront le mériter: les permutans prétendus ne pourront en obtenir d'autres, que cinq ans après.

De l'union des Membres aux Commanderies.

41. Nous autorisons les Prieurs & le Châtelain d'Emposte à unir , joindre & incorporer ensemble deux Commanderies d'un médiocre revenu , de l'avis & consentement du Chapitre Provincial , & non autrement , pourvû que ces unions ne fassent aucun préjudice au Commun Trésor.

Et d'autant qu'il se trouve plusieurs Membres si éloignez de la Commanderie dont ils dépendent , que le Commandeur ne sçauroit veiller à leur conservation , Nous permettons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte de réunir ces Membres dispersés , à d'autres Commanderies qui en sont plus proches , avec l'agrément du Chapitre Provincial ; à la charge que les Commanderies auxquelles ils seront unis , payeront un plus grand droit au Trésor , à proportion de l'augmentation qui y aura été faite , & que celles dont ils auront été démembrés , jouiront de pareille diminution , ce qui aura lieu , à compter du jour de l'union , lorsque les unes ou les autres viendront à vacquer. Les Titulaires des Commanderies auxquelles les Membres auront été unis , en prendront possession incontinent après.

*Que l'on procède sans délai à la mutation des
Commanderies.*

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

42. Nous ordonnons au Maître & au Convent de procéder à la *mutation* du Bailliage , du Prieuré ou de la Commanderie , dès qu'ils auront appris le décès du Prieur , du Bailli ou du Commandeur , & de pourvoir à son administration ; & afin que la nouvelle en passe pour sûre , il suffira qu'elle
soit

soit certifiée par des Lettres du Prieur, du Receveur ou du Procureur du Prieuré dans lequel il sera décedé, ou de quelqu'un de nos Freres qui certifiera l'avoir vû mort, pourvû qu'il n'y ait aucun intérêt, ou qu'il l'affirme après son arrivée dans le Couvent, même par un instrument autentique fait par un Juge ou par un Notaire.

*De ceux qui sont incapables de recevoir des
Commanderies.*

43. Tous ceux qui lors de la *mutation* d'un Prieuré, Bailliage ou Commanderie se trouveront incapables, de quelque maniere que ce soit, de le posséder, ne pourront en être pourvûs pour cette fois, quand leur incapacité auroit cessé depuis la *mutation*. Il en fera de même pour ceux qui ne l'auront pas demandé.

De la concession des Membres.

44. Il n'est permis aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte de donner qu'un Membre de chaque Chambre de leurs Prieurez, aux Baillis, de leurs Bailliages, & aux Commandeurs, des Commanderies qu'ils tiennent à titre d'améliorissement. Ces derniers ne pourront démembrer celles qu'ils possèdent à titre de cheviffement ou de grace du Maître, de la Langue ou du Prieur.

FR. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

45. Pourvû que la Commanderie, de laquelle le Membre a été détaché, vaille du moins par communes années quatre cens écus ou ducats de revenu, & qu'il n'en retranche que la cinquième partie.

Que l'on ne concède point de Membres pendant le mortuaire & le vacant.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

46. Nous ordonnons que les Freres, qui, selon le stile de la Religion, & la forme des Statuts, voudront passer à un autre Prieuré, Châtellenie d'Emposte ou Commanderie, pendant le mortuaire ou le vacant du Prieuré, Châtellenie d'Emposte ou Commanderie qu'ils auront envie de laisser ou d'accepter, ne puissent en détacher un ou plusieurs Membres, à peine de nullité du démembrement.

De la moderation qu'il faut garder en détachant les Membres.

47. On ne doit détacher que les Membres éloignez des Commanderies: si l'on en use autrement, le démembrement n'aura aucun effet, quoiqu'il ait été confirmé par le Chapitre général. On ne pourra détacher d'une Commanderie qu'un Membre à la fois: le Commandeur ne pourra disposer d'aucun autre, que celui qui en a été détaché, n'y ait été réuni.

Que les Commandeurs ne retiennent point les revenus des Membres qu'ils auront détachés.

Fr. PHILIPPE DE VILLERS L'ISLE-ADAM.

48. Si le Commandeur qui confere un Membre de sa Commanderie, s'en réserve les revenus, sous quelque prétexte que ce soit, outre la nullité de cette réserve, nous voulons qu'il soit privé pendant trois années entieres du revenu de toute sa

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 219
sa Commanderie, lesquels seront appliquez au
Trésor: celui qui aura accepté le Membre à cette
condition, n'aura de trois ans de Commanderie.

Des pensions.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

49. La coutume ne permet qu'au Maître d'im-
poser des pensions sur les Commanderies, & à
ceux à qui le Chapitre général l'aura nommément
permis.

Fr. JEAN D'OMEDES.

50. Même quand cela se feroit par grace de la
Langue ou du Maître, lequel ne pourra permettre
d'en traiter à peine de nullité.

De la forme de la confirmation des Membres.

Fr. JACQUES DE MILLY.

51. Nous ordonnons, pour éviter toute sorte
de surprises, que le Prieur, le Châtelain d'Em-
poste, & le Chapitre Provincial puissent confir-
mer les concessions faites par les Commandeurs
aux Freres ou aux Donats de l'Ordre, des Mem-
bres ou des Maisons, à tems ou à vie, sans pré-
judice des droits du Trésor. Cette confirmation
ne sera scellée du sceau du Prieuré, qu'après que
le Commandeur & le Frere ou Donat, à qui la
concession aura été faite, se seront présentés au
Prieur & au Chapitre, & auront prêté serment
qu'elle a été faite sans fraude ni tromperie. Si
l'un d'eux est au Couvent, cette déclaration pour-
ra se faire par Procureur, le tout à peine de nul-
lité.

K 2

Fr. CLAUDE

Fr. CLAUDE DE LA SENGLÉ.

52. On en usera de même , lorsque les Membres seront conferez ou confirmez dans l'Assemblée des Langues & des Prieurez.

*Que l'on ne donne aux Séculiers ni Membres
ni Domaines.*

53. Nous défendons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte , dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales , ou ailleurs aux Commandeurs & aux Freres , de donner & changer , ou permuter les Commanderies, Membres, Champs, Domaines , ou rentes dépendantes de leurs Bénéfices , avec des séculiers ou autres personnes qui ne seront pas de notre Ordre , de quelque condition qu'elles soient , dont nous leur ôtons tout pouvoir & autorité. Ceux qui l'auront entrepris , seront sur le champ privez de leurs Benefices, & ne pourront de dix ans en obtenir d'autres: tout ce qu'ils auront fait , demeurera nul.

*Que les Membres se réunissent au Chef par la mort
du possesseur.*

Fr. FABRICE DEL CARETTO.

54. Nous déclarons , conformément aux anciennes coutumes de l'Ordre , que lors du décès de ceux qui possèdent des Membres des Commanderies , ils soient réunis à celles dont ils dépendent , pour ne faire plus qu'un corps.

Des

*Des biens que les Freres auront retirez des mains
des Séculiers.*

Fr. ELION DE VILLE-NEUVE.

55. Nous ordonnons que les Freres qui auront fait rentrer dans l'Ordre des Commanderies, des rentes, des heritages, & des possessions occupées & retenues par des séculiers ou des personnes étrangères à l'Ordre, en jouiront le reste de leur vie, par la concession du Maître & du Couvent, sans en payer au Trésor d'autres responsions que celles que payoient les séculiers.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

56. Ils doivent cependant avertir les Commandeurs, aux Commanderies desquels appàrtenoient les biens occupez, de faire leurs diligences pour les récupérer, lesquels seront tenus de faire leur déclaration dans deux mois au Maître & au Conseil, ou au Prieur & au Chapitre Provincial, s'ils sont effectivement dans ce dessein: auquel cas, ils seront obligez de commencer le procès dans l'année qui suivra leur déclaration, contre ceux qui les retiennent, faute de quoi il sera permis à celui de nos Freres qui voudra l'entreprendre, d'en poursuivre la restitution sous l'autorité du Maître & du Couvent, du Prieur & du Chapitre Provincial.

Que les biens acquis soient annexez à la plus prochaine Commanderie.

Fr. RAIMOND BERENGER.

57. Nous ordonnons que tous les biens immeubles qui seront donnez par les séculiers aux Freres

de notre Ordre, ou qu'ils auront acquis, ne seront ni vendus ni alienez, sans la permission du Maître & du Chapitre général, & qu'après la mort du Frere qui les aura acquis, ils seront unis au Bailliage ou à la Commanderie; dans les confins de laquelle ils se trouveront situez, quand il demeureroit ou mourroit hors de cette Commanderie. S'ils ne sont situez dans le territoire d'aucune Commanderie, ils seront unis à celle qui en fera la plus prochaine, & chargés d'une somme payable au Trésor.

Des Cens que les Freres auront achetés.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

58. Comme il arrive assez souvent que nos Freres, de leur plein gré, ou contraints par les conjonctures où ils se trouvent, achètent des cens ou rentes annuelles, rachetables à la volonté du vendeur, ou autrement, on a douté si on devoit les regarder comme meubles ou comme immeubles: Sur quoi nous déclarons qu'à moins qu'il ne paroisse par le contrat qu'elles peuvent être rachetées, elles seront réputées immeubles & appliquées à la plus prochaine Commanderie. S'il paroît par le contrat que la rente soit rechetable, elle sera réputée meuble, & appliquée au Trésor après la mort de l'acquéreur, ce qui doit s'entendre de toutes les rentes acquises ou à acquérir.

De la provision des Bénéfices Ecclesiastiques.

C O U T U M E.

59. Les Prieurs, dans leurs Chambres Prieurales, les Baillis & les Commandeurs dans leurs Commanderies, pourvoyent ou présentent aux Béné-

Bénéfices Ecclesiastiques, simples ou à charge d'ames qui en dépendent, à moins que ce droit n'appartienne à d'autre par coutume ou privilege.

Fr. JEAN D'OMEDES.

60. Cependant s'ils viennent à vacquer par mort, résignation, privation, ou autrement, dans le Couvent ou dehors], & que le Maître s'y rencontre, la provision ou la présentation lui en appartient suivant l'usage, quand ils seroient même électifs, à moins qu'ils n'eussent été destinez, ou qu'ils n'eussent accoutumé d'être donnez pour chevillesment.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

61. Si la vacance du Bénéfice arrive dans le tems du mortuaire ou du vacant, avant que l'on ait pourvû à l'administration du Prieuré ou de la Commanderie, & que le Prieur, Bailli ou Commandeur en aient pris possession, y soient arrivez, ou y aient envoyé un Procureur, avec pouvoir de conferer ou de présenter aux Bénéfices, le Prieur, le Châtelain d'Emposte, ou en leur absence, le Receveur du Trésor dans la Commanderie, confereront ou présenteront, suivant le pouvoir que nous leur en accordons par le présent Statut.

62. Nous ordonnons que le Maître conférera dans la huitaine, à compter du jour de la vacance, les Bénéfices qui vacqueront dans le Couvent. Les Prieurs, les Baillis & les Commandeurs, aussi-tôt qu'ils en auront avis, seront tenus d'y nommer des Freres de l'Ordre, ou autres, après les avoir présentez avec l'habit au Chapitre

ou Assemblée Provinciale, & qu'ils y auront été approuvez, suivant la forme des Statuts.

63. Nous défendons de conférer ou de présenter aux Bénéfices Ecclesiastiques dont la collation ou la présentation appartient à l'Ordre, d'autres personnes que des Freres qui y auront fait profession.

Que les Freres n'obtiennent ni Commanderies, ni Bénéfices hors de l'Ordre.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

64. Nous défendons à nos Freres, de quelque condition qu'ils soient, d'obtenir ou demander publiquement ni secrettement, par eux-mêmes ou par d'autres, directement ni indirectement les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Commanderies, Dignitez, Offices, Bénéfices, maisons, héritages ou autres biens dépendans de notre Ordre, de quelque personne que ce soit, sinon du Maître & du Couvent, & des Religieux de l'Ordre, suivant les Statuts. Ceux qui en auront autrement obtenu, demandé ou sollicité, seront tenus d'y renoncer sur le champ, & à tous les droits qu'ils pourroient y prétendre, entre les mains du Maître, ou pardevant un Notaire & des témoins, faute de quoi ils seront privez de l'habit, sans autre forme ni figure de procès, & enfermez dans une prison perpetuelle.

Que l'on ne commette nul Séculier à la régie des Commanderies.

Fr. DIEU-DONNE' DE GOZON.

65. Nous défendons à tous les Commandeurs &

& administrateurs des biens de notre Ordre, à peine de privation de leurs Commanderies, de commettre des séculiers à leur administration. Nous leur enjoignons de la donner à un Frere de l'Ordre ou à un Donat qui sera accompagné d'un Frere, afin qu'elle se fasse avec plus de précaution.

DES VISITES.

TITRE XV.

Des Visites des Commanderies.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

I. **N**ous ordonnons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de faire en personne, de cinq en cinq ans, une exacte visite des Bailliages, Commanderies, Maisons, Membres, Hôpitaux, Eglises, Chapelles & autres lieux de leur dépendance, & de prendre garde à ce qu'il y aura de mal administré, afin que rien n'y déperisse, & de dresser des Procès verbaux de leur visite, dont ils enverront au Maître & au Couvent des copies en bonne forme.

S'il s'en trouvent dispensés par maladie ou autre empêchement, ils feront choix de deux Freres, l'un Commandeur & l'autre Chappelain, qui soit aussi Commandeur, s'il s'en trouve; sinon un autre Frere Chappelain, gens fideles & propres à faire la visite; mais si dans le tems intermediaire quelque Commanderie menaçoit ruine, Nous voulons que sans attendre le terme, les Prieurs ou le Châtelain d'Emposte travaillent incessamment à la rétablir. On pourra même, si cela paroît commode ou nécessaire, députer plusieurs

Freres, les uns après les autres, pour faire les visites, lesquels iront deux à deux visiter différentes Commanderies, afin que les visites se fassent avec plus de diligence.

De la visite des Chambres Prieurales.

2. Puisque l'on a donné aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte le droit de visiter les autres, Nous ordonnons qu'ils seront eux-mêmes visités, parce que tout Religieux doit être soumis à l'obéissance, & que l'on ne doit accorder à personne la licence de mal faire. On choisira donc de cinq ans en cinq ans au Chapitre Provincial deux Freres, l'un Commandeur & l'autre Chappelain, comme il est dit ci-dessus, gens sages & prudents, lesquels de notre autorité visiteront les Chambres Prieurales, leurs Membres & leurs Maisons, dresseront un Procès verbal de l'état où ils les auront trouvées, lequel ils communiqueront aux Prieurs, & leur prescriront un tems dans lequel ils fassent les réparations qu'ils auront jugé nécessaires.

De la forme de la visite.

C O U T U M E.

3. Les Prieurs, le Châtelain d'Emposte & les Visiteurs prendront avec eux le Secrétaire du Chapitre Provincial, un Notaire, ou même un Frere de l'Ordre, s'ils le jugent à propos: dès qu'ils seront arrivez au lieu qui devra être visité, ils donneront leurs premiers soins à ce qui regarde le service divin, les reliques, les joyaux, les ornemens de l'Eglise & des Chapelles, les Livres & autres choses qui y sont destinées: ils s'informeront s'il s'y fait avec décence: si l'Eglise est Paroissiale, si le Curé ou Chappelain administre
les

les Sacremens comme ils doivent l'être: s'il est sc̄avant & de bonnes mœurs: comment les biens & les revenus de la Commanderie sont administrez, quelle est la maniere de vivre du Commandeur: ils feront mention du nom & de la valeur de chaque héritage, des granges & des manoirs des Villes & de la campagne, des papiers terriers du Chef, & des Membres, des Justices, des prééminences, des facultez & des privileges, des charges, des procès pendants & indécis, des choses occupées, & de ceux qui les occupent, de celles qui ont été aliénées, ou qui sont en mauvais état. Ils feront rétablir ce qui manque, & marqueront un tems dans lequel les réparations devront être faites, selon que les choses leur paroîtront en avoir besoin. Ils enverront au Maître une copie en bonne forme de ce Procès verbal, signée de leur main & cachetée de leurs cachets, afin que lui & le Couvent soient informez de l'état où sont les biens de l'Ordre, & qu'ils puissent y pourvoir.

De la peine de ceux qui ne font pas les visites.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

4. Dès qu'il sera prouvé que le Prieur ou le Châtelain d'Emposte, ont négligé de faire leurs visites, ils seront privez de toute sorte de juridiction & de prééminence Prieurale. Les Députez du Chapitre Provincial, s'ils n'ont une excuse légitime, perdront les fruits d'une année de leurs Commanderies, qui s'appliqueront au Trésor: si ce sont des Freres, ils en seront quittes pour une année de leur ancienneté. Les Visiteurs encourront la même peine, s'il est justifié, que dans leurs visites ils aient été favorables aux Prieurs ou au Châtelain d'Emposte, & qu'ils aient pallié les

K. G.

man-

manquemens, & les fautes de leur administration.

De la peine de ceux qui ne font pas les réparations marquées par les procès verbaux de visite.

5. Les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, & les Commandeurs qui ne feront pas faire les réparations marquées par les procès verbaux de visite, suivant qu'il leur a été enjoint, seront privez, comme desobéissans & mauvais administrateurs, des Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Commanderies, & de toute autre administration des biens de l'Ordre.

Que les Visiteurs ne fassent qu'une médiocre dépense.

FR. ANTOINE FLUVIAN.

6. Nous ordonnons aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, dans la visite des Prieurez, & aux Commandeurs, dans celle des Commanderies, de ne faire qu'une médiocre dépense, en voitures & en domestiques, pour ne pas fouler les Commandeurs: d'y vivre avec tempérance & modestie, en sorte que les Commandeurs n'ayent aucun lieu de s'en plaindre. S'il leur en arrivoit du dommage, le Prieur seroit tenu de le réparer.

Que l'on pourvoye promptement à la décadence des Commanderies.

7. Nous ordonnons aux Visiteurs des Commanderies, & des Chambres Prieurales, de faire exactement & diligemment leurs visites, afin que l'on y fasse les réparations nécessaires, en sorte que déduction faite des charges du Trésor, de ce qu'il faut pour l'entretien du Service Divin, de l'Hos-
pita-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 229
pitié, des aumônes, & de la nourriture & habillement du Commandeur, tout le reste s'emploie en bâtimens & en réparations. Si les Visiteurs, les Prieurs, le Châtelain d'Emposte, ou les Commandeurs ne font pas leur devoir, ils seront privez de leurs dignitez, qui seront dévoluës au Maître & Couvent.

Que les Prieurs nomment un Chapelain pour la visite des Eglises.

Fr. JEAN DE LASTIC.

8. Il est permis aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de choisir un Chapelain de l'Ordre pour visiter, réformer & rétablir dans les Eglises des Prieurez tout ce qui est destiné au Service Divin, dans les Eglises & les Chapelles, comme le S. Sacrement, les Reliques, & autres choses semblables; outre le pouvoir que nous lui donnons, il sera encore revêtu de l'autorité du Prieur de l'Eglise.

De la visite des Commanderies pour obtenir des ameliorifsemens.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

9. En visitant les Commanderies de ceux qui prétendent s'améliorer, les Commissaires députés par le Prieur & le Châtelain d'Emposte, & le Chapitre Provincial, après avoir prêté le serment, sont obligez de le faire avec beaucoup de soin & d'exactitude, tant à l'égard du Chef, que des Membres & des Maisons: de voir par eux-mêmes ce qui aura été amélioré, ou négligé par le Commandeur qui prétend l'améliorer pendant qu'il a possédé la Commanderie: l'état des procès & des

poursuites que l'on en fait, doivent être particulièrement spécifiées dans le procès verbal de visite, même de ceux qui sont indécis au sujet des biens & des héritages, des Commanderies & de leurs Membres: si le Commandeur les a bien & dûment poursuivis ou défendus, afin qu'après un meur examen des avantages & des dommages qu'il aura causez ou procurez à la Commanderie, l'on puisse juger de quel côté panche la balance.

Du serment que doivent prêter ceux dont les Commanderies sont visitées.

10. Afin qu'il ne reste pas la moindre chose dans les visites des Commanderies, sans être visitée, nous ordonnons que le Prieur, le Bailli ou le Commandeur dont on visitera la Commanderie ou son Procureur, après qu'elle sera achevée, sera tenu d'affirmer par serment, qu'il en a fidèlement montré & indiqué tous les Membres, Maisons, Domaines & héritages, & que le tout a été bien & dûment visité. Si depuis il se trouve avoir soustrait quelque chose à la visite, le procès verbal en sera nul, & ne pourra servir de fondement au Commandeur pour obtenir un amélioration.

DES CONTRATS ET DES ALIENATIONS TITRE XVI.

FR. ALPHONSE DE PORTUGAL.

Nous défendons aux Freres qui n'auront l'administration d'aucun Bailliage ou Commanderie, de rien vendre ni acheter, prêter ni

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 231
emprunter quoi que ce soit, sans permission de
leur Supérieur.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

2. Tout ce qui sera fait au contraire sera nul :
ceux qui l'auront fait, en seront punis, comme
il sera ordonné par le Maître & le Conseil.

Que les Freres ne fassent aucun trafic.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

3. Il est défendu à nos Freres, de quelque con-
dition qu'ils soient, de faire trafic, & d'acheter
& de vendre des marchandises pour y gagner.
Ceux qui en seront convaincus, seront condam-
nez à la quarantaine, & la moitié de leur mar-
chandise sera appliquée à notre Trésor, l'autre
moitié au Dénunciateur, s'il prouve bien la vérité
de sa dénonciation. Si néanmoins quelqu'un d'eux,
en venant au Couvent, se trouvoit embarrassé de
choses qu'il ne peut porter avec lui, & qui pus-
sent s'égarer pendant son voyage, jugeoit à pro-
pos de les changer ou de les vendre, il ne seroit
sujet à aucune peine pour l'avoir fait.

Défense de prêter à intérêt, ou de l'usure.

4. Il est défendu à nos Freres, de quelque qua-
lité qu'ils soient, de prêter à intérêt, d'exercer
l'usure, & de faire aucun contrat usuraire & il-
licite : rien n'est plus honteux, ni plus indigne d'un
Religieux. Si au préjudice du présent Statut, fon-
dé sur la Loi de Dieu qui le défend, quelqu'un
est convaincu de l'avoir fait, s'il est un Comman-
deur, il sera privé de sa Commanderie, & ne
pourra en obtenir d'autre de dix ans, pas même
de

de cheviffement ; sa Commanderie , & l'argent dont ils s'est servi pour ce honteux commerce , seront confisquez au profit du Trésor : ce qu'il aura gagné par cette odieuse voye , au de-là du principal , sera restitué à ceux avec qui il aura été en commerce d'usure.

Que l'on n'aliene point les biens de l'Ordre.

Fr. HUGUES REVEL.

5. Il est défendu à tous les Freres de l'Ordre, de quelque condition qu'ils soient & dans quelque nécessité qu'ils puissent se trouver de vendre, engager, donner à titre *d'acensement* perpétuel, hypothéquer, ou autrement aliener à des Séculiers ou Agens qui n'en seront pas les manoirs, heritages, vignes, terres ou droits des Prieurez, Commanderies ou Membres : de les donner en quelque maniere que ce soit , à jouir à vie ou pour un certain tems , sans la permission du Maître & du Chapitre général. Ceux qui l'auront fait , seront privez de l'habit ; & tout ce qu'ils auront fait , sera déclaré nul, & de nulle valeur.

Qu'aucun Frere n'engage ni hypothèque les biens de l'Ordre.

Fr. RAIMOND BERENGER.

6. Il n'est permis à aucun de nos Freres, de quelque autorité qu'il soit revêtu, sous prétexte du sceau des Prieurez, ou de quelque autre que ce puisse être, de vendre, engager ni aliener, ni autrement obliger les biens de l'Ordre, meubles ou immeubles, de les donner à jouir à vie ou à tems à des personnes séculieres , ni à des gens

gens qui ne seront pas de notre Ordre, qu'avec la licence & le consentement du Maître & du Chapitre général, excepté les pensions que l'on donne aux Avocats de l'Ordre, qui doivent être honnêtes & modérées, sans être perpétuelles, & qui se prennent sur le Trésor. Ceux qui contreviendront au présent Statut, seront privez de l'habit, & ce qu'ils auront fait, sera nul.

Fr. PIERRE DE CORNILLAN.

7. Il n'est permis à aucun de nos Freres d'obliger les Commanderies ou les Benefices de l'Ordre, à peine de privation de l'habit, & de nullité de l'obligation.

Que l'on ne traite point de l'aliénation des biens de l'Ordre, dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

8. Suivant les Statuts faits par nos prédécesseurs, auxquels nous voulons nous conformer, & apporter même plus de précaution, nous défendons à peine de privation de Prieurez, Bailliages, Commanderies & autres dignitez, aux Prieurs, au Châtelain d'Emposte, aux Baillis, aux Commandeurs & à tous les Freres de l'Ordre, de se donner la liberté dans le Chapitre ou Assemblée Provinciale, ou ailleurs, de consulter, proposer, ni traiter d'aucune aliénation, hypothèque, vente, transport, donation, emphyteose temporelle, en quelques termes ou conditions que ce soit, des Commanderies, propriétés, Domaines & possessions de l'Ordre, de quelque condition qu'elles puissent être. S'ils en sont convaincus, chacun d'eux sera privé de la Commanderie qui tombera
à la

à la disposition du Maître & du Couvent : si c'est un Frere du Couvent, il perdra toute son ancienneté.

9. L'on laisse cependant la liberté aux Prieurs, & au Châtelain d'Emposte, de donner à cens annuel dans le Chapitre Provincial, suivant l'usage du pays, les heritages desquels la Commanderie ou la Religion tirent peu de revenu, pour les ameliorer & augmenter, pourvû que ce soit pour un tems préfix, qui ne passe pas vingt années, après lequel les choses données à cens, retourneront à la Religion avec leurs meliorations.

Que les Freres n'alienent pas les biens qu'ils auront acquis.

Fr. ODON DE PINS.

10. Tout ce qu'acquiert le Religieux, est acquis à la Religion : ainsi il est défendu aux Freres de l'Ordre, de vendre, aliener, engager ou se défaire en quelque maniere que ce soit des biens, heritages, cens ou rentes annuelles, ou juridictions qu'ils auront acquises par achat, donation ou autre maniere quelle qu'elle soit, sans le consentement du Maître & du Chapitre général : ils en jouiront pendant leur vie, & nous leur défendons expressément d'établir dessus aucune charge ou redevance envers aucun Seigneur Ecclesiastique ou Séculier, & d'en passer aucun titre à leur profit.

Fr. CLAUDE DE LA SENEGLE.

11. Nous ordonnons que dorénavant tous les Freres qui acheteront ou acquerront, à quelque titre que ce soit, dans l'Isle de Malthe ou dans celle de Gose, des heritages, terres, jardins, vignes

gnes ou autres immeubles, ne pourront les vendre, donner, aliener, léguer, ou autrement en disposer sans la permission expresse du Maître & du Conseil, que les acquereurs justifieront par un titre authentique, lequel sera nul s'il se trouve passé pendant la maladie dont le Frere qui a fait l'alienation sera décédé, & que cette clause ne soit point inserée dans l'acte capitulaire qui l'aura permis.

Révocations des alienations.

12. Nous cassons, révoquons & annullons toutes les ventes, donations, transports, cessions, engagements, baux à longues années, ou à perpétuité faits par nos Freres, contre la disposition de nos Statuts, à des Séculars ou autres personnes, sans l'autorité du Chapitre général: Nous les déclarons toutes nulles & de nulle valeur.

Que les Freres ne fassent pas de contrats simulez.

13. Nous défendons à nos Freres de faire à quelque occasion, ou sous quelque prétexte que ce soit, des contrats simulez, promesses, obligations ou donations de quelque chose, ou à quelque personne que ce puisse être: si cela leur arrive, & que celui en faveur duquel auront été faits ces contrats, ne s'en soit pas fait payer du vivant de celui qui les avoit consentis, il ne pourra en demander l'exécution après sa mort: le Trésor n'en sera nullement tenu, parce que ce sont des contrats frauduleux.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

14. Nous ajoutons qu'aucun de nos Freres étant malade, ne pourra faire de donations ou autres dispo-

dispositions entre-vifs, promesses ou consignations de biens ou de deniers, attendu que tout appartient à l'Ordre. S'il en a fait, & qu'il ne passe pas les quarante jours au-delà, Nous déclarons que tout ce qu'il aura fait sera nul & de nulle valeur.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

15. Nous ordonnons que les treize Statuts ci-dessus soient observez à la rigueur, & que nos Freres qui auront fait de pareils contrats, soient déclarez infâmes : s'ils sont Commandeurs, ils perdront leurs Commanderies; si ce sont des Freres, leur ancienneté. Les mêmes peines sont ordonnées contre tous ceux qui, au grand préjudice de l'Ordre, n'ont pas de honte de faire des billets & des blancs seings, quelque nom que l'on leur donne.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

16. Le neuvième article du titre des contrats & des alienations a permis aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, de donner au Chapitre Provincial à cens annuel les heritages, possessions & propriétés qui ne sont presque d'aucune utilité aux Commanderies & à la Religion, suivant l'usage du pays, afin de les ameliorer & en augmenter le revenu, pourvu que cela se fit pour un tems préfix, qui ne passât pas vingt-neuf années, après lesquelles, les héritages retourneroient aux Commanderies & à la Religion; mais comme un tems aussi long a depuis produit de grands abus & des protès, Nous défendons de donner dorénavant à cens annuel ces héritages pour plus de neuf ans, après lesquels ils retourneront aux Commanderies & à la Religion avec leurs ameliorations; cassons
&

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 237
& annullons l'ancien Statut qui permettoit de les
donner pour vingt-neuf années.

DES LOUAGES OU BAUX A FERME.

TITRE XVII.

*Que le bail du mortuaire & du vacant se fasse au
Chapitre Provincial.*

Fr. PHILIBERT DE NAILLAC.

1. **N**ous défendons à nos Receveurs d'entreprendre en maniere quelconque, de louer, affermer ou donner à rente les mortuaires & les vacants de nos Commanderies, ailleurs qu'au Chapitre Provincial, en présence du Prieur & de quatre anciens Commandeurs, & aux Prieurs, Châtelain d'Emposte ou Receveurs; de les prendre sous leur nom, ni autrement, secrettement ni à découvert. Ceux qui le feront seront réputez desobéissans & châtiez comme tels.

*De la vente des dépouilles des Freres. Comment
les Receveurs doivent faire les Baux.*

Fr. AIMERI D'AMBOISE.

2. Nous ordonnons que les dépouilles des Freres soient vendues publiquement & à l'encan, au dernier enchérisseur, excepté la vaisselle d'or & d'argent & les joyaux, que nous voulons être envoyez à nos Receveurs & dépositaires, pour les faire transferer dans le Couvent. Défendons d'y
com.

comprendre ce qui appartiendra aux Commanderies, suivant le Statut.

A l'égard des droits du vacant, afin qu'il ne se fasse aucun tort dans le bail à ferme qui s'en fera à notre commun Trésor, Nous ordonnons au Receveur de faire mettre des affiches dans le lieu de la Commanderie vacante, & autres d'alentour, portant que l'adjudication s'en fera au Chapitre Provincial qui sera tenu le tel jour, en tel lieu, au dernier enchérisseur. Il fera encore poser de semblables affiches au lieu où se tiendra le Chapitre, & aux lieux circonvoisins, & y menera avec lui celui qui en aura fait les offres les plus considérables.

Le vacant sera adjugé à celui qui en offrira le plus, même à un Séculier, quand un Frere qui n'en offriroit que la même somme, l'auroit depuis demandé. Si celui que le Receveur aura mené n'obtient pas le bail, il sera obligé de lui payer tous les frais de son voyage, même pour le retour.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

3. Le bail qui aura été fait de la Commanderie n'empêchera point que celui qui en sera pourvû n'en prenne possession : les fruits & revenus n'en appartiendront pas moins à l'adjudicataire.

Que les baux des mortuaires & des vacants ne se fassent point dans le Couvent.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

4. Nous défendons bien expressément de faire les baux des mortuaires & des vacants dans le Couvent, par le Maître & le Conseil, par les Procureurs du commun Trésor, ni autres, quels qu'ils soient.

Que

Que pendant le mortuaire & le vacant on ne fera point de réparations dans les Commanderies.

F. ANTOINE FLUVIAN.

5: Nous défendons tant à nos Freres qu'à tous autres qui auront pris le bail des Commanderies, pendant le mortuaire & le vacant, d'y faire faire aucune réparation des bâtimens, si elles ne sont nécessaires, auquel cas l'on n'y fera qu'une dépense modérée, à proportion du revenu, par l'avis de deux ou trois Commandeurs; afin que les Freres qui en seront pourvûs, ne soient pas tellement chargez, par ces réparations, qu'ils se trouvent hors d'état d'y satisfaire; ceux qui auront entrepris de les faire sans cette précaution, n'en recevront aucun remboursement ni du commun Trésor, ni du Frere qui en sera pourvû.

Des dépenses qui se doivent faire dans les Commanderies, pendant le mortuaire & le vacant.

Fr. GUILLAUME DE VILLARET.

6. Nous ordonnons aux Receveurs, de bien & diligemment solliciter les procès mûs, ou qui commenceront au sujet des héritages & des possessions des Commanderies & de leurs Membres, aux dépens de notre Trésor, lequel en sera entièrement remboursé par celui qui sera pourvû de la Commanderie, dans six mois après qu'il aura commencé d'en tirer les revenus; faute de quoi il sera contraint de même que pour les autres dettes du Trésor.

*De qui on doit obtenir permission d'affermir les
Commanderies.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

7. Nous défendons aux Freres de l'Ordre, de quelque qualité qu'ils soient, de donner à bail ou à rente les Prieurez, Bailliages, Commanderies, Membres ou autres biens de l'Ordre, dont ils ont l'administration, sans permission du Maître, laquelle ne se donnera que pour trois ans, & sans avances, si ce n'est à l'égard de ceux qui sont dans le Couvent, ou qui voudront y venir, lesquels pourront se faire avancer le revenu d'une année seulement : bien entendu que ce ne fera pas celle du mortuaire ou du vacant.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

8. S'ils ne viennent pas au Couvent dans un an, à compter dès le jour du bail, ils perdront une année des revenus de la Commanderie, laquelle sera portée au Trésor, à moins qu'il n'en aient été empêchez par quelque maladie ou autre affaire importante, de laquelle ils donneront avis au Maître. Dès que l'empêchement sera cessé, ils seront obligez de se trouver au Couvent dans le même terme, sous la même peine.

A qui on ne doit point affermer les Commanderies.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

9. Ils ne pourront non plus les affermer à de puissans Seigneurs Ecclesiastiques ni Séculiers, à
des

des Colleges, ni à des gens qui après en avoir pris le bail sous leur nom, pourroient leur en faire cession, à peine de perdre une année du revenu de la chose ainsi affermée, qui sera portée à notre Trésor, & de voir déclarer le bail nul & de nulle valeur. Voulons que l'on fasse une clause de la permission qui sera accordée de passer bail.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE:

10. Nous ordonnons aux Commandeurs, dès qu'ils auront passé les baux de leurs Commanderies, d'en envoyer des copies aux Receveurs; faute de quoi, au cas qu'ils viennent à mourir, les baux demeureront réfiliez, quand ils auroient été faits avec la permission du Maître.

De l'arrentement de notre Commanderie de Cypre.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

11. Nous voulons qu'en cas de mort du Fermier de notre grande Commanderie de Cypre, on en passe bail à l'un de nos Freres ou autre plus offrant, moyennant la somme qui sera réglée par le Maître & le Conseil. Tout ce qui s'en tirera sera porté à notre commun Trésor.

DES DÉFENSES, ET DES PEINES.

TITRE XVIII.

Il est défendu à nos Freres de faire ni testament, ni institution d'heritier, ni legs.

Fr. HUGUES REVEL.

1. **L**E vœu de pauvreté demande que nous soyons privés de la liberté de disposer de nos biens: ainsi il n'est nullement permis aux Prieurs, Châtelain d'Emposte, Baillis, Commandeurs ou autres Freres de l'Ordre, de faire ni testament, ni institution d'heritier ni legs; donner ou laisser chose quelconque à leurs domestiques ou autres, si ce n'est les salaires ou les appointemens qui leur sont dûs: ils peuvent cependant declarer quels sont leurs débiteurs ou leurs creanciers; & s'ils en ont obtenu la permission du Maître, disposer avec moderation d'une partie de leurs biens.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

2. Laquelle partie n'excèdera pas la cinquième de leur argent comptant & de leurs meubles, déduction faite de tout ce qui se trouvera dû à notre Trésor ou à d'autres, & de tout ce qui sera dû au Testateur, qui est entierement réservé au même Trésor. Le Maître ne pourra disposer que d'une partie de ses meubles avec la permission du Chapitre général & du Conseil complet, à l'article de la mort.

Fr.

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

3. Il n'est pas permis à nos Freres de tenir personne sur les saints fonds de Baptême, sans congé du Superieur, si ce n'est le fils d'un Baron, ou d'un plus grand Seigneur.

Que les Freres ne se mêlent point des affaires des Séculars.

Fr. HUGUES REVEL.

4. Nous défendons à tous les Freres de notre Ordre de se mêler des affaires des Séculars, qui sont poursuivis dans l'Isle pour des crimes qui méritent la mort, & de solliciter pour eux. Ils doivent laisser agir la Justice séculière, afin que ces gens-là soient punis, s'ils l'ont mérité.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

5. Nous accordons cependant aux accusez, de quelque crime qu'ils soient prévenus, la liberté de se défendre.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

6. Il est encore défendu à nos Freres de se mêler secrètement ou publiquement, par eux ou par d'autres, des causes civiles des Séculars, à peine d'être grièvement chatiez par l'ordre du Maître & du Conseil.

Que les Freres ne sollicitent point pour ceux qui auront manqué à leur devoir.

Fr. JEAN DE LASTIC.

7. Lorsqu'il s'agira de châtier quelque Frere pour ses fautes, nous défendons à tous les autres d'interceder pour lui, jusqu'à ce que la Sentence ait été redigée: ils pourront alors solliciter la moderation de la peine du condamné, nonobstant quoi celui à qui il appartient, pourra la mitiger, ou faire executer la Sentence à la rigueur.

Fr. ELION DE VILLENEUVE.

8. Il n'est permis à aucun de nos Freres, même aux Séculiers, de transporter ni conduire hors du Couvent aucune voiture, sans permission expresse du Maître, qui ne la donnera même que par l'avis de gens prudents.

Que les Freres ne s'obligent à personne par alliance ni par serment.

Fr. RAIMOND BERENGER.

9. Il n'est permis à aucun de nos Freres de s'engager avec qui que ce soit, par hommage, serment ou confederation, comme l'on fait en Espagne, ou autrement, sans congé du Maître, du Prieur ou du Châtelain d'Emposte, de s'unir en Congrégation, en Conseil ou en Assemblée particuliere, à peine de perdre l'habit, & de ne le recouvrer qu'à condition que de dix ans il ne fera pourvû d'aucun Bailliage ou Commanderie.

Que

Que les Freres n'acceptent point de transports de choses litigieuses.

10. Nous défendons aux Frères & aux Donats de notre Ordre, d'acheter, recevoir ou accepter des Séculiers, aucune concession, donation ou cession de choses litigieuses, à peine pour les Freres d'être dépouillez de l'habit, & pour les Donats, d'être chassés de notre Compagnie & mis en prison.

Que les Freres ne s'écartent ni des Commanderies ni des Prieurez.

Fr. PHILBERT DE NAILLAC.

11. Nous défendons aux Commandeurs & aux Freres de notre Ordre, de sortir des Prieurez, Châtellenie d'Emposte, ou Commanderies, sous l'obédience desquelles ils se trouvent, sans la permission du Maître, du Prieur, du Châtelain d'Emposte, ou du Commandeur, lorsque la nécessité ou le profit de l'Ordre le requerront. Il est même défendu aux Prieurs de sortir du Prieuré, sans congé du Maître ou de son Lieutenant, s'il n'y sont obligez pour des affaires de conséquence qui regardent l'Ordre, ou pour quelque autre raison importante & indispensable.

Les Commandeurs ne pourront sortir de leurs Commanderies, que pour venir au Couvent au service de la Religion, pour faire la fonction d'Ambassadeur, ou quelque autre commission approchante, ou au cas qu'il n'y eût pas de sûreté pour eux de demeurer dans leurs Commanderies; s'il y manquent, ils en perdront le revenu pendant leur absence: il sera appliqué au commun Trésor.

Des Freres vagabonds.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

12. Nous ordonnons à tous les Commandeurs & à tous les Freres qui trouveront de nos Religieux vagabonds, hors de leur obédience, sans congé de leurs Superieurs, de les faire mettre en prison, & d'en donner avis au Prieur & au Châtelain d'Emposte, afin qu'il y pourvoye suivant les Statuts, & qu'il les traite comme des desobéissans.

Que les Freres ne sortent pas du Couvent sans permission.

Fr. JACQUES DE MILLY.

13. Il n'est permis à aucun de nos Freres, de quelque dignité qu'il soit revêtu, de sortir du Couvent, en cachette ni à découvert, sans un congé exprès du Maître par écrit. Ceux qui en useront autrement, seront sur le champ privez de l'habit, des Commanderies & des Bénéfices.

Que les Freres ne s'emparent point des Commanderies.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

14. Nous ordonnons que ceux de nos Freres qui auront la hardiesse de s'emparer ou de retenir les Commanderies, Membres, Maisons, ou autres biens & Bénéfices de l'Ordre, par force & violence, ou contre la volonté du Maître, du Prieur, du Châtelain d'Emposte, ou des Freres auxquels elles appartiennent, soient privez de l'habit & emprisonnez : quand on leur feroit la gra-
ce

ce de leur laisser l'habit, ils ne pourroient obtenir de dix ans, ni Commanderie ni autre Bénéfice. Le Prieur ou le Châtelain d'Emposte, à la requête du Frere à qui appartiennent la Commanderie ou autres biens, seront tenus d'employer la force pour en chasser l'usurpateur, & remettre en possession paisible celui qui en a été dûement pourvu: s'ils ne peuvent en venir à bout, le Prieur & le Frere à qui appartient la Commanderie, auront recours au bras séculier. Le Prieur est obligé d'exécuter ce qui lui est ordonné par le présent Statut, à peine de perdre l'une de ses Chambres Prieurales, s'il est prouvé qu'il en ait été requis, & qu'il l'ait négligé.

Et d'autant que dans notre Prieuré d'Angleterre il y a peu, ou point de forteresses dans nos Commanderies, au moyen de quoi l'on ne sçauroit y faire de violence, le Prieur de ce Prieuré, à la premiere requête de celui qui aura été pourvu par le Maître & le Couvent, est obligé de le mettre en possession de la Commanderie ou du Bénéfice. S'il justifie par de bonnes preuves qu'il a interpellé le Détenteur de sortir de la Commanderie, & de lui en abandonner la possession; & le Prieur de l'y maintenir, & qu'ils en ayent fait refus l'un & l'autre, le Prieur sera dépouillé de ses Chambres Prieurales, qui seront conferées par le Maître & le Couvent, à celui à qui l'on a refusé la possession de ses Commanderies.

Que les Freres ne recherchent point des lettres de recommandation pour obtenir des Commanderies.

FR. ELION DE VILLENEUVE.

15. Il est défendu à nos Freres sous peine de desobéissance, de solliciter de qui que ce soit des lettres de recommandation ou de menaces, pour

obtenir des Commanderies ou des Bénéfices de l'Ordre: ils pourront néanmoins en demander à ceux qui ont fait profession dans la Religion, pour faire foi des services qu'ils lui ont rendus, sans que leur refus puisse leur faire aucun préjudice.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

16. Le Frere qui aura obtenu de pareilles lettres, perdra dix ans de son ancienneté: il pourra en être impunément accusé par qui que ce soit, afin que les Freres ne portent point leur insolence jusques-là.

Que les Freres qui seront pourvus d'Offices de l'Ordre, n'arment aucun vaisseau.

Fr. EMERY D'AMBOISE.

17. Nous défendons aux Freres de notre Ordre, de quelque dignité qu'ils soient revêtus, à laquelle soit attachée l'administration de la justice, comme notre Sénéchal, notre Châtelain, & les Officiers qui sont chargez de la régie des biens de l'Ordre, comme le Conservateur général, notre Maître de Chambre, notre Receveur, les Commandeurs du Grenier de l'Arsenal & de l'artillerie, ni ceux qui leur sont subordonnez, d'armer des vaisseaux sous leur nom, ou sous celui de personnes interposées, secretement ni à decouvert, sous quelque prétexte que ce soit, pour courir sus, ou faire la guerre aux Infideles, d'entrer en société dans les armemens faits par d'autres, à peine de perdre leur Charge, à laquelle il sera aussi-tôt pourvu, tout de même que si leur tems étoit expiré, & de confiscation du prix de l'armement, & de tous les profits qu'ils pourroient y avoir faits, qui seront portez à notre commun Trésor.

à l'ex-

à l'exception du tiers qui sera délivré au dénonciateur, sans exception ou diminution quelconque.

Le même Statut aura lieu pour les Capitaines des galeres, ou leurs Officiers qui armeront en course : leur permettons néanmoins d'armer des fustes ou des brigantins, pour accompagner les vaisseaux, au cas qu'ils aient reçu des avis pour quelque affaire importante, ou s'il est nécessaire, sans crainte d'en être repris. Si cependant quelque Frere ou quelque Séculier avoit la temerité d'y mettre faussement son nom, ou d'entrer secrètement en part avec ces Officiers, outre la confiscation de ce qu'il y auroit mis, il seroit puni comme faulsaire & comme parjure.

Que personne ne puisse armer de vaisseaux dans le Couvent sans permission du Maître & du Conseil.

Fr. BAPTISTE URSIN.

18. Nous défendons d'armer dans le Couvent, ni galeres, ni galiottes, ni autres vaisseaux, de quelque espece que ce soit, tant aux Freres qu'aux Séculiers, sans permission du Maître & du Conseil ordinaire, à peine de confiscation du vaisseau au profit du Trésor.

Fr. RAIMOND ZACOSTA.

19. Cette permission se donnera par écrit: ceux qui s'en serviront pour armer, seront tenus de donner une sureté suffisante, qu'il ne feront aucun mal aux Chrétiens ni à leurs biens. Elle ne s'accordera qu'aux Freres qui auront résidé dans le Couvent pendant cinq ans. Ceux qui viendront du côté du Ponent au secours de la Religion, n'en ont aucun besoin.

L s.

Fr.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

20. Les Freres qui armeront avec la permission du Maître & du Conseil, jouiront de l'ancienneté, comme s'ils avoient résidé dans le Couvent.

Que l'on ne donne aucun sauf-conduit aux Corsaires.

Fr. PIERRE RAIMOND ZACOSTA.

21. Nous défendons à tous autres qu'au Maître & au Conseil ordinaire, de donner à l'avenir aucun sauf-conduit aux Corsaires, (ce qu'ils ne feront même qu'en cas de nécessité) moins encore aux fugitifs & aux banqueroutiers, si l'on n'y est engagé par des raisons très-importantes.

Que le seul Maître & le Conseil puissent faire des trêves.

Fr. BAPTISTE URSIN.

22. Pour éviter le scandale & les autres maux qui pourroient en arriver, nous défendons de faire dans l'Ordre, ni paix ni trêve avec les Turcs, les Mores & autres Infideles, que par la délibération du Maître & du Conseil complet; tout ce qui se fera sans cela, sera nul & de nulle valeur.

Que l'on ne transporte hors de l'Isle, ni machines, ni artillerie.

23. Nous ordonnons que les canons, les coulevrines, les machines, l'artillerie, la poudre & le salpêtre, qui appartiennent au Trésor, ne pourront être transportez hors de l'Isle & autres lieux de la Religion en quelque maniere, ou sous quelque

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM: 231
que prétexte que ce puisse être. Cependant le
Maître & le Conseil complet pourront les en tirer
en cas de nécessité, & les faire conduire ailleurs,
ainsi que le cas le requerra.

*Que les Freres ne se mêlent point des guerres des Prin-
ces Chrétiens.*

Fr. JEAN FERNANDE'S DE HEREDIA:

24. Nous défendons à aucun de nos Freres de
prendre parti dans les guerres que feront les Chré-
tiens les uns contre les autres, à peine de perdre
l'habit: quand même il lui seroit rendu de grace
speciale, il sera privé pendant dix ans de l'admi-
nistration des Commanderies, & autres biens &
Bénéfices de l'Ordre, d'aucun desquels il ne sera
pourvû qu'après les dix ans expirez. Nous dé-
fendons pareillement aux Prieurs, au Châtelain
d'Emposte & aux Commandeurs de permettre aux
Freres de servir dans les armées des Princes Chré-
tiens, s'ils n'en ont reçu un ordre précis de celui
auquel ils sont sujets, moyennant lequel ils pour-
ront le leur permettre, sans porter néanmoins a-
lors les armes ou les enseignes de la Religion.
S'il s'agissoit cependant de sa défense, & qu'ils
fussent commandez par le Grand Prieur, il leur
seroit libre de les porter.

Que personne ne demande d'Office dans le Conseil.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

25. Nous défendons à nos Freres de venir d'o-
rénavant dans le Conseil demander des Offices, &
au Maître & au Conseil d'écouter de pareilles de-
mandes: ils donneront eux-mêmes les Charges à
ceux qu'ils jugeront capables de les bien remplir.

Ceux qui contreviendront au présent Statut, ne pourront en obtenir aucune de toute l'année.

Que personne ne sorte de sa chambre sans l'habit.

26. Ceux qui sortiront sans l'habit, ou qui ne porteront pas la Croix de toile cousue sur leur habit, en sorte qu'elle puisse être vûe de tout le monde, seront condamnez pour la premiere fois à la quarantaine: pour la seconde, ils tiendront prison dans la tour pendant trois mois, & en cas de récidive, ils seront entierement privez de l'habit.

Que l'on ne puisse dire qu'un Frere est en justice, pour l'empêcher d'obtenir une Commanderie, qu'il n'ait été condamné.

27. Si quelqu'un de nos Freres est dénoncé ou accusé de quelque délit, faute ou négligence, il ne sera point réputé être en justice, pour l'empêcher d'obtenir les Commanderies de l'Ordre qui pourroient lui écheoir, qu'après sa condamnation, quand même il se trouveroit en prison. Celui qui aura été condamné, ne pourra obtenir aucune Commanderie, Bénéfice ou autre Office de l'Ordre, qu'il n'ait été absous ou qu'il n'ait subi la peine qui lui aura été imposée.

Que les Freres ne fassent point de bruit dans les Auberges.

28. Si quelqu'un de nos Freres fait des insolences ou des indécences dans les Auberges où ils mangent: s'il brise les portes, les bancs, les tables, ou quelque autre chose semblable, ou les jette dehors mal à propos, il sera puni par le Maître & le Conseil, à proportion de la faute qu'il aura

aura commise, jusqu'à le priver de son ancienneté inclusivement. Celui qui aura maltraité les Pages, les serviteurs ou les esclaves du Pilier, sans effusion de sang, sera puni de la quarantaine pour la première fois, de six mois de prison pour la seconde, & de la perte de deux ans de son ancienneté pour la troisième. S'il y a effusion de sang, & que la blessure soit légère, il demeurera pour la première fois six mois en prison: si elle est considérable, il perdra son ancienneté.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE:

29. Ceux qui auront dit des injures à un Frere dans le Palais Magistral, perdront trois années d'ancienneté acquise ou à acquérir: si c'est dans l'Auberge, ils n'en perdront que deux: s'ils mettent l'épée à la main, ou se donnent des soufflets, ils seront dépouillez de l'habit. Ceux qui se blesseront dans les lieux ci-dessus, seront irrémissiblement chassés. Si le blessé en meurt, outre la perte de l'habit, ils seront mis entre les mains du bras séculier.

Cas pour lesquels les Freres sont privez de l'habit.

Fr. NICOLAS DE LORGUE.

30. Il est honteux de voir porter notre habit par des gens souillez de crimes. On l'ôtera donc à ceux qui seront tombez dans les suivans, sçavoir l'hérésie, la sodomie, l'assassinat, le vol, ou qui se seront retirez chez les Infideles. On en privera aussi ceux qui auront abandonné notre bannière ou étendart, lorsqu'il est déployé contre les Infideles, qui auront quitté leurs Freres dans le combat, qui auront livré un Château ou autre ~~Place~~ aux Infideles: ceux qui auront conseillé,

ou qui se trouveront complices de cette trahison, ce qui est un cas réservé à la connoissance du Maître & du Conseil. Ceux qui sortiront d'un Château qui sert de frontière du côté des Infideles, autrement que par la porte.

Ceux qui auront volontairement, & sans congé, abandonné jusqu'à trois fois la Religion, pour entrer dans une autre, n'y seront plus reçus: ceux qui auront fait des faussetez: qui, pendant la guerre, seront allez en *maraude*, à pied ou à cheval, perdront l'habit, & ne pourront le recouvrer d'un an. Ceux qui auront accusé les autres de quelqu'un de ces crimes, & qui se seront fournis de le prouver, perdront l'habit, s'ils ne le justifient.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

31. Ceux qui auront falsifié des Lettres de notre Ordre ou autres, & ceux qui seront convaincus de parjure, en seront chassés.

Fr. PIERRE DE CORNILLAN.

32. Le Frere qui aura commis un homicide, sera privé de l'habit pour toujours, & sera enfermé dans une prison pour détourner les autres de commettre un pareil crime, & afin que notre Compagnie demeure en paix.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

33. Celui qui en cachete, ou de propos délibéré, en aura blessé un autre, soit Frere, soit Séculier, quoique légèrement, perdra l'habit pour toujours.

Fr.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

34. Ceux qui auront été condamnez par le Tribunal de l'Inquisition, & qui auront porté le petit habit de pénitence, ne pourront plus être revêtus du nôtre: s'ils l'ont déjà reçu, nous leur défendons de le porter.

De ceux qui battent les autres.

C O U T U M E.

35. Si un Frere en bat un autre, il sera mis en quarantaine: s'il lui fait répandre du sang par ailleurs que par le nez ou la bouche, il perdra l'habit: s'il tâche de le frapper d'un couteau, d'une épée, ou d'une pierre, il fera la quarantaine, quand il ne l'auroit pas blessé.

Moderation du précédent Statut.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

36. Comme il nous paroît trop dur qu'un Frere perde l'habit pour une legere blessure, qui aura fait répandre du sang par ailleurs que par le nez ou la bouche, & qu'il est quelquefois à propos de temperer la rigueur des Loix, nous permettons au Maître & au Conseil de moderer la peine du Frere qui en aura blessé un autre, suivant la qualité & les circonstances du délit.

De la peine des Freres qui tuent les autres en trahison.

Fr. PIERRE DU MONT.

37. Le Frere qui tuera un autre Frere, ou un Sé-

Séculier en trahison, de quelque espece d'armes qu'il se soit servi, ou qui l'aura fait tuer, sera privé de l'habit, & remis sur le champ au bras séculier. Les complices de son crime seront punis de la même peine.

Des peines de ceux qui présentent ou qui acceptent le duel.

Fr. JEAN L'EVESQUE DE LA CASSIERE.

38. Comme nous voulons nous opposer à l'impieété de ceux qui sans faire attention au salut de leurs ames, se battent en duel, & exposent leurs corps à une cruelle mort, Nous ordonnons que le Frere qui aura présenté le duel à un autre, de parole, par écrit, par un envoyé, ou de quelque autre maniere que ce soit, lequel duel l'appellé n'aura pas accepté, sera privé pour toujours de l'habit, sans espérance de rémission, outre les peines portées par le saint Concile de Trente, & par la Bulle du Pape Grégoire XIII. d'heureuse mémoire.

Si l'appellé l'accepte, quand il ne se trouveroit pas sur le lieu, ils seront l'un & l'autre dépouillez de l'habit, sans esperance de pardon: s'ils se portent sur le lieu, quand il n'y auroit pas de sang répandu, ils seront remis au bras Séculier. Celui qui aura donné occasion au duel, qui l'aura conseillé, aidé ou favorisé, de fait ou de droit, ou qui, en quelque maniere que ce soit aura persuadé à quelqu'un de faire un appel; s'il a servi de second, il sera également privé de l'habit, de même que ceux qui auront été invitez d'y assister, ou qui auront attaché ou fait attacher le cartel en quelque lieu que ce soit.

Des Freres qui font du bruit de jour ou de nuit.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE:

39. Nous ordonnons que le Frere qui aura fait du bruit de jour ou de nuit, contre un Frere ou autre, avec quelque sorte d'armes que ce soit, dans le Couvent ou en quelqu'autre lieu de l'Isle que ce soit, sera dépouillé de l'habit. Ceux qui seront trouvez masquez la nuit, avec des armes offensives dessus ou dessous leurs habits, seuls ou en compagnie, sans armes, soient mis en prison dans la tour pour six mois.

Des Juremens.

C O U T U M E.

40. Si quelqu'un de nos Freres jure publiquement, il en sera repris la premiere fois, & averti de ne le plus faire: s'il continuë il fera la septaine, & ensuite la quarantaine: s'il ne se corrige point, il sera chassé de l'Ordre.

Des Blasphêmes.

Fr. PIERRE D'AUBUSSON:

41. Nous ordonnons que ceux qui renieront ou blasphèmeront le Saint Nom de Dieu, celui de la Sainte Vierge ou des Saints, soient mis à la quarantaine pour la premiere fois, dans la tour pendant deux mois pour la seconde, & pour la troisième, qu'ils y demeurent jusqu'à ce qu'il plaise au Maître & au Conseil de les en tirer.

Des

Des Injures.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

42. Le Frere, qui dans une contestation contre un autre, lui aura dit des injures, fera la quarantaine, quoiqu'il demeure d'accord d'en avoir menti, & qu'il en est fâché. L'affront d'un démenti fera perdre deux ans d'ancienneté. S'il a dit des infamies, il sera puni par le Maître & le Conseil, selon la qualité de la personne & la grossièreté des injures. Celui qui donnera à un Frere un coup de canne, de bâton, ou un soufflet, perdra trois années d'ancienneté.

De ceux qui battent des Séculiers.

FR. PIERRE RAIMOND ZACOSTA:

43. Nous ordonnons que s'il arrive à un Frere de l'Ordre de maltraiter un Séculier à coups de bâton, d'épée ou quelque'autre instrument, en secret ou en public, par lui-même, ou par quelque'autre personne, soit enfermé dans la tour pendant deux mois. Si les blessures sont considérables, il perdra l'ancienneté, de même s'il fait le vagabond, ou s'il se trouve de société avec un Bretteur. S'il lui arrive de tuer un homme, il sera privé de l'habit, sans esperance de le récupérer, & confiné dans une prison pour le reste de ses jours. Il n'en sera pas quitte pour la semaine ni pour la quarantaine, quand il auroit souffert l'une & l'autre.

De

De ceux qui troublent le Peuple.

FR. AIMERY D'AMBOISE.

44. Nous ordonnons que quiconque, sans y être invité, ou contre le gré du pere de famille, entrera dans la maison d'un Bourgeois ou d'un habitant, à leurs banquetts, noces, ou autres affaires, perdra deux années de son ancienneté, dont ses Fiarnauds profiteront, sans esperance de restitution. Que ceux qui de jour ou de nuit seront violence aux portes ou aux fenêtres de nos sujets, outre les peines ci-dessus, seront mis en une rigoureuse prison, pour y demeurer autant qu'il plaira au Maître & au Conseil. L'accusateur pourra donner des Seculiers pour témoins. Ceux qui feront des masquarades seront punis de la même peine.

FR. CLAUDE DE LA SENGLE.

45. Si quelqu'un brise pendant la nuit des portes ou des fenêtres, les fait murer, les remplit d'ordures, ou y jette des pierres, il perdra trois ans d'ancienneté: outre cela il sera libre au Maître & au Conseil de le punir de telle peine qu'ils aviseront. Celui qui y mettra le feu sera privé de l'habit, au cas qu'il ait fait du dommage: s'il n'en a point fait, il en sera quitte pour la perte de trois ans de son ancienneté.

Que personne ne mette la main sur les dépouilles, ni sur les droits du commun Trésor.

FR. ELION DE VILLENEUVE.

46. Les dépouilles de nos Freres appartiennent de droit à notre Trésor: ainsi il n'est permis qu'à
ceux

ceux à qui il en a confié l'autorité, de prendre, manier ou enlever l'argent comptant, la vaisselle d'or ou d'argent, les bijoux & tout ce qu'ont laissé les Freres decédez. Tout autre qui en aura pris au-delà de la valeur d'un marc d'argent, sera privé de l'habit: si ce qu'il en a pris ne va pas jusques-là, il en sera quitte pour une quarantaine. Ceux qui mettront la main sur les Responsions & les droits qui appartiennent au Trésor, au Maître & au Couvent, perdra l'habit, & ce qui aura été enlevé sera rétabli & restitué au Trésor, aux dépens du ravisseur.

Moderation du précédent Statut.

47. D'autant qu'il paroît trop rigoureux d'ôter l'habit à un Religieux pour quelque somme que ce soit, pourvû qu'elle passe un marc d'argent; parce que les délits paroissent plus ou moins graves, suivant les circonstances qui les accompagnent & leur qualité qui doit être pesée exactement; nous ordonnons que quand le Maître se plaindra qu'il a été fait tort à la Religion de plus d'un marc d'argent, sa plainte soit d'abord portée au Conseil où l'on examinera mûrement la nature du délit: s'il est prouvé par de bonnes dépositions, par des faits bien circonstanciés, ou par la confession de l'accusé, la plainte en sera portée devant l'Assemblée publique: l'accusé sera oui devant l'Egard, où la chose sera mûrement examinée: on y pesera la qualité & les circonstances du délit d'un côté, & de l'autre les mœurs & la maniere de vivre de l'accusé, & après avoir bien examiné le tout, on en jugera suivant l'équité.

Fr. JEAN DE LA VALETTE.

48. Outre la peine portée par les précédens Statuts.

tuts , nous ordonnons que si quelqu'un a enlevé les dépouilles ou autres droits du commun Trésor, & que ses Fiarnauds puissent le justifier, ils lui seront préferés dans la distribution des Commanderies & autres biens: mais si après avoir articulé ce fait, ils ne peuvent venir à bout de le justifier, ils encourront la même peine.

Fr. DIEU-DONNE' DE GOZON.

49. Pour arrêter l'insolence des méchans, Nous ordonnons que tout Frere qui levera la tête contre son Supérieur, se révoltera & s'emparera d'un Château ou d'une Place forte, contre le gré du Prieur ou du Châtelain d'Emposte duquel il dépend, soit condamné de perdre l'habit, & soit mis en prison.

Des Concubinaires.

Fr. ANTOINE FLUVIAN.

50. Il a été très sagement ordonné qu'aucun de nos Freres, de quelque condition qu'il soit, ne pourra avoir, tenir, ou entretenir des Concubines dans sa maison, ni ailleurs, ni les fréquenter. Si quelqu'un au mépris de sa réputation & de son honneur, entreprend de le faire, en est publiquement noté, ou en est convaincu par des témoins irréprochables, ou par sa propre confession, & qu'après avoir été averti trois fois par son Supérieur d'éloigner de lui-cette infamie, il ne laisse pas de continuer le même train de vie pendant 40 jours, à compter du premier avertissement qui lui aura été donné, s'il est Commandeur, il se trouvera privé de ses Commanderies, sans autre formalité. Si c'est un Frere du Couvent, il perdra sur le champ son ancienneté; si l'un & l'autre

en

Cas dans lesquels les Freres encourent la peine de la Septaine.

C O U T U M E.

52. Ceux qui manquent de se trouver aux Assemblées: ceux qui sortent de l'Office divin: ceux qui sortent de la Septaine sans rendre graces à Dieu: ceux qui interrompent les raisonnemens des Conseillers dans le Conseil: ceux qui mangent sans avoir leur habit: ceux qui se querelleront les uns les autres seront mis en Septaine, dès que leur Supérieur s'en fera plaint.

Cas dans lesquels les Freres encourent la peine de la Quarantaine.

C O U T U M E.

53. Ceux qui manquent d'obéir aux commandemens qui leur sont faits en faisant l'exercice des armes, ne scauroient être punis d'une moindre peine: ceux qui jouënt aux cartes, ou aux dez, pour gagner ou perdre de l'argent: ceux qui entreprennent sur la fonction des autres: les Freres qui vont manger au cabaret.

Forme de l'exécution de la Septaine.

C O U T U M E.

54. Le Frere qui y aura été condamné jeûnera sept jours entiers: on ne lui donnera le Mercredi & le Vendredi que du pain & de l'eau: il recevra chaque jour la discipline, en la maniere suivante. Après avoir ôté son manteau, il se mettra dévotement à genoux devant l'Autel, en présence d'un Pré-

Prêtre de l'Ordre , qui le frapera d'une verge sur les épaules , en disant le Pseaume ; *Deus misereatur nostri* , &c. *Kyrie eleison* , *Christe eleison*. *Pater noster* , &c. *Salvum fac servum tuum* , R. *Deus meus sperantem in te*. V. *Mitte ei auxilium de Sancto* , R. *Et de Sion tuere eum*. V. *Esto ei* , Domine , *turris fortitudinis*. R. *A facie inimici*. V. *Domine* , *exaudi orationem meam*. R. *Et clamor meus ad te veniat*. V. *Dominus vobiscum* , R. *Et cum Spiritu tuo*. *Oremus Deus cui proprium* , &c. Le Frere se levera après cela , reprendra son manteau , & baisera le Bailli ou Supérieur.

Forme de l'exécution de la Quarantaine.

55. Celui qui y sera condamné , jeûnera pendant quarante jours de suite : les Mcredis & les Vendredis il sera réduit au pain & à l'eau , mangera à terre , & recevra la discipline en la maniere suivante. Il paroîtra devant le Prêtre dépouillé de tous ses habits , & les pieds nuds. Pendant que le Prêtre le frappera de la verge sur les épaules , il recitera le Pseaume *Miserere mei Deus* , & les Oraisons ci-dessus.

Ceux qui feront la Septaine ou la Quarantaine , ne doivent sortir de chez eux , que pour aller à l'Eglise , où ils doivent assister à tous les Offices. Ceux qui auront été condamnés à deux ou trois Septaines ou Quarantaines , ne reçoivent la discipline que pendant une Septaine ou Quarantaine. Ceux qui seront condamnés à la Quarantaine ou à la Septaine , en seront quittes pour la Quarantaine : ils ne pourront pendant ce tems-là mettre leurs armes ni le manteau de l'Ordre.

De celui qui aura été condamné trois fois à la tour,

Fr. PIERRE D'AUBUSSON.

56. Nous ordonnons qu. le Frere qui aura été condamné trois fois de demeurer prisonnier dans la tour perdra trois ans de son ancienneté, si le Maître & le Conseil ne jugent pas à propos de moderer cette peine, eu égard à la qualité du délit.

*Que les Langues ni les Prierez ne peuvent rendre
l'ancienneté.*

Fr. PIERRE DU MONT.

57. Nous ordonnons que ceux qui auront été condamnés de perdre leur ancienneté, ne pourront la récupérer par la grace des Langues ou des Prierez, en sorte que le Maître ne puisse pas permettre en traiter. Si les Langues, ou les Prierez l'ont accordée, Nous voulons qu'elle soit de nulle valeur.

De ceux qui quittent l'habit hors du Couvent.

Fr. ELION DE VILLENEUVE.

58. Si un Frere hors du Couvent, poussé par la tentation ou par son inconstance naturelle, s'avise d'abandonner l'habit de l'Ordre, & qu'ensuite touché de repentir, il veuille le reprendre, il pourra sûrement & librement venir au Couvent, & se rendre à l'Hôpital des Malades, où l'Infirmier aura soin de lui fournir tout ce qui lui sera nécessaire, jusqu'à ce que le Maître & le Conseil aient pris le parti de lui faire grace ou de la lui refuser:

en ce dernier cas il lui sera libre de se retirer où il lui plaira.

De l'Obéissance.

Fr. CLAUDE DE LA SENLE.

59. Nous n'avons rien qu'il nous soit plus important de conserver que l'obéissance, sans laquelle il n'y a point de société qui ne périsse. Ainsi nous ordonnons en conformité de nos anciens Statuts, que tous nos Freres en général, & chacun d'eux en particulier obéissent aux commandemens & aux commissions justes & honnêtes du Maître ou de leur Supérieur, sans pouvoir s'en dispenser par quelque raison que ce puisse être. Les Freres qui y manqueront dans le Couvent, seront punis de la Septaine, pour la première fois, & de la quarantaine pour la seconde. Si quelqu'un est assez entêté pour ne pas obéir à la troisième, il perdra l'habit, en sorte néanmoins qu'il y ait eu des plaintes de toutes les desobéissances.

La même chose s'observera hors du Couvent, dans les Prieurez: bien entendu que la privation de l'habit sera toujours réservée au Maître & au Couvent, où les Prieurs doivent envoyer les procès qu'ils auront faits aux révoltez. Si quelqu'un de nos Freres qui sont hors du Couvent, reçoit un ordre du Maître, & refuse d'y obéir d'abord qu'il l'aura reçu, aussi-tôt que l'on sera assuré de sa desobéissance, si dans neuf jours après la réception il n'a expliqué au Maître les causes de son refus, & les raisons qu'il a eu de s'en dispenser, il sera privé de l'habit, sans autre forme de procès, sans citation ni avertissement.

Les Prieurs & le Châtelain d'Emposte, & leurs Lieutenans, sont obligés de faire executer à leurs dépens, chacun dans son district, les Sentences &
les

les Ordonnances du Maître & du Conseil, & des Chapitres généraux & Provinciaux, les Provisions, Mandemens, Citations & Rescrits envoyez par le Maître & le Couvent, qui leur seront adressez pour les affaires publiques de l'Ordre: ceux qui regarderont les affaires particulieres des Prieurez, seront executez aux dépens de ceux qui y auront intérêt. S'ils refusent de le faire, après en avoir été dûement requis, ils perdront le revenu d'une année de l'une de leurs Chambres Prieurales pour la premiere fois, de deux années, pour la seconde, & en cas de recidive, ce revenu sera porté au Trésor pendant le reste de leur vie. S'ils perseverent dans leur opiniâtreté ou négligence, ils seront privez de leurs Prieurez & de toute autre sorte d'administration.

Nous commandons à nos Receveurs dans les Prieurez, qu'au cas que les Prieurs refusent de faire cette dépense, ils l'avanceront eux-mêmes des deniers de notre Trésor, & l'employeront dans leurs comptes à la charge des Prieurs. Si ces ordres sont adressez aux Baillis, Commandeurs ou autres Freres, le Bailli & le Commandeur, pour le premier refus ou défaut de les executer, perdront le tiers du revenu d'une année de leur Bailliage ou Commanderie; pour le second, les deux tiers; pour le troisième, le revenu entier d'une année, qui sera porté au Trésor. Pour la quatrième, ils seront entierement privez de la Baillie & de la Commanderie, qui retourneront à la disposition du Maître & du Chapitre. Les Freres du Couvent perdront pour le premier refus, une année de leur ancienneté, deux pour le second, trois pour le troisième, & tout à fait pour le quatrième, au cas même que par ces Mandemens l'exécution ne soit pas ordonnée sous de plus grandes peines: ils seront encore tenus de réparer le dommage que le retardement aura causé.

Des mauvais administrateurs.

60. Ceux qui par leur faute ou leur négligence auront laissé déperir les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Commanderies, Maisons ou autres biens dont l'administration leur aura été confiée, dès que l'on se sera aperçu du déperissement, seront privez pour toujours de cette administration, comme mauvais administrateurs, sans esperance d'en obtenir jamais aucune autre. Ceux qui dégraderont les forêts & les bois de haute futaye, seront punis de la même peine, à moins qu'ils n'en aient employé le bois à la réparation des bâtimens dont l'entretien est à leur charge, ou au chauffage de leur maison, pour lequel ils ne se serviront même que de bois mort ou mort bois, ou autre qui ne produise aucun fruit. Pour les bois taillis qui se coupent après un certain nombre d'années, ils se conformeront à l'usage ordinaire du pays.

Fr. JEAN DE LA VALLETTE.

61. Nous commandons encore aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, que dès qu'ils auront été avertis, ou qu'ils se seront eux-mêmes aperçus, à quoi leur devoir les engage de veiller, de la paresse ou mauvaise économie de quelque administrateur, ils leur en ôtent l'administration, & la donnent à l'un de nos Freres qui soit prudent & fidele, pour les régir & gouverner, jusqu'à ce qu'ils en aient fait une bonne information, dont ils donneront avis au Maître & au Couvent, afin qu'ils y mettent ordre.

Si le Prieur, le Châtelain d'Emposte, ou le Bailli sont eux-mêmes coupables d'un pareil délit, le Chapitre ou Assemblée Provinciale, après en avoir été exactement informée & convaincue, choi-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 269
choisira , à la sollicitation du Receveur ou du
Procureur du Trésor , un ou deux Comman-
deurs, gens de bien & d'une fidélité éprouvée,
pour régir le Prieuré ou le Bailliage, jusqu'à ce
que le Maître & le Couvent, à qui on enverra
les informations, y mettent un ordre convenable,
suivant leur prudence.

*De la peine de ceux qui n'assistent point au Service
divin.*

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

62. Nos Freres qui manqueront d'assister les
jours de Fêtes dans l'Eglise de notre Couvent, au
Service divin , & particulièrement à la grande
Messe, à Vêpres & aux processions solennelles,
à moins d'un empêchement légitime, seront pu-
nis de la Septaine: ceux qui seront trouvez pen-
dant ce tems-là dans les rues ou sur la Place, ou
se promèneront dans d'autres Eglises, souffriront
la peine de la Quarantaine.

Que les Freres ne se disent point d'injures en plaidant.

63. Nous défendons à nos Freres de se dire des
injures les uns aux autres, en présence du Maître
& du Conseil, ou de quelqu'autre Tribunal de
l'Ordre que ce soit, & des Commissaires qui leur
auront été donnez. Ceux qui auront fait une pa-
reille faute, si l'injure est grave, perdront leur
cause sur le champ, sans autre preuve ni allega-
tion, & seront mis en prison pour six mois: si
elle est légère, ils en seront quittes pour trois
mois.

Que les Freres ne portent d'armes dans le Couvent pendant la tenuë du Chapitre Général.

Fr. JEAN L'EVEQUE DE LA CASSIERE.

64. Nous défendons aux Freres de notre Ordre, de porter dans le Palais des armes offensives ou défensives pendant la tenuë du Chapitre général, excepté les domestiques du Maître, & ceux à qui il en aura accordé la permission, à peine de perdre trois ans d'ancienneté acquise ou à acquérir.

DE LA SIGNIFICATION

DES TERMES.

TITRE XIX.

Fr. CLAUDE DE LA SENGLE.

1. **S**ous le nom de Freres, on entend tous ceux qui ont fait profession dans l'Ordre.

2. Le Couvent est le lieu où sont le Maître ou son Lieutenant, l'Eglise, l'Infirmerie & les Auberges, ou les huit Langues.

3. Les Statuts & les établissemens de notre Ordre, sont ceux qui ont été faits, pour être observés à perpétuité, s'ils ne sont révoquez par un Chapitre général. Ces Ordonnances ne s'observent que d'un Chapitre à l'autre, excepté celles qui y sont expressement confirmées.

4. Auberge est un nom connu des François, des Espagnols & des Italiens, pour signifier un lieu où l'on mange & où l'on s'assemble Nation par Nation.

5. Les

5. Les Piliers sont les huit Baillis conventuels, Chefs, Présidens, & comme les colonnes de chaque Nation, que l'on nomme ordinairement Piliers.

6. Sous le nom de Baillis sont compris les Baillis conventuels, les Baillis capitulaires, les Prieurs & le Châtelain d'Emposte. Le terme de Bailli dans l'ancienne Langue François, signifioit le Préfet ou l'Administrateur des Maisons ou autres héritages: de là vient que nos anciens donnerent aux Commanderies le nom de *Baillie* ou de *Bailliage*. On appelle encore en France *Bail* le louage fait d'un héritage pour certain tems, & à certaines des conditions.

7. Maréchal, qui est toujours le Bailli conventuel de la vénérable Langue d'Auvergne, est un nom de guerre, que les François ont apporté d'Allemagne, pour signifier le *Tribun* d'un grand nombre de soldats.

8. Turcopolier, qui est le Bailli conventuel de la vénérable Langue d'Angleterre, prend son nom des *Turcoples*, ou chevaux-legers, comme l'on voit par l'Histoire des guerres faites par les Chrétiens dans la Palestine.

9. Lorsqu'il est parlé du Conseil simplement dans nos Statuts, & dans les Livres de la Chancellerie, l'on ne doit entendre que le Conseil ordinaire.

10. Esgard est un mot françois, qui signifie considération ou respect. Ce Tribunal est très-ancien: c'est le premier qui ait été élevé dans l'Hôpital.

11. Renfort est encore un mot pris de la même Langue, qui signifie corroboration ou fortification: ainsi renfort de renfort est comme qui diront fortification de la fortification.

12. Tout ce qui se dit des Prieurs, s'entend du Châtelain d'Emposte: quand on parle des

Prieurez, l'on entend aussi parler de cette Châtellenie.

13. Les termes François d'Assemblée ou de congregation, signifient la même chose. On se sert du premier pour marquer quand nos Freres se trouvent ensemble pour traiter des affaires de l'Ordre.

14. Il doit se trouver dans toutes les Assemblées des Prieurez, qui se font hors du Couvent, du moins trois Freres qui ayent été reçus, outre le Président.

15. Sous le nom de Commanderie, l'on comprend les Prieurez, la Châtellenie d'Emposte, les Bailliages, les Domaines, les Membres, les Maisons, les heritages, & les biens de toute autre espece, qui appartiennent à l'Ordre.

16. Lorsque nos Statuts ou nos Bulles parlent de Bénéfice, elles s'entendent d'un Bénéfice Ecclésiastique, qui a, ou qui n'a pas charge d'âmes.

17. Sous le nom de mortuaire, l'on entend tout le revenu de la Commanderie qui se perçoit depuis la mort du Commandeur, jusqu'au premier de Mai.

18. Le Vacant se prend pour les fruits d'une année entiere de la Commanderie qui suit le mortuaire: ils appartiennent aussi au Trésor.

19. Les arrerages sont de vieilles dettes, ou ce qui en reste à payer.

20. Les droits du commun Trésor sont les dépouilles des Freres décedez, le mortuaire, le vacant, les responsions & impositions, les pensions, les passages, & tout ce qui n'a pas été payé.

21. Faute de payement de ces droits, nos Freres peuvent être privez de leurs Commanderies & administrations, sans esperance d'en obtenir d'autres. Les autres dettes ne font pas le même effet: il faut qu'ils ayent été légitimement admonestez

nestez de les payer, par les Receveurs, & les Procureurs dans les Prieurez, & par le Conservateur conventuel dans le Couvent; qu'ils ayent été condamnés de les payer, ou qu'ils s'en soient reconnus débiteurs.

22. Chevissement vient de l'ancien mot françois *chevir*, qui signifioit se charger d'une entreprise dont on esperoit venir à bout. On appelle ainsi la premiere Commanderie que l'on obtient par le rang de son ancienneté.

23. Mutition est encore un ancien mot françois, qui signifioit nomination ou prononciation, comme *motir* signifioit nommer ou prononcer. Les Freres se servent de ce terme dans les Langues, pour déclarer celui à qui la Commanderie vacante a été conférée.

24. Les Fiarnauds sont ceux qui ont fait profession dans notre Ordre les derniers, comme qui diroit les Novices, c'est encore un vieux mot françois dont on se servoit durant les guerres de la Palestine: ceux qui y naissoient de peres Chrétiens, se nommoient *Polans*: ceux qui y venoient d'au de-là de la mer, étoient par eux nommez *Fiarnauds*.

25. Les Langues dans notre Ordre, sont les différentes nations.

26. La collecte se fait quand les Freres s'assemblent pour délibérer de quelque chose qui regarde leur Langue ou leur Auberge. Ce terme est aisé à entendre.

27. Ceux qui sont privez de l'habit, sont censés avoir perdu leurs Commanderies, leurs Bénéfices & leur ancienneté, quand l'acte n'en feroit aucune mention: on les renferme dans une prison pour le reste de leur vie.

28. Lorsque le Statut ne marque aucune peine, il est censé l'avoir laissée à la volonté du Supérieur.

29. Plainte est un mot françois, qui est assez intelligible.

30. Caravane en Syriaque & en Arabe, signifie une compagnie d'hommes qui s'associent pour faire commerce ensemble. Nos anciens se servoient de ce terme pour signifier l'élite & le choix qu'ils faisoient des Freres pour les distribuer dans les garnisons & sur les galeres, ou pour les envoyer ailleurs tous ensemble.

31. Solde tire son nom de sol, terme usité entre les François, les Espagnols & les Italiens, pour signifier une espece de monnoye, qui étoit la paye des soldats.

32. Les Lis sont des pièces d'argent marquées d'une fleur de lis, tirée des armes de France. Il en faloit six pour faire un florin de Rhodes. Quelques-uns croient qu'ils tirent leur nom de Robert de July Maître, qui ordonna que chaque année, le lundi gras, on donneroit un lis à chaque Frere: mais ce Reglement est peu certain.

33. Le florin de Rhodes vaut vingt *aspres turques*: l'aspre vaut 26 deniers de Rhodes: trois florins de Rhodes, six aspres, huit deniers font un écu sol.

34. Les janets étoient encore des deniers d'argent, qui tiroient leur nom de Jean Roi de Chypre, dont la figure y étoit imprimée.

35. Le désapropriement ou privation du propre se fait lorsque les Freres font leur déclaration de tout ce qu'ils ont en meubles ou effets mobiliers.

36. Les Freres qui meurent en venant au Couvent, ou en s'en retournant, sont présumez y être morts.

Fr. JEAN D'OMEDES.

37. Le nom de *Paxens* dans les preuves des Freres

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 275
res Chevaliers , comprend le pere , la mere ,
les ayeuls , & les ayeules paternels & mater-
nels.

CONCLUSION DES STATUTS.

Fr. HUGUES DE LOUBENX VERDALE.

LE présent Chapitre ne veut , n'entend , ni or-
donne que le présent renouvellement , réfor-
mation , & nouvelle publication de ces Statuts ,
déroge ou préjudicie directement aux dignitez &
prérogatives de personne , quelle qu'elle soit. Ain-
si nous nous servons de l'autorité du Chapitre , &
y joignons la nôtre pour délibérer , déterminer ,
statuer , ordonner , & expressement déclarer que
le présent renouvellement , arrangement & nou-
velle forme de la Regle , des Statuts , des coutu-
mes & des usages de notre Ordre , ne puisse sous
quelque prétexte que ce soit , être tiré à conse-
quence , au préjudice des rangs , ordres , sessions ,
préséances , autorité , prérogatives & prééminen-
ce du Maître , de l'Eglise , de l'Hôpital ou Infir-
merie , du commun Trésor , des Baillis conven-
tuels & capitulaires , des Prieurs , du Châtelain
d'Emposte , des huit Langues , ni des Freres qui
les composent , Chevaliers , Chapelains & Ser-
vans ; des Collations , des Prieurez , des pactes ,
conventions , & concordats faits sur les Collations
de grace , qui appartiennent aux Langues , aux
Prieurez ou Châtellenie d'Emposte , des Freres
qui les composent avec les Prieurs , & ce Châte-
lain. Voulons que lescdites prééminences , préro-
gatives & concordats faits avec lescdits Prieurs &
Châtelain , au sujet desdites Collations , soient &
M 6 de-

demeurent réellement & de fait, au même état, force & vigueur qu'elles étoient avant le présent renouvellement, qui n'a été fait que sous cette réserve, & à cette intention, & non pour y faire aucun préjudice.

Lesquelles Loix & Statuts, après les avoir bien & exactement lûs, examinez & considerez, nous louons, approuvons, acceptons, & confirmons, comme saints, justes, utiles & nécessaires à notre Ordre, avec l'autorité du Chapitre général, les établissons & formons de nouveau: éteignons, révoquons, cassons, cancellons, & annullons tous autres Statuts, égards & usages contenus dans les anciens recueils de nos Statuts, quels qu'ils soient.

Déclarons néanmoins & statuons que le présent renouvellement ne fera aucun préjudice aux privilèges & exemptions de notre Ordre, aux dignitez, rangs sessions, prééminences & prérogatives du Maître, des Baillis, des Prieurs, du Châtelain d'Emposte, des Langues des Freres, de quelque degré ou condition qu'ils soient: leur commandons en vertu de sainte obédience, d'observer à l'avenir perpétuellement & inviolablement lesdits Statuts, & tout ce qui y est contenu, d'y obéir fidelement, de les tenir & garder comme de véritables Loix, & d'en procurer l'observation. En foi & témoignage de quoi nous avons fait mettre à ces présentes, notre sceau ordinaire de plomb. Donné à Malte en notre Couvent, pendant la tenue de notre Chapitre général, le 23 de Juillet M. D. LXXXIV.

Fr. DIEGO DE OVANDO,

Vice-Chancelier.

ORDON-



ORDONNANCES

*DU CHAPITRE GENERAL TENU
l'an 1631, par l'Eminentissime & Ré-
vérendissime Grand Maître Fr. Antoine
de Paule.*

AU nom de la très-sainte & indivisible
Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, *A-*
men. Les seize Révérendissimes Sei-
gneurs Capitulaires choisis par l'Emi-
nentissime & Révérendissime Seigneur Frere An-
toine de Paule Grand Maître, & le sacré Chapi-
tre général, le mercredi quatorze de Mai 1631,
troisième jour du Chapitre non férié, & députez
Commisaires pour consulter, décerner & ordon-
ner tout ce qui conviendrait à l'honneur & à l'u-
tilité de la sacrée Religion & Milice de l'Hôpital
de S. Jean de Jerusalem, s'étant retirez dès le
même jour dans le Conclave ordinaire, en pré-
sence de l'Illustrissime Seigneur Louis Seristorio,
Inquisiteur Général en cette Isle, de la part de N.
S. P. le Pape Urbain VIII. & du S. Siege Aposto-
lique, lequel y présidoit pour l'observation du Bref
de S. S. dont il y avoit été fait lecture & publica-
tion le même jour, après avoir solennellement
prêté le serment, & reçu l'injonction du même
Eminentissime & Révérendissime Seigneur Grand
Maître, ayant toujours devant les yeux leur de-
voir & la forme des Statuts, dépouillez de toute
sorte de passions & d'intérêt, n'ayant en vûe que

N. S. Jesus-Christ souffrant pour nous, & y ayant resté depuis ledit troisiéme jour jusqu'au vingtiéme capitulaire non férié, après que suivant le désir de Son Eminence, l'Illustrissime Seigneur Président eut d'autorité Apostolique prolongé le Chapitre, lesdits seize Seigneurs s'étant encore assemblez le sept du présent mois de Juin, au son de la cloche, sur la proposition faite par le vénérable Seigneur Frere Toussaints de Terves Boisgiraut Hospitalier, comme le principal d'entre eux, tous bien unis par la charité fraternelle, après avoir prudemment consulté & meurement délibéré sur chacun des points dont ils étoient chargez, & employé même le scrutin des ballotes, lorsqu'il a paru nécessaire, ont ordonné, statué & décerné ce qui s'ensuit.

DE LA REGLE.

TITRE I.

I. **L**Es seize Révérends Seigneurs, après avoir meurement considéré les difficultez qui se trouvoient dans l'exécution de ce qui avoit été autrefois ordonné touchant le *Collachio*, & combien il convenoit au Service de Dieu, & de la Religion d'établir un Noviciat, dans la forme où il a été commencé, en vertu du decret du vénérable Conseil du sept de Janvier 1629, pour les Chevaliers & les Servans d'armes, en trois Maisons différentes, pour chacune des Nations Française, Italienne & Espagnole, l'une desquelles pourra servir aux Allemands, à leur choix, & la Canoniale pour les Freres Chapelains, Clercs, Soudiacres, Diacres & Prêtres résidens dans le Couvent, qui seront tous obligez d'y entrer, suivant

vant la disposition de l'article 3. de l'Ordonnance touchant l'Eglise, faite par le précédent Chapitre général, à l'exception de ceux qui sont actuellement employez aux Offices publics de la Religion, de son commun Trésor, au service de l'Eminentissime Grand Maître, du Palais Magistral, des deux Chambrées de Monseigneur l'Evêque de Malte, & des deux de Monseigneur le Prieur de l'Eglise, pourvû qu'ils soient actuellement demeurans dans ces Maisons. Voulons que tous les autres aillent y demeurer sous l'obédience & autorité du bien Révérend Prieur de l'Eglise, & de son Vice-Prieur, sous les peines contenues en l'article cinquante-neuf, du titre des défenses & des peines.

Et d'autant que le Trésor s'étant trouvé épuisé, comme il l'est actuellement, ces Ordonnances n'ont pû avoir jusqu'à présent leur exécution, il a été ordonné au scrutin des ballotes, que les premiers passages qui seront payez aux Ministres de la Religion pour les dispenses d'âge accordées par le présent Chapitre, & qui s'accorderont à l'avenir jusqu'à la somme de trente mille écus, soient & demeurent destinez, & employez au bâtiment des Maisons du Noviciat & de la Canoniale: voulant que tous ces deniers soient portez au Couvent, & remis dans un coffre placé dans la tour du Palais sous six clefs, dont l'une sera gardée par l'Eminentissime Grand Maître, & les autres par chacun des cinq Commissaires nommez du consentement de son Eminence, pour l'exécution de la présente Ordonnance, sçavoir le bien Révérend Frere Sauveur Imbroll, Prieur de l'Eglise, & Messieurs les Commandeurs Fr. Pierre-Louis de Chantillot la Chese, Fr. Alphonse Castel S. Pierre, Fr. Dom Juan de Villaroel, & Fr. Guillaume Henri de Valsperg, sous la surintendance & intervention

de Son Eminence. Permettons au vénérable Conseil d'en nommer & substituer d'autres en cas de besoin, & de donner les ordres nécessaires à la bonne direction d'une affaire aussi importante, & de faire expedier de main en main à la Requête desdits Commissaires, les Bulles d'assignation pour la remise de ces deniers. Laissions au choix de Son Eminence & des Commissaires, lequel de ces deux ouvrages l'on commencera le premier.

2. Ils ont accordé au scrutin des ballotes, aux Chevaliers qui seront députez par le vénérable Conseil, pour gouverner l'une des trois Maisons du Noviciat, & qui s'en seront bien & dûement acquittez pendant trois années entieres; qui auront fait garder aux Novices une discipline réguliere, fourni les tables & donné la pitance, comme font les Piliers dans les Auberges, ils leur ont accordé, dis-je, le privilege du bon service, ni plus ni moins que s'ils avoient été Capitaines des galeres, pourvu que leur conduite ait été approuvée au vénérable Conseil, au seul scrutin des ballotes, sans s'expliquer de vive voix, comme il est nécessaire pour l'accorder à ces Capitaines.

3. Les mêmes Seigneurs, afin que nos Freres entendent & pratiquent plus facilement la Regle & les établissemens, & que libres de l'embarras des procès, ils puissent plus tranquillement vacquer au Service Divin, à la sainte Hospitalité, & à la Milice pour la défense de la Foi Catholique, après avoir considéré que depuis longtemps l'on a accoutumé de lire les établissemens en Langue Italienne, comme la plus communément entenduë dans les Chapitres généraux, les Assemblées, les Egards, les Conseils & autres Tribunaux de la Religion, ont commis le bien Révérend Frere Juste de Fay Gerlande, Prieur
de

de l'Eglise, les vénérables Frere Juste de Fay Gerlande, Prieur d'Auvergne, Frere Signorin Gattinara, Prieur ou Bailli de Sainte Euphemie, & le Bailli Frere Jacques Christophe d'Andlo, pour, conjointement avec moi Vice-Chancelier, reconnoître & fidelement exécuter tout ce que lesdits seize Révérends Seigneurs ont établi, ordonné & publié dans le présent Chapitre général, rassembler les Statuts & Ordonnances capitulaires, sous certains titres, & les traduire tous en Italien, sans y ajouter rien de nouveau; retrancher tout ce qui paroîtra inutile, ou révoqué, n'y laisser que ce qui sera utile & nécessaire, rapporter & distribuer sous chaque titre les nouveaux Statuts qui y auront le plus de connexité, & de joindre aux établissemens perpetuels certaines Ordonnances auxquelles l'usage & l'observation ont donné force de Loi, ainsi que l'ont déclaré les seize Révérends Seigneurs, sans que les vénérables Commissaires puissent faire ni défaire autrement que les seize Révérends Seigneurs ont ordonné & décrété, ce qu'ils seront tenus d'exécuter ponctuellement, en mettant les établissemens sous le nom de l'Eminentissime Grand Maître, dont ils composeront un volume. Ils n'y comprendront point les Ordonnances qui concernent les Auberges, la plupart de celles qui parlent des galeres & autres moins importantes, qui se trouvent sous differens titres, lesquelles ont été faites en différentes occasions par les vénérables Conseils: elles demeureront à la disposition & sous l'autorité de Son Eminence & du Conseil.

Dès qu'ils auront composé ce volume des établissemens, ce qu'ils seront tenus de faire dans une année, ils le présenteront à son Eminence, & au vénérable Conseil complet, pour être revû, approuvé, publié au Chapitre général, & expe-

expédié sous la Bulle commune de plomb, ensuite imprimé & traduit en beau Latin, sous le bon plaisir néanmoins, & avec la confirmation de N. S. P. le Pape, & du Saint Siege Apostolique ; donnant pouvoir au Seigneur Grand Maître, & au Conseil complet, de subroger, en cas de besoin, un ou plusieurs autres Commissaires, pour l'exécution de la présente commission, même de prolonger le tems marqué à cet effet. Déclarant que tout ce qui sera fait, digéré & ordonné par lesdits Commissaires, ou ceux qui leur auront été subrogez, après l'approbation du vénérable Conseil complet, soit de même vigueur & autorité, & soit aussi inviolablement observé, comme si le tout avoit été fait par les seize Révérends Seigneurs, & publié dans le présent Chapitre général, sous ladite réserve de la confirmation Apostolique.

DE LA RECEPTION DES FRERES.

TITRE II.

Les seize Seigneurs ont corrigé le Statut suivant, & l'ont intitulé ainsi du consentement du Grand Maître & du Conseil, nécessaire à la Réception des Freres.

Fr. ALOPHE DE VIGNACOUR, MAISTRE.

NOus ordonnons par le present Statut perpetuel & irrévocable, que ceux qui prétendront être reçus Chevaliers, quand leurs preuves ne souffriroient aucune difficulté, qu'elles auroient été reçues pour bonnes & valables, & qu'elles auroient été contradictoirement approuvées dans un Tribunal, quel qu'il pût être, ils ne seront ad-
mis

mis à l'habit, ni à la profession, sans le consentement du Grand Maître & du Conseil decreté par le scrutin des ballotes, & que les deux tiers n'ayent été en faveur du prétendant. Le Grand Maître & le Conseil ne seront jamais obligez de déclarer la cause du refus de leur consentement, lequel doit être encore balloté par le vénérable Conseil, après la fin du Noviciat.

La même chose sera observée pour l'admission des Freres Chapelains & Servans d'armes, en sorte que ceux qui seront reçus à l'habit ou à la profession, sans cette formalité, ne jouiront point du droit d'ancienneté; au lieu que ceux qui auront été depuis légitimement reçus avec ce consentement, seront regardez comme leurs anciens, & s'en prévaudront en toutes occasions.

1. Les seize Révérends Seigneurs, pour bonnes causes & considérations, après le scrutin des ballotes, ont expressement défendu de recevoir aucune Sœur dans le Monastere de nos Sœurs de Sainte Ursule de notre Ville Vallette, jusqu'au premier Chapitre général.

2. Les seize Reverends Seigneurs Capitulaires déclarent & défendent de recevoir à l'avenir dans le Couvent, ni au dehors qui que ce soit, & de lui donner l'habit de notre Ordre, que dans les trois degrez distinguez & déclarez dans les Statuts 2, 29 & 30 de la Réception des Freres, après avoir produit les preuves de leur Noblesse & de leur légitimité bonnes & valables, suivant la forme desdits Statuts, & autres: que tout ce qui sera fait au contraire soit tellement nul, que ce moyen puisse leur être objecté en toutes rencontres, comme suffisant pour renverser leur profession, & les contraindre par les voyes de la Justice, d'abandonner l'habit qu'on leur a donné mal à propos.

3. Les mêmes ont ordonné, après le scrutin
des

des ballotes, qu'on effacera dans les établissemens; tous les termes qui font mention des Freres Servants, de Stage ou d'Office, & qu'on ne recevra plus à l'avenir dans la Religion de semblables Freres, lesquels ils suppriment par des raisons qui regardent la réputation & le meilleur état de la Religion.

4. Les mêmes ont confirmé & ordonné, que ceux qui auront été une fois admis dans un degré de grace, ne seront dans aucun degré de Justice, à peine de nullité de leur Réception.

5. Les mêmes ayant examiné le vingt-quatrième Statut du Titre de la Réception des Freres, l'ont déclaré superflu, à cause de la prescription de cinq ans, & ont ordonné qu'il sera rayé dans le recueil des nouveaux Statuts.

6. Les mêmes ont ordonné que si un Frere, de quelqu'état & grade qu'il puisse être, a été reçu dans une Langue ou Prieuré, il ne puisse être reçu dans une autre Langue ou Prieuré, s'il ne renonce auparavant à la Langue & au Prieuré où il a été d'abord reçu, quand ce seroit par grace de la Langue ou du Prieuré.

7. Les mêmes, pour réprimer l'audace de quelques prétendants à la Réception, au préjudice des louables Constitutions de l'Ordre, & des Coutumes introduites en faveur de la véritable Noblesse, ont ordonné que ceux d'un pere ou d'un ayeul paternel ou maternel qui aura été Greffier, Notaire ou Tabellion public, ne seront jamais reçus dans l'Ordre en qualité de Freres Chevaliers.

8. Les mêmes ont ordonné que les preuves de Noblesse pour les Chevaliers, seront reçues & diligemment examinées par les Commissaires à ce députez, non seulement dans le lieu de leur naissance, mais encore dans celui de l'origine de leurs familles, de leur pere, de leur mere, & de leurs ayeux; faute de quoi elles seront rejetées comme nul-

nulles, & les Commissaires obligez d'en faire ou d'en faire faire dans lesdits lieux de nouvelles à leurs dépens.

9. Les mêmes ont ordonné, sur la requête du vénérable Prieuré de Catalogne, des Catalans & des Majorquins, que les preuves de Noblesse s'y feront à l'avenir, de même que dans les autres Prieurez de la Religion en la forme & maniere suivante, & sous les déclarations y contenues; sçavoir,

Que les Chevaliers Majorquins ayent à se présenter au Chapitre Provincial avec leur Acte baptistaire, leur généalogie & l'écusson de leurs armes, & que le Chapitre nomme pour Commissaires, un Catalan & un Majorquin, de ceux qui se trouveront dans le Royaume de Majorque, pour faire les preuves conformément à nos Statuts; à l'effet de quoi ils consigneront cent écus entre les mains du Chevalier Catalan, pour aller à Majorque faire les preuves. Celui-ci est obligé de déclarer s'il veut y aller promptement, ou non, afin que le même Chapitre puisse en nommer un autre: & le Chevalier Majorquin, s'il ne sort pas de la Ville de Majorque, ne pourra demander aucun salaire.

S'ils se trouvoient obligez de sortir de cette Ville pour la preuve de quelques quartiers nécessaires, on donnera à chacun d'eux vingt-cinq reales de Castille par jour, à compter depuis celui de leur départ de ladite Ville de Majorque, jusqu'à leur retour dans la même Ville. Si on ne trouvoit point de Chevalier Catalan dans Majorque qui voulût faire ce voyage, le Chapitre Provincial nommeroit un autre Chevalier trouvé dans la Ville, pour y aller sans prétendre de salaire: les preuves peuvent être faites par quelque Chevalier profès que ce puisse être.

S'il ne se trouvoit à Majorque aucun Chevalier

de l'Ordre, & que l'on en trouvât un Majorquin en Catalogne, propre à recevoir les preuves, qui voulût y aller, il auroit le même salaire que le Catalan, pour aller à Majorque. S'il ne s'en trouve point, on se servira d'un Chappelain de l'Ordre, de ceux qui sont à Majorque, pourvu qu'il ait fait profession, quoiqu'il n'ait pas fait autant de résidence comme il en faudroit pour recevoir des preuves.

Les Chevaliers Catalans feront leurs preuves avec les mêmes formalitez que les Majorquins, conformément aux Statuts de l'Ordre. Avant que les Commissaires sortent de Barcelone pour aller recevoir des preuves, on doit de même consigner pour chacun d'eux vingt-cinq reales de Castille par jour, à compter depuis leur départ, jusqu'à leur retour. Si la preuve se fait dans Barcelonne, il ne se fera nulle consignation, non plus qu'à Majorque. Les Commissaires nommeront tel Notaire public qu'ils aviseront, tant à Barcelone, qu'à Majorque.

Les prétendants ne se présenteront que de Mai à Mai, de Chapitre Provincial à Chapitre Provincial.

Les témoins ne seront pas reçus à déposer, qu'ils n'aient du moins quarante ans, afin que les preuves se fassent selon les Statuts de l'Ordre. Dès qu'elles seront achevées, les Commissaires y joindront leurs avis, & en feront un paquet qu'ils cacheteront de leurs armes, & l'enverront au Chapitre Provincial à Barcelonne. Ils ne doivent pas les remettre à la Partie jusques-là. S'il ne s'en tient point dans l'année suivante, & que les Prétendants puissent venir au Couvent, ils les leur remettront, soit Catalans, soit Majorquins, en faisant serment qu'ils n'ont pu les donner pendant ladite année, sachant bien l'obligation où ils étoient de les donner au Chapitre, ou d'y faire le ser-

serment, afin que la Réception du Prétendant se fasse comme il est requis par nos Statuts.

Pour faire cesser les differends qu'il y avoit entre les Catalans & les Majorquins, au sujet des quartiers des Bourgeois, ils seront obligez de prouver qu'ils le sont depuis plus de cent ans, par les Rôles & les Matricules des Villes. Si on ne peut les trouver, la preuve s'en fera par témoins.

Ceux qui seront assemblez au Chapitre Provincial pour examiner les preuves, feront tous serment sur leur habit de ne rien reveler de ce qui aura été dit sur la vûe desdites preuves.

Dès que les Commissaires qui les auront faites, s'ils se trouvent présens, auront dit leur avis, ils sont obligez de se retirer pour ne pas assister, ni donner leurs voix à l'examen qui s'en fera.

Les Commissaires en faisant les preuves, sont obligez d'en faire deux originaux signez de leur main, & cachetez de leurs armes, & de leurs avis, dont l'un demeurera dans l'archive de Barcelone; afin que si l'autre venoit à se perdre, le Prétendant pût en tirer une copie, pour n'être pas obligé de recommencer.

En matiere de preuves, les Opinants donneront secrettement leur voix au Chapitre Provincial, avec des ballotes, & non autrement.

Pour les preuves des Clercs, leur pauvreté empêche d'y rien innover.

On ne donnera au Notaire du Chapitre Provincial, que cinquante reales pour tous droits de commission & expedition des preuves.

Les cent écus de salaire qui se donnent au Chevalier Catalan pour aller à Majorque recevoir les preuves, & au Chevalier Majorquin pour aller à Barcelonne se payeront, sçavoir cinquante au Chapitre Provincial, quand il sera nommé Commissaire, & les autres cinquante, quand le Catala-

lan

lan sera arrivé à Majorque, à peine de nullité des preuves.

10. Les seize Reverends Seigneurs, pour procurer la paix & la tranquillité du Couvent, après le scrutin des ballotes, ont ordonné que tous les Freres de notre Ordre, de quelque degré qu'ils soient, même les Novices déjà reçus, jouiront de l'ancienneté, suivant l'ordre de leurs Réceptions faites avant la tenuë du présent Chapitre, en sorte qu'ils ne peuvent les changer au préjudice de quelqu'autre que ce soit, sous quelque prétexte que ce puisse être, & de grace du présent Chapitre général. Ils ont outre cela réduit à la voye de droit, toutes & chacune les graces faites & à faire au sujet des Réceptions & des anciennetez, suivant la forme des Statuts, & ordonné qu'elles seroient à l'avenir ainsi réglées par le vénérable Conseil.

11. Ils ont statué & ordonné que chaque Chevalier joindra à ses preuves un arbre généalogique de ses ancêtres paternels & maternels, avec leurs armes peintes de leurs émaux & de leurs couleurs; sçavoir celles de leur pere & de leur mere, de leurs ayeul & ayeule paternels, & de leurs ayeul & ayeule maternels. Leurs preuves vocales ou litterales feront foi, qu'au moins depuis cent ans, les familles dont ils descendent ont porté chacune les armes qui lui sont attribuées, faute de quoi ces preuves seront rejetées comme nulles.

12. Ils ont statué & ordonné que selon l'article vingt-un du titre de la Réception des Freres, aucun Frere Chevalier, Chappelain conventuel ou Servant d'armes, ne sera reçu hors du Couvent, quelque dispense qu'il en ait obtenuë: que tous seront obligez d'y faire un Noviciat d'une année, d'y recevoir l'habit, & d'y faire profession dans les formes ordinaires: déclarant nul tout ce qui
aura

aura été fait au préjudice du present Statut, & que les Freres Chevaliers, Chappelains ou Servans d'armes qui auront reçu l'habit hors du Couvent, n'acquierent par ce moyen aucune ancienneté.

Ils ont révoqué toutes les graces de rétention faites & à faire par le present Chapitre & autres subsequents, à tous les Novices & autres qui ont été ou seront reçus dans notre Ordre, de recevoir l'habit, faire le Noviciat & la profession hors du Couvent, à l'exception de celle qui a été accordée à Dom Michel de la Luera, fils légitime & naturel de l'illustrissime Seigneur Duc d'Albuquerque, Viceroy de Sicile.

13. Ils ont statué & ordonné après le scrutin des ballotes, qu'attendu qu'il est indécent à des Séculiers de porter l'habit de notre Ordre, comme font les Religieux, il ne sera plus permis à qui que ce soit de le porter, s'il n'a fait profession expresse de notre sainte Religion, ou s'il n'est n'est Prince souverain. Si quelqu'autre que ce soit s'avise de le porter, ou qu'il lui ait été accordé sous prétexte de dévotion, il n'en obtiendra la permission qu'en payant à notre commun Trésor quatre mille écus d'or, de valeur de quatorze tarins, pour son passage, & en faisant voir qu'il est issu de parens nobles, tant du côté de son pere que de sa mere en légitime mariage, & non de Juifs, Sarrafins ou autres Mahometans.

14. Les mêmes seize Reverends Seigneurs, conformément au précédent Chapitre général, après le scrutin des ballotes, ont révoqué toutes les permissions de porter l'habit de l'Ordre, qui peuvent avoir été données, sous prétexte de dévotion, à des personnes séculieres, de quelque qualité & condition qu'ils soient, par le present Chapitre général, ou qui pourroient l'être par le Conseil complet de rétention; toutes les permissions de

recevoir l'habit d'obedience, accordées par le présent Chapitre général au préjudice des Statuts, ou à accorder par les Conseils complets de rétention.

Réservant cependant à l'Eminentissime Seigneur Grand Maître la faculté de donner l'habit de Chevalier de son obedience Magistrale, à quatre personnes, telles qu'il lui plaira de choisir, pourvu qu'il n'y ait que deux Italiens: qu'ils fassent preuve de leur légitimité; qu'ils n'ont point consommé le mariage; qu'ils n'ont fait profession dans aucun autre Ordre; qu'ils ne sont point chargez de dettes; qu'ils ne sont descendus de Juifs, de Sarrafins, ni d'Héretiques, & qu'ils n'ont jamais fait profession d'aucun art mécanique. Chacun d'eux payera à notre Trésor cent écus d'or à quatorze tarins, pour son passage.

15. Ils ont statué & ordonné en interpretation de l'article vingt-cinq de la Réception des Freres, que l'on ne fera à l'avenir aucune difficulté aux Freres Chevaliers, Chappelains ou Servans d'armes, sur leur état & ancienneté, cinq ans après leur réception dans le Couvent, sans préjudice des droits du Trésor, à l'exception néanmoins du reproche d'être descendu de Juifs, Marranes, Sarrafins ou autres Mahometans, lequel pourra leur être fait & décidé en Justice, en quelque tems que ce soit.

En réformant & corrigeant l'article sept du même titre, ils ont statué & ordonné qu'on ne donnera l'habit, ni recevra à faire profession de l'Ordre, pour quelque degré que ce soit, aucune personne descendue en quelque maniere que ce soit, de Juifs, Marranes, Sarrafins ou autres Mahometans, ou qui que ce soit réputé tel par le bruit commun; si quelqu'un se trouve avoir été reçu de grace, & fait profession en cet état, sa réception sera toujours nulle & de nulle valeur. Si le fait est bien prouvé, il doit être chassé de l'Ordre,

&

& condamné de restituer tous les biens qu'il en a reçus. Voulant que la présente Ordonnance soit lue à tous les Novices reçus ou à recevoir, avant de les admettre à la profession, afin qu'ils n'en prétendent, en quelque tems que ce soit, cause d'ignorance.

16. Les mêmes seize Reverends Seigneurs ont révoqué à la requête des vénérables Langues, tous les autres Statuts & Ordonnances faites sur cette matiere, à l'exception de la suivante faite par la venerable Langue d'Allemagne, & ont corrigé le Statut ci-après, comme s'ensuit.

Ceux qui sont nez hors d'un légitime mariage.

FR. ALOPHE DE VIGNACOUR, MAISTRE.

Nous défendons de recevoir à l'avenir pour Chevalier de notre Ordre aucune personne qui soit née hors d'un légitime mariage, excepté les enfans des Rois & des Princes Souverains, à l'exclusion de tous autres fils illégitimes, même des Ducs & Pairs de France, & des Grands d'Espagne.

17. Les mêmes seize Reverends Seigneurs, sur la demande de la vénérable Langue d'Allemagne, ont statué & ordonné, suivant l'ancienne & louable Coutume qui y a été observée de tout tems, que personne n'y sera reçu, qui ne soit né d'un légitime mariage, fût-il le fils d'un Prince Souverain: voulant que tous les bâtards généralement en soient exclus à perpetuité.

18. Les mêmes Seigneurs, conformément au précédent Chapitre général, ont spécialement & expressement révoqué toutes les graces de Réception accordées ou à accorder, de quelque autorité, & sous quelque prétexte que ce soit, aux bâtards & illégitimes, lesquels ils ont voulu être per-

pétuellement exclus de l'entrée de l'Ordre, & ne pouvoir être reçûs pour Chevaliers, Chappelains, ni Servans d'armes, à peine de nullité de leur réception, sans préjudice du Statut ci-dessus fait à leur sujet.

19. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que les Commissaires qui seront députez dans le Couvent par les vénérables Langues ou Prieurez, & la Châtellenie d'Emposte, pour examiner & faire le rapport des preuves de Noblesse & de la légitimité des Prétendants, en feront le rapport à la Langue, Prieuré ou Châtellenie d'Emposte, dans un mois au plus tard, à compter du jour qu'ils auront été nommez, à peine de vingt-cinq écus d'amende, payables à la vénérable Langue, Prieuré ou Châtellenie, & d'en voir nommer d'autres, qui seront sujets à la même obligation & à la même peine.

20. Les mêmes Seigneurs, sur la demande de la vénérable Langue de Provence, ont ordonné que les preuves de Noblesse des Chevaliers, s'y feront de même que dans le vénérable Prieuré de Castille; outre quoi les Commissaires feront écrire & recevoir les preuves par un Notaire Royal, & qu'ils feront tirez au sort d'une boîte où on aura mis des billets avec les noms de tous les Chevaliers de l'une & de l'autre Langue, qui sont capables de l'être, qui se trouveront dans la Province, & qui auront fait cinq années de résidence dans le Couvent, où on tirera de même au sort les Commissaires des Prétendants qui se présenteront pour être reçûs dans cette Langue.

21. Les mêmes Seigneurs, sur la demande des vénérables Langues des Provinces d'Auvergne & de France, ont ordonné que ceux qui voudront être reçûs au rang des Freres Chevaliers, ayent à prouver que leurs bisayeuls & bisayeules paternels & maternels étoient Gentilshommes de nom & d'armes, &

& leurs descendants, & ce par témoignages, titres, contrats, enseignemens ou obéissances rendus aux Seigneurs; en outre faire blasonner les armes des quatre lignes, & que les Commissaires pour faire preuve, aient dix ans d'ancienneté, & cinq ans de résidence conventuelle.

22. Comme la vénérable Langue de France est composée de trois Prieurez, & qu'il peut arriver qu'il ne se trouve pas assez de Chevaliers de l'un de ces Prieurez propres à recevoir les preuves, il leur est permis d'en prendre d'un autre, dont les noms seront pareillement tirez au sort, pour faire cette seule commission.

23. Les mêmes Seigneurs, sur la demande de la vénérable Langue d'Italie, ont de nouveau statué & ordonné que l'on y observera à l'avenir dans le choix des Commissaires, l'examen des témoins, la révision des preuves au Chapitre Provincial, & les procédures qui se feront dans le Couvent; & outre ce qui est commun aux autres Langues, les formalitez suivantes.

Les Prétendants présenteront au Chapitre Provincial un Mémoire contenant leur nom & leur surnom, ceux de leur pere & de leur mere, & ceux de leurs ayeuls & ayeules paternels & maternels, & leur Patrie. Pour faire le choix des Commissaires, le Chapitre fera écrire les noms des Commandeurs, & des Chevaliers de Justice du Prieuré, qui auront au moins douze ans d'ancienneté, & cinq de résidence dans le Couvent, sur des billets séparés, excepté celui du Lieutenant du Prieuré, qui ne se met point dans la boîte; on y mettra tous les autres, & on en tirera au sort deux, pour recevoir toutes les preuves qu'il échoira de faire. La boîte fermée à deux clefs restera entre les mains du Prieur ou de son Lieutenant, lequel en gardera l'une:

l'autre sera remise au plus ancien Chevalier, afin que si l'un des Commissaires se trouvoit hors d'état d'agir par maladie ou autre empêchement, le Prieur ou son Lieutenant, dans une Assemblée qu'il convoquera, puisse en tirer un autre, pour le substituer à celui qui ne peut agir, de la même manière qu'il avoit été choisi.

Le Prieur ou son Lieutenant obligera le Prétendant de consigner une somme raisonnable pour la dépense des Commissaires, la dépense & les journées du Notaire. Dès que les Commissaires auront reçu la commission, ils se transporteront au lieu de la naissance & de l'origine du Prétendant, où ils auront soin de recueillir les preuves, & de s'informer secrètement des témoins, qu'ils pourront entendre, & qu'ils choisiront eux-mêmes parmi les plus nobles, les plus honorables & les plus vieux habitans du lieu, gens de probité, de bonne réputation, de bonne conscience, & qui fréquentent souvent les Sacremens. Ils suivront exactement le modèle des interrogatoires que voici.

Interrogatoires pour examiner les témoins dont on se servira pour les preuves des Chevaliers qui demanderont d'être reçus dans la vénérable Langue d'Isalie.

1. L'on demandera au témoin s'il est compere ou parent en quelque degré, de Monsieur N. dont il s'agit de faire les preuves? s'il a sçu qu'il devoit être examiné? si on lui a suggeré ce qu'il devoit déposer?

2. S'il connoît Monsieur N? depuis quel tems? où il est né? de qui il est fils? quel âge il a?

3. Si ledit sieur a été tenu, traité & réputé par ses pere & mere, comme leur fils commun, légitime.

gitime & naturel? si ceux qui l'ont connu, l'ont cru tel?

4. Si les pere & mere dudit sieur ont été conjoints par légitime mariage? si tous ceux qui les ont connus, ont cru qu'ils étoient véritablement mariez?

5. Si ledit sieur est descendu d'une famille de tout tems Chrétienne, sans aucun mélange de Juifs, de Mores, de Sarraïns ou d'autres Infidelles?

6. Si ledit sieur est bien sain de corps & d'esprit, sans défaut ni empêchement de sa personne? s'il est propre à l'exercice des armes?

7. S'il a travaillé lui-même de quelque art méchanique? s'il s'est mêlé de trafic ou de marchandise de laine, de soye ou autre? s'il a été Agent de change ou de banque? s'il a été Secrétaire? de quel métier il s'est mêlé? quelle espece de gens il a fréquenté?

8. S'il a fait des meurtres? s'il a été traduit en justice pour quelque crime? s'il a vécu dans le scandale & dans le desordre?

9. S'il a fait profession dans quelque autre Ordre Religieux? s'il s'est marié? s'il a consommé le mariage? s'il est chargé de grosses dettes?

10. S'il est né descendu noblement du côté de son pere, de son ayeul, & de ses autres ancêtres, de la Maison N?

11. Si Dame N. sa mere est née & descendue du côté de N. son pere, son ayeul & autres ancêtres, de la Maison N? si cette Maison est noble de nom & d'armes, au moins depuis deux cens ans en ça?

12. Si Dame N. ayeule paternelle dudit sieur, est née & descendue noblement du côté de N. son pere, son ayeul & ses ancêtres, de la Maison N? si elle est noble & ancienne comme dessus?

13. Si Dame N. ayeule maternelle dudit fleur, est née & descendue noblement du côté de N. son pere, son ayeul & ses ancêtres, de la Maison N? si elle est noble & ancienne comme dessus.

14. S'il sçait que quelqu'une de ces quatre familles, ou même ledit fleur N. occupent des terres, justices, revenus ou autres biens de la Religion?

15. Si lesdites quatre Maisons, N, N, N, & N, desquelles descend ledit fleur N. sont nobles de nom & d'armes? si elles sont publiquement reconnues pour telles? depuis quel tems? si elles sont toutes originaires de la ville de N? ou s'il sçait d'où elles sont venues?

16. Si le pere, la mere & les ayeux paternels & maternels dudit fleur N. étoient légitimes & naturels, communément reconnus pour tels, de tous ceux qui les connoissoient?

17. Si les hommes de ces familles ont toujours vécu & vivent encore noblement de leurs revenus, & d'une maniere à se distinguer du peuple, sans avoir pratiqué aucun métier vil & mécanique?

18. S'ils ont rempli de tems en tems, & s'ils remplissent encore dans la Ville des Charges, des Magistratures, des Dignitez & des Emplois de distinction qui ne se donnent ordinairement qu'à de véritables Gentilshommes? quels étoient ou sont ces gens-là? quelles armes ils portoient? où ils les ont vûes? depuis quel tems?

19. Si dans la nomination, élection & distribution de ces Charges, Magistratures, Dignitez & Emplois de consequence, il ne se fourre point quelquefois des personnes de basse naissance, & nullement nobles?

20. Si le pere, la mere, les ayeuls & les ayeules dudit fleur N. sont tombez dans quelque crime,

me, qui ait pû répandre une tache sur leur Noblesse?

21. Si dans cette Ville l'on n'aggrege pas quelquefois à la Noblesse des familles roturieres? si les quatre familles en question ne sont pas du nombre des aggrégées, & depuis quel tems?

22. Si le témoin sçait tout ce qu'il a déposé, de science certaine, par oui-dire, ou pour l'avoir trouvé par écrit? qui sont les autres Gentilshommes, qui peuvent en être informez?

Après que le Notaire aura redigé & signé de sa main toutes ces dépositions, les Commissaires y ajouteront leurs avis en termes clairs & intelligibles, sans s'en remettre au Chapitre: s'ils ne le veulent pas faire, ils expliqueront du moins la cause de leur refus: ils les fermeront & cacheteront au dedans & au dehors de leurs cachets, afin que personne ne puisse en avoir communication que le Chapitre général; & après les avoir fait signer par ceux qui y seront intervenus, on les fermera encore & les cachetera, pour les envoyer au Couvent, à la Langue d'Italie, avec une lettre séparée, ou un certificat portant que les preuves ont été vûës & examinées au Chapitre Provincial, sans quoi elles ne seroient reçûës, ni dans la Langue, ni dans le Conseil.

Toutes les preuves qui se trouveront faites sans ces formalitez, seront nulles, & ne seront reçûës en maniere quelconque. Si un Frere a manqué de faire les requisitions dûës aux Commissaires pour faire ses preuves, ou que l'on n'ait pas bien observé le contenu au présent Statut, ni fait les interrogatoires ci-dessus prescrits, en sorte que ces preuves pussent souffrir contestation, il en sera pour toute la dépense qui y aura été faite, & qui se fera dans celles qu'il faudra recommencer, & sera tenu de payer au Trésor une amende de cent écus d'or en or, jusqu'au payement de la-

quelle il fera incapable, comme débiteur du Trésor.

Dès que les preuves seront présentées à la Langue, elle députera des Commissaires tirez au sort, lesquels après les avoir vûës, en feront lecture dans l'Assemblée de la Langue.

Déclarons en outre que le contenu au Statut de de Monseigneur le Cardinal Grand Maître Verdale, qui parle de la marchandise, ne s'étend pas au de-là de la personne du Prétendant, & que l'on n'aura aucun égard au commerce qu'auront fait son pere ni ses parens dans les villes de Genes, de Florence, de Pise & de Lucques.

23. La vénérable Langue d'Italie a encore souhaité qu'il fût ajouté, que dans les Chapitres & Assemblées Provinciales, avant de députer des Commissaires pour faire les preuves, on en nomme d'autres pour reconnoître les titres que le Prétendant voudra produire, pour la preuve de sa Noblesse : dès qu'ils auront été sommairement examinez, on nommera les autres Commissaires.

24. Les mêmes Seigneurs ont confirmé l'Ordonnance capitulaire faite au précédent Chapitre, qui permet à la vénérable Langue d'Italie, de ne recevoir de dix ans aucun Frere Servant, & l'ont prolongée jusqu'au premier Chapitre général, avant lequel on n'y recevra aucun Frere Servant.

25. Les mêmes Seigneurs, sur la demande de la même Langue, ont ordonné que l'on ne paye pas plus de trois écus d'or par jour à chacun des Commissaires qui seront députez pour aller recevoir les preuves pour leur dépense & celle de leurs domestiques, & la moitié au Notaire qui les écrira. Les Commissaires feront état au bas de leur procès verbal, de ce qu'ils auront reçu : lorsqu'il sera porté au Couvent, le Président fera voir ce qu'il leur avoit avancé : s'il se trouve qu'ils en aient

ayent plus reçu que ne porte leur taxe, les Commissaires, ou celui d'entre eux qui se trouvera coupable, outre la restitution de cet excédent, seront désormais regardez comme incapables de faire des preuves ni des améliorissemens, & le Prétendant qui n'aura pas découvert la vérité, perdra trois ans de son ancienneté, dont ses Fiancés profiteront.

Voulans que cette Ordonnance soit inferée dans toutes les commissions, pour recevoir les preuves; afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, à l'égard du Prieuré de Lombardie, où les vivres sont devenus plus chers à cause de la guerre, les Commissaires qui feront les preuves, pourront encore prendre un écu d'or par jour jusqu'au premier Chapitre général.

26. Les mêmes Seigneurs, sur la demande du vénérable Prieur de Castille & de Leon, ont ordonné que ceux qui se présenteront pour y être reçus devant le Prieur & le Chapitre Provincial, exposeront leur dessein dans une Requête; après la lecture de laquelle ils déclareront le lieu où ils sont nez, les noms & surnoms de leurs peres, de leurs meres & de leurs ayeuls & ayeules des deux côtez, & d'où ils sont originaires, & en laisseront un mémoire entre les mains du Secrétaire du Chapitre, lequel est obligé de leur garder le secret, avec une somme d'argent pour satisfaire aux frais des preuves, telle qu'elle aura été réglée par le Prieur & le Chapitre.

Le Prieur & le Chapitre députeront ensuite secrètement que le Prétendant n'en puisse être informé, deux Freres Chevaliers pour Commissaires, l'un desquels doit être Commandeur, gens prudents, & exacts, pour recevoir les preuves, auxquels ils enjoindront, sous telles peines qu'ils jugeront à propos, de se transporter sans excuse ni délai, après qu'ils auront prêté le serment de

bien & fidelement s'acquitter de leur commission, dans le lieu de la naissance du Prétendant, de ses parens & ayeuls, pour s'informer secrettement de sa Noblesse, & s'il a-toutes les autres qualitez requises par nos Statuts, dresser procès verbal écrit & signé de leurs mains, contenant tout ce qu'ils auront découvert, auquel ils joindront leur sentiment sur la validité ou invalidité des preuves, en feront un paquet qu'ils cacheteront de leurs cachets, & l'enverront par une voye bien sûre au Prieur & au Chapitre, où le tout sera lu & examiné. Si le Chapitre trouve les preuves bonnes & bien faites, il les remettra au Prétendant, pour poursuivre sa réception, & lui fera rendre le surplus de son argent, s'il se trouve qu'il en ait trop avancé, le tout à peine de nullité. Voulans au reste que l'on continuë d'observer les mêmes formalitez que par le passé, pour tout ce qui concerne la confection des preuves, & que le présent Statut soit inseré dans toutes les commissions qui s'expedieront desormais à cet effet.

Défendent aux mêmes Commissaires de laisser imparfaites celles qu'ils auront une fois commencées, de loger, boire ni manger dans la maison du Prétendant, de ses parens, ni d'aucune personne suspecte de le favoriser : ils sont au contraire obligez de se déguiser, autant qu'ils pourront, afin d'executer leur commission sans donner lieu à la moindre suspicion. Laisent enfin au Prieur & au Chapitre Provincial l'autorité de régler l'honoraire desdits Commissaires, le quel néanmoins ne pourra être moindre que de 40 reaux de Castille, pour chacun d'eux par jour, à proportion du tems qu'ils auront été obligez d'y employer.

27. Les mêmes Seigneurs, à la priere dudit Prieuré de Castille & de Leon, ont ordonné
pour

pour ledit Prieuré seulement, que dorénavant nul Commandeur ni Chevalier ne sera commis pour recevoir les preuves des Chevaliers, Chapelains ou Servans d'armes, s'il n'a douze années d'ancienneté, & cinq de résidence dans le Couvent: que l'original de ces preuves y soit porté, & qu'il y en soit retenu une copie en bonne forme, pour prévenir les doutes & les difficultez qui en pourroient naître, laquelle copie sera mise dans l'archive, comme de coutume, pour y être ajoutée foi pleine & entiere.

Que les Commissaires députez pour recevoir les preuves de Noblesse & d'améliorissement soient tirez au sort entre les Freres Chevaliers seulement: que les Prieurs conventuels envoient chaque année au Secrétaire dudit Chapitre, une liste de ceux qui se trouveront en état d'être choisis.

29. Les mêmes Seigneurs, à la priere du venerable Prieuré de Portugal, ont défendu de délivrer dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales, aucune commission pour recevoir les preuves des Chevaliers, que le Prétendant ne leur ait présenté sa généalogie, celle de son frere, à son choix, nonobstant ce qui a été ordonné dans le Chapitre général de 1578, qu'il seroit obligé de justifier du moins quatre degrez de noblesse, du côté paternel, bien reconnus dans le Livre du Roi; à peine de payer par le Président qui aura signé la commission, sans avoir vû la généalogie, telle qu'elle est ci-dessus spécifiée, deux cens écus au commun Trésor.

30. Les mêmes Seigneurs corrigeant le vingtième article du même titre, ont ordonné que les Commissions, pour les preuves des Chevaliers, des Chapelains, & des Freres Servans d'armes de toutes les vénérables Langues, doivent être demandées & expédiées dans les Chapitres Provinciaux, ou dans les Assemblées Provinciales qui

doivent se tenir six mois après, dans lesquels Chapitres ou Assemblées l'on pourra encore recevoir & expedier tout-à-fait lesdites preuves.

Si par accident on manquoit une année sans tenir Chapitre dans quelque Prieuré, on pourroit y convoquer deux Assemblées pour le même effet, l'une au mois de Mai, l'autre en Novembre; ôtant au vénérable Conseil ordinaire le pouvoir de délivrer aucune commission pour faire les preuves, à peine de nullité. A l'égard de celles qui ont été déjà faites & examinées par l'Assemblée, elles subsisteront pourvu qu'en tout le reste on les trouve bonnes & valables.

31. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que si quelques preuves de noblesse, ou de légitimité étoient refusées dans le Chapitre ou l'Assemblée Provinciale, & que le Prétendant demandât qu'elles lui fussent remises, on n'en fera pas de difficulté, après néanmoins en avoir tiré une copie collationnée à ses dépens, pour être mise dans l'archive du Chapitre Provincial, & les avoir enfermées, sous le sceau du même Chapitre, sans préjudice de l'usage de la vénérable Langue ou Prieuré d'Allemagne qui s'observera comme d'ancienneté.

32. Les mêmes Seigneurs ont défendu de donner à l'avenir dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales, des commissions de recevoir les preuves des Chevaliers, Chapelains ou Servans d'armes, que les Prétendans ne s'y soient eux-mêmes presentez, afin que l'on connoisse s'ils sont sains d'esprit & de corps, en bonne fanté, s'il ne leur manque aucun membre, s'ils sont propres à être appliquez au Service Divin, ou à l'exercice des armes, pour lequel ils se présentent. S'il leur manquoit quelqu'une de ces qualitez, il leur seroit inutile de faire des preuves.

33. Les mêmes Seigneurs ont défendu de déli-
vrer

vrier dorénavant de commissions pour faire les preuves de noblesse des Chevaliers, ou de légitimité pour les Servans d'armes, qu'ils n'ayent du mois seize ans, & qu'ils n'ayent rapporté leur acte baptistaire en bonne forme pour le justifier; déclarant quel'âge de dix-sept & de dix-huit ans, porté par l'article 13. du titre de la réception des Freres, est convenable à l'instruction des preuves, & à l'examen & revision quel'on doit en faire dans les Chapitres & des Assemblées Provinciales auxquelles elles doivent être présentées, ensuite de quoil le Prétendant pourra les porter lui-même au Couvent en bonne forme.

34. Mais d'autant que, nonobstant l'acte baptistaire qui devoit marquer certainement l'âge du Gentilhomme Prétendant, il paroît quelquefois beaucoup plus jeune, d'où il s'ensuit, ou que l'acte baptistaire est faux, ou que le Prétendant est un main peu propre aux fonctions militaires, les mêmes Seigneurs, pour éviter cet inconvenient, ont ordonné que les Présidens des Chapitres ou Assemblées Provinciales, qui n'auront pas été bien certains, sur la foi de l'extract baptistaire, que le Prétendant ait effectivement seize ans complets, & qui n'auront pas laissé de faire délivrer des commissions pour faire les preuves, payeront trois cens écus d'or d'amende au commun Trésor; & les Commissaires qui les auront reçues, chacun cent, desquels ils seront réputez débiteurs, jusqu'à ce qu'ils ayent effectivement payé, & incapables de recevoir des bienfaits de la Religion.

Dès que le Prétendant sera arrivé au Couvent, avant ou après qu'il aura été présenté à la Langue ou au Prieuré, il le fera encore par le Pilier de sa Langue au premier Conseil qui se tiendra pour les affaires de l'Ordre; & s'il ne paroît pas à sa figure, qu'il ait effectivement l'âge porté par son acte baptistaire, il ne jouira ni de l'ancienneté, ni de la table ou solde, jusqu'au tems qui lui
sera

sera marqué pour cela, par le vénérable Chapitre. Ses Fiarnauds auront pendant cinq ans la liberté de lui faire cette objection, & de la justifier, pour lui faire perdre autant de son ancienneté. Ajoutez que dans les trois vénérables Langues de France, les extraits baptistaires des Prétendans doivent être compulsés sur les Registres des Paroisses par l'Evêque, son Vicaire, ou son Official, lesquels Registres seront encore présentés aux Commissaires auxquels il est enjoint sur leurs consciences de les bien examiner.

35. Les mêmes Seigneurs, en confirmant l'article 28. du même titre, défendent de donner l'habit de l'Ordre à aucun Novice, qui pendant le Noviciat aura paru déréglé en ses mœurs & en sa conduite: ils se sont déchargés là-dessus, sur la conscience des Commissaires du Noviciat.

36. Les mêmes Seigneurs ayant fait attention aux inconveniens qui suivoient la précipitation avec laquelle on donnoit l'habit de la Religion à des enfans, ont défendu de le donner à l'avenir à aucun enfant, en quelque état qu'il se trouve, quand il seroit même Page du Grand Maître, lequel à la fin de son Noviciat, ne se trouvera pas en âge de faire la profession, sans quoi nul ne soit si hardi que de porter la Croix de toile sur son habit dans le Couvent, ni au dehors, à peine de perdre deux ans de son ancienneté en faveur de ses Fiarnauds, à l'exception des Pages qui sont actuellement dans le Couvent au service de l'Eminentissime Grand Maître.

37. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que tous ceux qui viendront au Couvent, dans le dessein de recevoir l'habit, le reçoivent aussi-tôt quel'année de leur Noviciat sera finie, & fassent profession expresse de vivre & mourir dans l'Ordre, lequel ils ne pourront néanmoins commencer, qu'ils n'aient quinze ans complets. S'il paroît par des
actes

actes bien registrez en la Chancellerie, qu'ils aient été avertis un mois auparavant par les Maîtres des Novices, qu'ils devoient faire profession un mois après, ce qui demeure à la disposition & à l'arbitrage du Grand Maître, & qu'il n'ait tenu qu'à eux de faire profession, & de recevoir l'habit, ils seront censez, après ce terme expiré, avoir perdu l'ancienneté qu'ils auroient acquise dès ce tems-là, laquelle ne commencera de courir, à leur égard, que du jour qu'ils auront reçu l'habit, à quoi ils ne seront admis, qu'après avoir rempli toutes les conditions requises par les Statuts & Ordonnances capitulaires.

38. Les mêmes Seigneurs, en conformité de la dernière Bulle du Pape, ont ordonné que le Noviciat des Freres de la vénérable Langue d'Allemagne, se fera entierement en ce pays-là ou au Couvent, sans le partager.

39. Les mêmes Seigneurs, pour plusieurs raisons à eux bien connues, ont permis à tous ceux qui viendront au Couvent, des frontieres du vénérable Prieuré de Bohême, afin des'enrôler dans la Religion, pour être Chevaliers, Chapelains ou Servans d'armes, de ne faire que six mois de Noviciat, à compter du jour qu'ils seront arrivés.

40. Les mêmes Seigneurs en expliquant l'art. 13. du même titre, où il est parlé des Pages de l'Eminentissime Grand Maître, ont ordonné après le scrutin des ballotes, qu'elle pourra en augmenter le nombre jusqu'à seize, lesquels doivent avoir douze ans complets, & ne peuvent être reçus, qu'ils ne soient venus au Couvent, pour servir personnellement Son Eminence, jusqu'à ce qu'ils sortent de Page, à quinze ans passez, & qu'ils entrent au Noviciat. Son Eminence pourra en prendre d'autres, à proportion qu'ils y passeront. Quand ils auroient plus de douze ans, ils ne lais-

se-

seroient pas d'être reçûs Pages, & de servir Son Eminence, jusqu'à quinze ans complets, pour aller de même au Noviciat, en sorte néanmoins qu'il n'y ait jamais plus de seize Pages, & que la réception de chacun soit marquée sur les Registres de la Chancellerie, le tout à peine de nullité, sans qu'aucun d'eux puisse se prévaloir autrement de l'ancienneté, & des prétendus privilèges des Pages Magistraux.

41. Les mêmes Seigneurs, après le scrutin des ballotes, ont modéré la confirmation faite au présent Chapitre général, au sujet des réceptions des Pages de l'Eminentissime Grand Maître, faites depuis la publication du Chapitre général de 1612, & observées jusqu'à présent, lesquelles ils ont confirmées pour ce qui regarde l'ancienneté & la résidence seulement. A l'égard de la taxe de 250 écus d'or en or, qu'ils doivent payer au Trésor, outre le passage ordinaire, les privilèges de minorité, suivant la constitution du précédent Chapitre général, sont toujours entendus sans préjudice du Trésor, lequel a déjà un droit acquis contre ceux qui n'ayant pas servi le Seigneur Grand Maître pendant toute leur quinzième année, en ont autant perdu du privilège des Pages Magistraux, aux termes de l'Ordonnance précédente.

Au moyen de quoi lesdits Seigneurs ont statué & ordonné, que tous lesdits Pages, qui n'auront pas entièrement accompli le tems de leur service, seront obligez, nonobstant ladite confirmation, de payer la taxe de 350. écus d'or, en or, outre le passage ordinaire, dans trois ans, à compter du jour de la publication de la présente Ordonnance, dans le Couvent, entre les mains du Conservateur conventuel, ou dans les Prieurez, en celles des Dépositaires & Receveurs du commun Trésor: faute de quoi ils seront réputez débiteurs, &

& incapables , jusqu'à ce qu'ils y ayent entièrement satisfait.

Réservant cependant à l'Eminentissime Grand Maître , le pouvoir de faire telle grace qu'il lui plaira à douze desdits Pages présens auprès de sa personne, ou absens , à l'égard du présent Statut. Commettant le vénérable Frere Juste de Fay Gerlande, Prieur d'Auvergne , & les Freres Jérôme Zati , Melchior Duretta , & Everard de Stein , pour conjointement avec Son Eminence , faire les diligences nécessaires pour tirer des Registres ou autres Livres qu'il appartiendra , les noms & surnoms desdits Pages qui n'ont pas entièrement fait leur service , pour en former un catalogue qu'ils déposeront à la vénérable Chambre des Comptes , afin qu'elle puisse imposer à chacun d'eux ce qu'ils sont obligez de payer , suivant la présente Ordonnance.

42. Les mêmes Seigneurs ont défendu de recevoir dans les Langues ou les Prieurez , aucun de ceux qui se présenteront pour être reçus Freres Chapelains , qu'il n'ait été approuvé par la vénérable Assemblée des Chapelains, bien & dûement informée de sa suffisance : à condition qu'il ne sera point reçu , qu'il n'ait pour lui les trois quarts des suffrages des Opinans , en sorte que l'autre quart ne puisse empêcher sa réception.

43. Les mêmes Seigneurs ont cassé & annullé les Ordonnances qui prescrivent les formalitez à observer dans la réception des Chapelains & des Servans d'armes , au sujet des preuves , & ordonné l'observation de l'art. 18. du même titre , voulant qu'ils soient encore obligez de prouver que leurs ayeuls & ayeules paternels & maternels , étoient descendus de légitimes mariages.

44. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que l'habit de l'Ordre , qu'il étoit autrefois permis de donner aux Chapelains d'Obédience , pour desservir
les

les Eglises des Commanderies, suivant les articles 29. & 30. du même titre, ne pourra être désormais donné qu'à des Prêtres approuvez par leurs Ordinaires, qui soient de bonne vie & mœurs, lesquels seront tenus, dans les Prieurez de la vénérable Langue d'Italie seulement, de faire une année de Noviciat, en la maniere qui leur sera prescrite par les Prieurs, avant d'être admis à la profession régulière.

45. Les mêmes Seigneurs, pour bonnes causes & considerations, concernant le bien général de la Religion, ont défendu de recevoir aucun Frere Chapelain ou Servant d'armes, jusqu'à la célébration du prochain Chapitre général, hors des limites de la Nation de laquelle il se trouvera; en sorte que ni dans le Couvent, ni au dehors, on ne pourra recevoir aucun Frere Chapelain ou Servant d'armes que dans la Langue ou le Prieuré où ils sont nez. Au moyen de quoi ils ont rejeté & ordonné être rejetées toutes les suppliques qui ont été présentées au present Chapitre général, & lui ont ôté tout pouvoir de les retenir, & à tout autre Tribunal d'en connoître jusqu'au prochain Chapitre général. Révoquant expressément toutes les graces qui pourroient avoir été faites là-dessus par le present Chapitre général aux Chapelains & aux Servans d'armes, lesquelles ils déclarent nulles.

46. Et d'autant qu'il s'est introduit differens abus dans la concession de l'habit d'obédience aux Freres Chapelains sous prétexte du service des Commanderies, sur-tout dans quelques Prieurez de la vénérable Langue d'Italie, où on en a reçu un trop grand nombre, les mêmes Seigneurs ont commis le vénérable Frere Nicolas della Marra, Prieur de Messine, & Frere Signorin Gattinara, Prieur de Sainte Euphemie, pour s'informer exactement, le plutôt que faire se pourra, du nombre
des

des Chapelains répandus dans ce Prieuré & dans les Commanderies & dépendances, & de celui qui est nécessaire pour les desservir. Ils en feront leur rapport à un Conseil complet de rétention qui en limitera le nombre, au-delà duquel on n'en recevra plus, qu'à mesure qu'il en manquera. On observera au surplus les Statuts Capitulaires.

47. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que lorsque les Chevaliers d'obédience Magistrale, & autres Freres d'obédience demanderont quelque Charge de Frere Conventuel, ils seront obligés de faire voir qu'ils ont toutes les qualitez qui y sont nécessaires, suivant les Statuts & Ordonnances capitulaires, sans quoi ils demeureront dans leur premier état.

48. Les mêmes Seigneurs ont révoqué toutes les graces faites par le présent Chapitre général, ou qui pourroient être faites ci-après par le Conseil complet de rétention, de quelque reception que ce puisse être au degré de Chevalier, tant aux Séculiers, qu'aux Freres Servans reçus dans leurs Langues ou Prieurez au rang des Freres Chevaliers: Voulant que tous restent soumis à la disposition des Statuts, & se tiennent dans leur Ordre. Ils ont à cet effet rejetté toutes les suppliques qui peuvent rester à décréter, avec défenses d'en parler dans le Conseil de rétention, ni ailleurs, à l'exception de la grace qui a été accordée à Frere Sebastien Prost à la priere de la vénérable Langue d'Auvergne.

49. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que tous ceux qui seront reçus Freres Chevaliers par l'autorité du présent Chapitre général, ou qui le seront ci-après, de quelque maniere que ce soit, avec dispense d'âge, ou avant seize ans accomplis, à l'exception des Pages de l'Eminentissime Grand Maître, qui auront payé le passage à l'ordinaire, payeront au commun Trésor, tant pour

la dispense, que pour le passage, mille écus d'or à quatorze tarins pièce, ou leur valeur, entre les mains du Receveur conventuel, ou des Dépositaires ou Receveurs des Prieurez, dans un an après la concession de la dispense, lequel terme pourra être prorogé d'un an par un Conseil complet de rétion, & en rapporteront la quittance passée par devant Notaire; faute de quoi ils ne jouiront point de la dispense, ni de leur Réception. S'ils ont payé cette somme, elle sera dès lors acquise au Trésor, qui ne sera tenu de la restituer, en quelque cas, ni pour quelque cause que ce puisse être. Déclarant que lesdits mineurs ainsi dispensés, ne sont pas obligez de venir au Couvent, qu'ils n'aient seize ans complets: s'ils y viennent auparavant, le Trésor ne leur fournira ni la table ni la solde. Ils payeront encore cinquante écus à douze tarins pièce, à la Langue pour leur Réception.

50. D'autant que le Chapitre général a renvoyé aux mêmes Seigneurs toutes les suppliques de ceux qui prétendent être reçus Chevaliers avec dispense d'âge, dont on a fait une liste, ils leur ont accordé à tous la grace par eux demandée, à la charge de faire leurs preuves, conformément aux Statuts du présent Chapitre; en sorte que leur ancienneté dans la Langue ou Prieuré dans l'étendue duquel ils sont nez, courra depuis qu'ils auront atteint l'âge de six ans complets, en payant au Trésor mille écus d'or à quatorze tarins pièce pour leur passage, aux termes de la précédente déclaration. Voulant que dès qu'ils auront présenté au Couvent à la Chambre des Comptes la quittance de cette somme payée dans un an, à compter de ce jourd'hui sept de Juin, jour la publication du présent Chapitre, & que leurs preuves de Noblesse auront été reçues dans le Couvent, on leur

expe-

expédie le privilege de porter la petite Croix d'or d'or de notre Ordre pendue au col.

Déclarant que tous ceux qui auront payé dans ledit terme les mille écus d'or de passage, & qui se trouveront avoir six ans complets, soient tous d'un passage, & comptent leur ancienneté de ce jour: Ordonnant que les Prieurs ou leurs Lieutenants, dès qu'ils en auront vû la quittance, convoquent l'Assemblée pour la réception des Prétendants, auxquels ils en délivreront un acte suivant les Etablissements, les Ordonnances capitulaires, & les louables Coutumes des vénérables Langues & Prieurez, parce qu'ils ne peuvent leur faire aucune grace au sujet des preuves ni des limites, mais seulement de l'âge, & ont ordonné aux nouveaux reçus de venir au Couvent dans la vingt-cinquième année de leur âge, pour faire leur Noviciat & la Profession dans leur vingt-sixième année; faute de quoi ils seront privez de leur ancienneté en faveur de leurs Fiarnauds.

51. Les mêmes Seigneurs, après le scrutin des ballotes, ont pareillement reçu tous ceux qui avoient donné leurs suppliques au present Chapitre, pour être reçus avec dispense d'âge au rang des Freres Servans d'armes, dans les Langues où ils étoient nez, les noms & surnoms desquels étoient contenus dans la liste, en payant aux Officiers du Trésor pour la dispense huit cens écus d'or à quatorze tarins pièce, & le passage dans un an ou deux; si leur terme se trouve prorogé par le Conseil complet de rétention, sur la quittance duquel & autres conditions expliquées dans les deux Statuts précédens, ils commenceront de jouir de leur ancienneté, on ne leur accordera point le privilege de porter la Croix d'or pendue au col. Ils seront également tenus de payer aux vénérables Langues la taxe de cinquante écus à douze tarins

par

par écu, comme les enfans qui auront été reçûs Freres Chevaliers.

52. Les mêmes Seigneurs, sur la priere de la venerable Langue d'Allemagne, ont ordonné que les preuves de Noblesse des Freres Chevaliers se feront non-seulement sur l'arbre généalogique qui a été autrefois envoyé par le Chapitre Provincial, mais qu'elles s'étendront jusqu'aux seize quartiers des ayeules, suivant l'ancienneté & louable coutume de ce vénérable Prieuré.

53. Les mêmes Seigneurs après le scrutin des ballotes ont ordonné qu'à l'avenir tous ceux qui seront reçûs dans l'Ordre pour Freres Chapelains conventuels, Prêtres, Diacres ou Soudiacres, payeront 200. écus d'or en or, comme payent les Frs. Servans, & les Clercs 100. écus d'or. Défendant de recevoir jusqu'au prochain Chapitre général, dans quelque Langue ou Prieuré que ce soit, ni Prêtres, ni Diacres, ni Soudiacres, mais seulement des Clercs jusqu'au nombre de vingt-un, qui ayent du moins dix ans, mais qui n'en ayent pas plus de quinze, sept desquels seront François, cinq Italiens, six Espagnols, & trois Allemands, lesquels à proportion qu'ils seront promûs aux Ordres sacrez, pourront être remplacez par d'autres, sans jamais passer ledit nombre de vingt-un. Ils ont dispensé de ce paiement ceux qui servent actuellement dans la grande Eglise conventuelle; sçavoir, François & Etienne Pradal, Jean le Grand, Michel Dupas & Philippe Ortiz, lesquels ils ont voulu être compris dans le nombre des vingt-un, & dans le nombre assigné à chaque Nation.

54. Les mêmes Seigneurs ont révoqué toutes les graces faites par le présent Chapitre général, ou à faire par les vénérables Conseils de rétention, pour la réception des Freres Chapelains, Prêtres, Diacres, Soudiacres & Clercs, excepté celles qui
ont

ont été faites à Dominique la Hoz , & Michel Pomar, Prêtres Aragonnois, & à Bernard Nichet neveu du Camerier Major de son Eminence , lequel sera néanmoins compris dans les vingt-un, & à Antoine Faria de Magallais, Portugais, à la charge de faire par eux les preuves nécessaires, & de payer le passage, tel qu'il est établi par la présente Ordonnance.

DE L'EGLISE.

TITRE III.

I. Les mêmes Seigneurs ont confirmé aux vénérables Langues la distribution des Chapelles qui sont dans la grande Eglise conventuelle de Saint Jean Baptiste notre Patron, telle qu'elle fut faite au Chapitre général de 1603, avec la déclaration faite dans le suivant & dernier Chapitre, au sujet de la Chapelle qui est à main droite, appelée ci-devant *de la Colonne du Seigneur*, & à présent *des trois Rois*, laquelle appartient à la vénérable Langue d'Allemagne, & qui doit lui être conservée. Si l'Angleterre revient jamais au giron de la Sainte Eglise Catholique, le vénérable Conseil pourra pourvoir de Chapelles la vénérable Langue de cette Nation, suivant ses anciennes prééminences, par l'autorité du Chapitre général; s'en remettant à la conscience des Piliers & des Procureurs des vénérables Langues, de pourvoir à l'exécution & à l'observation des Statuts faits par ledit Chapitre général pour la distribution des Chapelles.

2. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que toutes les fois que le bien Reverend Prieur de l'Eglise, ou son Vice-Prieur voudront faire des plaintes dans l'Assemblée des Chapelains, de quelqu'un

d'entr'eux peu assidu au Service divin , ou accusé d'avoir péché contre les bonnes & louables coutumes de l'Ordre , refusé d'obéir au Prieur ou au Vice-Prieur , ou fait quelque autre chose qui mérite punition , lesdits bien-Reverend Prieur ou Vice-Prieur , ne seront point obligez de se retirer de l'Assemblée après les avoir faites , parce qu'ils n'y ont aucun intérêt particulier : ils assisteront au Jugement , afin que l'on y rende aux accusez la justice qui leur est dûë , suivant les Statuts capitulaires. Défendant néanmoins au bien-Reverend Prieur & au Vice-Prieur de se mêler d'aucune affaire qui soit de la compétence du Grand Maître & du Conseil.

3. Les mêmes Seigneurs , après le scrutin-des ballotes , ont révoqué toutes les graces accordées par le present Chapitre général , ou qui pourroient se faire ci-après dans les rétentions , pour dispenser des Chapelains de l'assistance du Chœur , toutes lesquelles seront de nulle valeur.

4. Les mêmes Seigneurs ont ordonné que toutes les propositions se feront dans les vénérables Assemblées des Chapitres , par le bien Reverend Prieur de l'Eglise , auquel appartiendra la nomination des Officiers , qui devront être choisis , changez , confirmez , ou subrogez , ou autres affaires semblables. Déclarant nul tout ce qui se sera fait au préjudice de ses droits.

5. Les mêmes Seigneurs ont enjoint au bien-Reverend Prieur de faire ou faire faire chaque année la visite de l'Eglise & de l'Infirmierie , & de tout ce qui est consacré au Service divin ; de s'informer si les Sacremens sont bien dévotement administrés aux malades , si on y dit régulièrement la Messe , & de corriger tout ce qu'il y trouvera de défectueux.

6. Les mêmes Seigneurs ont ordonné aux Freres Chapelains de notre Eglise conventuelle , d'aller

ler du moins une fois le mois, si le tems y est propre, en procession à l'Infirmierie, comme on avoit autres fois accoutumé, sans qu'aucun puisse s'en dispenser, à peine de perdre leur distribution d'une semaine, laquelle sera portée aux pauvres prisonniers, enjoignant au bien-Reverend Prieur, & à ses Prud-hommes d'y tenir la main.

7. D'autant que les Saints Peres ont sagement introduit les Indulgences dans l'Eglise, que l'on doit exactement observer & gagner, les mêmes Seigneurs ont ordonné qu'aux Prônes des Dimanches où on annonce les Fêtes & les jeûnes, on annonce aussi les Indulgences que les Freres pourront gagner dans notre Eglise, dans celle de l'Hôpital & autres lieux de dévotion.

8. Comme l'Ecriture sainte fait mention de l'honneur que l'on rendoit aux corps & aux reliques des Saints, dès le commencement de l'Eglise, les mêmes Seigneurs ont ordonné que l'on conserve celles que nous avons en tout honneur & révérence, & défendu de les transporter d'un lieu à un autre, sans la permission expresse du Chapitre général. Et d'autant que la plupart sont assez mal enchâssées, ils ont permis aux Prieurs & aux Baillis d'employer le present qu'ils sont tenus de faire à l'Eglise, à faire faire des Reliquaires d'or & d'argent, même à tous les Religieux qui en auront la dévotion, d'y faire graver leurs noms & leurs armes.

9. Les mêmes Seigneurs ayant considéré que le nombre des Messes, dont les fondations ont été acceptées jusqu'ici par la vénérable Assemblée des Chapelains, est tellement augmenté, que si on continuoit d'en accepter, il seroit impossible de les acquitter, ont défendu de plus accepter de pareilles fondations jusqu'au prochain Chapitre général, excepté celles de son Eminence.

10. Ils ont encore ordonné que l'on continuera

dans l'Eglise conventuelle de S. Jean-Baptiste notre Patron, la Chapelle du chant figuré, les jours de Fête solennelle, des anniversaires des Grands Maîtres, & autres jours qu'il plaira au bien Reverend Prieur de l'Eglise, & que le Grand-Maître aura pleine autorité sur le Maître de cette Chapelle, ses Chantres & ses Musiciens, pour les changer, réformer, corriger & regler les Apoin-temens qui leur seront payez par le Trésor, pourvu qu'ils ne passent pas soixante écus par mois, y compris ceux du Maître de Chapelle & de l'Organiste; enjoignant de les réduire incessamment à cette somme. Défendant, sous telle peine qu'il écherra, au Maître de Chapelle & aux Musiciens, de porter au Chœur & autres lieux destinez à chanter les louanges du Seigneur, aucune sorte d'armes, & leur ordonnant de s'y trouver en soutane & en surplis.

11. Ils ont encore ordonné que si quelqu'un de nos Freres se trouve à l'extrémité hors de l'Infirmerie, dès que le Reverend Prieur de l'Eglise en sera averti, il y envoie un ou plusieurs Chapelains Prêtres pour l'assister, jusqu'à ce qu'il soit mort ou hors de danger: ceux qui refuseront d'y aller, perdront la distribution de deux mois, qui tournera au profit de l'Assemblée.

12. Si quelqu'un de nos Freres meurt à telle heure que son corps puisse être enterré le matin, on chantera la Messe en presence du corps: le sous-Prieur ou un autre Chapelain en son absence, accompagné d'un Diacre & d'un Soudiacre revêtus de chappes, feront l'enterrement, & non pas avec leurs manteaux à pointes, comme on faisoit auparavant; faute d'observer ces cérémonies, ils n'auront point de part au trentenaire du défunt.

13. Afin que l'on célèbre avec plus de solennité la vénérable Fête de la Décollation de Saint Jean-

Jean-Baptiste, Précurseur de Jésus-Christ, & notre Patron, ils ont ordonné que le bien-Reverend Prieur de l'Eglise officiera pontificallement aux premières Vêpres, & que l'on en fera l'octave.

14. Que l'Ambassadeur & le Procureur Général de l'Ordre en Cour de Rome présenteront au nom de l'Ordre la supplique au Pape, & feront les diligences nécessaires pour parvenir à la beatification de quelques-uns de nos Saints, afin que l'on puisse en faire l'Office dans nos Eglises. Ordonnant au bien-Reverend Prieur d'y envoyer toutes les pièces qui seront nécessaires pour les informations & les instructions propres à faire réussir un aussi pieux dessein.

15. Que désormais aucun de nos Freres, de quelque état, dignité ou qualité qu'il soit, qui mourra dans le Couvent, ne pourra être enterré dans aucune autre Eglise, que dans la notre Conventuelle, ou dans le caveau ordinaire.

16. Que les Freres Chapelains compteront leur ancienneté & prendront sceançe au Chœur, dans l'Assemblée, aux Processions & en toute autre occasion, du jour de leur réception dans la Langue ou dans le Prieuré, & non pas de celui de leur ordination à la Prêtrise, si ce n'est pendant qu'ils seront encore mineurs; alors les Prêtres auront l'honneur & la dernière place.

17. Les mêmes Seigneurs, sur la demande du bien-Reverend Prieur de l'Eglise, après le scrutin des ballotes, ont permis à tous les Chapelains Prêtres de porter dans le Chœur & à la Procession, & non ailleurs, un camail noir, avec la Croix de notre habit, d'une grandeur raisonnable sur l'épaule gauche: le camail ne sera que de drap de laine, doublé de noir, & se mettra sur le surplis.

18. Ils ont ordonné que tout les Chapelains, Prêtres, Diacres, Soudiacres ou Clercs qui desservent dans l'Eglise du Couvent, porteront le

surplis tous les jours feriez & non feriez, & à toutes les heures, & s'en entretiendront à leurs dépens, à peine, s'ils ne tiennent pas de bénéfice, de souffrir la septaine pour la première fois, la quarantaine pour la seconde, & pour la troisième, de la perte d'une année de leur ancienneté, au profit de leurs Fraternités.

Ils porteront encore le surplus aux Processions & autres cérémonies qui se font de tems en tems hors de l'Eglise. Si le bien-Reverend Prieur de l'Eglise, ou le Vice-Prieur en son absence, négligent de tenir la main à l'exécution du présent Statut, dès que le Maître ou le Procureur Fiscal par son ordre en aura fait plainte au Conseil, le Prieur ou le Vice-Prieur perdront chaque fois dix écus qu'on leur retiendra sur les appointemens & les gages que fournit le Trésor, lesquels seront employés à la décoration de la Chapelle de St. Jean décollé.

Que la même chose sera observée par tous les Chapelains qui demeurent en Communauté, dans les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages & Commanderies, sous les mêmes peines, pour le premier & le second manquement, & d'une année de prison, pour le troisième. Commandant aux Prieurs, Châtelain d'Emposte, Baillis & Commandeurs de faire observer le présent Statut.

19. Que les Chapelains conventuels, quand ils ne seroient que Clercs, qui seront hors du Couvent dans les Villes considérables, sont obligez d'assister à l'Office divin dans les Eglises de l'Ordre le jour de la Fête du Saint auquel elles sont dédiées, & autres où le bien-Reverend Prieur de l'Eglise doit officier pontificalement, à peine de dix écus d'amende payable au Trésor pour chaque contravention, & de ne point opiner d'un an dans les Chapitres & les Assemblées.

20. Que

20. Que dès que les Clercs reçus & à recevoir auront atteint l'âge de vingt-un ans, ils soient diligemment examinez avant de leur accorder des dimissoires pour recevoir le sous-Diaconat, & que ceux qui ne paroîtront pas capables de passer jusqu'à la Prêtrise, soient mis au nombre des Servans d'armes, & payent leur passage dans l'année, à compter du jour qu'ils y auront passé, après le paiement duquel leur ancienneté courra depuis celui auquel ils y auront été reçus, faute de quoi ils n'en auront point du tout. Le bien-Reverend Prieur nommera pour cet examen des Commissaires qui rendront compte au Maître & au Conseil de leur suffisance ou insuffisance, afin qu'ils puissent délibérer sur l'état auquel ils devront être rangez.

21. Puisque la Religion possède entre autres reliques, une Epine de la très-sainte Couronne de N. S. Jesus-Christ, de laquelle Frere Jacques de Milly Grand Maître avoit ordonné que l'on célébrât la Fête avec Office semi-double le 11. d'Août de chaque année, les mêmes Seigneurs qui ont regardé ce Statut comme digne de la piété de l'Ordre, ont ordonné qu'on en rétablirait l'observation avec Office double, & en ont chargé le bien-Reverend Prieur de l'Eglise.

22. Que tous les Freres de l'Ordre, de quel qu'état, dignité & condition qu'ils soient, assisteront à tout l'Office divin de la Fête de la Nativité de Saint Jean-Baptiste notre Patron & Protecteur, en quelque lieu qu'ils se trouvent, dans les Eglises de notre Ordre, s'il y en a, depuis les premières Vêpres de la veille; ceux qui y manqueront, à moins d'un empêchement légitime, payeront dix écus, pour être employez à l'achat d'un joyau ou d'un ornement qui sera donné à cette Eglise. Enjoignant au Prieur, Bailli ou Commandeur titulaire de cette Eglise, à son Lieuten-

nant ou Receveur , de faire executer le present Statut à la rigueur.

23. Que le jour de la Nativité de Saint Jean-Baptiste notre Patron , pendant que l'on fera la procession avec la Sainte Relique , on fera tirer le même nombre de coups de canon , qui se tire à celle de la fête du Saint Sacrement.

24. Les mêmes Seigneurs ont jugé superflu l'art. 11. du titre de l'Eglise , puisqu'il suffit que l'Eglise universelle l'ait ainsi décidé , de même que les articles 19. & 23. du même titre , qui sont aussi inutiles , à quoi prendront garde ceux qui seront chargez de la compilation des nouveaux Statuts.

25. Les mêmes Seigneurs faisant réflexion sur l'article 62. du titre des défenses & des peines , où il est dit que nos Freres sont obligez d'assister à l'Office divin dans l'Eglise conventuelle , où ils sont exhortez à aller souvent dans la Chapelle qui y a été unie , pour y faire leurs dévotions & leurs exercices spirituels , ont ordonné en execution de l'art. 18. du titre de l'Eglise , où il est dit qu'outre l'Avent & le Carême , on y prêchera encore toutes les autres Fêtes de l'année , que cela se fasse du moins chaque premier Dimanche du mois , lorsque le très-saint Sacrement est exposé dans cette Chapelle.

26. Que nos Freres & nos Novices garderont les jeûnes commandez par la Sainte Eglise & par nos Statuts , à peine contre le Pilier qui aura donné à Souper dans les Auberges ces jours-là , de perdre ses Apointemens d'une année , qui seront appliquez au Trésor , & contre le Frere novice qui aura demandé à souper , de demeurer prisonnier dans la tour , sur la simple plainte du Pilier , aussi long-tems qu'il plaira à ses Supérieurs.

27. Les mêmes Seigneurs ont défendu d'employer au service de l'Eglise , des forçats , des
gens

gens de galiotte, ni des nouveaux convertis. On doit se servir de deux ou trois bonnes gens, bien dévots, au choix de Monseigneur l'Eminentissime Grand Maître, à qui il fera donner par le Trésor, un salaire honnête, & à chacun deux habits par an, longs jusqu'à mi-jambe, pour balayer & nettoyer l'Eglise, l'Oratoire & les Chapelles, aider au Sacristain & au Sonneur, allumer les cierges, chasser les chiens, & autres services semblables.

28. Les mêmes Seigneurs ont permis au vénérable Chapitre Provincial du Prieuré d'Allemagne, d'envoyer au Couvent, de cinq ans en cinq ans un Frere Chapelain d'obédience du Couvent de Cologne, ou de celui de Strasbourg, capable d'administrer les Sacremens aux Freres Allemands qui y résident. Auquel Frere, au cas qu'il soit approuvé par celui qui sera lors Prieur de l'Eglise, ils ont concédé la table & la solde, telle qu'elle se donne par le Trésor aux autres Chapelains conventuels, pendant qu'il y résidera.

29. En rappelant l'article 9. de ce titre confirmé dans le premier Chapitre du Grand Maître de Vignacour, pour l'observation des articles 4. & 5. du titre de l'Eglise, ils ont ordonné que tous les Freres résidens à Malthe, de quelque degré & dignité qu'ils soient, qui ne feront pas voir qu'ils se sont confessez, & qu'ils ont communie aux quatre grandes Fêtes immédiatement précédentes, comme ils y sont obligez par les Statuts, & qu'il leur aura été marqué par le bien Révérend Prieur de l'Eglise, ils seront privez de voix active & passive, en sorte qu'ils ne pourront assister aux Assemblées des Langues, aux Conseils & aux Tribunaux de la Religion, ni y donner leurs voix, dans laquelle incapacité ils demeureront six mois entiers. Ce qui s'ex-

cutera contre eux toutes les fois qu'ils tomberont dans la même faute.

30. Que l'on portera le manteau à pointe à la Messe de la Dédicace de la grande Eglise conventuelle de notre glorieux Patron S. Jean Baptiste, de même qu'aux premières Vêpres de la Fête de sa Décollation. On ajoutera ces deux Fêtes en leurs places, dans le dernier Statut de ce titre.

31. Les mêmes Seigneurs, après le scrutin des ballotes, ont jugé à propos d'augmenter la valeur du joyau que les Prieurs & les Baillis sont tenus de présenter à notre Eglise conventuelle, suivant les art. 27 & 28. du titre de l'Eglise, en sorte qu'il sera à l'avenir de cent écus d'or, à 14 tarins pièce : ordonnant que les Prieurs & les Baillis, dans dix-huit mois après qu'ils auront commencé de jouir des revenus de leurs Prieurez & Bailliages, seront obligés de l'envoyer, & de le faire remettre entre les mains des Prudhommes, de valeur effective de cent écus d'or, faute de quoi ils seront réputés débiteurs de pareille somme envers le Trésor, & le Receveur fera leurs revenus jusqu'à concurrence de cette somme, pour l'envoyer au Couvent, & la faire remettre aux Prudhommes. Le Châtelain d'Emposte est dans la même obligation.

DE L'HOSPITALITE.

TITRE IV.

LEs mêmes seize Réverends Seigneurs voulant renouveler la formule du serment que prêtoient autrefois les Prudhommes de l'Infirmierie entre les mains du Maître, après leur élection, ont ordonné qu'il se prêtera en la manière suivante, laquelle sera écrite sur un tableau attaché dans l'In-

l'Infirmerie, pour être en vûe de tout le monde.

*Forme du serment des Prudhommes de la sainte
Infirmerie.*

Je N. Prudhomme de la sainte Infirmerie, fais à Dieu un serment solemnel d'employer toute sorte de diligence à la visite de Messieurs les malades; de leur donner toute la consolation possible, & toute la nourriture nécessaire en présence de l'Infirmier: d'avoir soin de réformer tous les manquemens dont je pourrai m'appercevoir; de visiter chaque jour les dépenses que l'on y fera; de signer de ma main toutes celles qui me paroîtront raisonnables; que je compterai de mois en mois, avec l'Infirmier de tout ce qu'il aura fourni pour Messieurs les malades; que je ferai dresser jour par jour un mémoire fort exact de tous les remèdes qui seront tirez par l'ordre des Medecins, de la boutique de l'Apoticaire, dont j'aurai eu connoissance, lequel je signerai de ma main; que je n'en mettrai nul autre sur le compte du Trésor, & que je remplirai mes fonctions avec toute sorte de charité & d'exactitude, selon les Statuts & Ordonnances, & louables coutumes de notre Ordre. Ainsi m'aide Dieu & ses Saints Evangiles.

Les mêmes Seigneurs, après avoir examiné les Statuts faits par le vénérable Conseil, le 1. de Juin 1629, pour le bon gouvernement de l'Infirmerie, après le scrutin des ballotes, les ont approuvez & confirmez, & ordonné qu'ils seront exécutez comme Statuts capitulaires, & à cet effet inserez en cet endroit: les voici.

2. Que les Incurables ne seront plus placez dans un lieu séparé de l'Infirmerie, lequel demeurera supprimé, de même que la petite Maison destinée depuis quelques années, à recevoir des femmes

malades, parce que la Religion est obligée de conserver le saint exercice de l'Hospitalité dans l'Hôtel de la sainte Infirmerie, sans multiplier les lieux à ce destinez, & charger le Trésor des salaires, pittances & autres choses accordées aux Officiers qui en avoient soin.

3. Que le Trésor ne fournira les remedes & autres choses nécessaires aux malades, qu'à ceux qui seront actuellement dans l'Infirmerie, & non pas à ceux qui voudront se faire traiter dans leurs chambres, lesquels seront chargez de payer tout ce qu'on aura pris pour eux dans l'Apoticairerie par ordonnance du Medecin : voulant que les Prudhommes envoient de six mois en six mois à la Chambre des Comptes un mémoire de ce qu'aura pris chacun d'eux, dont les articles seront taxez par le premier Medecin, sur lequel les vénérables Procureurs du Trésor regleront les sommes qui se trouveront dûes par chacun d'eux. Si cependant la maladie du Frère étoit d'une nature à ne pouvoir être reçûe dans l'Infirmerie, suivant l'avis des Medecins, l'Eminentissime Grand Maître en ordonnera ce qu'il jugera à propos, par le conseil du vénérable Hospitalier, ou de son Lieutenant.

4. Que l'on ne donnera hors de l'Infirmerie, ni pittances, ni médicamens qu'à de pauvres femmes, sur les ordonnances des Medecins gagez par le Trésor, ou par le peuple, signées de l'un des Commissaires députez pour la visite des pauvres malades, afin que l'Hôtel de l'Infirmerie demeure toujours libre pour recevoir les hommes malades Sujets de l'Ordre & autres, qui s'y rendront pour se faire guerir de leurs maladies, suivant son ancienne & louable coutume.

5. Que nonobstant l'ordonnance ci-dessus, l'on ne laissera pas de continuer la charité que l'on a eüe jultqu'ici de fournir gratuitement des médicamens aux Monasteres de Sainte Ursule, des Pénitentes

tentes de la ville Vallette, & aux Capucins.

6. Qu'outre le Registre des testamens & des désapropriemens, le Secrétaire de l'Infirmérie tiendra dans la sale sur une petite table, un grand Livre, dans lequel il écrira exactement le nom, le surnom & le pays de chaque malade, le jour & l'heure qu'il y aura été reçu, qu'il a été renvoyé, ou qu'il est décédé: chargeant étroitement la conscience du vénérable Hospitalier, ou de son Lieutenant, d'avoir soin que cet article soit ponctuellement observé, comme fort important au gouvernement de l'Infirmérie, à peine contre le Secrétaire d'être privé de son Office.

7. Que nonobstant le Statut du précédent Chapitre général, il n'y aura plus que deux Prudhommes, qui feront leurs fonctions, & auront soin des malades dans l'Infirmérie, suivant nos Statuts: le vénérable Conseil en députera deux autres avec le titre de Commissaires Visiteurs, pour s'informer comment sont traitez les pauvres malades, à qui l'on fournit la nourriture & les médicamens, sur les ordonnances des Medecins, lesquels seront tenus de marquer les noms & les surnoms des malades, & les lieux de leur demeure, afin qu'elles soient ensuite paraphées par l'un des Commissaires, sans qu'oïles Prudhommes n'y auront aucun égard.

8. Que les Medecins & les Chirurgiens marqueront dans le Livre des ordonnances de l'Infirmérie, comme dans celles qu'ils donneront pour le dehors, le jour, le mois & l'année, & tout au long la qualité & la quantité des drogues & médicamens, sans se servir d'abréviations ni de chiffres: leur défendant d'écrire dans ce Livre aucune chose pour d'autres que pour ceux qui sont actuellement malades dans l'Infirmérie.

9. Que les deux Medecins Praticiens, & l'un des Chirurgiens stipendiez, couchent toutes les nuits sans y manquer, dans l'Infirmérie.

10. Que l'on ait un soin tout particulier d'obliger les malades, dès qu'ils auront été reçus, de se disposer à recevoir les Sacremens de Pénitence & d'Eucharistie, sur-tout s'ils sont nos Freres, suivant l'article 16. de ce titre, de quoi nous chargeons bien expressement la conscience du Prieur & du Vice-Prieur de l'Infirmierie.

11. Que cette dernière Charge soit toujours donnée à un Maltois, à cause que la plupart des malades sont Vassaux de l'Ordre, sans préjudice de la prééminence qui appartient au vénérable Hospitalier.

12. Que l'on observe inviolablement les articles 5 & 8. de ce titre où il est parlé des biens & des meubles de l'Infirmierie, de l'inventaire que l'on en doit faire, & des marques qu'il faut y mettre pour empêcher qu'ils ne soient changés ou vendus.

13. Que les Prudhommes, entre autres diligences, se donnent quelquefois la peine de s'informer si on a donné à Messieurs les malades, les remèdes qui leur ont été ordonnés par les Medecins, & qui sont écrits sur le Livre.

14. Ils ont supprimé l'abus qui s'étoit introduit, par lequel les Prudhommes se donnoient l'autorité de distribuer, aux dépens du commun Trésor, la pittance & autres choses de l'Infirmierie, sans ordonnance des Medecins ni des Supérieurs, sous prétexte d'extraordinaire : ils ne peuvent disposer d'aucune chose, particulièrement du pain, comme ils font à leur volonté, sous prétexte d'en faire l'aumône, qui doit se donner par les Commissaires qui sont nommez à cet effet, pour ne pas confondre les fonctions ; la leur regarde les malades : l'autre le soulagement des pauvres.

15. Suivant ce qui fut ordonné par le vénérable Conseil le 18 de Septembre 1579, ils ont ordon-

ordonné, tant pour la commodité des malades, que pour la décharge du Trésor, que l'Apoticaire de l'Infirmierie sera dorénavant fournie comme autrefois, par les Droguistes, & non pas par les Officiers du Trésor, & ce par l'ordre de ses vénérables Procureurs, qui feront les avances, & donneront toute sorte de facilitez aux Droguistes, pour l'emplette & la fourniture des drogues & médicamens nécessaires en tems convenable, laissant à leur prudence d'en faire le marché sur les états qui leur seront presentez par les Droguistes.

16. Les Medecins pourront, pour la commodité des Officiers séculiers à qui l'Ordre donne des appointemens, qui seront malades chez eux, leur ordonner des remedes de l'Infirmierie, qui leur seront précomptez, suivant la disposition des vénérables Procureurs du commun Trésor.

17. Que l'on rétablisse le bon ordre pour la conservation des habits de ceux qui seront malades dans l'Infirmierie, lesquels doivent être enfermez dans des coffres, quand ce ne seroit que pour leur ôter le moyen de sortir, avant d'être bien guéris, & de faire d'autres excès.

18. Que l'on ne reçoive dans l'Infirmierie aucun séculier, pas même les domestiques des Chevaliers, sous prétexte de se purger par précaution, comme font plusieurs, sur-tout au printemps, ce qui est fort à charge à la Religion, dont l'Institut est de soulager ceux qui sont actuellement malades dans l'Infirmierie.

19. Que les vénérables Procureurs du Trésor donnent aux Prudhommes une instruction plus détaillée, pour recevoir les comptes de l'Infirmier: celle dont on se sert à présent, étant trop confuse & trop embarrassée.

20. Afin que l'on ait toujours une connoissance parfaite de tous les meubles & ustanciles de l'Infirmie-

firme-

firmerie, qui ont été donnez par les Exécuteurs des Fondations, pour le service de Messieurs les malades, ils ont ordonné au Secrétaire de tenir un Registre separé, où l'on écrira sous les titres distinguez de chaque Fondation, la qualité des meubles que l'on aura reçûs, avec la datte de leur réception, & le nom de celui qui les a délivrez, laquelle réception sera signée par les Prudhommes sur le Livre même.

21. Que toutes les pittances qui se donnent hors de l'Infirmerie aux pauvres femmes malades, se donneront dorénavant en argent, & non en denrées.

22. Les mêmes Seigneurs, après le scrutin des ballotes, ont ordonné que le Statut de Monseigneur de Verdale, qui est le vingt-troisième du titre des Baillis, lequel regarde l'élection de l'Infirmier, sera observé selon sa forme & teneur, & que cet Officier sera toujours choisi parmi les Freres Chevaliers.

23. Les mêmes Seigneurs, ayant considéré que tous nos Freres étoient particulièrement obligez d'exercer l'Hospitalité, & de servir eux-mêmes les malades, & que si nos Freres des vénérables Langues y alloient tous à la fois, il en arriveroit de la confusion, n'y ayant jamais eu de réglemeut à cet égard, ont ordonné, qu'à commencer après le Dimanche qui suivra la publication du présent Chapitre général, comme il appartient à la vénérable Langue de Provence de commencer, le vénérable Grand Commandeur, ou son Lieutenant, enverra à l'Infirmerie pour le service des malades, autant de Freres Chevaliers, Servans d'armes ou Novices, qu'il jugera nécessaire, du moins au nombre de sept, qui serviront toute la semaine, soir & matin. Ceux qui y manqueront après avoir été nommez par leur Pilier, seront punis de la Septaine.

24. Que

24. Que les vénérables Hospitalier, & Grand Conservateur feront de six en six mois, la visite des meubles de l'Infirmierie, en présence des Prudhommes, à peine d'être privez de voix délibérative dans les vénérables Conseils, jusqu'à ce qu'ils aient effectivement exécuté le présent Statut.

25. Qu'outre les visites ordinaires, le Grand Maître, & le vénérable Conseil députeront de trois mois en trois mois, deux Commissaires du même Conseil, des plus considérables, & des plus intelligens, lesquels, pour la bonne direction de l'Infirmierie & le soulagement des malades, visiteront l'Infirmierie avec le vénérable Hospitalier, & s'intormeront exactement de tout ce qui peut y contribuer, & qui peut y être préjudiciable, sur le rapport desquels le Grand Maître & le Conseil y mettront l'ordre qu'ils jugeront à propos, & convenable à la bonne direction de l'Infirmierie, & au soulagement des malades, quand il taudroit pour cela changer ou même abroger entierement quelqueune des Ordonnances capitulaires, qui la concernent, & en faire de nouvelles.

26. Que l'Infirmier donnera aux Prudhommes de l'Infirmierie un état juste & fidele du vin qui s'y consommera chaque jour, pour corriger les abus qui s'y sont introduits, au prejudice du commun Trésor; ils le lui passeront dans les comptes, aussi bien que les poules, poulets; œufs & autres provisions, sur le pied qu'eiles se vendent communément au marché, nonobstant la coutume & la taxe ordinaire qui pouvoient quelquefois lui être préjudiciables. Enjoignant aux Prudhommes de prendre garde que les provisions soient de bonne qualité, & propres au soulagement & au rétablissement de Messieurs les malades; qu'elles soient fournies avec charité & liberalité, & que l'on ne néglige rien de tout ce qui peut être utile à
l'ame

l'ame & au corps, comme notre profession nous s'engage.

27. Attendu la diversité des Langues de ceux qui sont à l'Infirmierie, les mêmes Seigneurs ont ordonné que le Prieur & le Vice-Prieur en entendent plusieurs, afin que les malades puissent plus aisément se confesser, sans préjudice du droit de les présenter, lequel appartient au vénérable Hospitalier, & à son Lieutenant, suivant les Statuts.

28. Que l'on comptera au Vice-Prieur de l'Infirmierie deux années de service actuel par lui rendu dans l'Infirmierie, pour une caravane, tout de même que s'il l'avoit faite lui-même sur les galères de la Religion : ordonnant à la vénérable Assemblée des Chapelains de la lui passer sans contestation.

29. Ils ont remis à la prudence des vénérables Officiers du Trésor, de trouver quelque moyen d'empêcher les fraudes qui peuvent se commettre dans les comptes que l'on rend aux Prudhommes, de la distribution des medecines & autres drogues & médicamens, lorsque l'Apoticaire en fait la lecture.

30. Que le Medecin qui a son mois de service à commencer, visite les malades trois jours auparavant, avec celui qui doit finir le sien : qu'il ne puisse en mettre un autre en sa place pour la visite des malades, s'il ne l'est lui-même, ou s'il n'en est empêché par quelque accident qui donne lieu de l'en dispenser, à peine de perdre six tarins pour chaque contravention.

31. Que tous les Medecins & les Chirurgiens seront tenus de s'assembler une fois la semaine dans l'Infirmierie, pour consulter sur l'état des malades & des blessez. Ceux qui ne s'y trouveront pas, perdront cinq écus sur leurs appointemens.

32. Qu'ils ne prendront qu'un tarin par jour pour la visite des Freres qui seront malades dans leurs cham-

chambres, à peine de perdre un mois de leurs appointemens: qu'ils seront tenus de visiter les Couvens des Filles de Sainte Ursule des Pénitentes de la Ville de la Vallette, & des Capucins, gratuitement, le mois d'après celui qu'ils seront sortis de l'Infirmierie, toutes les fois qu'ils y seront appelez, en sorte qu'ils seront alternativement à l'Infirmierie, & aux visites de dehors.

33. Que les deux Medecins qui ne font pas leur mois, fassent chacun une visite par semaine, du moins à jours differens, à la prison des esclaves.

34. D'autant que l'on distribue quantité de remèdes aux pauvres malades qui sont hors de l'Infirmierie, l'un des Medecins & des Chirurgiens, qui ne sont pas actuellement occupez à la visite des malades, ne manque pas de leur rendre du moins une visite gratuite par jour, ce qu'ils feront par mois ou par semaine à leur plus grande commodité. Ordonnons au vénérable Hospitalier, ou à son Lieutenant, de tenir la main à l'exécution du présent Statut.

35. Que l'on entretiendra dans l'Infirmierie, aux dépens du Trésor, un homme versé dans la pratique de la médecine, lequel après avoir été dûment examiné par les Medecins, & présenté au Grand Maître par le vénérable Hospitalier, fournira les drogues, les médicamens, & autres choses nécessaires aux malades, en tems convenable, suivant les ordonnances des Medecins, auxquels il sera tenu de faire un rapport exact de l'état des malades, afin qu'ils soient en état de prévenir les accidens, & de ne rien ordonner que bien à propos.

39. Qu'il sera obligé de se trouver à l'Infirmierie, quand les Medecins y feront leur visite, & de remarquer avec le Secrétaire, ce qu'ils auront ordonné

donné que l'on leur donne à manger, pour suivre ces ordonnances.

37. Que les Chirugiens stipendiez seront tenus de visiter les bleffez qui seront dans l'Infirmierie, autant de fois qu'il en sera besoin, faute de quoi le vénérable Hospitalier les chatiera comme il jugera à propos.

38. Que pour prévenir les accidens qui peuvent leur arriver, & y apporter un prompt remède, il y aura toujours du moins un Chirurgien dans l'Infirmierie, lequel y fera sa résidence.

39. Que l'on continuera de faire l'aumône aux pauvres Rhodiens, Malthois & autres; aux orphelins & aux veuves, qui auront perdu leurs maris & leurs peres, au service de la Religion, en distinguant néanmoins les honnêtes gens.

40. Ils ont depuis modéré le précédent Statut, & ordonné que les aumônes qui se donnent à diverses personnes sous le nom de Rhodiens, hors du Couvent, comme à Siracuse, à Messine & ailleurs, s'éteindront, à proportion qu'elles viendront à mourir, sans les continuer à leurs Successeurs, comme il se faisoit auparavant, révoquant toutes les graces de rétention faites & à faire par le présent Chapitre, au préjudice du présent statut.

41. Que le commun Trésor fournira chaque année cinquante écus de douze tarins piece, pour la dépense qui se fait à la Cène du Jeudi Saint.

DU COMMUN TRESOR.

T I T R E V.

1. **L**Es seize Révérends Seigneurs, après avoir dûement considéré l'examen qui avoit été fait par les vénérables Commissaires députez par l'ordonnance du vénérable Conseil complet, en
con-

conséquence de l'article II. des Statuts du Chapitre, du compte de l'administration du Trésor, rendu par Frere Pierre Marie de *Turaminis*, Secrétaire dudit Trésor, avec autant d'exactitude que de netteté, qui leur a fait comprendre que les responsions & les impositions qui ont été faites jusqu'à présent, jointes à ses revenus ordinaires & extraordinaires, diligemment recueillis par les Officiers, & payez, comme il se doit faire par les débiteurs, pourront suffire aux dépenses publiques qui sont nécessaires, & à porter les charges du Trésor, tant au dedans qu'au dehors du Couvent, & surtout à l'entretien des six galeres que l'on a résolu d'avoir; après différentes conférences tenuës sur ce sujet, sont convenus qu'il ne falloit point, en ce tems-ci, si l'on vouloit maintenir l'état de la Religion, diminuer ni augmenter les charges des Commanderies.

C'est pourquoi, après le scrutin des ballotes, tellement uniforme, qu'il ne s'est pas trouvé une seule voix au contraire, ils ont confirmé les Responsions ordinaires, c'est-à-dire les deux tiers des Annates, sur le pied de l'estimation qui en fut faite au premier Chapitre général tenu à Malthe, & l'imposition des 40000. écus d'or, & de 50000. écus d'or sol faite par le Chapitre général de l'an 1588, avec lesd. Responsions ordinaires, & impositions de 40000. écus d'or, confirmées & continuées par le précédent Chapitre général de l'année 1612, lesquelles impositions de 40000. écus d'or d'une part, & de 50000. écus d'or sol, ils ont de rechef établies, & ordonnées être portées au Trésor, sur tous les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Commanderies, Benefices & biens quelconques de l'Ordre de la Sainte Maison & Hôpital de S. Jean de Jerusalem, exemptes & non exemptes, chacune à proportion de l'estimation de ses revenus, faite par le Chapitre général dudit Ordre, tenu à Malte en 1583.

Lef-

Lesquelles responsions & impositions susdites, ils ont ordonné être payées, ainsi qu'il a été ordonné par ledit Chapitre général de 1588, & qu'elles ont été ou ont dû être payées jusqu'à présent, lequel payement se fera à l'avenir aux Chapitres Provinciaux, & s'il ne s'en tient point, à chaque Fête de la Nativité de S. Jean-Baptiste notre Patron, à compter dès le mois de Juin de l'année prochaine, pour continuer à l'avenir d'année en année, jusqu'à la célébration du premier Chapitre général.

2. Les mêmes Seigneurs, après le scrutin des ballotes, ont tout d'une voix confirmé, & où besoin seroit, de nouveau imposé sur les Prieurez d'Allemagne & de Bohême, sur les Bailliages, Commanderies, Membres, Bénéfices & autres biens de la vénérable Langue d'Allemagne, exempts & non exempts, & ordonné être payé pour l'année courante, au Chapitre Provincial, ou s'il ne s'en tient point, à la Saint Jean-Baptiste prochaine, & continué les années suivantes, chacun leur part desdites responsions, & desdites sommes de 40000 écus d'or en or, & de 50000. d'or sol, suivant la répartition qui en a été faite par ledit Chapitre de 1583, montant à 1605 écus d'or en or, avec les responsions ordinaires, & l'autre imposition de 50000 écus, comme elle a été payée les années précédentes, y compris néanmoins, suivant le decret du pénultième Chapitre général, les 295 écus pour leur portion desdits 1605 écus d'or en or pour le contingent dudit Prieuré de Bohême, & les Commanderies situées dans son territoire, comme il est plus au long expliqué dans les actes dudit Chapitre, qu'ils ont confirmés, & dont ils ont ordonné l'exécution.

3. Et d'autant que l'on pourroit bien retrancher quelqu'une des dépenses qui se font dans le Couvent, qui ont paru excessives aux mêmes Seigneurs,

gneurs, pour en décharger en quelque manière le Trésor, ils ont commis le vénérable Frere Signorin de Gattinara, Frere Gabriel Dorin Ligny, Lieutenant du Trésorier Général, & Frere Don Gaspard de Aldretta, pour s'informer de celles qui se font sur les Galères; le vénérable Frere Nicolas della Marra Prieur de Messine, Frere Pierre de Chantelot la Chese, & Frere Don Juan de Villaroel, de celles qui se font dans l'Infirmerie; le vénérable Frere de Fay Gerlande Prieur d'Auvergne, Frere Alphonse Castel Saint Pierre, & Frere Blaise Brandao, de celles qui se font pour la prison des esclaves & pour celle de l'Eglise conventuelle; le vénérable Frere Nicolas Cavaretta Prieur de Venise, & Fr. François de Crotes la Menardie, lesquels en donneront leur rapport par écrit au Conseil complet de rétention, auxquels ils pourront même donner avis de ce que chacun d'eux aura remarqué de plus important, afin qu'il y soit pourvû par ce Tribunal.

4. Les mêmes Seigneurs considerant l'autorité qui a été donnée par les cinq derniers Chapitres généraux au Grand-Maître & au vénérable Conseil complet, de pourvoir à tout ce qui seroit nécessaire au cas qu'on apprehendât un siege, & d'imposer la somme de 122000. écus, & rien au-delà, à une ou plusieurs fois, sur tous & un chacun les biens de l'Ordre, & d'en faire la répartition comme on avoit fait celle de 150000 écus, payable dans les termes qu'il leur plairoit de préfixer, ont de nouveau accordé la même autorité à l'Eminentissime Grand-Maître present, & qui lors sera, & au venerable Conseil complet, de celle du Chapitre général dont ils sont revêtus, de pouvoir, en cas que l'Isle soit menacée de siege, à tout ce qui sera nécessaire pour une vigoureuse défense, d'imposer ensuite pareille somme de 122000. écus, sur

sur tous & un chacun les biens de l'Ordre, & d'en disposer comme il est dit ci-dessus.

5. Les mêmes Seigneurs persuadent qu'il est juste que chacun contribuë aux charges de l'Ordre; à proportion des biens qu'il en possède par ses responsions & ses contributions, pour conserver l'égalité entre les Freres, & de peur que les Prieurez, la Châtellenie d'Emposte, les Bailliages & les Commanderies ne soient plus chargez que de raison, ont ordonné que tous les Membres des Prieurez, de cette Châtellenie, des Bailliages & des Commanderies, même les pensions créées sur leurs revenus, en quelque maniere ou à quelque condition que ce soit, même par des obligations, quand les Bulles n'en auroient pas encore été expédiées, qu'elles n'auroient point été taxées par le present Chapitre général pour les droits du Trésor, imposez & à imposer, à l'exception de celles des Chambres Magistrales, réservées & à réserver par l'Eminentissime Seigneur Grand Maître, seront tenus de contribuer au paiement des 40000 écus d'or, des responsions ordinaires, & des 50000 écus, à proportion de leur revenu; en sorte que si, par exemple, une Commanderie de mille écus de rente est taxée à cent écus, le Membre ou la pension de 200 écus, en payera vingt, & ainsi des autres. Déclarant que le present Statut aura lieu en tous les Membres & Pensions créées, nonobstant que dans les Bulles ou Provisions, & dans les Decrets capitulaires, les responsions se trouvent taxées & non constituées, & que la taxe & estimation en soit si modique, qu'elle ne puisse monter à la portion à laquelle lesdits Membres & Pensions se trouvent imposées; voulant que ce qu'il s'en faut soit suppléé par ceux qui les possèdent, sans avoir égard à choses quelconques à ce contraires.

6. Les mêmes Seigneurs, sur la proposition à eux faite

faite par le bien-Reverend Prieur de l'Eglise, Procureur de l'Eminentissime Grand Maître, que son intention n'est point de se charger de l'administration du Trésor, ainsi qu'il l'a déjà plusieurs fois déclaré, ont ordonné que cette administration & toutes ses dépendances, seroient continuées par le vénérable Grand Commandeur & les Procureurs du Trésor, avec le Grand Consulteur conventuel, ainsi qu'il est porté par les Statuts.

7. Que les fours de la Religion seroient plutôt donnez à ferme, que mis en régie; jugeant après le scrutin des ballotes, que le premier parti seroit plus utile à la Religion que le dernier, ils ont ordonné qu'ils feront donnez en bail le premier de Septembre prochain, à celui qui voudra faire de plus grandes avances, & de meilleures conditions, au sentiment des Procureurs du Trésor, sous l'approbation néanmoins de son Eminence & du Conseil, après que la chose aura passé par le Conseil de rétention, pour ce qui regarde le biscuit des galères, le pain de l'Infirmerie & de la prison des esclaves, & qu'elle aura été examinée par les Commissaires à ce députez, afin de mieux examiner les personnes qui se présenteront pour prendre le bail, avec lesquelles l'Ordre a à s'engager.

8. Les mêmes ont ordonné pour de bonnes raisons, qui regardent l'utilité & le bon gouvernement de la République, que le Grand Maître d'à présent, & ceux qui lui succéderont, soit qu'ils aient ou qu'ils n'aient point le maniement du Trésor, pourront envoyer leur Sénéchal, ou tel Procureur qu'il leur plaira de nommer, pour avoir sceance au Tribunal du Trésor, à l'Audience, à l'examen & au Jugement des comptes, aux traites & à la définition de toute sorte d'affaires, quelles qu'elles soient, avec voix délibérative, active & passive; suivant leur degré de prééminence & d'ancienneté, & d'y faire tout ce que le

Grand Maître aura jugé à propos de leur ordonner.

9. Que le Conservateur conventuel, ni le Procureur du Grand Maître ne seront point admis dans la Chambres des Comptes, sans avoir fait le serment que les Auditeurs ordinaires des Comptes sont obligez de prêter.

10. Que conformément aux Ordonnances des précédens Chapitres, les Responfions, Impositions &c autres droits du commun Trésor, imposez &c à imposer sur les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Commanderies, Membres & biens de l'Ordre, se payeront à l'avenir dans chaque Prieuré & Province, comme il s'est fait jusqu'à présent, en monnoye d'or & d'argent courante dans le pays, suivant les Reglemens des Princes auxquels il est sujet.

11. Que la monnoye d'or & d'argent qui sera envoyée au Couvent par les Receveurs, sera du poids & aloi ordinaire, à peine d'en répondre en leur nom.

12. Que les droits de passage ordinaire seront payez; sçavoir pour les Freres Chevaliers 250 écus, & pour les Freres Servans d'armes, 200; à l'exception néanmoins de la vénérable Langue d'Allemagne, dont les Chevaliers ne payeront que 150 écus, & les Servans d'armes 200. Les Freres Chapelains, Prêtres, Diacres ou Soudiacres payeront autant que les Freres Servans d'armes, & les Clercs cent écus, ainsi qu'il a été déjà ordonné, sous le titre de la réception des Freres.

Les écus qui se payeront pour le passage seront d'or, en or, ou leur véritable valeur; le payement s'en fera entre les mains du Conservateur conventuel, ou des Dépositaires ou Receveurs établis dans les Provinces. Lesquels ainsi payez & reçus dans les vénérables Langues ou Prieurez, ne pourront jamais être restitués par le Trésor, auquel

quel ils sont censez acquis, quand ceux qui les auront payez, mourroient dans l'année du Noviciat, lesquels seront traitez dans leur maladie, & enterrez comme s'ils avoient fait profession, moins encore à ceux qui ne voudroient plus prendre l'habit.

Les six Receveurs du Royaume de France feront mention dans les quittances qu'ils donneront du droit de passage ordinaire, ou de dispense d'âge, de la valeur de chacune des espèces qu'ils auront reçûes. On rendra le passage à ceux qui n'auront pas été reçûs par le vénérable Conseil, par le défaut de preuves ou autrement, selon le tems que leur argent aura demeuré configné.

13. Les mêmes Seigneurs ont ordonné tout d'une voix après le scrutin des balotes, que les Freres Servans d'armes qui ont été reçûs au présent Chapitre général au degré de Chevaliers de grace de la Langue, ou qui le seront à l'avenir, outre le passage qu'ils ont déjà payé, payeront encore au commun Trésor mille écus d'or de quatorze tarins pièce, & cent à leur Langue de pareille valeur, à l'exception du Frere Sebastien Prost, lequel en sera quitte pour payer l'excédent du passage d'un Chevalier, à celui d'un Servant d'armes, en consideration de son mérite & des services qu'il a rendus à la Religion.

14. Que tous les poids & les mesures de toute sorte de grains, de légumes, de marchandises, huile & autres, du Trésor, de la Conservatoire, & autres de la Religion, hors ceux de la Boucherie, soient étalonnez sur les poids & les mesures ordinaires du Marché: que l'Office de Peseur & de Mesureur de tout ce qui se reçoit & se délivre par le Trésor, le Conservateur conventuel & autres Officiers, pour les tables des Freres, la cargaison ou la décharge des galères, & autres choses semblables, soit exercé par un bon & sage

Chrétien, de bonne vie & mœurs, & non pas par un infidèle ou un esclave, lequel sera *affermé*, comme on disoit, quand on étoit à Rhodes, sans lequel le Conservateur conventuel ne pourra rien distribuer.

15. Que les Ordonnances faites par le vénérable Conseil, pour l'administration & le bon régime de la conservation, le quatorze de Juillet 1628, lesquelles ils ont mûrement examinées, seront observées à l'avenir, suivant les corrections qu'ils y ont faites; que l'huile, le fer, le suif, la cire, le papier, l'étain, le plomb, la chair salée & autres denrées, dont on fait provision pour la fourniture du Couvent, & qui se mettent dans la *Conserverie*, soient délivrées au Conservateur en espèce, & qu'il s'en déchargera de même dans les cahiers qu'il est obligé de présenter à la vénérable Chambre tous les six mois.

16. Que les bois qui viennent de Venise ou d'ailleurs, seront remis au Commissaire des Ouvrages, comme il se pratiquoit il y a quelque tems, lequel sera tenu de rendre compte de la distribution qu'il en aura faite.

17. Attendu le dommage que souffre la Religion des poids & des mesures des denrées qui viennent de dehors, par le moyen desquelles les Receveurs se déchargent de plus grandes sommes que celles dont se charge le Conservateur, il est ordonné qu'à l'avenir on fera marché avec les Marchands de tout ce dont on aura besoin, si on en trouve qui veuillent entreprendre de les faire conduire à Malthe dans leurs Magasins, à leurs risques, pour les délivrer à qui il sera ordonné par Messieurs du Trésor, suivant les occurrences & la nécessité: faute de trouver à faire de pareils marchez, les Receveurs qui voudront faire l'achat de pareilles denrées, les adresseront à leurs correspondants, qui les remettront entre les mains des Conservateurs.

Il n'est pas juste que le Trésor y fasse d'aussi grosses pertes comme il a fait jusqu'à présent.

18. Ils ont défendu, tant à nos Religieux qu'aux Séculiers, de vendre aux Conservateurs, du lin, du ris & autres marchandises, ni à leurs Officiers, comme on avoit commencé de faire, & à eux d'en acheter sans la permission de son Eminence & de Messieurs du Trésor, à peine de confiscation des choses qui auroient été vendues autrement, dont le tiers seroit donné au Dénonciateur. On tâchera même d'obliger le bien-Réverend Prieur de l'Eglise, de défendre sous peine d'excommunication, de contrevenir au présent Statut. La Religion ne doit pas permettre qu'il entre dans ses magasins aucune chose qui n'ait été prise sur les Infidèles par ses galeres, & ses vaisseaux, ou qui n'ait été achetée avec la permission ci-dessus.

19. Et d'autant que depuis plusieurs années en ça, il s'est introduit l'abus de donner des décharges de sommes considérables au préjudice des articles 41 & 70. du titre du commun Trésor, ils ont défendu à tous les Receveurs d'en donner de plus de cent écus, & au Secrétaire du Trésor de les passer, à peine de perdre ses Appointemens d'une année entière.

20. Comme on a examiné en présence de Messieurs les Procureurs du Trésor la mesure des draps que l'on fait venir de Barcelone, & des toiles que l'on tire de Lyon, il s'est trouvé que suivant les factures, la canne de Barcelone fait six palmes justes de notre canne, ce qui fait une différence de neuf palmes sur deux aunes; ce qui les a obligés d'ordonner au Conservateur de recevoir les draps & les toiles, sur le pié de leur facture, & de laisser au Conservateur des draps & des toiles, autant de cannes par cent, que Messieurs les Procureurs du Trésor jugeront à propos, attendu que la distribution n'en fait point à la même mesure qu'elles ont été reçues.

21. Que l'apurement des comptes rendus à la Chambre par le Conservateur, les Receveurs, les Procureurs, les Commandeurs du Grenier, de l'Artillerie, de l'Arsenal, des Fours & de tous autres administrateurs des biens & affaires de la Religion, tant dans le Couvent que dehors, sera fait par le Secrétaire du Trésor, en présence de deux Auditeurs du Corps de la Chambre, qu'elle aura député pour cet effet, & que tous les trois lui feront ensuite leur rapport, tant du compte que du bilan, sur lequel elle en fera le dernier calcul & le jugement final, comme on a commencé de le pratiquer, à peine de nullité de l'apurement qui aura été fait d'une autre manière.

22. Que dans le premier de Septembre prochain le Conservateur rendra compte, & se déchargera en espèce de tout ce dont il a été chargé, & qu'ensuite il présentera de six mois en six mois un compte séparé, semblable à celui du Commissaire des Ouvrages, de tout ce qu'il aura reçu ou distribué pendant le semestre, pour l'audition duquel la Chambre députera deux Auditeurs qui y travailleront avec le Secrétaire du Trésor, & lui en feront le rapport, où sera mentionnée l'espèce de chaque chose qui aura été délivrée.

23. Qu'à compter dudit jour premier de Septembre prochain, les Ecrivains des galeries ne donneront plus leurs reçus à Monsieur le Conservateur, mais au Trésor en présence de deux Commissaires qui seront députés par la Chambre & le Secrétaire du Trésor: le Contrôleur des galeries s'y trouvera aussi pour vérifier les acquits qui auront été donnés, lesquels ne seront passés ni alloués par le Conservateur, si ils ne sont chargés & signés par l'Ecrivain, & que l'on tiendra un Registre pour le Trésor séparé de ceux des Ecrivains des galeries.

24. Que

24. Que les denrées consignées ou à consigner en espece, à l'exception de celles qui sont détaillées dans l'Ordonnance du vénérable Conseil, seront remises dans les Chambres ou Magasins qu'il plaira aux Conservateurs d'indiquer, sous deux clefs, dont l'une sera remise au Conservateur conventuel, & l'autre à son Prudhomme, auquel il est enjoint par le présent Statut, d'assister à la distribution qui se fera, tant aux Religieux qu'aux Séculiers, pendant deux jours de la semaine, qui seront choisis par le Conservateur.

25. Qu'à la remise qui se fera d'un Conservateur à l'autre, assisteront toujours deux Commissaires députés par l'Eminentissime Grand Maître, avec le Prudhomme de la Conservatoire: on avertira même les Auditeurs des Comptes, pour sçavoir s'ils veulent y assister.

26. Comme ils ont reconnu par experience que la maniere de ne changer le Conservateur conventuel, & d'en élire un autre qu'à chaque Chapitre général, peut être préjudiciable au Trésor, ils ont ordonné après le scrutin des ballotes, tout d'une voix, en expliquant l'article 55. du titre du Trésor, que l'élection du Conservateur conventuel se fera dorénavant de trois ans en trois ans par le Grand Maître & le Conseil complet, sans qu'il soit loisible de le continuer pour plus long tems, & que s'il arrive un Chapitre général, il sera déposé comme s'il avoit achevé le tems de son administration.

27. Les mêmes Seigneurs après les scrutin des ballotes, ont élu & confirmé pour Conservateur conventuel, le vénérable Fr. Philippe de Gayette Amiral, pour exercer cette Charge suivant les Statuts, pendant trois ans, à commencer du premier de Septembre prochain, en conformité de l'Ordonnance précédente qu'ils ont voulu être exactement observée.

28. Voulant pourvoir à la décharge du Trésor, comme avoient fait les précédens Chapitres généraux, ils ont entierement abrogé l'abus qui s'étoit glissé, de payer ce que l'on appelloit le petit prix, ou le supplement de la valeur des denrées qui se donnoient pour les soldes, les gages & autres choses, & enjoint au Conservateur conventuel, & aux autres Officiers du Trésor, de faire faire la distribution des provisions, des marchandises & autres choses nécessaires, sur le pied de leur juste valeur, à laquelle, toutes déductions faites, il paroîtra qu'elles auront coûté, eu égard à l'augmentation & à la diminution qui peuvent y être survenueës, & aux frais qu'il en a coûté pour les conduire à Malthe.

Le Conservateur Conventuel & ses Officiers doivent avoir soin de faire faire une taxe de la valeur de chacune des choses ci-dessus par les Procureurs du Trésor, registrée en la Chambre des Comptes, à peine de payer en leur nom au Trésor tous les dommages-interêts qu'il pourroit en souffrir, comme ils les y ont condamnez en cas de contravention.

29. Mais pour empêcher que cette déclaration du prix ne fasse préjudice à nos Freres, ils ont ordonné que le Trésor continuera de leur donner les tables, comme par le passé, ainsi qu'a fait le précédent Chapitre général; sçavoir que chaque Frere résident au Couvent, doit recevoir chaque année du Trésor pour sa table, soixante écus de douze tarins piece, en sorte que le Trésor doit leur fournir sur leurs tables de l'huile & du froment en espece; sçavoir *le Casis* d'huile pour trente tarins, & la *Somme* du froment pour cinq écus de 12 tarins piece, quoique l'un & l'autre lui aient coûté plus ou moins cher, & qu'ils soient alors beaucoup plus chers que lors de l'achat qui en a été fait. Défendant au Trésor d'en délivrer pour chaque table plus de quatre *Sommes* de froment,

ment, & deux *Cafis* d'huile par année. Si quelqu'un en a besoin davantage, il pourra en acheter au Grenier ou à la Conservatoire, aux prix que l'un & l'autre se vendent sur la Place.

Toutes les autres provisions, comme chairs, bois, marchandises & autres denrées qui seront prises au Trésor, au-de là de ce qui est ci-dessus marqué pour les tables, seront payées sur le pied auquel elles sont délivrées au Conservateur conventuel, & aux autres Officiers. Défendent aux Freres qui mangent dans les Auberges, de demander aux Piliers, ou de prétendre qu'ils leur fournissent d'autres viandes que celles qu'on leur délivrera chaque jour à la Boucherie de la Religion.

30. Que l'on payera dorénavant les apointemens suivans; sçavoir, au bien-Réverend Prieur de l'Eglise cent écus, à chacun des vénérables Baillis conventuels cent vingt écus, à leurs Lieutenans, pendant qu'ils feront la dépense des Auberges, cent écus; au vénérable Trésorier cent écus, & à son Lieutenant cinquante, le tout à douze tarins piece, en argent comptant ou en denrées, sur le pied ci-dessus qui leur seront délivrées par le Trésor.

31. Qu'outre les apointemens ci-dessus, les Piliers qui feront la dépense des Auberges, recevront encore du Trésor quatre-vingts écus chaque année pour les gages du Cuisinier, du Sommelier & autres gens nécessaires au service des Auberges.

32. Qu'à compter d'aujourd'hui, jour de la publication des présens Statuts, le Gouverneur de l'Isle *del Gozzo*, les Capitaines d'armes de la Ville Vallette, de la *Victorieuse*, & de la *Senglée*, ni ceux des six Paroisses des *Casals*, ne toucheront plus ni les gages ni les demies tables qu'ils tiroient du Trésor. Que l'on retranchera de même chaque année au Commandeur de l'Artillerie seize écus trois tarins, au Commandeur de l'Arsenal

trente-deux écus & demi, à celui du Grenier neuf écus, & au Prudhomme de la Conservatoire vingt-quatre écus; le tout ainsi ordonné au scrutin des ballotes, tant pour les Officiers prefens, que leurs successeurs.

33. Que les comptes des tables des Freres; qui, avec la permission de l'Eminentissime Grand Maître, ne mangent pas dans les Auberges, se rendent de six mois en six mois; & que personne ne reçoive quoi que ce soit du Conservateur conventuel, du Commissaire du Grenier, ni de quelqu'autre Officier du Trésor que ce puisse être, au-delà de ses trente écus par semestre. Si par la clôture du compte du semestre précédent quelqu'un se trouve débiteur, il ne recevra rien sur ses tables des semestres subsequens, jusqu'à ce que sa dette se trouve entièrement payée, & qu'il le justifie par bonne quittance du Trésor. Si cependant un Frere débiteur du Trésor, à cause de ses tables ne se trouvoit pas en état de payer, il iroit manger dans son Auberge, dont le Pilier tireroit sa table du Trésor, nonobstant la dette, mais le débiteur demeureroit incapable de toute charge, jusqu'à ce qu'il eût satisfait.

34. Que tous ceux qui tiennent table, soit Prieurs ou Baillis conventuels, faute de n'avoir fait le compte, dans les deux mois d'après le semestre, seront aussi incapables que s'ils étoient débiteurs du Trésor, ce qui pourra leur être opposé par chacun de ceux qui y auront intérêt, sur un certificat du Secrétaire du Trésor, portant que tel n'a pas fait ses comptes dans les deux mois après la fin de son semestre, ce qui arrivera pendant tous les mois d'Avril & d'Octobre, parce que les semestres commencent en Février & en Août, s'il ne paye point dans tout le semestre suivant, ce qu'il avoit pris dans le précédent,

il

il en payera le double, outre l'incapacité dans laquelle il sera tombé: il y demeurera jusqu'à ce qu'il ait entièrement satisfait.

35. Que la solde sera continuée, de même qu'elle a été réglée par les précédens Chapitres généraux, sçavoir aux Freres Chevaliers vingt-deux écus, aux Freres Chapelains & Servans d'armes, seize écus & six tarins, & aux Novices de quelque état qu'ils soient, sept écus par an, en deniers comptans à douze tarins piece monnoye de Malte, ou en drap, toile ou autres choses, dont le Trésor, & la Conservatoire se trouveront pourvus, lesquels draps, toiles ou autres choses leur seront livrées au même prix que les vénérables Procureurs du Trésor les auront comptées, & qu'elles se comptent actuellement au Conservateur conventuel; ils lui ont défendu, à peine de radiation dans ses comptes, de payer aucune solde, que sur les billets expédiez à la Chambre, lesquels, quoique signez par le Secrétaire du Trésor, ne seront valables, s'ils ne sont contre-signez par le vénérable Grand Conservateur ou son Lieutenant. Que l'on ne pourra avancer plus d'un semestre aux Freres qui sont déjà profès, & qui portent l'habit, sur leur solde, lesquels semestres dureront jusqu'à la fin de Fevrier & d'Août.

Que l'on ne donnera aux Novices aucune avance, de quelque rang qu'ils soient: on leur donnera, après que leur Noviciat sera fini, un ordre de recevoir les sept écus, & s'ils laissent passer l'année suivante, sans prendre l'habit, & sans faire la profession régulière, ils ne toucheront quoi que ce soit que les sept écus de la première année; à l'exception des Pages de l'Eminentissime Grand Maître, desquels on n'attendra pas la profession pour leur donner les sept écus. L'avance faite à un Frere de la solde d'une demie année,

ne produira en sa personne aucune incapacité, s'il réside dans le Couvent.

36. Que l'on délivrera au Commissaire prééminent du Noviciat, la poudre nécessaire pour faire faire l'exercice aux Novices, laquelle il leur fera distribuer sur leurs récépissés, afin que l'on puisse en décompter la valeur sur la solde qui leur sera dûë.

37. Que tous nos Freres qui feront pourvus de Bénéfices Ecclésiastiques dépendans de l'Ordre par la nomination du Maître, ou le consentement des Langues ou des Prieurez, de revenu de trente cinq écus à douze tarins piece, & au de-là, ne reçoivent aucune solde du Trésor.

38. Que tous les Freres Chapelains Prêtres qui possèdent à présent des Bénéfices, Cures, ou qui en posséderont à l'avenir, à quelque titre que ce soit, soient obligez d'y aller faire leur résidence : ils ne recevront du Trésor ni table ni solde, s'ils veulent rester dans le Couvent.

39. Que quand le Conservateur conventuel voudra rendre son dernier compte, les vénérables Procureurs du Trésor examineront avec soin son Registre de recette, & lui alloueront toutes les parties qu'il justifiera par Pieces, avoir payé par l'ordre du Grand Maître, & des vénérables Procureurs du Trésor : celles qu'il aura payées autrement, lui seront rayées, sans son recours contre ceux qui les ont touchées. Déclarant au surplus que ceux qui se trouveront marquez sur ce Registre comme débiteurs, soient réputés dans tous les Tribunaux, être tenus d'une aussi dangereuse dette, envers le Trésor, telle qu'elle est marquée dans les vingt & vingt-unième articles du titre de la signification des termes, sans qu'il soit nécessaire de les en avertir autrement.

40. Qu'au-

40. Qu'aucun Officier de la Religion, régulier ni séculier, ne reçoive du Conservateur conventuel chose quelconque, nécessaire à son Office, sans être aïlé, avec son Ecrivain, s'il en a, ou seul s'il n'en a point, représenter aux vénérables Procureurs du Trésor le besoin qu'il a de ce qu'il demande, & à quoi il veut l'employer, dont les Ecrivains feront une note qu'ils feront voir auxdits Procureurs; défendant au Conservateur de la livrer qu'ils n'en ayent l'ordre par écrit desdits Procureurs, faute de quoi elle ne lui sera passée ni allouée dans ses comptes, avec la quittance de celui qui l'aura reçûe.

41. Que Messieurs les Prudhommes de l'Infirmerie ne sont pas compris dans l'Ordonnance ci-dessus. Il peut arriver des cas, où il suffira que les quittances soient signées de leurs mains.

42. Que le Conservateur conventuel recevra en payement des débiteurs du cummun Trésor, les quittances qui y auront été dûement expédiées, sur ce dont ils peuvent être tenus envers ledit Trésor, sans pouvoir les refuser.

43. Que pour éviter quantité d'abus qui se commettoient au préjudice du Trésor, les gages d'or & d'argent déposés entre les mains du Conservateur conventuel par les débiteurs du Trésor, pour la sûreté de ses créances, ne leur seront restitués, qu'après qu'ils y auront entièrement satisfait: si la créance du Trésor souffre quelque contestation, les gages demeureront déposés, jusqu'à ce qu'elle soit décidée, si le débiteur n'a soin de les retirer dans les six mois après, ils seront vendus au profit du Trésor.

44. Que les places mortes que paye le Trésor dans le Couvent à plusieurs personnes qui les ont bien méritées, & qui se remplissent à mesure qu'elles vacquent, demeureront réduites à douze cens écus par an, & se rempliront com-

me par le passé, sans excéder cette somme.

45. Que pour éviter plusieurs inconveniens & dommages qui en sont arrivez au Trésor, lorsqu'un Frere qui en est débiteur, pour parvenir aux dignitez, biens, offices & voix, ou dans quelque autre vûë que ce soit, aura payé ce qu'il devoit, entre les mains du Conservateur conventuel, cette somme ne pourra lui être restituée par l'ordre du Grand Maître, ni des Procureurs du Trésor, quoique depuis ce payement, il soit venu des Lettres du Receveur ou du Procureur du Trésor, qui marquent que le même payement a été fait entre leurs mains. En ce cas, les Procureurs du Trésor ordonneront au même Receveur ou Procureur de restituer ce qu'ils ont touché, sans que le Conservateur conventuel se dessaisisse de ce qu'il a reçu. S'il se trouvoit cependant quelque autre dette cachée, ou prête à échoir, il ne se feroit point de restitution : ce qui se trouveroit avoir été reçu au de-là de la premiere, serviroit à la derniere.

46. Que les assignations des deniers de notre Trésor, se fassent par de simples Lettres de ses Procureurs signées de leur main, pour les lieux voisins de l'Isle, comme Sicile, Naples & Rome, & pour des sommes qui ne passent pas cinq cens ducats : toutes les autres seront expédiées en la forme portée par les Statuts.

47. Que toutes les Lettres d'assignation pour les Freres ou autres qui doivent s'expedier par Bulle Magistrale, soient signées par le Conservateur & le Secrétaire du Trésor, & registrées dans la Chambre des Comptes, comme on a accoutumé de faire pour les Bulles scellées en plomb.

48. Que les assignations des sommes payées entre les mains du Conservateur conventuel, qui se font par de simples Lettres des Procureurs du Trésor, outre leurs signatures, soient encore signées par

par le Conservateur & le secret.

49. Que tous les Officiers du Couvent, tant Religieux que Séculiers, qui ont le maniement des biens de la Religion, soient tenus chaque année d'en rendre compte.

50. Ceux qui seront comptables envers le Trésor, ou dont les comptes n'auront été clos ni arrêtés, ne pourront être élus Procureurs, Auditeurs, Receveurs, ni Officiers du Trésor.

51. Que les Commissaires ou Prudhommes de la Fabrique, seront tenus à peine de privation de leur Office, de rendre compte de six en six mois, à la Chambre des Comptes, des bois, & autres choses qui leur auront été remises, auquel compte assistera l'Ecrivain de la Fabrique, pour compter de l'entrée & de la sortie, de tout ce qui leur aura été confié, dont il est obligé de tenir Registre.

52. Que l'on observera exactement l'article 17. du titre des Baillis, & que l'on nommera deux Prudhommes du Grenier, lesquels en auront effectivement une clef; qu'ils tiendront un contrôle de toute qui sera reçu ou délivré; qu'ils assisteront à la reddition des comptes du Commandeur: que lorsqu'on déchargera le froment, l'un se tiendra au magasin de la Marine, pour le recevoir, & aura une clef, & l'autre à la Cure où on le met; que le compte se rende suivant la forme prescrite par le Statut, de l'exécution duquel le Grand Commandeur, & les Procureurs du Trésor prendront soin, à peine d'être privez de voix délibérative dans le Conseil pendant six mois.

53. Que les Commandeurs de l'Artillerie & de l'Arsenal, donnent, de six mois en six mois, en Mars & en Septembre, un état de la quantité & de la qualité de tout ce qu'ils auront reçu & distribué aux vénérables Procureurs du Trésor, lesquels, s'ils le jugent à propos nommeront des Commissaires pour le vérifier. Si ces Commandeurs manquent de fournir

nir cet état, ils seront sur le champ privez de leurs Offices, ausquels il sera incessamment pourvû, sur la nomination du Grand Commandeur par le vénérable Conseil. Ce qui aura lieu à l'égard de celui de l'Arsenal, sans préjudice de l'article 33. du titre des Baillis, ainsi qu'il a été ordonné par le decret du vénérable Conseil, du trois d'Avril, de l'année dernière.

54. Afin que les Administrateurs des deniers du Trésor soient plus exacts à rendre leurs comptes, ils ont ordonné que ces Receveurs, les Procureurs, les Ambassadeurs & les Envoyez, pour la sollicitation de quelque affaire, dès qu'elle sera finie, rendront compte de l'argent & autres choses par eux reçues, dans six mois, pour ceux qui auront été en Italie, & dans huit, pour ceux qui auront été employez en France, en Espagne ou en Allēmagne, faute de quoi ils seront réputez incapables d'obtenir, ni Charges, ni Dignitez, ni Commanderies, & d'assister aux Conseils & aux Assemblées des Langues, des Prieurez & autres quelconques, de même que s'ils étoient débiteurs du Trésor.

55. Que les Prudhommes du Grenier, de l'Arsenal, & de l'Artillerie, ayent une clef de chaque Magasin, hors celui de l'armement, dont la disposition est réservée au Commandeur de l'Artillerie, de même que ceux des Greniers, de l'Arsenal & de l'Artillerie, en sorte que l'on n'en pourra rien tirer qu'en leur présence, & sous les yeux des Commandeurs, avec défenses de rien vendre de tout ce qui y sera, à peine d'être privez de leurs Offices.

56. Que l'on ne donnera aux Officiers séculiers sur leurs salaires, ni bled du Grenier, ni pain du four, mais seulement à nos Religieux sur leurs tables, attendu qu'il en vient beaucoup moins des lieux d'où l'on avoit accoutumé d'en tirer par le passé,

passé , à peine de radiation dans les comptes du Commandeur du Grenier , & des Officiers du Four , de ce qu'ils leur auront livré. Pour les soldats & autres à qui l'on donne du bled , outre leur solde , on le leur payera en argent.

57. Que l'on ne fera plus à la Chambre des Comptes un second rapport d'une partie qui y aura été rayée , & qu'à cet effet le Secrétaire du Trésor tiendra un Registre de toutes les décisions de cette Chambre. Si cependant quelqu'un croit avoir droit de s'en plaindre , il pourra en appeler dans dix jours , & porter son appel au vénérable Conseil , où il ne sera reçu qu'après avoir exécuté ce qui est porté par l'article 22. du titre du commun Trésor. S'il n'appelle point dans les dix jours , la délibération passera en force de chose jugée ; que dans les cas compris dans la disposition dudit article 22 , l'Appellant aura un an entier pour poursuivre , & faire juger son appel ; dans les autres cas , il n'aura que quatre mois.

58. Que les Auditeurs des Comptes soient tenus de se trouver à l'Assemblée de la Chambre , toutes les fois qu'ils en auront été avertis , à peine d'un écu d'amende , s'ils ne sont retenus par quelque empêchement légitime , pour la première fois , de deux pour la seconde , & de privation de leurs Charges pour la troisième , pour faciliter l'expédition des affaires.

59. D'autant que quelques-uns de ceux qui ont été pourvus des Commanderies des Chambres Magistrales , ou autres de grace , après la mort du Grand-Maître , sous prétexte qu'ils ont payé plus qu'ils ne devoient pour les Annates , quoiqu'ils ne l'aient fait qu'après en être demeurez d'accord , prétendent retirer ce surplus du commun Trésor , il est ordonné qu'ayant payé , ou promis de payer ces Annates sur un pied fixé , il ne leur sera permis pendant leur vie , ni à d'au-
tres

tres après leur mort, de demander au Trésor aucune restitution de l'excédent.

60. Que les Pensionnaires n'aient rien à prétendre sur la dépouille des Commandeurs décedez, sur les Commanderies desquels leurs pensions étoient assignées, pour les arrerages qui en sont dûs, qu'une année seulement, & ce qui pourroit être échû d'une autre le jour du décès, s'ils n'ont tiré des Commandeurs une obligation ou une promesse signée de leur main, ou qu'ils n'aient commencé un procès contre eux pour raison de ce, en sorte néanmoins que quand le Pensionnaire auroit obtenu Sentence là-dessus à son profit, il ne pourra demander que trois années de sa pension, y comprise celle en laquelle le Commandeur est décedé : les autres arrerages demeurant acquis au Trésor, & réunis à la dépouille, sur laquelle ils seront pris après toutes les autres dettes hypothécaires du Commandeur ou du Bailli, ou autres de quelque nature qu'elles soient.

61. Pour réparer en quelque manière le dommage que peut causer aux Freres la disposition du Statut précédent, fait en faveur du Trésor, il a été ordonné, après le scrutin des ballotes, que tous les Prieurs, Baillis & Commandeurs payeront exactement leurs Pensionnaires, comme il est porté par la Bulle Magistrale, ou du Couvent qu'ils ont obtenu : que ceux d'entre eux qui seront débiteurs d'arrerages de deux années d'une pension quelle qu'elle soit, seront regardez comme incapables & débiteurs de clair, comme s'ils l'étoient effectivement des impositions & responsions envers le Trésor.

A l'égard des arrerages présentement échûs des pensions dûes, les Prieurs, Baillis & Commandeurs auront un an, à compter de ce jourd'hui, jour de la publication du présent Chapitre général, dans lequel chacun d'eux sera tenu de payer
tous

tous les arrerages des pensions dont il se trouve chargé, faute de quoi il sera réputé incapable & débiteur, comme dessus. Que les Receveurs en envoyant au Couvent l'état de ceux qui ont manqué de payer les charges du Trésor, y comprendront ceux qui n'ont pas payé les pensions, à quoi elles montent, & les noms de ceux à qui elles sont dûes, sans préjudice de l'exécution des Sentences obtenues par les Pensionnaires, tant dans le Couvent, que dans les Chapitres Provinciaux, suivant l'article 18. du titre des Commanderies.

62. Comme il arrive souvent que les domestiques de nos Freres, quoiqu'ils ayent été payez de leurs salaires pendant leur vie, ne laissent pas de les demander après leur mort, sous prétexte qu'ils ont servi tant d'années, quoiqu'il soit aisé de présumer qu'ils ont été payez, & qu'ils ont employé leurs salaires à s'habiller, & que leurs Maîtres ne les ont laissé manquer de rien, il est ordonné que ceux qui ne rapporteront point de reconnoissance du défunt, ou qui ne lui auront pas fait d'action avant sa mort pour leurs salaires, soient présumez en avoir été payez, & ne pouvoir demander autre chose que celui de la dernière année, pour laquelle seule ils seroient en état de faire action, à moins que le contraire ne parût par le Registre, ou le dépropriement du défunt, auquel cas ils ne pourront néanmoins prétendre que leurs gages de trois ans, attendu qu'ils ont dû s'en faire payer par leurs Maîtres de leur vivant.

63. Que l'on enverra aux Receveurs de chaque Prieuré une copie collationnée du dépropriement des Freres décedez dans le Couvent, qui y étoient attachez : les Procureurs du Trésor sont chargez de ce soin.

64. Que le Grand Maître & le Conseil continueront de nommer deux Prudhommes pour avoir
soin

soin du gouvernement & de la dépense des esclaves de la Religion, suivant les instructions qui leur seront données par le Maître qui a soin de l'administration du Trésor, ou par le Grand Commandeur, & les Procureurs du même Trésor.

65. Qu'aucun Frere ne sorte du Couvent, sans avoir payé ce qu'il doit au Trésor. Si le Vice-Chancelier s'avise de leur donner congé, sans avoir vû leur quittance finale, il sera tenu en son nom de payer tout ce qu'ils doivent. Si un Prieur, un Bailli ou un Commandeur s'en vont sans payer, ils perdront une année du revenu de leur Prieuré, Bailliage ou Commanderie, qui sera porté au Trésor, & le Frere Conventuel une année d'ancienneté.

66. Que le Vice-Chancelier ne donnera congé à aucun Frere de sortir du Couvent, que le Piliier, ou les Procureurs de la Langue dont il sera, ne lui aient donné un certificat portant qu'il ne doit rien au Trésor.

67. D'autant que les Commanderies, & les autres biens de l'Ordre n'appartiennent point aux Freres, lesquels n'en ont que l'administration, il ne leur est pas permis de les engager, non plus que les pensions dont ils sont chargez, à quelque titre que ce soit, au préjudice de leur vœu de pauvreté, à peine de nullité de tout ce qu'ils auront fait au contraire, & que, suivant les anciens Statuts & Coutumes, les droits du Trésor soient toujours préferrez à toute autre sorte de dettes, même celles qui proviendront des services personnels, auxquels ils étoient obligez.

68. Que les Donats ou Confreres de la demie-Croix de l'Ordre, payeront au Trésor cent écus d'or, en or, pour leur passage; qu'il ne leur sera pas permis de la porter d'or, même par le Conseil complet de rétention. Ceux qui auront déjà reçu l'habit, & ceux qui y auront été admis, por-

porteront sur leur habit une demie-Croix de toile, laquelle y sera cousüe de la longueur des deux tiers d'une palme, mesure de Sicile, tout au plus; sans quoi ils ne jouïront d'aucun des privileges de la Religion : il sera permis aux Freres & aux Familiers de l'Ordre de leur ôter le manteau & la demie-Croix d'or, s'ils s'ingerent de la porter; sans avoir égard à toutes les graces qui peuvent leur avoir été accordées par le présent Chapitre général; & à faire ci-après par les Conseils de rétentation, de porter la demie-Croix, sans avoir payé le passage, ou de n'en payer que la moitié; leur enjoignant de payer au Trésor le passage nouvellement ordonné, & de faire les preuves marquées dans l'article 27. du titre de la réception des Freres; sans préjudice neanmoins de la Commanderie de *Modica*, & des privileges de la Confrerie de S. Jean, & S. Georges de Saragosse du Royaume d'Arragon.

69. Dautant que les Confreres & les Donats, sujets & vassaux des Prieurez, Bailliages & Commanderies de l'Ordre, ne font pas difficulté de causer de grands dommages au Trésor, aux Prieurez, aux Bailliages & aux Commanderies, sous prétexte des privileges de la Religion dont ils jouïssent, les mêmes Seigneurs ont déclaré que ces privileges ne pouvoient être tirez à conséquence au préjudice du Trésor & des revenus des Prieurs, Baillis ou Commandeurs, auxquels aucun privilege ne peut faire tort.

70. Que les comptes des Receveurs seront dorénavant dressez de la maniere qui sera réglée par les Procureurs du Trésor.

71. Ils ont laissé à l'Eminentissime Grand Maître le pouvoir de choisir les villes & les lieux, où se fera dorénavant la recette générale des droits du Trésor dans chaque Prieuré, & où les Receveurs

veurs seront obligez de faire leur résidence, d'une maniere qui convienne aux affaires publiques.

72. Que lorsque le vénérable Bailli de S. Georges de Lyon s'absentera de cette ville, le Receveur, pour le Prieuré d'Auvergne, sera tenu d'aller demeurer dans la Maison de la Commanderie, pour avoir soin des archives & des titres de la Religion, dont il payera cependant le loyer au Bailli, au retour duquel il sera tenu de la lui laisser libre, & d'en louer une autre.

73. Afin que les Receveurs, les Procureurs, les Dépositaires & autres Officiers du Trésor veillent avec plus de soin, à la conservation des deniers dont ils sont chargez, il est ordonné qu'ils en seront responsables en leur nom, & qu'ils ne seront point écoulez en disant qu'ils leur ont été volez, ou qu'ils sont perdus de quelque maniere que ce soit, & qu'ils ne pourront en être déchargez, ni par la Chambre des Comptes, ni par le Grand-Maître.

74. Ils ont enjoint aux Prieurs de faire payer aux Commandeurs la Dixme Royale, dans les lieux où on a accoutumé de l'exiger, faute de quoi le Trésor ne leur fera aucune part du mortuaire ni du vacant.

75. Que si le Receveur du Trésor se trouve avoir marqué dans ses comptes quelqu'un de nos Freres, comme débiteur du Trésor, lequel fasse voir qu'il avoit payé avant la clôture desdits comptes, il sera responsable envers ce Frere de tous les dépens, dommages, interêts qu'il aura soufferts par cette inadvertance, & tenu de l'en rembourser.

76. Que, suivant l'ancienne coutume, si un Commandeur a résigné sa Commanderie, & en a obtenu une meilleure, ou a été élevé à un Prieuré ou Bailliage Capitulaire, & qu'il vienne à mourir dans la Commanderie à laquelle il avoit renoncé,

cé, pendant le mortuaire ou le vacant du Prieuré, ou du Bailliage, des fruits de laquelle il devoit jouir, en attendant que le mortuaire ou le vacant du Prieuré, ou du Bailliage fût fini, les fruits de cette Commanderie tomberont en mortuaire & vacant, tout de même que s'il n'y avoit pas renoncé, & qu'il n'eût obtenu ni Prieuré, ni Bailliage: la même chose s'observera dans toutes les autres translations.

77. Les mêmes Seigneurs ont accordé à la vénérable Langue d'Allemagne, que la vaisselle d'argent qui se trouvera dans les dépouilles de ses Commandeurs, sera laissée où elle sera, pour l'honneur de la Commanderie, en sorte néanmoins que le Successeur du feu Commandeur payera le tiers de sa valeur, sur le pied de huit florins d'or le marc, & donnera au Receveur bonne caution qu'il ne s'en défera point. On marquera dans le cautionnement, le poids & la valeur de la vaisselle, & la qualité de l'argent. Le Receveur sera tenu d'envoyer ce cautionnement au Couvent avec ses comptes, faute de quoi il demeurera responsable de la vaisselle, au cas qu'elle vienne à se dissiper.

78. Ils ont révoqué tout, d'une voix, après le scrutin des ballotes, toutes les graces faites par le présent Chapitre général, & à faire dans les rétentions, pour les confirmations des Officiers, & les salaires à vie, donnez par la Religion, tant à nos Freres qu'aux Séculiers, dans la Maison ou au dehors, à l'exception de celle d'Avocat & Procureur du Trésor, qu'ils ont confirmée au Docteur Frere Paul-Antoine Fiore, en consideration des services qu'il a rendus à l'Ordre.

Contre les Receveurs qui font mal leur devoir.

FR. MARTIN GARZES.

Puisque tous les droits du Trésor , & les revenus de la Religion destinez à soutenir la dépense de l'Hospitalité , repousser les ennemis du nom Chrétien , & défendre l'Isle de Malthe , & notre Couvent qui est l'un des boulevards de la Chrétienté , passent par les mains des Receveurs ; il n'y a pas lieu de douter que les plus grands dommages & l'affoiblissement des forces de l'Ordre , ne tirent leur source que de leur négligence , & de leur mauvaise administration. C'est pourquoi nous déclarons que tous les Statuts & Reglemens ci-devant faits contre les débiteurs du Trésor , regardent d'une maniere encore plus severe & plus rigoureuse , les Receveurs négligens , peu exacts , débiteurs , & qui retiennent les effets à lui appartenans , & qu'ils méritent une peine encore plus grande. Ainsi , quand ils sortiront de leur emploi , s'ils manquent de remettre à leurs Successeurs tout l'or , l'argent , les bijoux , les pierreries & toutes les autres qui appartiennent au Trésor , & s'ils ne présentent leurs comptes à la Chambre ; s'ils n'en payent les *debets* , ils seront sur le champ & sans autre figure de procès , dépouillez de leurs Commanderies, Membres & pensions , auxquelles il sera incessamment pourvû , à la requisition du Procureur Fiscal ; & quoique suivant l'article 31. du titre des défenses & des peines , on dûl les dépouiller de l'habit , comme des parjures & des infracteurs des Statuts , voulans néanmoins les traiter moins rigoureusement , nous nous contentons d'ordonner qu'ils seront renfermez dans une prison pour le reste de leur vie , comme contumaces,

cés, rebelles & désobeïssants, ce que nous ordonnons être executé.

79. Les mêmes Seigneurs, pour punir avec toute sorte de sévérité les fautes des Receveurs, ont expliqué le present Statut de Monseigneur Garzes, en sorte qu'il n'aura lieu qu'à l'égard des Receveurs qui se trouveront en reste de mille écus, ou d'une moindre somme : mais que si leur *debet* est plus considérable, & qu'ils ne l'ayent pas entièrement payé au Trésor dans l'année d'après le Jugement de leurs comptes, ils seront censez avoir encouru toutes les peines de la Loi ordinaire, contre le Peculat, privez de l'habit, comme des sacrilèges qui ont fait au Public un vol de conséquence de ce qui étoit destiné à l'entretien du Service divin dans les Eglises, de l'Hospitalité & de la guerre contre les Infideles, dont ils seront grièvement punis, même renvoyez à la Cour temporelle de la Châtellenie, pour en être fait justice exemplaire, comme chose très-nécessaire pour le maintien de la Religion.

80. Qu'à l'avenir personne ne sera plus choisi pour Receveur, sans être Commandeur, & qu'après les trois ans de son administration, il n'y sera censé continué, qu'il n'ait été proposé au Conseil, & confirmé sur le rapport qui y aura été fait par le Grand Commandeur & les vénérables Prieurs du Trésor, de la régularité de sa conduite & de ses services. Le decret de sa confirmation ne doit passer qu'aux deux tiers des voix du Conseil, sans quoi on en choisira un autre. La même chose s'observera à l'égard des Procureurs ordinaires des Provinces, & de ceux qui tirent des appointemens du Trésor. Que dans le Prieuré de Lombardie le service de l'Ordre demande qu'il n'y ait que deux Procureurs ordinaires, & que les Procureurs tant ordinaires qu'extraordinaires, aurent du moins cinq ans de résidence conventuelle, & qua-

tre caravanes; faute de quoi ils ne jouiront pas de cette prérogative.

81. Que quand il sera question de députer un Procureur extraordinaire, ou accorder pour quelque tems un decret, pour jouir hors du Couvent de la prérogative de résidence conventuelle, il faudra avoir les quatre quints des voix du Conseil, & qu'après six mois, à compter de ce jour, toutes les procurations extraordinaires, & les decrets de concession de résidence hors du Couvent, seront censez révoquées, comme ils les révoquent, à l'exception de la procuration expediee en faveur de Frere *Lelio Brancaccio*.

82. Qu'à l'avenir on n'enverra aucun Ambassadeur extraordinaire, que le decret n'en ait passé au Conseil aux deux tiers des voix: pour le choix du Sujet, il se fera à la pluralité des voix, comme à l'ordinaire.

83. Que l'on ne donnera que six écus d'or par jour au Chevalier qui aura été nommé Ambassadeur extraordinaire, quand il seroit Grand Croix, en quelque Pays qu'il soit envoyé, à compter de celui de son départ du Couvent, y compris les felouques, les chevaux, les littieres, la livrée & autre équipage, avec défenses de leur expedier des Lettres Patentes adressées aux Receveurs, pour en toucher de l'argent. On leur donnera seulement des Bulles d'assignation de sommes fixes, à recevoir en déduction de ce qui leur sera dû, à proportion de leurs journées.

84. Que tous les Receveurs du Trésor députez ou à députer dans tous les Prieurez de la Religion, seront tenus de donner avis une fois chaque mois à l'Eminentissime Grand Maître & aux Procureurs du Trésor, de tous les deniers par eux reçus pour le compte du Trésor, de leur envoyer chaque année leurs comptes, & l'état des débiteurs, suivant les articles 43. & 44. de ce titre,

Si

Si dans quelque Prieuré il ne se tenoit point de Chapitre Provincial, les comptes seront passez dans une Assemblée qui doit se tenir immédiatement après la Nativité de Saint Jean. Faute par les Receveurs d'y satisfaire dans les six mois après la tenuë du Chapitre Provincial ou de l'Assemblée, ils seront destituez de leurs Charges: on leur enverra des Successeurs. Commandant en vertu de la sainte Obedience au Secretaire du Trésor, de faire de six mois en six mois son raport au Grand Maître & au Conseil, des noms des Receveurs qui auront manqué de satisfaire au present Statut.

85. Que tous les Officiers de l'habit qui sont dans le Couvent pour faire les distributions de la Religion, soient changez de deux ans en deux ans, sans pouvoir être continuez plus long-tems, à l'exception du Conservateur conventuel, à l'égard duquel on observera ce qui a été ordonné.

86. Que le Procureur des causes du Trésor, à peine de perdre sa Charge & de restituer tous les gages qu'il en aura touchez, fera du moins une fois le mois, dans le Conseil complet ou ordinaire, & dans les Assemblées publiques des Quatre Tems, après la lecture de la Regle, celle de la liste des débiteurs du Trésor, lesquels en seront exclus sur le champ, afin de faire ressouvenir les Superieurs de proceder ou faire proceder contre les contumaces, suivant la rigueur des Statuts; chargeant de l'exécution de cette Ordonnance le Grand Commandeur & les Procureurs du Trésor.

87. Comme les appointemens que reçoivent du Trésor les Secretaires des deux recettes du Prieuré de Castille, leur ont paru excessifs, ils les ont moderez, & ordonné que chacun d'eux n'aura plus que deux cens ducats d'or par année. Ils ont encore confirmé le Statut suivant, qu'ils ont or-

donné être mis ensuite de l'art. 42. du titre du Commun Trésor.

Déclaration de la consistance de la dépouille & du mortuaire dans les Commanderies données en bail.

Fr. ALOPHE DE VIGNACOUR, MAISTRE.

Puisque le Statut ci-dessus n'a pas parlé des Commanderies qui sont en bail, nous déclarons & ordonnons par notre présente addition, que dans les Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages & Commanderies qui se trouveront en bail, la division de la dépouille d'avec le mortuaire se fera à proportion des mois & des jours, c'est-à-dire que la partie du prix du bail qui aura couru depuis le premier de Mai, jusqu'au jour de la mort du Commandeur, appartiendra à la dépouille, & sera par conséquent obligée de contribuer aux Responsions & Impositions qui se trouveront avoir dû être payées lors la mort du titulaire, depuis laquelle, jusqu'au premier de Mai suivant, l'autre partie du bail fera le mortuaire.

88. Les mêmes Seigneurs ont accordé à l'Avocat & au Procureur des causes du Trésor, qui se trouveront en place, s'ils sont Chapelains de l'Ordre, la dispense d'assister au Chœur, & les mêmes prérogatives dont jouissent les Ecrivains de la Chancellerie.

89. Que dans la révision des Statuts, toutes les fois qu'il sera parlé des florins de Rhodes, on en exprimera la valeur en monnoye de Malthe.

90. Que tous ceux qui auront été Procureurs, ou qui auront manié les deniers des vénérables Langues & Prieurez, & qui se trouveront en reste, leur Charge finie, soient incapables, comme s'ils avoient été déclarez débiteurs du Trésor, de même que ceux qui dans un mois après n'auront pas

pas payé aux Langues ou aux Prieurez ce qu'ils leur doivent.

91. Les mêmes Seigneurs ont encore révoqué toutes les graces & concessions faites par le present Chapitre général, ou à faire par les Conseils de rétention à nos Freres, de quelque degré, ou sous quelque prétexte que ce soit, d'avoir ni table ni solde hors du Couvent.

92. Après avoir bien examiné l'Article 29. du titre du commun Trésor, qui traite des Commanderies dont on prive ceux à qui on ôte l'habit, ils l'ont trouvé très-utile au bien public, & en le confirmant ils ont ordonné qu'il sera ci-après inviolablement observé : ils ont cependant déclaré pour d'importantes raisons, que dans le cas qui est arrivé au sujet de la Commanderie de *Larino*, vacante par la privation de l'habit de Ferre *Jules Falco*, elle ira après sa mort à la libre mutation de la vénérable Langue d'Italie, nonobstant ce Statut, sans préjudice des droits du Trésor, principalement du mortuaire & du vacant.

93. Ils ont ordonné en exécution de l'article 57. du même titre, que les vénérables Grand Commandeur & Procureurs du Trésor rendront compte chaque année de leur administration au vénérable Conseil, à peine d'y perdre leur suffrage pendant une année, & que le Secrétaire du Trésor soit tenu de les en faire ressouvenir en tems convenable, à peine de perdre les appointemens d'un an, & que dans tout le mois d'Août prochain, ils présenteront le premier compte de l'année courante.

DU CHAPITRE.

TITRE VI.

1. **L**es mêmes Seigneurs ont ordonné que moyennant la grace de Dieu, s'il n'arrive aucun empêchement, le prochain Chapitre général se tiendra le premier Dimanche d'Octobre 1641, jour auquel ils l'ont indiqué & ordonné que l'Eminentissime Grand Maître, & le vénérable Conseil complet, pourront le proroger s'il est nécessaire, suivant l'état & les circonstances des affaires.

2. Afin que les affaires dont on devra traiter dans les Chapitres généraux soient décidées avec plus de prudence & de maturité, ils ont ordonné que dès que le vénérable Conseil complet aura ordonné qu'on expédie des citations pour être envoyées à tous les Prieurez de l'Ordre, au commencement de l'année qui précèdera la tenue du Chapitre général, le même Conseil complet nommera un Commissaire de chaque Langue, pour faire le rolle public, & revoir les comptes du Trésor, avec ses Procureurs, le Conservateur conventuel & le Secrétaire, pour représenter au Chapitre général l'état au vrai des affaires de la Religion. Le Procureur du Grand Maître, le vénérable Trésorier général ou son Lieutenant, & le vice-Chancelier doivent assister à leurs conférences.

3. Pour terminer les différens qui peuvent survenir sur la confection des rolles entre les Freres Chevaliers d'une part, & les Freres Chapelains & Servans d'armes, lesquels vont quelquefois jusqu'au Chapitre général, il est ordonné que pour la confection des rolles des Langues, qui doivent
lui

lui être présentez, on députera trois Freres Chevaliers & un Frere Chapelain ou Servant, & que lorsque les rolles seront examinez par chaque Langue, pour sçavoir si elle doit les approuver, les Freres Chapelains & Servans y seront écoulez, sur ce qu'ils auront à dire pour l'avantage de la Religion, de même que les Freres Chevaliers.

4. D'autant qu'en certaines Langues les Freres conventuels prétendent que les Commandeurs n'ont pas droit d'assister à la confection des rolles, ils ont déclaré que les Commandeurs sont compris sous le nom de Freres, & qu'ils peuvent assister à la confection des rolles, avec voix délibérative.

5. Que l'on ne mettra rien dans les rolles des Prieurs, des Baillis des Langues ni des Prieurez, qui n'ait un raport direct au bien de l'Ordre. Si quelqu'un a quelque chose de particulier à demander au Chapitre, il doit se pourvoir par Requête. Les rolles des Prieurs & des Baillis seront signez de leurs mains, & ceux des Langues par les Commissaires, sans quoi ils ne feront pas reçus. Ceux des Prieurs, des Baillis ou des Prieurez le seront, pourvû qu'ils soient signez par le Secretaire du Chapitre, ou de la main d'un Notaire public.

6. Pour prévenir les difficultez qui peuvent naître au sujet de l'élection des seize Capitulaires, ils ont ordonné que les deux de chaque Langue doivent être choisis par ses Capitulans, non pas par un même scrutin, mais l'un après l'autre, & que l'on mettra autant de boëtes qu'il y aura de Sujets proposez pour la premiere élection qui se fera à la pluralité des ballotes. On prendra garde que personne ne se nomme soi-même, ou se donne sa ballote; ce qui doit se faire secrettement, en sorte que chaque proposé, avant de mettre sa ballote dans l'une des boëtes, autre que la sienne, fasse voir qu'il la tient à la main, & qu'ensuite la

faisant voir ouverte, on soit persuadé qu'il l'a donnée. La même chose se pratiquera quand il faudra voter pour le second Capitulaire.

Si les voix sont partagées, le Corps du Chapitre confirmera celui qu'il jugera le plus capable, sans avoir égard à sa prééminence, ni à son ancienneté. On ne fera point l'élection du second, qu'il n'ait été statué sur celle du premier; en cas de concurrence, celui des deux à qui il aura refusé la préférence, pourra encore être élu la seconde fois, sans préjudice du Concordat fait entre les Prieurez de Castille & de Portugal, où les Capitulaires doivent être tirez des deux Nations.

7. Que celui qui sera subrogé à la place de l'un des seize Capitulaires, absent pour cause de maladie, ou autre empêchement, sera obligé de se retirer, dès que l'élû se présentera pour faire ses fonctions, lequel devra y être reçu de nouveau, sans difficulté.

8. Pour éviter la confusion du grand nombre de Requêtes qu'on a accoutumé de présenter au Chapitre général, ils ont ordonné que pendant qu'on examinera les pouvoirs des Capitulans, on députera des Commissaires pour recevoir les Requêtes données par nos Freres presents ou absens, lesquelles cependant ne seront pas reçues, qu'ils ne les aient signées. Les Commissaires vacqueront à cet examen les trois premiers jours non feriez des quinze qui sont destinez à la tenuë du Chapitre, après lesquels aucune Requête ne sera ni reçûë, ni decretée, à peine de nullité.

9. Que toutes les causes & affaires qui auront été renvoyées par le Chapitre général & les Reverends Seigneurs seize, au Grand Maître & au Conseil complet de rétention, seront par eux terminées & décidées, sans pouvoir les renvoyer au Conseil ordinaire, excepté celles qui selon nos Statuts sont de sa compétence.

10. Que

10. Que les Chapitres Provinciaux seront tenus dans des lieux appartenans à l'Ordre, & non ailleurs, & qu'à la fin de chaque Chapitre on désignera le lieu où il devra s'assembler l'année suivante, afin que ceux qui devront s'y trouver en soient avertis. Si le Prieur est malade ou tellement embarrassé qu'il ne puisse ou ne veuille y venir, son Lieutenant ou le plus ancien Commandeur le tiendra aux dépens du Prieur, lesquels ils ont taxez pour le Prieuré de Castille & de Leon, à 400 ducats, que le Receveur fournira pour lui, & qu'il mettra sur son compte. Que le Chapitre de ce Prieuré se tiendra alternativement dans la vieille Castille, & dans la nouvelle, & dans celui d'Allemagne, tantôt à Spire, tantôt à Fribourg.

11. Pour prévenir les contestations qui pourroient naître dans les Chapitres Provinciaux, pour l'ordre des séances entre les Baillis qui s'y rencontrent, & les Lieutenans des Prieurs, ils ont ordonné que dans tous les Chapitres & les Assemblées qui se tiendront, les Baillis présideront & prendront séance avant les Lieutenans, à moins qu'ils ne fussent Grands-Croix, & que les provisions ou autres actes du Chapitre ou de l'Assemblée seront intitulez de leur nom dans les expéditions qu'on en délivrera.

12. Que tous les Freres, de quelque grade ou condition qu'ils soient, quoiqu'ils n'aient pas été reçus dans le Couvent, auront droit d'assister aux Chapitres & Assemblées, sans y avoir cependant aucune voix délibérative.

13. Que le Secrétaire des Chapitres & des Assemblées Provinciales sera toujours un Frere de l'Ordre, & jamais un Séculier. A l'égard du Prieuré de Castille & de Leon, si on y trouve un Frere Chevalier qui y soit propre, on le préférera

ra aux autres. Celui qui exercera cet emploi, ne doit en attendre aucun honoraire du Trésor, en quelque Prieuré que ce soit.

14. Que les personnes Ecclesiastiques, Séculieres ou d'un autre Ordre, ne soient point admises aux Consultations qui s'y feront, à se trouver, ni demeurer enfermées dans la Chambre, bien entendu que les Séculiers qui auront quelque chose à y proposer, soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres, sur leurs procurations, pourront y entrer, suivant la Coutume.

15. Que pour la commodité & l'avantage de la Religion, le Chapitre Provincial du Prieuré d'Auvergne se tiendra dorénavant à Lyon.

16. Que l'Assemblée du Chapitre Provincial du Prieuré de Venise soit annoncée auparavant aux Religieux des environs, du moins à Vicenze, à Padoue & à Verone, à peine de nullité de ses délibérations.

17. Que nonobstant la Coutume de célébrer le Chapitre Provincial du Prieuré de Castille & de Leon au mois de Septembre, & le Statut qui l'ordonne ainsi, ce Chapitre & ceux de tous les autres Prieurez de quelque Langue que ce soit, se tiendront dorénavant depuis le premier de Mai, jusqu'à la Saint Jean de chaque année, nonobstant toutes Coutumes contraires qu'ils ont abrogées, & que l'on payera dans ce tems-là, toutes les Responsions, Impositions & droits du Trésor, comme il est ordonné par les Statuts, & particulièrement par l'article 19. du titre du commun Trésor.

18. Que dans les vénérables Conseils complets de rétion du Chapitre général, dans ceux qui s'y tiendront à l'avenir, même dans le Conclave des Reverends seize, lorsqu'il s'agira de faire des graces, & que les deux tiers des voix n'y auront pas

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 371.
pas concouru, la grace ne passera pas pour accordée.

Que les Reverends seize ne traitent d'aucune affaire particulière, sans un decret exprès du Chapitre général.

Fr. MARTIN GARZE'S.

Nous ordonnons, conformément à la louable & ancienne Coutume de l'Ordre, en expliquant les articles 1 & 10. du titre du Chapitre, que les seize Reverends Seigneurs Capitulaires ne pourront dorénavant écouter, traiter, ni délibérer d'aucune affaire qui les regarde en leur nom, ni d'aucune grace à accorder à l'un d'entre eux, ou à quelqu'autre personne que ce soit, Religieuse ou Séculière, qu'elle ne soit énoncée dans une Requête, dont la lecture aura été faite publiquement dans le Chapitre général, rédigée par écrit dans son decret, & à eux renvoyée pour y statuer, à peine de nullité de tout ce qui aura été fait.

19. Que dans la nouvelle compilation des Statuts, l'on ajoutera au premier article du titre du Chapitre, que le Secrétaire du Trésor entrera dans le Conclave des Reverends seize, lorsqu'il y aura des affaires qui le concerneront, & que dans les Statuts, au lieu du terme d'*Ecrivain du Trésor*, on mettra celui de *Secrétaire du Trésor*.

Que l'on pourra prolonger la durée du Chapitre général.

Fr. ANTOINE DE PAULE, MAISTRE.

Voulons, en ajoutant à l'article 14. de ce titre, qu'à proportion des affaires, & pour les décider avec plus de maturité, les seize Capitulaires puissent

sent ajouter aux quinze jours non feriez, que doit durer le Chapitre général, une huitaine utile, mais rien au-delà.

20. Que dans les Chapitres & Assemblées Provinciales nul Frere ne puisse avoir voix délibérative, s'il n'a fait profession & demeuré du moins trois ans dans le Couvent, ce qu'il sera tenu de justifier par une certificat du Secrétaire du Trésor; ce qui ne regarde point les Chevaliers de la vénérable Langue d'Allemagne: révoquant toutes les graces faites en Chapitre, & à faire dans les rétentions, contraires au present Statut, excepté celle qui a été faite au Chevalier Fr. Etienne Scia-
tino, pour de bonnes raisons, seulement pour avoir voix dans le Prieuré de Messine, sans avoir cette résidence.

DU CONSEIL.

TITRE VII.

1. **I**Ls ont ordonné en expliquant l'art. 3. du titre du Conseil, que ceux qui seront ci-après reçûs dans les Conseils, outre la profession de foi que doivent faire quelques-uns, suivant la Bulle du Pape, feront le serment en la maniere suivante.

*J. N. promets de dire mon avis dans toutes les Sentences & Decrets des Justices civiles & criminelles, & de l'état de la Religion, suivant le mouvement de ma conscience: de garder toujours la forme des Statuts, & des louables Coutumes de l'Ordre, de ne révéler aucune des choses qui doivent être tenues secrètes pour la conservation de l'Etat & le bon gouvernement de la Religion: de ne parler à personne de ce qu'auront dit mes Confreres en opinant, ni de chose
qui*

qui sera dite dans les Conseils, qui pourroit être préjudiciable à un tiers. Je le jure & promets sur cette sainte Croix: Je prie Dieu de me faire la grace de l'accomplir: si je fais le contraire, mon ame en sera responsable devant lui.

2. Que le serment ci-dessus sera présumé avoir été fait par tous ceux qui sont presentement du Conseil ordinaire & complet, & par tous ceux qui seront de main en main subrogez dans les Conseils, au lieu de ceux qui seront devenus suspects, & des absens. Il suffira de l'avoir fait une fois, lorsqu'on aura été choisi par le Conseil, sans le réiterer toutes les fois. Les Auditeurs de comptes sont dans le même cas.

3. D'autant qu'il appartient aux gens graves d'être vêtus de long & d'une maniere décente, surtout lorsqu'ils sont à l'Audience, ils ont ordonné que les vénérables Conseillers Grands-Croix, ne paroîtront au Conseil, quand il sera convoqué au son de la cloche, qu'avec leur habit long, nommé *Cloccia*, à peine de cent écus d'amende applicable au Trésor pour chaque contravention; de pouvoir être refusez comme suspects, & exclus du Conseil pour cette seule faute: on en excepte le Général des galeres.

4. Que les vénérables Prieurs, Baillis & leurs Lieutenans, Commandeurs & Freres, en quelque degré qu'ils soient, gardent la décence & la modestie, debout, assis en parlant & en écoutant les plaidoyers, sans faire de gestes, ni se tenir dans des postures indécentes en presence du Grand Maître. Ceux qui auront péché contre le present Statut, seront punis comme le vénérable Conseil l'ordonnera, à proportion de la faute qu'ils auront faite. La même Ordonnance aura lieu pour la Chambre des Comptes.

5. Sur ce qu'ils ont remarqué que l'on est obligé d'avoir beaucoup de soin de sa santé, sur-tout

pendant les jours caniculaires, où les corps sont d'ordinaire dans la langueur, ils ont ordonné que les plaids cesseront depuis la S. Jean jusqu'à la S. Michel, dans tous nos Conseils, pendant lequel tems celui des appellations demeurera suspendu, à moins qu'il ne s'agisse de nommer à quelque dignité, d'affaires d'Etat, ou criminelles.

6. Attendu qu'il se trouve dans les Conseils complets, des gens peu instruits des affaires de l'Ordre, ils ont ordonné que chaque Langue nommera deux Freres anciens, suffisamment informez des Statuts & des affaires de l'Ordre, tels que l'on les choisit pour être Auditeurs des Comptes, lesquels après avoir été confirmés par le Conseil complet, & prêté le serment accoutumé, seront reçus, même dans les Conseils ordinaires & secrets, & autres Congrégations, où les Baillis & leurs Lieutenans peuvent se trouver en leur absence.

A condition néanmoins qu'il auront 25 ans passés, & cinq ans au moins de résidence dans le Couvent, bien effective, sans qu'ils puissent se prévaloir de celle qu'ils auroient pû y faire pour un autre sur sa procuration, quand ce seroit celle d'un Receveur, ce qui s'observera de même pour les Auditeurs des Comptes, à l'exception du vénérable Prieuré de Portugal, dans lequel on pourroit ne pas trouver un Frere Chevalier revêtu de toutes ces qualitez, en sorte que l'on ne donne aucune atteinte au Concordat fait entre ce Prieuré, & celui de Castille, & de Leon, & de la Langue d'Allemagne.

7. Si le Conseil complet se trouve partagé, la Sentence du Conseil ordinaire sera réputée confirmée. Dans les affaires criminelles, la partie favorable au fisc l'emportera, comme il a été déclaré par le vénérable Conseil de 1608.

31

8. Dau-

8. D'autant que les affaires de la Religion sont ordinairement sommaires, & qu'elles peuvent se terminer en peu de mots, il a été ordonné que nonobstant la conclusion en cause faite devant les Commissaires par les Parties, si elles veulent alleguer ou produire quelque autre chose devant le Conseil ordinaire ou complet, rien ne les en empêchera. Pourra néanmoins ledit Conseil décider lui-même la contestation, ou la renvoyer par-devant les Commissaires, avec les nouvelles productions ou allegations des Parties.

9. Que l'on ne proposera jamais aucune preuve vocale ni litterale, contre les actes passez en Chancellerie, dans la Chambre des Comptes, les Langues ni les Prieurez, sans inscriptions de faux, & sans s'exposer à la peine du Talion.

10. Afin que les procès soient plutôt terminez, il est ordonné, que dès que l'on aura interjetté appel du Conseil ordinaire, au Conseil complet, l'Intimé pourra anticiper les délais, poursuivre l'Appellant sur son appel, & l'obliger de le défendre.

11. Que par de bonnes considerations très convenables à la conservation de l'Ordre, à sa fondation, & à l'état de sa profession, les procès qui pourront naître ci-après, sur la réception ou le rejet des preuves de Noblesse pour les Chevaliers, & la légitimité pour les Chapelains & les Servans, après qu'elles auront été examinées dans les Chapitres Provinciaux, & dans les Langues & Prieurez, seront définitivement décidés par le Conseil ordinaire; & en cas d'appel qui est permis, par le Conseil complet, sans autre appel, ni au Chapitre général, ni à quelque autre Tribunal que ce puisse être, en sorte que le procès demeure fini par la Sentence de ce Conseil.

12. Que pour conserver dans l'Ordre la pureté de la Noblesse, on ne recevra point d'autres avis là-

là-dessus , dans les délibérations des Langues & des Prieurez , que ceux des Freres Chevaliers. Les Freres Chapelains ou Servans d'armes y auront leur suffrage en toute autre occasion.

13. Que si ceux qui prétendront à l'avenir se faire recevoir dans l'Ordre, en quelque rang que ce soit , souffrent un procès pour la validité de leurs preuves, ils n'auront du commun Trésor ni table, ni solde qu'à proportion du passage qu'ils lui auront payé, en sorte que quand il paroîtra par le compte du Secrétaire du Trésor, qu'ils l'ont entierement consommé, ils seront obligez de se nourrir, & des'entretenir à leurs dépens. Si cependant, par la décision du procès, leurs preuves se trouvoient bonnes, ils ne seroient pas obligez de payer au Trésor un nouveau passage.

14. Que pour obvier aux fraudes & à l'insolence de quelques-uns, toutes les fois qu'un Prétendant présentera ses preuves à une Langue, ou à un Prieuré, les Freres qui s'y trouveront, soient tenus de les examiner, ou de députer pour cet effet des Commissaires qui donneront là-dessus leur sentiment par écrit, faute de quoi le Maître & le Conseil, sur la réquisition du Prétendant, les examineront eux-mêmes, ou nommeront des Commissaires qui le fassent, & qui déclarent ce qu'ils en pensent en justice.

15. Que quand les preuves de Noblesse doivent être revûes par le Conseil, de quelque maniere que l'affaire y soit portée, il députera des Commissaires pour les examiner, & qu'outre les deux de diverses nations que l'on a accoutumé de nommer, il en choisira un troisième non suspect, de celle du Prétendant, lesquels après avoir ouï les Parties, en feront leur rapport au Conseil. La même chose s'observera pour les ameliorissemens.

16. Que dans les procès qui se feront dans les Lan-

Langues ou dans les Prieurez, si ceux qui veulent plaider, ne sont pas les trois quarts de ceux qui y ont voix, ils plaideront en leur nom & à leurs périls, risques & fortunes.

17. D'autant qu'il est juste que chacun rende compte de son Office & de son administration, ils ont ordonné que les Capitaines des *Casaux*, & le Gouverneur des Isle & Citadelle de Goze, seront *syndiquez* de deux ans en deux ans, en sortant de Charge par deux Commissaires & un Jurisconsulte députez par le Grand Maître & le Conseil, de même que tous les Officiers qui auront administré les biens de la Religion, Freres ou Séculiers.

18. D'autant qu'on a vû par experience, que la maniere de députer des Commissaires aux causes qui se trouvent portées en trop grand nombre devant les Conseils, prescrite par le Chapitre général de l'an 1597, n'étoit pas assez commode dans la pratique pour l'administration de la justice; les mêmes Seigneurs, après avoir cassé le Statut fait dans ledit Chapitre général, ont ordonné qu'à l'avenir dans toutes les affaires, tant civiles que criminelles, où les Conseils, tant ordinaires que complets auront jugé à propos de députer des Commissaires pour ouïr, referer ou pourvoir, le Maître, ou le Président du Conseil nommera six Freres anciens, honnêtes gens, bien instruits des Statuts & des usages de la Religion, trois d'une Nation & trois de l'autre, suivant l'usage observé dans le Couvent dans la nomination des Commissaires de différentes Nations & Etats, suivant la diversité des Langues & des rangs des Parties plaidantes, dont les noms seront aussi tôt écrits par le Vice-Chancelier sur autant de billets coupez de la même maniere, pliez & mis dans un sac, d'où on les tirera au sort, jusqu'à ce qu'il s'en trouve deux de Nations différentes, lesquels
seront.

seront les Commissaires de la première affaire dont il s'agit; on en usera de même pour la seconde, & pour toutes les autres causes & subrogations, en changeant les noms qui seront tirés au sort, suivant l'Ordre du Maître. Ces Commissaires ne pourront être refusez, sans alléguer de bonnes causes de suspicion, & les bien prouver.

19. Que les Parties, tant dans le Conseil ordinaire que dans le complet, doivent pleinement faire voir le mérite de la cause, quoique l'une & l'autre, ou l'une d'elles demande des Commissaires: au cas que l'on en nomme, & qu'ils appellent des Jurisconsultes, ils leur feront signer leurs consultations.

20. S'il se forme quelque contestation entre les Baillis, ou entre un Bailli & un Commandeur, le Maître & le Conseil pourront nommer des Chevaliers pour Commissaires.

21. Que l'Eminentissime Grand Maître peut en donner dans les affaires civiles des Prieurs & des Baillis, en première instance.

22. D'autant que dans l'Ordre la justice doit se rendre sommairement, pour empêcher les chicaneries qui peuvent être également fâcheuses aux Juges & aux Parties, les mêmes ont ordonné que les Commissaires nommez ou à nommer, pour entendre les plaidoyers, & en faire leur rapport, en présence desquels les Parties doivent se tenir dans le respect, parce qu'ils représentent le Maître & le Conseil, les feront citer devant eux au premier mandement, après la contestation en cause, sans attendre le second, & leur préfixeront un délai proportionné à la conséquence de l'affaire, dans lequel elles seront tenues d'expliquer leur droit & leurs moyens, proceder & conclure, à peine de défaut contre celle qui n'aura pas

pas soin d'y satisfaire, lequel défaut emportera le gain du procès pour la Partie adverse.

23. Si les Commissaires nommez par le Conseil ordinaire ou complet, ou à l'audience, pour ouïr & rapporter, ou pour juger définitivement, ou en quelque autre maniere que ce soit, deviennent suspects, meurent, s'absentent, ou qu'il leur survienne quelque autre empêchement légitime, & que l'on soit obligé d'en nommer d'autres en leur place, le Maître, de son autorité, après avoir fait appeller les Parties, pourra leur en subroger un ou plusieurs pour la poursuite du procès.

24. Que les Prieurs, Baillis ou Commandeurs qui sans cause légitime refuseront d'accepter un Office ou une Commission qui leur aura été donnée par le Maître & le Conseil, perdront une année du revenu de leur Prieuré, Bailliage ou Commanderie, qui sera porté au Trésor : si c'est un Frere conventuel, il perdra une année de son ancienneté, au profit de ses Fraternauds. Si la commission est émanée du vénérable Maréchal, de son Lieutenant, ou des vénérables Procureurs du Trésor, & que le Grand Commandeur, le Maréchal ou leurs Lieutenans s'en plaignent au Maître & au Conseil, ils imposeront au refusant la peine qu'ils jugeront à propos.

25. Que dans les affaires criminelles, l'Accusé pourra proposer ses causes de recusation, pourvu qu'elles soient valables & légitimes, lesquelles seront jugées par le Maître & le Conseil. Le même s'observera dans l'élection, & la promotion aux Prieurez, & aux Bailliages.

26. Que dès que les Commissaires nommez par le Conseil y auront fait leur rapport, ils seront obligés d'en sortir, quand ils seroient du nombre des Conseillers. Il n'en est pas de même des commissions

missions qui regardent l'Etat public, & le Gouvernement de l'Ordre.

27. Si quelqu'un des Commissaires ou des Juges députez par l'Audience, est suspect à l'une des Parties, ou recusé, elle sera admise à la preuve de ses faits, s'ils paroissent pertinens.

28. Lorsque quelque Docteur de l'Ordre sera subrogé dans l'Audience publique, au lieu des Juges ordinaires, il prendra séance, & opinera devant tous les Séculars, nonobstant toutes déclarations faites au contraire.

29. Si quelqu'un de nos Freres, Conventuel, Commandeur, ou Bailli est fait prisonnier par les Infidèles, le Maître & le Conseil nommeront quelques-uns de ses amis pour lui servir de Procureurs, ou de Curateurs, & leur donneront le pouvoir qu'ils jugeront à propos, de même qu'à ceux qui auront perdu l'esprit, sur-tout s'ils sont Commandeurs, lesquels Curateurs seront tenus de rendre compte chaque année aux Procureurs du Trésor, à peine d'en être déclarez débiteurs en leur nom.

30. Que les Procureurs des Langues doivent en servir à ceux qui sont sur les galères ou autres vaisseaux dans le Fort S. Elme, ou dans l'Île du Goze, ou caravane, ou autrement, pour le service de la Religion, & aux prisonniers, s'ils n'en ont point d'autres, tout de même que s'ils en avoient une procuration expresse pour faire toutes leurs affaires.

31. Que les Parties se contenteront de plaider verbalement devant les Commissaires, les Conseils ou autres Tribunaux de la Religion : leur défendant de présenter aucun memoire, & aux Juges de le recevoir, même les opinions des Docteurs, dans les cas qui sont exprimez & reglez par les Statuts & les usages de la Religion, quoiqu'ils le puissent faire dans les autres.

32. Pour prévenir les inconveniens qui peuvent
arri-

arriver au Conseil dans la décision des affaires criminelles , en sorte que celui qui sera jugé digne de punition à la pluralité des voix , ne puisse l'éviter, ils ont ordonné que l'on ne mettra plus dans des boîtes différentes les ballotes de ceux qui opinent pour une peine, & de ceux qui sont d'avis d'une autre: que l'on délibérera d'abord si l'Accusé doit être délivré ou condamné: si ce dernier parti l'emporte , on opinera ensuite sur le genre de la peine.

33. Ils ont défendu à nos Freres d'exercer à l'avenir l'Office de Procureur, qui paroît bas & mercenaire , dans les Conseils , & autres Tribunaux de la Religion , si ce n'est pour les Grands-Croix , & pour les Freres absents , pourvû qu'ils aient été constituez les principaux Procureurs, & qu'ils ne paroissent pas subrogez , à peine de 50. écus d'amende applicable moitié au Trésor, moitié à l'Oratoire de S. Jean-Baptiste décollé, laquelle se payera sur le champ , sur l'ordonnance de l'Eminentissime Grand Maître, qui portera la contrainte.

34. Que l'article 31. du titre du Conseil , où il est parlé du congé de partir du Couvent pour les Prieurs & les Baillis , leur ayant paru trop rigoureux, & devoir être modéré, il suffira pour l'obtenir , d'avoir les deux tiers des voix du Conseil complet, par lequel il paroisse que celui qui le demande , ne doit rien au Trésor, à la Langue ni au Prieuré.

35. Afin que l'on soit instruit du cérémonial qui doit s'observer dans la réception des Grands Seigneurs & autres étrangers qui arrivent dans cette Ville, ils ont commis les vénérables Seigneurs Frere Dom Louïs de *Moncada*, Grand Conservateur, Frere Juste de *Fay-Gerlande*, Prieur d'Auvergne , Frere Nicolas della *Marra*, Prieur de Messine, & Frere Jacques Christophe d'*Andelan*, lesquels après

près avoir bien examiné les remarques que l'on a faites en semblables occasions, lesquelles sont dans la Chancellerie, & dans les Livres du Trésor, en feront un recueil, & de tout ce qui leur paroîtra devoir y être ajouté, lequel ils communiqueront au vénérable Conseil complet de retention par lequel le recueil sera confirmé, pour être suivi dans les occurrences.

36. Qu'aux termes de l'article II. de ce titre, chacun de nos Freres doit se trouver en personne au Couvent, pour défendre ses intérêts; & au cas d'empêchement, de les représenter par écrit, à l'exception de Messieurs les Prieurs, Baillis & autres qui sont du corps du Conseil ordinaire, des Freres absens ou actuellement malades, & de ceux de la vénérable Langue d'Allemagne, nonobstant tous Statuts, coutumes, ou autres choses contraires.

37. Que les Commissaires députez en premiere instance ne décerneront de contrainte par corps contre aucun de nos Freres pour dette civile, sans un ordre du Grand Maître.

D U M A I S T R E.

T I T R E V I I I.

1. **L**Es mêmes Seigneurs ont tous d'une voix accordé à l'Eminentissime & Réverendissime Dom Frere Antoine de Paule, Grand Maître, les Isles de Malthe & du Goze, & autres adjacentes, avec toutes & chacune leurs juridictions, droits, fruits, revenus, émolumens & dépendances, à la charge de payer les devoirs ordinaires, établis d'ancienneté, & qui se lèvent à présent, en confirmant le don qui lui en a été fait par le Conseil complet, & tout ce qui a suivi.

2. Ils

2. Ils ont de même confirmé toutes les collations & concessions de Commanderies, Membres & pensions faites par grace & prééminence Magistrale, tant par ledit Seigneur Grand Maître, que par ses prédécesseurs, même des Bénéfices Ecclésiastiques, en faveur des Freres, de quelque rang qu'ils fussent, qui s'en trouvent pourvus par des Bulles Magistrales, nonobstant les défauts ou incapacitez, où ils pourroient s'être alors trouvez, en sorte qu'ils n'aient plus nul trouble à craindre, sans préjudice néanmoins des procès déjà mûs pour raison de ce, & du droit que d'autres peuvent y avoir, dont on ne prétend pas les dépouiller.

3. Ils lui ont outre ce, constitué, & à ses Successeurs, une pension annuelle de six mille écus, à douze tarins pièce, qui lui sera délivrée par le Trésor, en argent comptant, ou en denrées évaluées à juste prix, de même qu'ils ont fait dans le précédent Chapitre général, pour les tables des Freres, afin qu'il ait de quoi s'entretenir suivant son état, laquelle pension ne sera jamais augmentée, diminuée, ni changée par qui que ce soit.

4. Qu'il ne pourra disposer en quelque maniere que ce soit pour son usage ou autrement des deniers, joyaux, or, argent, pierreries, grains, vivres, esclaves, munitions, & biens quelconques du Trésor, qu'en observant les Statuts à la rigueur.

5. Ils ont déchargé le même Trésor de l'entretien, réparations & augmentation des Palais, & bâtimens affectez au *Magistère*, dans les villes Vallette, Cité Notable, Mont Verdale, & du parc ou bosquet; d'y faire des portes, des fenêtres, des vitres & autres choses nécessaires; de faire raccommoder les tapisseries, les tapis, la vaisselle d'or & d'argent, la batterie de cuivre, & pour toutes lesquelles choses le Trésor fournira seulement

200. écus, de 12. tarins pièce, au Receveur de l'Eminentissime Grand Maître, lequel sera tenu de fournir le reste des revenus particuliers du Magistère.

6. Que les Commandeurs des Chambres Magistrales seront tenus d'en payer les pensions à l'Eminentissime Grand Maître, ou à son Receveur, dans le Couvent le jour de S. Jean-Baptiste, faute de quoi, après les quatre mois passés à compter depuis le Chapitre Provincial, ils payeront le double. S'ils laissent passer deux ans; sans payer tout ce qu'ils en doivent, ils seront privez de ces Chambres sans autre Sentence ni déclaration: l'Eminentissime Grand Maître sera en droit d'y pourvoir, tout de même que si elles avoient vacqué par mort, ou par cession.

7. Il pourra conférer l'Office de Sénéchal, toutes les fois qu'il vacquera par la cession de celui qui en étoit pourvû, pour toute la vie du Frere qu'il en aura pourvû.

8. Conformément à l'Ordonnance faite à ce sujet par le Chapitre général, ils ont de nouveau érigé en Chambre Magistrale du Prieuré d'Irlande, la Commanderie de *Kilbarri Killarie & de Croosbe*, au Comté de *Walterford*, avec tous ses Membres, & l'ont annexé à la Manse Magistrale, de même que les autres de pareille nature.

9. Attendu qu'il est fort important de choisir un homme fidèle, pour ouvrir & fermer les portes de la ville Vallette, il est ordonné que le Grand Maître choisira un Frere à lui bien connu, sans préjudice du droit du vénérable Maréchal, auquel le Trésor donnera double table, pour s'en donner le soin.

10. Puisque l'on a réglé les cas dans lesquels les Freres de l'Ordre doivent être privez de l'habit pour toujours, ils ont ordonné que l'on inserera le terme de *pour toujours*, dans les Sentences qui
seront

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 385
seront prononcées par les Egards, suivant la qualité du crime, afin que l'on puisse distinguer ceux à qui le Grand Maître peut faire grace, suivant la disposition de l'article 11. de ce titre.

DES BAILLIS.

TITRE IX.

1. **L** Es mêmes Seigneurs ont fait le Statut suivant, pour être mis immédiatement après celui du Grand Maître de Vignacour, qui traite des Fondations dont l'exécution a été commise au vénérable Grand Commandeur.

Des Fondations des VV. Prieurs de Lussan, & de Gaillard-Bois.

Fr. ANTOINE DE PAULE, MAISTRE.

En approuvant & confirmant celles qui ont été faites par les vénérables Freres d'Esparbais de Lussan, Prieur de S. Gilles, & Frere Jacques de Gaillard-Bois Marconville, Prieur d'Acquitaine, pour la fabrique des galères, nous ordonnons qu'elles seront entierement exécutées, suivant la pieuse intention des Fondateurs, & la teneur des Fondations registrées dans notre Chancellerie : & que pour conserver la mémoire de toutes celles qui ont été faites, ou qui se feront dorénavant au profit de notre Trésor, exciter nos Freres à les imiter, en avoir en tout tems une connoissance aisée, & les faire exécuter plus ponctuellement, on en fera faire des copies, qui seront collées sur des planches, suspenduës dans notre vénérable Chambre des Comptes, & qu'elles y

Tom. IV.

R

de-

demeureront exposées à la vûe de tout le monde.

1. Pour terminer les différends qui pourroient naître pour le rang entre les Prieurs & les Baillis, ils ont ordonné que toutes les fois qu'il se présentera quelque difficulté à ce sujet, & que l'on n'aura pas de preuves certaines de leur institution, le Prieur ou le Bailli qui aura été le premier élu, précèdera, sans préjudice des droits de l'autre, dont il pourra justifier toutes fois & quantes.

2. Que dorénavant les Baillis conventuels qui ne seront pas au Couvent lors de leur élection, seront tenus de faire, dès ce jour-là, la dépense des Auberges, ou de payer à leurs Lieutenans qui y seront, cent écus d'or, à quatorze tarins pièce par mois, pendant les deux ans & demi que les Statuts leur donnent pour s'y rendre, excepté le vénérable Maréchal, l'Amiral, & le Grand Conservateur, dont le premier, & le troisième en cas d'absence, ne payeront que cinquante écus, & le second quatre-vingt, de même valeur. Ceux qui sortent du Couvent, avec congé, doivent faire la même chose, quand ils seroient envoyez dehors, pour les affaires de l'Ordre : que dès ce jour tous les Baillis sont dans la même obligation, en sorte que s'ils manquent de payer ces sommes pour chaque semestre dans les mois de Février & d'Août, ils seront incapables d'obtenir aucune autre Charge, jusqu'à ce qu'ils aient entièrement satisfait.

3. Que si un Bailli ou Prieur, ou le Châtelain d'Emposte nomme suivant sa prééminence un Officier Religieux ou Séculier que l'on n'ait pas accoutumé de présenter au vénérable Conseil, il sera tenu de le présenter au Grand Maître, qui après l'avoir examiné, pourra le recevoir, ou le rejeter.

4. Que les vénérables Baillis Capitulaires de Saint-

te Euphemie, de Saint Etienne, de la très-sainte Trinité de Venise, & de Saint Jean *ad Mare Neapolis* seront dorénavant qualifiez Prieurs de leurs Bailliages, sans préjudice des autres Prieurs de Provinces, en sorte que cette nouvelle intitulation ne produira aucun changement à leur égard; & à l'égard des autres, ils demeureront Baillis Capitulaires comme devant.

5. Que le Prudhomme de l'Arsehal fera sa résidence dans la Ville *Vittoriosa*, pendant que l'Arsehal ne passera pas de deçà, auquel cas les Apoinemens seront augmentez de trente-deux écus & demi, à douze tarins pièce, qu'il ne touchera point, s'il n'y réside actuellement.

6. Que dans la nouvelle compilation qu'on fera des Statuts, on retranchera de l'article 29. du titre des Baillis, qui regarde le vénérable Trésorier, les termes suivans : *Au cas qu'il soit Chevalier; s'il est Servant d'armes ou Chapelain, cent florins de Rhodes.*

DES PRIEURS.

TITRE X.

1. **L**Es mêmes Seigneurs, pour empêcher que le peu d'attention à corriger les erreurs, ne soit cause d'un grand mal, ont ordonné que nos Freres & nos Sœurs qui sont dans les Monasteres de l'Ordre, même celles du *Saint Crucifix du Pont de la Reine*, dans la Navarre, soient sujets comme tous les autres, à la visite & correction des Prieurs & du Châtelain d'Emposte, dans les Prieurez desquels ils se trouveront situez, mais que l'on ne changera rien au Monastere de *Sixena* en Arragon, d'ancienne fondation, que le procès mû pour raison de ce, ne soit terminé. Celui des réformez

de notre Ordre de Toulouse , reconnoitra pour Supérieur le Prieur de Saint Gilles , aux termes de sa fondation.

2. Que tous les Freres qui obtiendront ci-après des Commanderies de grace Prieurale , en payeront au Trésor une année de revenu , suivant la taxe qui en sera faite dans six mois , à compter de la date des provisions ; faute de quoi la concession sera nulle , & la Commanderie dévolue à la libre mutation de la Langue ou du Prieuré dont elle dépend.

DE L'OFFICE DES FRERES.

TITRE XI.

1. **L**Es mêmes Seigneurs ayant remarqué que l'Ordonnance faite à Rhodes dans le dernier Chapitre général , donnoit atteinte au vœu d'obédience , en ordonnant que ceux qui auront vingt ans d'ancienneté , & dix ans de résidence dans le Couvent , seront dispensés des caravanes des galeres , ont ordonné que nonobstant ce Statut , l'Eminentissime Grand Maître d'à present & ses Successeurs pourront , s'ils le jugent à propos , enjoindre à ces Freres anciens de monter les galeres , avec les caravanes ordinaires , sans qu'ils puissent s'en dispenser.

2. Que ceux qui ont été reçus , & qui le seront à l'avenir , quoiqu'en minorité , de quelque manière qu'ils l'ayent été , ne seront *jubilez* qu'après vingt-cinq ans d'ancienneté & dix de résidence dans le Couvent , & qu'ils n'ayent fait du moins quatre caravanes sur les galeres.

3. Que personne à l'avenir ne sera exempt du partage des caravanes , si ce n'est les Officiers de la Religion , ceux de la personne & de la table du
Grand

Grand Maître , lequel n'en retiendra pas plus de vingt-cinq , & les Piliers des Langues qui sont actuellement chargez de l'entretien des Auberges , lesquels ne pourront retenir avec eux qu'un Religieux ; déclarant que le tems qu'on aura employé dans les Offices de la Religion , ne sera point du tout compté sur celui que l'on doit passer dans les caravanes , si ce n'est à l'égard des Officiers du Maître , auxquels on comptera deux années de service actuel , pour une année de caravane , comme s'ils l'avoient faite eux-mêmes.

4. Que les Freres qui étant dans le service de l'Ordre , auront été pris par les Infideles , recevront du Trésor pendant leur captivité la table & la solde , seront censez résidens dans le Couvent. Chaque année de détention leur vaudra une caravane , comme s'ils l'avoient faite sur les galeres. Leur table & leur solde seront délivrées à leurs curateurs qui les demanderont pour eux , pour servir à leur rachat ou à leur soulagement , comme il sera trouvé à propos par le Maître & le Conseil.

5. Que le premier Dimanche de Mai , ou le second , si le premier jour arrive un Dimanche , tous les Freres se trouveront dans leurs Auberges avec leurs armes , & passeront en revûe devant les Commissaires , suivant la Coutume.

6. Qu'en faveur de la liberté , les esclaves de l'un & de l'autre sexe , qui appartiendront à nos Freres , & qui seront nez de femmes Chrétiennes , & baptisez , ne pourront être vendus.

7. Que pour prévenir les abus qui se glissent dans la continuation des Officiers du Trésor , tous ces Officiers , même les Prudhommes seront changez de deux ans en deux ans , & qu'un mois avant la fin de leur administration , ils en donneront leur démission entre les mains du Grand Maître , ou de celui à qui il appartiendra de la recevoir , à peine pour les Commandeurs , de perdre une demie

année de leur revenu, & pour les Freres Conventuels, de cent écus d'amende payable au commun Trésor.

Ils ont confirmé le Statut suivant, & l'ont rédigé en ces termes.

Des Caravanes que les Freres doivent faire sur les galeres.

FR. MARTIN GARZES.

Voulant pourvoir à l'armement de nos galeres; Nous ordonnons que tous les Freres Chevaliers & Servans d'armes seront tenus de faire en personne quatre caravanes sur les galeres de la Religion, avant d'être capables de posseder des Commanderies, quelles qu'elles soient, & qu'on n'y admettra personne avant l'âge de vingt ans complets.

8. Que l'on ôtera de l'article 8. du titre des Commanderies, où il est parlé des caravanes, ces termes, *ou par autrui*: voulant que chacun les fasse en personne: que les caravanes se répartiront dans toutes les Langues par ordre d'ancienneté, en sorte que l'on ne puisse se remettre l'un sur l'autre, & que celui dont le rang viendra, la fasse lui-même, à peine de nullité, si quelqu'autre la fait pour lui & qu'elle ne serve ni à l'un ni à l'autre, pour le rendre capable d'obtenir des Charges, bien moins encore s'il se trouvoit surnumeraire: ils ont remis à la prudence du Grand Maître d'en dispenser en cas de maladie.

9. Que le Frere Chevalier ou Servant d'armes qui n'aura pas fait ses quatre caravanes, avant d'avoir atteint l'âge de 30. ans, demeurera incapable de plus obtenir aucune Commanderie, Bénéfice ou Office de la Religion, quand il les feroit après cet âge: Déclarant qu'après une année, à compter d'aujourd'hui, chacun d'eux se trou-

vera

vera compris dans la présente disposition, laquelle les oblige tous indifféremment.

10. Qu'à l'avenir les Gouverneurs de *Gozzo*, des Châteaux Saint Elme & Saint Ange, les Capitaines de la *Vallette*, de la *Vittoriosa*, & de la *Sengla*, ne pourvoient plus aux places de soldats, vacantes par mort ou desertion, ni d'*Alfiere*, Ecrivain, Sergent ou Caporal; mais que tous ces Officiers, même ceux de la prison des esclaves, & des fours de la Religion seront pourvus par l'Eminentissime Grand Maître, nonobstant tous usages contraires. Suppliant son Eminence, quand il s'agira de les remplir, d'avoir pour recommander les gens de tête & de cœur, qui auront bien & long-tems servi sur les galeres, & de les préférer à tous les autres prétendants.

DES ELECTIONS.

TITRE XII.

1. **L**Es mêmes Seigneurs, pour faire honneur à la dignité Prieurale de notre grande Eglise conventuelle, & afin que l'Election s'en fasse canoniquement, & qu'elle ne devienne pas méprisable, ont ordonné qu'il sera actuellement fourni au Prieur par le Trésor 1200. écus à douze tarins pièce, au lieu de la Commanderie d'Etat des Chevaliers de sa propre Langue & Prieuré, qu'on avoit accoutumé de donner aux Prieurs, pour la prééminence de leur Eglise Prieurale, laquelle demeurera dorénavant éteinte & supprimée.

2. D'autant que les Freres sont obligez de donner leur suffrage dans les Elections & les nominations des Etats, Offices & Dignitez purement simplement l'esprit dégagé de toute sorte d'affection, ils ont défendu à tous & à chacun d'eux, de quel-

que état, office ou dignité qu'ils soient, de solliciter des suffrages pour soi, ni pour autrui, & d'en exiger aucune promesse; & à ceux qui y auront voix délibérative, de rien promettre à ce sujet, à peine d'être punis par le Maître & le Conseil, même de la perte de l'habit, suivant la conséquence de la chose.

3. Ils ont accordé au Maître & au Conseil de commettre deux Freres gens de bien à la Fabrique de la Religion, qui auront soin de compter matin & soir les Ouvriers qu'on emploiera, & d'en écrire les noms dans un Registre.

4. Que dans le nouveau recueil des Statuts on ajoutera à l'art. 12. qui traite du Procureur Général en Cour de Rome, les paroles suivantes: *Ambassadeur auprès de Sa Sainteté notre Seigneur, & Procureur Général en Cour de Rome.*

DES COMMANDERIES.

TITRE XIII.

1. **L**Es mêmes Seigneurs ont ordonné, que pour les Commanderies qui appartiennent à la prééminence & à la grace Magistrale, tant principales que celles qui seront permutées, son Eminence ne pourra en retenir, séparer, ni démembrer aucune partie à l'avenir. Pourront néanmoins le Grand Maître d'à présent & ses Successeurs les charger de pensions, jusqu'à la concurrence du quint de leur revenu dont ils pourront gratifier les Freres qui en seront capables: Déclarant que de grace Magistrale ils ne pourront rien donner aux Freres qui n'aient pas fait trois années de résidence conventuelle, & deux caravaues entieres, ou qui seront d'un Prieuré, & la Commanderie d'un autre, chacun desquels aura ses Commanderies

ries particulieres. Mais dans ceux où elles sont communes à tous les Prieurez, comme dans les vénérables Langues de Provence & d'Italie, le Grand Maître pourra donner des Commanderies & des Pensions indifféremment à tous les Freres de la même Langue, de laquelle seront les Commanderies, auxquelles il écherra de pourvoir de grace & de prééminence Magistrale.

2. Que son Eminence & ses successeurs pourront conferer & partager par une ou plusieurs Bulles les pensions qui leur auront été résignées à cause de ses graces Magistrales, tant pour les Commanderies de grace, que pour les Chambres Magistrales. Le même sera permis aux Pensionnaires, qui cederont leurs pensions à d'autres : ils pourront les ceder entieres, ou s'en réserver une partie, en obtenant néanmoins les consentement du Commandeur, comme il a été déjà déclaré par un Statut particulier.

3. Les mêmes Seigneurs ont encore permis à l'Eminentissime Grand Maître & à ses successeurs de retenir pour eux le revenu d'une année entière de toutes les Commanderies qui se trouvent à leur nomination, en vertu de leur prééminence, suivant les Statuts, sans préjudice des droits du Trésor imposez & à imposer, auxquels ils ne prétendent nullement déroger en accordant la presente faculté : ordonnant que le revenu de ladite première année leur sera payé au terme préfix, & convenu, après la remise des Lettres ou Bulles, par ceux qui auront été pourvus de ces Commanderies, faute de quoi le Grand Maître pourra révoquer la disposition qu'il en a faite, & en pourvoir d'autres Freres, tels que bon lui semblera.

4. Ils lui ont permis de donner, conferer & laisser à bail perpetuel ses Chambres Magistrales, à tels Freres qu'il lui plaira, pourvu qu'ils soient des mêmes Langues ou Prieurez que les Chambres

mêmes, sans préjudice des droits du Trésor, & de se réserver telle pension qu'il jugera à propos: lesquelles collations & arrentements seront de même force que s'ils avoient été faits par le Chapitre général.

5. De pouvoir permuter les Chambres Magistrales avec des Commanderies de grace, & les Commanderies de grace avec les Chambres Magistrales, & les conferer avec la même autorité que les autres graces & prééminences Magistrales.

6. De pouvoir retenir & percevoir les revenus de deux années entieres des Chambres Magistrales données à cens ou arrentement perpetuel, sans préjudice des droits du Trésor. Lesquels revenus lui seront payez aux termes indiquez par les Lettres d'arrentement des Commanderies & Chambres Magistrales; faute de quoi le Grand Maître pourra les révoquer, & en pourvoir d'autres Religieux.

7. De pouvoir retenir ou donner une ou plusieurs pensions, pourvû qu'elles n'excedent pas le quint du revenu des Commanderies & Chambres Magistrales dont on vient de parler, & outres les pensions ordinaires qui appartiennent aux Grands Maîtres, même les pensions, jusqu'à concurrence dudit quint:

8. De permuter les pensions réservées desdites Commanderies & Chambres Magistrales, avec d'autres pensions ou Membres, même de donner une pension pour un plus grand nombre, & même de distribuer celles qu'il aura obtenues par cette voye, à tels Freres qu'il lui plaira de la même Langue ou Prieuré.

9. S'il lui arrive de donner quelque Commanderie de grace, ou Chambre Magistrale, à un Frere qui ait un Membre ou une pension, il pourra retenir le Membre & cette Pension, pour en
pour.

pourvoir tel Frere qu'il lui plaira, ou les permuter avec la Commanderie de grace ou Chambre Magistrale.

10. Puisqu'il lui est permis par nos Statuts de permuter une Commanderie à lui appartenante par sa grace Magistrale, avec un Frere qui ait une autre Commanderie, & de donner celle qu'il acquiert, de sa grace, à un autre Religieux & de retenir sur celle qu'il a donnée, une pension qui n'excede pas le quint du revenu de chaque année, ils lui ont aussi permis de retenir sur celle qu'il donne en échange, une semblable pension.

11. Ils lui ont permis de permuter deux fois les Commanderies qui appartiennent à sa grace & prééminence Magistrale, suivant les Statuts, & non-seulement de la conférer à celui qui lui laissera l'une de celles qu'il possède, au même titre qu'il tenoit celle dont il étoit pourvû, suivant l'art. 25. du titre des Commanderies; mais même d'échanger encore une fois celle qu'il aura acquise par ladite permutation, & de la donner à un Commandeur autre que celui de qui il l'a eue, lequel lui en donnera l'une des siennes, pour la tenir au même titre que celle qu'il possédoit auparavant. Il pourra encore donner celle-ci à un autre Frere du même Prieuré & de la même Langue.

12. Qu'il ne pourra conférer les Commanderies qui appartiennent à sa grace Magistrale, que lorsqu'elles vaqueront par mort, par promotion à quelque dignité, ou par la reconciation des Freres qui auront été promûs.

13. Pour donner à nos Freres plus de commodité de soulager leur pauvreté, & de s'entretenir honnêtement, suivant ce qui fut ordonné au Chapitre général tenu du tems de Monseigneur le Grand Maître Frere Martin Garzes, & au dernier Chapitre du Grand Maître de Vignacour, les mêmes Seigneurs ont permis aux vénérables Prieurs,

Baillis & Commandeurs d'améliorissement, de créer des Pensions sur leurs Chambres Prieurales, Bailliages & Commanderies d'améliorissement, par une ou plusieurs Lettres Patentes, à un ou plusieurs Religieux profès, non débiteurs du Trésor, & capables de posséder des pensions dans leurs Prieurez, pourvu qu'elles ne passent pas le quint du revenu des Chambres Prieurales & Commanderies d'améliorissement, suivant la taxe de l'Imposition des 50000 écus: on suivra en donnant ces pensions l'ordre suivant.

Après que le don en aura été fait, le Pensionnaire, sur l'acte qui en aura été fait, sera obligé d'obtenir des Bulles du vénérable Conseil ordinaire, qui jugera de sa capacité ou de son incapacité, même de l'excès & qualité du quint.

Ils ont encore permis ausdits Seigneurs Prieurs, Baillis & Commandeurs d'améliorissement, de donner des pensions pour supplément dudit quint; & lorsqu'elles vaqueront, de les donner encore à d'autres Freres qui en seront capables, & non débiteurs du Trésor, en gardant toujours la regle ci-dessus prescrite; qu'elle n'excede pas la valeur du quint du revenu du Bailliage, du Prieuré ou de la Commanderie, de quelque maniere que la pension vacante eût été imposée, au-dessous ou au-dessus du quint: leur ôtant cependant le pouvoir qu'ils avoient de donner des Membres, fondé sur des établissemens qu'ils ont cassez & annullez.

Ils ont encore permis aux Freres qui possèdent des Commanderies de grace Magistrale, de donner à d'autres les Pensions qui viendront à vaquer, ou qu'ils auront eux-mêmes rachetées, pourvu qu'ils soient capables de les accepter. Seront tenus ceux qui en seront pourvus, d'en demander des Bulles au Conseil ordinaire, à l'exception des Chambres Magistrales, dont les pensions ne pourront se donner une seconde fois, &

à condition que celui qui donne la pension, ni celui qui la reçoit, ne seront alors débiteurs du Trésor. Ils ont finalement déclaré que toutes les créations desdites pensions doivent se faire par un acte de Chancellerie, ou pardevant Notaires, à peine de nullité.

14. Ils ont permis à nos Freres de changer les Pensions qu'ils auront de pareille valeur, & de les céder à d'autres Freres capables, du consentement des Titulaires des Commanderies sur lesquelles elles seront établies, à condition de faire homologuer leur traité par le vénérable Conseil, & d'en obtenir des Bulles, & que ni l'un ni l'autre des permutans ne se trouvent redevables envers le Trésor.

15. Ils ont défendu aux Commandeurs & aux Bénéficiers de constituer aucune Pension sur les Commanderies de cheviffement, ni sur les Bénéfices Ecclesiastiques simples, ou à charge d'ames, à peine de nullité, sans avoir égard aux suppliques présentées au présent Chapitre général, tendantes à obtenir la liberté d'y établir ou recevoir des pensions: ils ont révoqué toutes celles qu'ils pourroient avoir accordées jusqu'à présent, & défendu aux Conseils de rétention d'en accorder aucune à l'avenir.

16. Après avoir dûement examiné l'article 40. du titre des Commanderies, où il est parlé de leur permutation, ils l'ont trouvé trop resserré, parce qu'il se trouve très-rarement de l'égalité entre la valeur des Commanderies, ou des Membres, & l'âge des permutans, & ont donné au vénérable Conseil ordinaire, comme représentant le Chapitre général, le pouvoir de confirmer toute sorte de permutations, de Commanderie à Commanderie, de Membre à Membre, qui se feront entre Freres de même Langue ou Prieuré, & déro-

gé en tout ou en partie audit article 40, & à tout autre contraire, pourvu que les permutans ne doivent rien au Trésor, & qu'avant que la permutation soit approuvée par le vénérable Conseil, ils ayent obtenu le consentement de la plus grande partie des Freres de la-Langue ou du Prieuré où les choses échangées sont situées, à peine de nullité.

17. Pour obvier à quelques abus qui s'étoient introduits, & en conformité de l'Ordonnance du précédent Chapitre général, ils ont défendu aux vénérables Prieurs, Châtelain d'Emposte, Baillis & Commandeurs, de quelque rang qu'ils soient, de donner des Offices de Justice, ou autres de leurs Prieurez, Châtellenie, Bailliages ou Commanderies à vie, pour récompense de service, mais seulement pour en jouir tant qu'il leur plaira : Annulant toutes les Provisions dedit Offices, données ou à donner, non conformes au present Statut, & quelque autre espèce de graces que ce soit qui auroient été concédées par le present Chapitre général, ou qui pourroient l'être ci-après par les Conseils de ré-tention.

18. Que les Prieurs, les Baillis & les Commandeurs des Prieurez de la Châtellenie d'Emposte, des Bailliages & des Commanderies sur les revenus desquelles seront placées les pensions, soient tenus de les payer réellement & de fait aux Pensionnaires ou à leurs Procureurs, à chaque Chapitre Provincial, lequel faute de ce leur en délivrera des executoires, outre la peine d'incapacité qu'encourront les mauvais payeurs, aux termes du Statut nouvellement ajouté au titre du commun Trésor.

19. En conformité de l'article 16. du titre des Commanderies, ils ont ordonné que pour celles qui auront été conférées & obtenues de
la

la prééminence & grace Magistrale, suivant les articles 24 & 25. du même titre, on ne pourra objecter le défaut d'améliorissement, que six ans après que le pourvû aura commencé à jouir des revenus; ce qui ne se fait qu'après la fin du mortuaire & du vacant, dans lesquelles six années est comprise celle dont le revenu est dû au Grand Maître.

20. D'autant que quelques Commandeurs prétendent n'être point tenus de faire, ni de justifier qu'ils ont fait des améliorissemens dans les Commanderies qu'ils tiennent à titre de permutation, sous prétexte qu'en ayant fait dans celles qu'ils ont permutées, ils sont dispensés d'en faire dans celles qu'ils ont acquises par cette voye; ils ont ordonné, pour prévenir toute sorte de contestations, que l'on pourra objecter le défaut d'améliorissement, même dans les Commanderies permutées & obtenues, tant de grace Capitulaire & Magistrale, que par délibération des Langues & du Couvent, ou autrement par voye de permutation, après cinq ans, à compter du jour que le pourvû aura commencé de jouir des revenus, ou après six ans, en y comprenant l'année qui appartient au Grand Maître, comme il est porté par le Statut précédent.

21. Les mêmes Seigneurs ont ajouté aux articles 20, 21 & 22. du titre des Commanderies, qu'à l'avenir, dès que les Commandeurs auront achevé d'en faire faire les papiers terriers, à quoi ils sont obligez tous les vingt-cinq ans, par les Statuts, chacun d'eux aura soin d'en faire mettre une copie en bonne forme, dans l'archive du Prieuré, ou dans les actes du Chapitre Provincial d'où dépend sa Commanderie; de laquelle remise il rapportera un certificat dans le Procès verbal de ses améliorissemens.

Que

Que s'il ne s'est pas encore écoulé 25 ans depuis le dernier papier terrier, en sorte qu'il ait pu se dispenser d'en faire faire un nouveau, il sera obligé de rapporter dans ce procès verbal, de bonnes preuves, que celui dont il représente la copie est en bonne forme, & conforme à celui qui est dans l'archive du Prieuré, ou dans les actes du Chapitre Provincial. Au cas qu'elle n'y ait pas encore été remise, il sera obligé de la faire à ses dépens, avant de finir le procès verbal de ses ameliorissemens, & de la faire effectivement remettre dans l'archive, ou dans les actes du Chapitre, de laquelle remise il rapportera un bon certificat, qui sera inséré dans le procès verbal.

Si enfin il paroît qu'il n'y a pas encore 25 ans, que l'un de ses prédécesseurs dans la Commanderie, a remis cette copie dans l'archive, il lui suffira d'en produire le certificat, & de le faire énoncer dans le procès verbal. Tous ceux qui se feront dorénavant, après la publication du présent Statut dans les Chapitres & Assemblées Provinciales, où l'on aura manqué d'observer tout ce qui est ci-dessus prescrit; au sujet des papiers terriers, & des copies, seront nuls, & de nulle valeur, & rejettez comme tels.

22. D'autant que les Commandeurs & autres, sous prétexte qu'ils ont fait les ameliorissemens dans leurs Commanderies, dans un tems où ils n'étoient point obligez de faire faire de nouveau papier terrier, ne veulent plus s'en donner la peine; même après que les 25 ans sont expirez, ils ont déclaré qu'en ce cas, les Commandeurs & autres y sont obligez suivant les Statuts, & à envoyer au Couvent de bonnes preuves, qu'ils ont satisfait à cette obligation; faute de quoi ils seront déclarés aussi incapables; que s'ils n'avoient fait aucun ameliorissement, sans préjudice de l'article 23. du même titre.

23. Les

23. Les mêmes Seigneurs ont ordonné pour d'importantes considerations, que l'on ne fera plus de procès verbaux des ameliorissemens faits par les Commandeurs dans leurs Commanderies, que trois ans après qu'ils auront commencé de jouir des revenus: ceux qui auront été faits auparavant, ne seront point reçus, excepté pour les Commanderies qui sont tenues à titre de permutation de la grace Magistrale, ou du consentement des Langues, ou des Prieurez, ou à quelque autre titre que ce soit, au cas que les Commandeurs n'ayent point fait d'ameliorissement dans celles qu'ils ont cedées, auquel cas les trois ans doivent être comptez du jour qu'ils sont entrez en possession de la nouvelle Commanderie, de même que les cinq ou six ans marquez pour justifier des ameliorissemens, si toutes fois dans la Commanderie qu'a quitté le Commandeur, il se trouve qu'il n'ait fait aucun ameliorissement.

24. D'autant qu'il y a des Commanderies où il n'y a point de maison, ou que s'il y en a, elles ne sont point logeables, les Commandeurs prétendent s'exempter d'y demeurer les cinq ans portez par les Statuts, ils ont ordonné que ces Commandeurs, excepté ceux des vénérables Prieurez de Catalogne, & de Navarre, des Chapelains d'Etat, & des Servans d'armes, entre autres ameliorissemens, seront tenus de faire bâtir à leurs dépens des maisons logeables, pour eux & leurs successeurs, ou d'en acheter de toutes faites, dans les lieux de ces Commanderies les plus propres à habiter. Ceux qui auront satisfait au présent Statut, en faisant voir qu'ils ont employé mille écus au bâtiment ou à l'achat, seront censez avoir rempli leur cinq ans de résidence, quoiqu'ils n'y aient que peu ou point demeuré. Autrement ils seront obligez de la faire entiere, soit dans la Commanderie.

derie, ou dans le Couvent, s'ils n'ont entièrement exécuté ce qui est porté par le présent Statut.

25. Ils ont confirmé l'Ordonnance du précédent Chapitre général, portée en l'article 25. du même titre, qui oblige les Prieurs & les Baillis des vénérables Langues d'Espagne de faire les ameliorifsemens & les papiers terriers dans leurs Prieurez, Châtellenie d'Emposte, & Bailliages, tout de même que les Commandeurs, à peine de payer successivement de doubles responsions au commun Trésor pour chacune des années, où ils auront négligé de s'acquitter de ce devoir, au de là du terme prescrit, & autres peines comminées par les Statuts. Ajoutant que non seulement ceux dont on vient de parler, mais encore tous les Prieurs, & les Baillis des autres vénérables Langues, sont tenus de faire les ameliorifsemens, & les terriers sous les mêmes peines de payer double responsion, & autres portées par les Statuts.

26. Que les Freres Chapelains & Servans d'armes, de quelque Langue qu'ils soient, sont tenus de faire les ameliorifsemens, & les papiers terriers de leurs Commanderies, de même que les Freres Chevaliers, à peine d'être déclarez incapables. S'ils laissent passer deux ans, sans y avoir satisfait, le Chapitre Provincial députera des Commissaires, qui feront faire des ameliorifsemens & les papiers terriers, s'il y a 25 ans qu'il n'en ait été fait, aux dépens desdits Chapelains & Servans d'armes, qui y auront manqué, & recevront des revenus des Commanderies, autant qu'il en faudra pour la conservation des biens de l'Ordre.

27. Pour prévenir toute sorte de procès & de différens, ils ont déclaré que les Freres d'une Langue ou d'un Prieuré, qui dans le tems de la

mutition des Prieurez, Châtellenie d'Emposte, Bailliages, Dignitez & Commanderies, auront présenté les preuves de leurs ameliorissemens faits suivant les Statuts, lesquelles auront été déclarées bonnes & valables, pourront obtenir lesdits Prieurez, Bailliages, Commanderies, & autres Dignitez, en sorte qu'encore que l'on doive faire sur le champ dans les Langues & les Prieurez la *mutition* des Dignitez de Grands-Croix, comme il est porté par l'Article 42. de ce titre, on ne procedera à l'élection ou promotion du Prieur, ou du Bailli, que huit jours après la *mutition*, s'il s'est déjà formé, ou qu'il se forme alors un procès au sujet des ameliorissemens, pendant laquelle huitaine le procès sera jugé par les Conseils: l'on suivra dans tout le reste la forme prescrite par les Statuts.

28. D'autant qu'il arrive quelquefois du tumulte dans les Assemblées des Langues ou des Prieurez, qui les oblige de se séparer, ce qui se fait même souvent tout exprès, au préjudice de ceux qui demandent, ou qui se présentent pour demander; ils ont ordonné, que lorsque les Langues s'assembleront avec le congé du Grand Maître, pour traiter de la *mutition*, ou de quelque autre affaire que ce soit, il soit loisible à tous les Freres, nonobstant le tumulte, de former leur demande, & de la faire écrire sur la minute, ou brouillard de la Langue, ou du Prieuré, & insérer dans le Registre de la Chancellerie. Cette demande faite & écrite de la sorte, tiendra lieu de *mutition*, & donnera à celui qui l'aura faite autant de droit que si la Langue ou le Prieuré avoient achevé leur délibération, & que la *mutition* y eût été faite, en sorte qu'une *mutition* postérieurement faite, n'y donnera aucune atteinte.

29. Les

29. Les mêmes Seigneurs persuadent qu'il est fort important aux Commanderies que les Commandeurs y fassent leur résidence, ont ordonné tout d'une voix, que celle qu'ils feront dans le Couvent, deux ans après être entez en possession de leurs revenus, ne leur tiendra pas lieu de celle de cinq ans, qu'ils sont obligés de faire dans leurs Commanderies, s'ils n'en sont dispensés par le Grand Maître & le Conseil, & retenus dans le Couvent pour y exercer quelque Office ou Charge publique de la Religion, ou du Grand Maître, ou par quelque autre légitime empêchement, sur quoi l'on s'en remettra à la déclaration qu'en feront le Maître & le Conseil. Le Commandeur de quelque état qu'il soit, qui voudra rester dans le Couvent après les deux ans, sans y être retenu, comme on vient de dire, n'aura plus la table du commun Trésor.

30. Pour lever & prévenir toutes les difficultés, nées & à naître entre nos Freres au sujet des anciennetés pour *chevir*, ou meliorer, ils ont déclaré que dorénavant il n'y aura plus, ni distinction, ni différence à cet égard, entre les anciennetés, & que l'on pourra les donner à tous les Commandeurs qui se trouveront au Couvent, qui seront capables de les obtenir, & qu'ils fassent paroître qu'ils y ont résidé cinq ans, & les ameliorissemens par eux faits dans leurs Commanderies, dûment reçus & approuvés par le Couvent.

Le Commandeur qui est pourvu de plusieurs Commanderies, à quelque titre que ce soit, satisfait à l'obligation de résider cinq ans, en demeurant pendant ce tems-là, soit dans une seule, soit dans toutes tour à tour, ou dans leurs Membres, quand il s'en absente par ordre du Grand Maître & du Conseil, pour les affaires publiques de l'Ordre, ou qu'il réside dans le Couvent, suivant la disposition du précédent Statut.

On

On garde l'ordre suivant les anciennetez , pour parvenir au *cheviffement*. On les accorde dans la vénérable Langue de Provence , à douze Freres Chevaliers , & à cinq Freres Chapelains , ou Servans d'armes. Dans celle d'Auvergne , à fept Chevaliers , & quatre Chapelains , ou Servans. Dans le Prieuré de France à fept Chevaliers , & quatre Chapelains ou Servans. Dans le Prieuré d'Aquitaine , à fix Chevaliers , & deux Chapelains & Servans. Dans celui de Champagne , à quatre Chevaliers , & deux Chapelains & Servans. Dans la vénérable Langue d'Italie , à vingt-huit Chevaliers , & fix Chapelains & Servans. Dans la Châtellenie d'Empoffe , à huit Chevaliers , & quatre Chapelains & Servans. Dans le Prieuré de Catalogne , à fix Chevaliers , & deux Chapelains & Servans. Dans le Prieuré de Navarre , à trois Chevaliers , & une aux Chapelains ou Servans. Dans la vénérable Langue d'Angleterre , une aux Chevaliers. Dans la vénérable Langue d'Allemagne , à cinq Chevaliers , & une aux Chapelains & Servans. Dans le Prieuré de Bohême , une aux Chevaliers , & une aux Chapelains & Servans. Dans le Prieuré de Caftille & de Leon , à onze Chevaliers , & quatre aux Chapelains & Servans. Dans le Prieuré de Portugal , à fept Chevaliers , & à deux Chapelains & Servans , & pas davantage , quand cela fe feroit par grace de la Langue , laquelle ils ont déclarée nulle en ce cas : avec défenses au Grand Maître de permettre d'en traiter , à peine de nullité de fa permiffion.

Bien entendu que les anciennetez pour *chevir* , ne feront accordées ci-après qu'aux Freres plus anciens , capables d'obtenir des Commanderies , qui réfideront actuellement dans le Couvent , nonobftant toutes chofes à ce contraires , & que le Chapitre général ait expreffément & fpecialement permis à l'un de nos Freres , de parvenir à fon ancienneté

cienneté de justice hors du Couvent. S'il y en vient quelque autre plus ancien, il attendra qu'il lui en arrive quelqu'une de celles qui seront données. Tous ceux qui seront du même passage, n'auront qu'une ancienneté.

31. Que dorénavant dans toutes les Langues & Prieurez, on ne pourra *mutir*, concéder, ni accorder aucune ancienneté pour *chevir*, si-non par mort, ou après que ceux qui ont les anciennetez, seront réellement chevis, & pourvus de la Commanderie de leur premier chevissement, en sorte qu'après que le mortuaire & le vacant seront finis, ils seront entrez dans la possession actuelle des revenus dudit chevissement. Alors seulement les anciennetez pour *chevir* étant vacantes, ils doivent être mutis & pourvus.

Que personne n'est obligé de renoncer à son ancienneté pour *chevir* dans la demande, & la mutation des Commanderies, ni durant le mortuaire & le vacant desdites Commanderies demandées, quand il arriveroit que dans ce tems-là plusieurs Commanderies seroient *muties* & demandées, suivant l'usage de la Religion. Chacun retiendra son ancienneté, jusqu'à ce qu'il soit chevi & pourvu. Si quelqu'un de nos Freres se donne la liberté de renoncer avant ce tems-là à l'ancienneté qui lui est acquise, il ne pourra plus en obtenir d'autre pour *chevir*, de quelque maniere qu'elle vacque, & il sera obligé de se trouver au Couvent en personne, s'il veut obtenir un chevissement; faute de quoi il sera déclaré incapable. Ils exceptent néanmoins de la présente constitution, les vénérables Langues d'Arragon, de Navarre, de Catalogne, de Castille & de Portugal, où les anciennetez pourront se mutir aussi-tôt après la mutation des Commanderies, selon la coutume, ancienne & moderne.

32. Les mêmes Seigneurs, en confirmant le decret du Chapitre général, ont révoqué, & révoquent toutes les anciennetez, expectatives, ou droits acquis, concedez par le présent Chapitre, & par les précédens, ou par les Conseils, ou qui pourroient être concedez à l'avenir par les Conseils complets de retention, de grace speciale, & contre la forme des Statuts, au sujet de quelques Dignitez que ce puisse être, de Grands-Croix, Prieurez & Bailliages, & des facultez de les obtenir, nonobstant que l'on soit absent du Couvent, lesquelles ils déclarent nulles, & ordonnent que tous les Freres qui en ont obtenu, ou en obtiendront, seront soumis à la déclaration & observation des decrets faits sur cette matiere.

33. Ils ont de même révoqué & révoquent d'une commune voix, toutes les graces faites par le présent Chapitre général, & à faire par les Conseils complets de retention, tant de caravanes, & de la résidence, que des anciennetez pour chevir ou meliorer, hors du Couvent, de la prerogative de *Fubilation*, de la faculté de recevoir & d'obtenir, nonobstant l'absence du Couvent, toute sorte d'anciennetez de justice, pour chevir, ou meliorer hors du Couvent, & de tout autre supplément obtenu sur lesdits cas: voulant que tous les Freres se tiennent à la disposition des Statuts, à l'exception de la grace accordée par le Chapitre général à Frere Hiacynthe le Blanc Chapelain pour le supplément de sa résidence conventuelle seulement, en sorte qu'il puisse incessamment jouir de l'ancienneté, pour se chevir, en considération de la résidence qu'il fera à l'Eglise de *la fuen santa*, dont il sera pourvû.

34. Ils ont de même révoqué, & révoquent, conformément au précédent Chapitre général, toutes & chacunes les graces faites par le présent Chapitre, ou à faire par les Conseils complets de retention,

à nos Freres , de jouir des Membres ou des pensions affectées sur des Prieurez, Bailliages ou Commanderies non dépendantes de la Langue, ou du Prieuré où ils ont été reçûs , à la réserve de celle qui a été accordée tout d'une voix à Frere Dom Thomas de Hofes , Lieutenant du Grand Chancelier , de donner une pension de deux cens ducats à son neveu , qui a été reçu dans la vénérable Langue d'Italie , du consentement du vénérable Prieuré de Castille, de Leon , donné suivant le decret du Chapitre.

35. Toutes les graces & facultez accordées par le présent Chapitre général, & à accorder par les Conseils complets de retention, au sujet des ameliorissemens & des papiers terriers , des défauts qui s'y rencontrent , & des délais de faire les ameliorissemens, & de renouveler les papiers-terriers.

36. Toutes les graces accordées par le présent Chapitre général , & à accorder par les Conseils complets de retention aux Prieurs, Baillis, Commandeurs & Freres, de donner des pensions à des Séculiers , même aux Donats de l'Ordre & aux Séculiers , & Donats , d'en accepter des Religieux.

37. Pour engager nos Freres à retirer les biens de l'Ordre qui sont entre les mains des Séculiers, ils ont ajouté à l'article 55. du titre des Commanderies , que la jouissance des biens ainsi récupérer , sera laissée aux Freres qui jouissent des Commanderies dont ils dépendent pendant leur vie.

38. Pour exciter la diligence de nos Freres à travailler au recouvrement des biens qui leur ont été commis, ils ont ordonné que ceux qui auront obtenu une Commanderie sous le titre de la retirer des mains de ceux qui la possèdent contre la forme de nos Statuts, seront tenus de justifier au
Cou-

Couvent dans un an après, des diligences qu'ils auront faites pour cela ; faute de quoi le Prieuré ou la Langue d'où dépendra la Commanderie, seront en droit de proroger le délai, ou de donner la Commanderie à un autre Frere.

39. Ils ont enjoint aux Prieurs & au Châtelain d'Emposte, d'avoir plus de soin de conserver les titres, & de perfectionner les archives de leurs Prieurez, suivant l'article 12. du titre des Prieurs, & de faire faire chacun un inventaire exact, de tous & chacun les titres originaux & autres, qui sont à présent dans les archives, & de ceux qui y seront mis à l'avenir, sous la peine portée par ledit article, & que lorsqu'ils seront dans leurs Prieurez, ils gardent eux-mêmes les clefs de leurs archives, & que quand ils en sortiront, ils les remettent entre les mains de leurs Lieutenans, ou des anciens qui en tiendront la place en ce pays-là.

40. Que les Prieurs, & le Châtelain d'Emposte dans leurs Prieurez & Châtellenie, & les Commandeurs dans leurs Commanderies, obligent les Chapelains qui seront pourvus des Bénéfices de l'Ordre, d'en prendre l'habit dans le tems marqué par nos Statuts. Si les Commandeurs négligent de le faire, les Prieurs & le Châtelain pourront en pourvoir d'autres.

41. Ils ont très-sévèrement défendu au vénérable Prieur de Castille, au Chapitre & à l'Assemblée de cette Province, de donner permission aux Chapelains de l'Ordre, qui seront pourvus de Bénéfices-Cures, de n'y point résider, à l'exception d'un pour le service du Prieur, & de deux pour les Secrétairies des recettes de ce Royaume. Voulant que tous les autres s'acquittent de l'emploi dont ils se sont chargez, en desservant, & résidant dans les Bénéfices dont ils se trouvent pourvus.

42. Ils ont ordonné que l'on supprimera dans le nouveau recueil des Statuts, les articles 34 & 65. du titre des Commanderies, parce que l'un parle des chevissemens avec la justice criminelle, qui sont déjà établis, & l'autre défend de commettre des Séculiers à la régie des Commanderies, puisque l'on s'est accoutumé de les leur donner à ferme; ce qui rend ces deux Statuts très-inutiles.

DES VISITES.

TITRE XIV.

I. **L**Es mêmes Seigneurs ayant considéré que les guerres dont la France a été tourmentée, ont ruiné beaucoup de Châteaux & de Maisons fortes des Commanderies, où l'on mettoit en prison les vassaux à qui on faisoit le procès, lesquels on est obligé de mettre dans des prisons empruntées; ce qui fait bien du tort aux justices de la Religion, & des Commanderies; pour à quoi obvier ils ont ordonné à tous les Prieurs, Baillis & Commandeurs dans les Commanderies desquels les Châteaux & les Maisons fortes se trouvent ruinez, de les faire rétablir dans cinq ans du mieux que faire se pourra; faute de quoi les Prieurs seront privez de la prééminence de la cinquième Chambre, & de pourvoir à la Commanderie qui dépend de leur grace Prieurale: les Baillis & les Commandeurs ne pourront se meliorer, qu'ils n'ayent satisfait au présent Statut, & que le Château ou Maison forte ne soit tellement réparé ou rebâti, que le Commandeur puisse y demeurer, & les prisonniers y être en sureté. Au cas qu'il y ait satisfait, ces réparations lui tiendront lieu d'améliorissement & de résidence de cinq ans, sans décharger néanmoins personne de l'obligation de faire

faire faire les papiers terriers de 25. en 25. ans.

2. Que les procès verbaux de visite seront déposés dans la Chancellerie, & conservez avec les autres titres de l'Ordre.

3. Qu'en explication de l'article 1. du titre des Visites, lorsqu'on ne trouvera pas de Chapelain conventuel ou d'obédience assez habile pour le joindre au Frere Chevalier qui sera nommé Commissaire, on lui donnera un Prêtre séculier pour l'accompagner, jugé capable de cet emploi.

4. Que les Commissaires pour la visite des améliorifsemens des Chambres Magistrales seront nommez par le Maître & le Conseil, & feront leur rapport d'abord au Maître, & ensuite à la Langue, lesquels députeront chacun un Commissaire pour l'examiner. S'ils ne peuvent s'accorder, leur différend sera réglé par le Conseil.

5. Qu'en explication de l'article 9. du titre des Visites, les Commandeurs seront dorénavant obligez de rapporter dans les preuves de leurs améliorifsemens, des copies des baux, & des inventaires des biens de leurs Commanderies aux Commissaires députez: au cas qu'ils en aient jouï par leurs mains, & qu'ils n'en aient pas fait de baux, les Commissaires s'informeront exactement de ce à quoi peut monter leur revenu, & en faire mention dans leurs procès verbaux.

6. En considération de la dépense que doivent faire les Commissaires dans leurs visites, pour leurs domestiques & leur équipage, ils ont ordonné, conformément aux anciens Statuts, que les Commandeurs ne seront tenus de leur payer quoi que ce soit en argent, si-non de leur donner à manger, pendant qu'ils seront occupez à la visite de leurs Commanderies & de leurs Membres, non-obstant tous Statuts & Ordonnances à ce contraires. Le reste de la dépense qui se fera pour aller d'une Commanderie à l'autre, sera faite aux dé-

pens des Prieurs & du Châtelain d'Emposte, que leur devoir oblige de faire ces visites.

7. Sur la remontrance faite par les Commandeurs des vénérables Langues de Castille & de Portugal, fondée sur les raisons y contenues, qui regardent l'avantage des Commanderies & du Trésor, ils ont ordonné que dans les Prieurez de celles de Castille & de Leon, & de Portugal, les visites des Commanderies se feront dorénavant aux dépens des Commandeurs, qui seront obligés d'y contribuer chacun pour sa part, comme ils faisoient autrefois.

8. Que dans le nouveau recueil des Statuts, on supprimera du dernier article du titre des Visites, les termes suivans. *Et s'il s'est amélioré, il reprendra la Commanderie qu'il avoit laissée*, comme chose impossible dans l'exécution.

9. D'autant qu'il y a plusieurs Prieurez, où l'on n'a fait aucune visite depuis long-tems, suivant la disposition des Statuts, & particulièrement des trois premiers du présent titre; ce qui a beaucoup nui aux intérêts de l'Ordre; ils ont ordonné à tous les Prieurs, & au Châtelain d'Emposte, de les commencer ou faire commencer dans six mois par eux-mêmes, ou par des Visiteurs qu'ils nommeront conformément aux Statuts, dans les lieux où elles n'ont point été faites, comme chose très-importante au patrimoine, & à la Jurisdiction de l'Ordre; faute de quoi ils ont enjoint au premier Conseil complet, agissant en cela au nom du Chapitre général, de choisir des Visiteurs prudents & capables de cet emploi, dans toutes les Provinces où ils seront nécessaires, même plusieurs pour la même Province, s'il est à propos, pour faire plus promptement & plus commodément des visites & des procès verbaux, desquels ils enverront des copies en bonne forme au

Cou-

DE L'ORDRE DE S. JEAN DE JERUSALEM. 413
Couvent , pour être conservées dans la Chancel-
lerie.

DES CONTRATS ET ALIENATIONS.

TITRE XV.

1. **L**es mêmes Seigneurs ont ordonné , que toutes les promesses ou obligations faites par les Freres dans le Couvent soient nulles , si elles ne sont signées de la main du vénérable Maréchal ou de son Lieutenant , & cachetées de son cachet.

2. D'autant que les Commandeurs des Prieurez d'Allemagne contractent souvent quantité de dettes au préjudice de leurs Commanderies & de leurs Successeurs qui se trouvent obligez de les payer , ils ont ordonné qu'aucun Frere des Prieurez de la haute ni de la basse Allemagne , ne pourra s'obliger sans la permission du Prieur & du Chapitre Provincial , qui ne la leur accorderont que pour une somme modique , qui ne fasse tort à l'Ordre , ni au Successeur , pour une cause très-légitime & très-nécessaire ; enjoignant aux Prieurs , dans le cours de leurs visites , de s'informer exactement des dettes des Commandeurs , d'en dresser un état qu'ils enverront au Couvent , même les Commandeurs qu'ils auront trouvé oberez , & une description exacte de l'état de leurs affaires ; leurs Commanderies demeureront cependant entre les mains du Chapitre , qui en emploiera les revenus au payement de leurs dettes.

3. En expliquant , où besoin seroit , les articles 57. & 58. du titre des Commanderies , ils ont déclaré que les biens immeubles acquis par nos Freres sous faculté de rachat , ne sont pas du nom-

bre de ceux qui doivent être annexés aux Commanderies voisines après la mort de l'acquéreur : c'est une dépouille qui appartient entièrement au Trésor.

4. Pour exciter davantage nos Freres à faire bâtir des maisons dans la ville *Vallette*, ils ont permis à ceux qui en auront bâti, de les vendre, aliéner, même d'en disposer par testament en faveur de qui bon leur semblera; même à ceux qui en ont bâti dans les villes *Vittoriosa* & de la *Sengle*. Ils ont accordé pareille faculté à ceux qui en ont acheté dans lesdites Villes.

5. Que lorsque l'un de nos Freres propriétaire de quelqu'une de ces Maisons mourra, sans en avoir disposé, le Trésor y succedera, & non pas les Langues, suivant l'usage qui s'en étoit introduit mal à propos, & que les dettes de celui qui en aura disposé, tant avant que depuis la disposition, si elle n'est faite entre-vifs, & irrévocable, seront payées sur le prix de la Maison, & non pas sur sa dépouille.

6. Ils ont encore ajouté que ceux qui se seront trouvez débiteurs du Trésor, lors de la donation entre-vifs, ou autre disposition, ne jouiront pas de ce privilege, & que leur disposition sera réputée de nulle valeur.

7. En confirmant l'article 8 du titre des contrats & alienations, où il est défendu de traiter dans les Chapitres ou Assemblées Provinciales, de l'alienation des biens de l'Ordre, ils ont ordonné que les Freres, de quelque état, dignité & condition qu'ils soient, qui se seront trouvez aux Chapitres ou Assemblées Provinciales, où on aura proposé ou traité quelque chose de contraire audit Statut, ou qui y auront dit leur avis; s'ils sont Prieurs, Baillis ou Commandeurs, ils perdront sur le champ deux années du revenu de leurs Prieurez, Bailliaiges ou Commanderies qui seront appliquées au Trésor, sans autre forme ni figure de procès; s'ils
font

sont Freres conventuels, ils perdront deux années de leur ancienneté, outre la peine portée par les mêmes Statuts, qu'ils encourront, dès qu'ils en seront convaincus.

8. Que dans le nouveau recueil des Statuts, on supprimera celui de Monseigneur de Verdale, qui défend de donner les biens incultes de l'Ordre, pour plus de neuf ans, & qu'on laissera dans le titre des contrats & alienations, l'article 9, qui permet de les laisser en jouissance pour vingt-neuf ans.

9. Ils ont confirmé & renouvelé l'art. 12, & révoqué toutes les ventes, donations, transports, cessions, engagemens par hypothèque, Baux à emphyteose à perpétuité, ou à longues années faits par nos Freres contre la disposition de nos Statuts à des Séculiers ou autres personnes, sans l'autorité du Chapitre général, & les ont déclarés nuls & de nulle valeur.

10. Après avoir mûrement délibéré sur l'art. 14. du même titre, où il est parlé des donations entre-vifs, ou autres dispositions & promesses, consignations de deniers ou autres biens possédés par nos Freres, s'ils ne survivent 40. jours après, ils l'ont abrogé & réduit au même état que s'il n'avoit jamais été fait, comme opposé au vœu de pauvreté & au premier article du titre des défenses & des peines, blessant la conscience des Religieux, & très-préjudiciable au Trésor.

11. En expliquant les articles 10 & 12. du même titre, pour prévenir toute sorte de scrupules, ont dit & déterminé qu'il étoit permis aux Commandeurs qui prendront des biens immeubles en payement des arrerages de leurs baux; ce qu'ils justifieront par les Sentences des Juges & autres procédures, de les vendre & en disposer sans autre permission.

12. Ils ont tous d'une voix révoqué toutes les

graces accordées par le présent Chapitre général , ou qui s'accorderont ci-après dans les Conseils de rétention à nos Freres de disposer de leurs biens , meubles , deniers , ou autres quelconques au-delà du quint , même des immeubles acquis ou à acquérir hors du Couvent , qui ne viennent pas de leur patrimoine , d'aliener , échanger , donner à cens perpetuel , ou à tems , ou couper des bois de l'Ordre , contre la disposition des Statuts : voulant que toutes les permissions , decrets ou commissions obtenues à cette fin , soient présumées nulles & de nulle valeur , & ont ordonné que le tout seroit ramené à la disposition des Statuts & des Ordonnances.

DES BAUX A FERME.

TITRE XVI.

1. **L** Es mêmes Seigneurs , en corrigeant l'art. 7. du titre des Baux à Ferme , ont defendu à tous nos Freres , même à ceux qui seront résidents au Couvent , ou qui voudront y venir , de recevoir par anticipation les revenus d'une année de leurs Prieurez , Bailliages , Commanderies , Membres & autres biens de l'Ordre , même de leur en accorder aucune permission.

2. En expliquant l'article 7. du même titre , ils ont permis à l'Eminentissime Grand Maître , d'accorder des permissions d'affermir les Prieurez , Bailliages & Commanderies pour cinq ans , & au-dessous , après que le mortuaire & le vacant seront expirés , en sorte néanmoins que leur Successeur sera obligé d'entretenir le bail qu'ils en auront fait pendant trois ans , & pas davantage.

3. Que les arrentemens des Prieurez , Bailliages & Commanderies seront continuez aux Preneurs ,

neurs, aux termes du bail qui leur en a été fait par le défunt Prieur, Commandeur ou Bailli. S'il se trouve expiré, ou qu'il n'en ait point été fait, outre les Reglemens sur ce faits par les Statuts, ils ont ordonné que les Receveurs du Trésor dans chaque Prieuré, en feront sous de bonnes & suffisantes cautions d'en bien payer le prix à chaque terme. Si les Receveurs les laissent sans exiger des cautions bonnes & valables, ils seront obligez d'en payer le prix au Trésor en leur nom propre & privé.

4. Que l'Ordonnance ci-dessus sera ajoutée à l'article 2. du titre des Baux à Ferme, au lieu de ces termes qu'on y trouve, & *quant au droit du vacant, ne*, qu'ils ont ordonné être supprimez jusqu'à la fin de l'article.

5. Que l'arrentement du mortuaire & du vacant sera donné au dernier encherisseur, sans préférer le Religieux au Séculier, en cas qu'ils en offrent un prix égal, & que le Receveur en fera faire des publications, tant dans le lieu de la Commanderie, que dans les lieux voisins.

DES DE'FENSES ET DES PEINES.

T I T R E X V I I .

1. **S**I quelqu'un est accusé d'un crime qui mérite la privation de l'habit, le Maître, après en avoir été bien informé, pourra sans aucune délibération du Conseil, le faire mettre en prison, & députer des Commissaires pour lui faire son procès, lequel sera jugé par le Maître & le Conseil. Les Prisonniers qui s'évaderont avant leur Jugement, seront tenus pour convaincus du crime dont ils auront été accusez, & condamnés sur

le champ sans autre forme ni figure de procès. Ceux qui auront été condamnés de tenir prison dans la tour ou dans *la fosse*, & qui se seront évadés, seront privés de l'habit pour toute peine.

2. Les Freres à qui leur Supérieur aura commandé d'aller en prison, ou de se tenir dans leur Chambre, & qui en seront sortis sans sa permission, perdront pour la première fois une année de leur ancienneté, deux pour la seconde, & l'habit à la troisième.

3. D'autant que quelques-uns de nos Freres s'imaginant qu'on ne sauroit avoir des preuves de leurs crimes, s'abandonnent à en commettre des plus énormes, les mêmes Seigneurs ont ordonné, que quoique les preuves n'aillent qu'à la torture, on ne laissera pas de les condamner à une peine extraordinaire & arbitraire.

4. Que dans les crimes atroces, & dont la preuve est difficile, les Religieux pourront être privés de l'habit simplement, ou pour toujours par les Conseils ou les *Egards*, sur des indices graves & des présomptions. Si le crime est atroce, & qu'il paroisse mériter une grieve punition, le criminel sera remis entre les mains du bras Séculier, c'est-à-dire à la Châtellenie ou Cour du Grand Maître, où son procès sera examiné de nouveau, & jugé sans avoir égard aux Sentences rendues dans les Tribunaux de l'Ordre. On n'y renvoyera pas cependant les Religieux qui auront reçu les Ordres sacrez, ou qui auront servi l'Eglise avec l'habit & la tonsure Ecclesiastique. Dès qu'on leur aura ôté l'habit de l'Ordre, on les remettra à la Cour de l'Evêque, & à ceux qui sont en droit de les juger pour en faire justice, conformément aux decrets faits par le vénérable Conseil, touchant ceux qui après avoir été privés de l'habit, doivent être renvoyés au bras Séculier.

5. Les

5. Les mêmes Seigneurs en confirmant le decret fait par le vénérable Conseil, le dernier d'Octobre 1629, afin d'éloigner autant qu'il est possible de ce saint Ordre l'usage détestable des duels, ont ordonné qu'il sera procédé contre les Freres Novices ou Profès, qui se battront dorénavant hors des portes de la Ville *Vallette*, ou sur ses murs & bastions, comme contre les criminels accusez de duel, contre lesquels l'accusation du Fiscal est clairement prouvée, & qu'ils seront condamnés aux termes de l'art. 38. de ce titre, qui traite du duel.

6. Que les deux articles suivans soient réduits à un seul qui en contienne la substance, pour les cas qui peuvent arriver, & qu'on en ôte tous les termes superflus. Ils ont approuvé le decret du vénérable Conseil du premier de Décembre 1686, abrégé & corrigé l'autre decret du même Conseil du 24 de Novembre 1597, qui traite de la maniere de remettre les criminels au bras Séculier, & de les juger sur les informations en la maniere militaire, sans avoir égard à autre chose qu'à la verité du fait. Il est nécessaire d'en user ainsi, pour retenir les méchans, comme il est expliqué par ces decrets, lesquels ils veulent passer en force de Decrets capitulaires, tels qu'ils s'ensuivent.

Le premier de Décembre 1586, après avoir entendu la proposition faite par l'Illustrissime & Reverendissime Grand Maître; sçavoir si on a compris dans la Constitution du dernier Chapitre general, qui ordonne que l'on donnera aux Accusez les moyens de se défendre, & si on recevra leurs appellations, les Accusez & les cas dans lesquels l'Ordre & l'Egard privent un Religieux de l'habit, & le remettent au bras Séculier pour le punir, puisqu'elle ne s'explique qu'en termes généraux, & qu'elle ne paroît comprendre que les

vassaux & sujets Séculiers, & que le genre ne déroge nullement à l'espece, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse, & que l'ancien usage de l'Ordre veut que l'on procede contre ceux qui ont été privez de l'habit, & livre au bras Séculier, & qu'on en fasse justice par le ministère du Magistrat temporel, à la maniere militaire, & sans faire attention à autre chose qu'à la verité du fait, après que les Accusez ont été ouïs par leur bouche, comme il se pratique par l'Egard, sans avoir égard à leurs appellations.

L'Illustrissime & Réverendissime Grand Maître, & le vénérable Conseil, après mûre délibération, & après avoir longuement considéré les scandales & les inconveniens qui naistroient, si on en usoit autrement que comme on a fait par le passé, ont déclaré tout d'une voix, que le cas susdit, où les Freres après avoir été privez de l'habit, sont livrez au bras Séculier, n'est point compris dans la disposition générale dudit Chapitre général, & que l'usage de l'Ordre est fondé sur des raisons particulieres pour proceder en semblables cas, & faire justice en la maniere militaire, sur la seule verité du fait, sans admettre aucune appellation, ordonnant que le Juge seculier se conformera à cet ancien usage.

7. Comme on a douté s'il falloit aussi proceder en la maniere accoutumée contre les Novices de l'Ordre & leurs complices, comme il a été ordonné par le précédent Statut contre les Religieux Profès privez de l'habit, les mêmes Seigneurs ont ordonné qu'on procedera de même contre les Novices qui devront être livrés au bras Séculier & leurs complices, de la même maniere, & que l'on en fera justice comme elle se fait ordinairement au Conseil de guerre.

8. Que quand on accordera à quelqu'un de nos Freres accusé d'un crime commis hors du Couvent, la liberté de se défendre, & qu'il sera question

tion de recoler les témoins à leurs dépositions, ils seront examinez sur tout le fait.

9. Que les Freres qui viendront au Couvent, ou qui y seront conduits en qualité d'accusez de quelque crime par eux commis, ne jouiront point de la prérogative de résidence conventuelle, qu'ils n'ayent été justifiez & élargis, déclarant néanmoins qu'ils ne seront pas privé de la solde.

10. Que nul Frere, quand ce seroit un Bailli, ne reçoive ou cache dans sa maison des accusez poursuivis par la Justice pour des crimes: & que si le Châtelain ou son Lieutenant, les ont eux-mêmes vû entrer dans les maisons, dans le tems qu'ils étoient poursuivis par leurs Officiers, ils pourront les y aller chercher & les enlever. Si quelqu'un de nos Freres se donne la liberté de les cacher, ou d'empêcher le Châtelain ou son Lieutenant de les arrêter, si c'est un Prieur, un Bailli ou un Commandeur, il perdra une année du revenu de son Prieuré, Bailliage ou Commanderie, qui sera appliqué au Trésor: si c'est un Frere Conventuel, il perdra deux ans de son ancienneté, en faveur de ses Fiarnauds.

11. Qu'il est permis à tous Ministres, tant Religieux que Séculars de reconnoître tous nos Freres qu'ils trouveront dans les ruës pendant la nuit, après que la cloche aura sonné: ceux qui leur résisteront, pour s'empêcher d'être reconnus, tiendront prison dans la tour pendant six mois.

12. D'autant que nonobstant les défenses qui en ont été faites, plusieurs Religieux gardent des Arquebuses à rouë & à fusil, qui sont des armes diaboliques, les mêmes Seigneurs ordonné à tous nos Freres de déclarer tous leurs pistolets qui n'auront pas deux palmes ou demie canne de long, & de les remettre dans le mois d'après leur arrivée de dehors du Couvent, entre les mains du Commandeur de l'artillerie, après lequel terme il ne

leur sera plus permis de les porter dehors, ni de les garder dans leurs Chambres, à peine d'être privez de l'habit pour toujours, à l'exception de ceux à qui le Grand Maître en aura accordé la permission par écrit. Ceux qui porteront des poignards appelez *Smagliatori*, *Fusetti*, ou *Stiletti*, seront punis de la même peine.

13. Que nul de nos Freres qui sera sur les galeres de caravane ou de secours ne soit assez hardi pour les abandonner, au préjudice du vœu d'obéissance qu'il a fait, ni à Malthe ni ailleurs, & de paroître négligent dans un service aussi important à la Religion. Ceux qui oseront demeurer à terre, encourront la peine de six mois de prison, & la perte de deux années de leur ancienneté, acquises ou à acquérir, en faveur de leurs Fiarnauds: ils seront même déclarez incapables pendant lesdites deux années d'obtenir ni Office ni Bénéfice dans la Religion, d'avoir séance dans aucun des Tribunaux, même dans les Langues & Prieurez: leurs Fiarnauds auront un droit acquis à leur préjudice, qui ne leur sera ôté par aucune grace obtenuë ou à obtenir, de les précéder & de les exclure, en vertu de la Sentence qui aura été renduë contre eux par le vénérable Conseil, dont le Vice-Chancelier sera obligé de délivrer une copie en bonne forme à ceux qui la demanderont, nonobstant tous usages contraires pratiqués en matiere criminelle, à moins que ceux qui auront abandonné les galeres, ne rapportent un congé par écrit du Général ou du Capitaine de la galere qu'ils auront montée en son absence, attestée par le Roi ou le Chirurgien, qui contienne une cause légitime, pour laquelle le congé leur aura été donné, & de la certitude de laquelle il n'y ait aucun lieu de douter.

14. Que les Freres Chapelains ne sortiront point du Couvent qu'ils n'ayent fait leurs caravaues ordi-

dinaires, ou qu'ils n'ayent donné bonne caution de les faire à l'avenir.

15. S'il se trouve un Frere, de quelque état & condition qu'il soit, assez hardi pour jouer ses armes, quelles qu'elles soient, elles seront confisquées au profit du Trésor; & les Freres qui auront joué ensemble, seront privez par le seul fait d'une année de leur ancienneté en faveur de leurs Fiarnauds, s'ils sont conventuels: s'il y en a un qui soit Commandeur, il perdra deux années du revenu de ses Commanderies & autres Bénéfices applicables au Trésor, desquelles il sera déclaré débiteur, jusqu'à ce qu'il les ait payées. Ceux qui auront joué leurs habits, seront punis de la quarantaine.

16. Pour obvier aux scandales & au bruit qui se fait quelquefois dans les Assemblées des Langues, ils ont ordonné que nul Frere n'y portera, non plus que dans celles des Prieurez & des Collectes, ni épée, ni poignard, ni autre espece d'armes, quelle qu'elle soit, à peine de perdre une année d'ancienneté pour chaque contravention. Enjoignant aux Piliers ou autres Présidens, d'avertir avant de mettre aucune proposition sur le tapis, tous ceux qui doivent y assister, de laisser leurs armes à la porte, & que lorsqu'ils iront faire au Grand Maître leur raport de ce qui y aura été délibéré, ils lui fassent leurs plaintes de ceux qui auront contrevenu au present Statut, à peine de perdre une année du revenu des biens qu'ils tiennent de la Religion.

17. Que lorsqu'un Frere de nôtre Ordre aura été tué par des valets ou des scelerats, ce qui arrive quelquefois; le Receveur du Trésor du plus prochain Prieuré, du consentement du Prieur & de l'Assemblée de la Province, fasse les poursuites nécessaires contre les assassins, & leurs complices, pardevant les Juges qui en doivent connoître, aux dépens

dépens de la dépouille du mort ; & si elle ne suffit pas, aux frais du commun Trésor.

18. Que le Frere qui aura couché hors des murs de la ville *Vallette*, même à l'occasion de la chasse, sans congé exprès de l'Eminentissime Grand Maître, ou du V. Maréchal, lequel ne doit pas même l'accorder sans en avoir communiqué avec son Eminence, sera puni par une prison de six mois pour la premiere fois, & par la perte d'une année de son ancienneté pour la seconde.

19. En confirmant, & néanmoins corrigeant l'ancienne Ordonnance, ils ont défendu aux Freres Chevaliers de nôtre Ordre, de se rendre domestiques de qui que ce soit, si ce n'est des Empereurs, des Rois, des Princes Souverains, des fils, des freres, ou des autres Princes de leur Sang, & du Grand Maître, à peine de perdre trois années de leur ancienneté, acquises ou à acquérir en faveur de leurs Fiarnauds; ce qui pourra toujours leur être objecté, quand il s'agira d'acquérir une Commanderie de cheviffement, ou autre, quand il n'y auroit pas eu de Sentence prononcée, pour en être pourvûs à leur exclusion.

20. Les mêmes Seigneurs ont révoqué l'article 20. de ce titre, fait par le précédent Chapitre général, & ont restitué aux vénérables Langues & aux Prieurez la faculté de faire des graces, lorsque les deux tiers des voix y auront concouru, mais en sorte qu'elles obtiennent seulement leur effet, après qu'elles auront été confirmées dans le vénérable Conseil complet, par le concours des trois quarts des voix, à peine nullité.

21. Que les Freres qui n'auront pas dix-huit ans complets, ne pourront balloter, ni donner leur suffrage dans les Langues & les Prieurez, quand ils auroient trois ans de résidence conventuelle.

22. Que tous les Freres de l'Ordre & de l'habit, pourront avec le congé du Grand Maître, qui

qui fera actuellement en place, faire sortir, conduire hors de l'Isle de Malthe, & envoyer où il leur plaira leurs esclaves, de quelque genre, secte, sexe ou nation qu'ils soient, sans payer le droit ordinaire à la porte, ou autre quel qu'il soit, duquel ils les ont déclaré tout à fait exempts; en justifiant néanmoins qu'ils leur appartiennent, & non à autre. Si on découvre qu'ils aient seulement entrepris de les faire passer en fraude, les esclaves ou le prix qui en proviendra, seront confisquez au profit du Grand Maître.

23. D'autant que les Séculars sont en possession de tems immémorial de comparoir & de plaider eux-mêmes leurs causes dans la Chambre des Comptes, ils ont défendu à tous nos Freres d'y plaider pour eux, non plus que dans l'Audience publique, dans les causes où le Trésor aura intérêt, à peine de vingt cinq écus d'amende au profit du Trésor pour la premiere fois, de 50 écus pour la seconde, & de perdre deux ans d'ancienneté pour la troisieme.

24. Que les Religieux ne se mêlent en façon quelconque des affaires civiles ni criminelles des Séculars; ce qui leur est défendu par les art. 4, 5 & 6. du titre des défenses & des peines, à peine de perdre pour la premiere fois une année de leur ancienneté, deux années pour la seconde, & l'habit pour la troisieme. Ils doivent encore se servir de Procureurs, & ne point se trouver dans les Cours Séculars quant ils plaideront contre des Séculars, sous les mêmes peines.

25. D'autant que les Langues ont demandé dans leurs Rolles, qu'on mît une difference entre les Freres Chevaliers & les Servans d'armes, les mêmes Seigneurs ont défendu à ces derniers de porter la Croix de toile sur leur habit, plus longue qu'une demie palme de la canne ou mesure de Sicile, & d'en mettre d'or ni de dorées, à peine

si c'est un Commandeur, de perdre deux années du revenu de sa Commanderie au profit du Trésor, pour chaque contravention; si c'est un Frere conventuel, deux années de son ancienneté en faveur de ses Frarnauds;

Leur enjoignent, lorsqu'ils passeront quelque acte, contrat ou autre instrument, d'y faire insérer cette qualité: permettent à quiconque de nos Freres qui les aura surpris en contravention, d'en informer de son autorité, & d'en donner avis au Grand Maître & au Conseil, qui les puniront comme ils l'auront mérité. Que jusqu'au prochain Chapitre général, son Eminence avec qui le présent Statut a été concerté, ne pourra accorder aux Freres Servans d'armes la liberté de porter la Croix d'or.

26. Que le Grand Maître, eu égard à la qualité des personnes, & à l'atrocité du délit, après avoir pris l'avis des Juges d'appel, & ordinaires, & autres personnes qu'il lui plaira, pourra ordonner que l'on leur fasse le procès sur le champ, de la manière que l'on en use dans le Royaume de Sicile. Il peut ordonner, s'il le juge à propos, que le procès & la Sentence seront examinez sommairement par les Juges d'appel.

27. Que dans toutes les autres affaires criminelles ou mixtes, on fera le procès le plus sommairement que faire se pourra, en gardant néanmoins toutes les formalitez établies par le droit ou la coutume. On réservera pour la fin du procès, tous les incidens qui ne seront pas d'un préalable nécessaire: on accordera aux Accusez les moyens de se défendre; & l'appel dans les cas où il est permis de l'interjetter; avec cette précaution, que les délais accordez par le Juge, soient les plus courts que faire se pourra: qu'il ait plus d'égard aux défenses qui seront tirées du droit naturel, qu'à

qu'à la subtilité des Loix: qu'il instruisse le procès d'une manière que l'innocence d'un chacun soit bien conservée, & bien défendue: qu'il y donne toute son application; que la temerité des criminels soit réprimée, & bannie, de même que la calomnie, & les calomniateurs.

28. Que les Sentences en matière criminelle sujettes à l'appel, doivent porter le terme de *nullité*, & que le Condamné doit en appeler dans trois jours après qu'elles auront été prononcées, faute de quoi elles seront exécutées. En cas d'appel, le procès sera porté au Tribunal qui doit le juger dans dix jours, si elle est émanée de la Châtellenie; dans quinze, si elle a été prononcée par le Juge d'une Ville considérable; & dans vingt jours, si le procès a été jugé au *Gozzo*, à compter de sa prononciation ou signification, faute de quoi l'appel sera déclaré péri, & la Sentence exécutée; à moins que le Grand Maître n'ordonne qu'elle sera revûë par les Juges d'appel, pour de bonnes considérations.

29. Ils ont défendu aux Juges ordinaires, & d'appel, & aux maîtres Notaires de postuler pour personne, en qualité d'Avocats, ou de Procureurs, s'il ne s'agit des affaires publiques de la Religion, ou s'il ne leur a été enjoint par le Grand Maître.

30. Ils ont ordonné, tout d'une voix, que les Séculars qui auront administré les biens de la Religion, & que l'on aura jugé par Sentence s'être mal acquittés de leur devoir, outre les peines auxquelles ils pourront être condamnés, seront encore déclarés incapables de toutes Charges & Offices.

31. Qu'à l'art. 20. de ce même titre, on ajoutera ces termes: sans préjudice du Trésor, pour la table & pour la solde.

32. Que nulle femme ou fille libertine ne demeurera

meurera dans les grandes ruës de S. Jacques, de S. Georges, ou Royale, & de S. Jean cette Ville *Vallette*, où est le Couvent, ni dans les deux ruelles, dont l'une est située vis-à-vis la grande porte de l'Eglise conventuelle, & continue au-dessous du Palais, & l'autre passe sous la Chancellerie, moins encore dans les ruës de traverse, à commencer dès le bout de la Ville, jusqu'à celle qui passe entre la maison du feu Commandeur de Montreal, & de l'Eglise de *Porto Salvo*, quand elles y auroient des maisons à elles appartenantes; en remettant l'exécution du présent Statut au Grand Maître, & au vénérable Conseil, sous les peines & autres bons ordres qu'il leur plaira d'y établir.

DE LA CHANCELLERIE.

T I T R E XVIII.

1. **L** Es mêmes Seigneurs ont ordonné que les Reglemens de la Chancellerie demeureront soumis à la correction, approbation ou changement qu'il plaira à l'Eminentissime Grand Maître, & au vénérable Conseil d'y apporter, suivant les occurrences, afin quelle soit toujours bien gouvernée.

2. Ils ont approuvé le Registre que l'on a accoutumé de tenir depuis quelques années, pour y écrire les decrets & les délibérations qui regardent les affaires d'Etat, & ordonné qu'il sera continué à l'avenir, de la maniere dont il a été commencé par un decret du vénérable Conseil.

3. Que dans les decrets & les Sentences du vénérable Conseil, & autres actes de la Chancellerie, Chambre des Comptes & autres Tribunaux de la Religion, on ne donnera le titre de *Seigneur*,
à

à qui que ce soit, & que l'on donnera aux Grands-Croix celui de *vénérable*.

4. Ils ont remis au Grand Maître & au Conseil ordinaire de choisir un sujet propre à soulager le Vice-Chancelier, & à tenir sa place en son absence, afin d'avoir soin de bien conserver les Livres & les Registres de la Chancellerie, en sorte que personne ne les examine, qu'il n'y ait un député pour le voir faire; & d'examiner les anciens Registres, & en avoir soin, auquel on assignera des appointemens raisonnables, & de faire tout ce qu'ils jugeront nécessaire, & propre à y maintenir le bon ordre. Ajoutant que celui qui sera commis pour être Lieutenant du Vice-Chancelier, & l'aider, lui soit agréable, & soit présenté par le vénérable Grand Chancelier, ou par son Lieutenant.

5. De pourvoir & d'ordonner avec la même autorité que le Chapitre général, tout ce que le Grand Maître jugera nécessaire, tant pour copier & bien conserver les Livres de la Chancellerie, pour en augmenter le nombre des Ecrivains, s'il en est besoin pour faciliter les expéditions, & la *Pandecte*, afin qu'il soit si commodément pourvu au Vice-Chancelier & aux Ecrivains, que le Trésor soit entièrement, ou à peu de chose près, déchargé de la dépense de la Chancellerie, & de tout ce qui en dépend.

6. Après avoir fait attention à la multitude d'affaires dont est chaque jour chargé le Vice-Chancelier, à l'expédition desquelles lui-seul ne pouvant suffire, les mêmes Seigneurs ont jugé à propos de députer deux personnes pour les mettre par écrit, & si ce sont des Clercs, de les dispenser du service qu'ils doivent à l'Eglise, pendant qu'ils y travailleront, sans qu'ils perdent la part qui leur revient dans les dépouilles, qui sont données pour le trentenaire des Freres, quand ils n'y assiste-
roient

roient point , & d'accepter quelque Charge que ce soit dans leur Langue , malgré eux ; voulant au contraire qu'ils jouissent des plus grandes prérogatives & exemptions. Les Séculariers qui y travaillent , outre lesdits deux Religieux , sont aussi exempts de toute sorte de Charges , même de monter la garde pendant qu'ils y seront employés.

7. Ils ont défendu au Scribe du Trésor d'enregistrer sur les Livres de la Chambre des Comptes où on écrit la réception des Freres, la réception d'aucun Frere, sans en avoir vu l'acte expédié en Chancellerie en bonne forme.

8. Et d'autant qu'après la mutition dans les Langues, & l'élection faite dans les Conseils des Prieurez, Bailliages & Commanderies , la plupart laissent leurs Bulles à la Chancellerie ; ce qui est fort dommageable à l'Ordre , ils ont ordonné que si ceux qui ont été pourvus , sont actuellement au Couvent , ils seront tenus dans le mois d'après la mutition de la Langue ou du Prieuré , ou au cas qu'il fût survenu quelque contestation à ce sujet , après la Sentence définitive du Conseil , & toute sorte de graces Magistrales , de retirer leurs expéditions de la Chancellerie , & d'en payer les droits accoutumés , à peine de 25. écus d'amende applicable au Trésor.

S'ils sont absens du Couvent , leurs Procureurs , seront tenus d'en solliciter l'expédition en leur nom , & de la retirer sur la même peine. Sur laquelle somme se prendront les frais de l'expédition de la Bulle , qui se payera au Vice-Chancelier , & on enverra les Bulles où il faudra.

9. Pour éviter le danger qu'il y auroit si les Registres de la Chancellerie étoient mis indifferemment entre les mains de tout le monde , ils ont défendu de les laisser voir à personne , qu'à celui qui sera commis à cet effet , auquel il sera donné
pour

pour sa peine de chercher les privileges, les Bulles, & autres actes, une demie *aigle* où *réale* par année, des actes dont il aura fait la perquisition à la Requête des Parties. Si elles peuvent en indiquer la date, elles ne payeront que le droit du Vice-Chancelier.

10. Que le Trésor sera tenu de fournir au Vice-Chancelier un logement qui convienne à son emploi; les livres, le parchemin, le papier, le plomb, la cire & autres choses dont il aura besoin pour ses expéditions, & pour les affaires publiques de l'Ordre & du Trésor seulement.

11. Que les Receveurs travaillent à avoir des copies de toutes les Sentences ci-devant rendues, ou qui se rendront à l'avenir dans tous les Tribunaux, dont la décision sera favorable à l'Ordre, lesquelles ils enverront au Couvent en bonne forme, pour être conservées dans la Chancellerie, dans un Registre particulier, pour que l'Ordre en soit informé, & qu'il puisse s'en prévaloir en pareil cas.

Que tous les Ambassadeurs, en sortant de Charge, remettent à leurs Successeurs tous les privileges, livres, procès, Sentences, & autres écritures dont ils auront dû faire faire un inventaire, duquel ils seront tenus d'envoyer au Couvent une copie en bonne forme, pour être déposée en la Chancellerie.

DES AUBERGES.

TITRE XIX.

1. **L**Es mêmes Seigneurs ont ordonné que les Réglemens faits pour les Auberges pourront être suivis, corrigez ou changez comme il plaira à l'Eminentissime Grand Maître, & au vénérable

néral Conseil, dans les occasions où il s'agira du bon gouvernement de l'Ordre.

2. Ils ont confirmé les Réglemens suivans, faits & publiez dans les précédens Chapitres généraux, qu'ils ont réformez en la maniere qui s'ensuit:

Que suivant l'ancien usage, les Piliers doivent donner à manger aux Freres la quantité de mon-ton, de bœuf & de genisse qui leur aura été livrée par le Trésor, sur le pied d'une réale par jour. S'il n'y a pas de viande, & les jours d'abstinence, il leur donnera à chacun une portion honnête de poisson, ou quatre œufs pour leur pit-tance.

Il leur donnera du pain & du vin convenables, dont ceux qui useront mal, seront mis à la sep-taine: les Freres n'ameneront point de chiens à qui il faut trop de pain. Si les chiens y vont, on les en chassera, sans que leur maître oses'en plain-dre sous la même peine. Aucun Frere, pendant qu'il mangera à l'Auberge, n'envoyera dehors pain, vin, viande, ni autre chose à manger, sou-la même peine. Le Pilier fournira à chaque Fre-re un *quartuccio* de vin pur & six pains par jour.

Le Pilier sera obligé d'envoyer trois fois la se-main hors de l'Auberge, la pittance à ceux qu'il la demanderont, pourvu qu'ils n'ayent pas déjeû-né à l'Auberge ce jour-là, auquel cas on la leur refusera, même à ceux qui la demanderont, près que le Maître de sale aura mangé. Le Pili-donnera à déjeûner le matin entre les deux Me-ses, & le soir à goûter, entre le dîner & l'*A-Maria*.

Celui qui ne sera pas content du pain, du vin & des viandes que l'on lui aura donnez, ne s'plaindra qu'au Pilier, & non au Maître de sale, au Cuisinier, ou au Dépensier. S'il a tort de plaindre, il sera puni les deux premieres fois la Septaine; s'il a raison, on y mettra ordre.

Le Frere qui aura maltraité un domestique du Pilier, sans effusion de sang, sera condamné sur le champ, pour la premiere fois, à la Quarantaine; pour la seconde à six mois de prison dans la Tour; pour la troisieme, il perdra deux années de son ancienneté, suivant les Statuts: s'il y a effusion de sang, il sera puni encore plus sévèrement.

Qu'aucun Frere ne se donne la liberté d'entrer dans la cuisine, ni dans la dépense, malgré le Maître de sale: ceux qui le feront, seront mis en Septaine pour la premiere & la seconde fois, & pour la troisieme en Quarantaine.

Que l'on ne porte dehors ni vaisselle ni ustensile de l'Auberge: s'il s'en perd quelque piece, celui qui l'aura emportée, sera obligé de la payer, & de faire la Septaine. Si les Serviteurs disent, ou font quelque chose qui puisse engager les Freres à les maltraiter, ils s'en plaindront au Pilier, afin qu'il y mette ordre. S'il y manque, ils s'adresseront au Grand Maître ou au Maréchal.

Lorsque le Pilier se plaindra au Grand Maître ou au Maréchal de quelque déreglement, il en fera cru, sans qu'il soit besoin d'en faire d'enquête, & sans que le Pilier sorte du Couvent, on rendra sur le champ Sentence contre le Frere dont il se fera plaint, conforme à la qualité de sa faute.

DES GALERES.

TITRE XX.

1. **L**Es mêmes Seigneurs ont ordonné que les Réglemens ci-devant faits, concernant les galeres, pourront être exécutez, changez ou corrigez par son Eminence, & le vénérable Conseil, dans les occasions où il sera à propos de le faire; parce que c'est en cela que consistent l'honneur,

la réputation & la sûreté de l'Ordre , sur-tout depuis que les Infideles se servent d'Arquebuses renforcées. C'est pourquoi ils ont ordonné , tout d'une voix , que toutes les fois que l'on fera partir des caravanes ou des secours , à commencer dès la première fois , les Freres seront armez de mousquets , qui leur seront délivrez par le Trésor sur leurs tables & leur solde , à peine de ne point voir compter leur caravane , & d'être traitéz comme desobéissans. Et afin que tous deviennent propres à manier le mousquet , ils ont encore ordonné que l'on ne donnera la caravane ou le secours , qu'à ceux qui auront 25. ans complets.

2. Que tous les soldats des galeres seront Mousquetaires , & les Mariniers ou Scapoli , Arquebustiers.

3. Ils ont révoqué toutes les graces & privileges qui pourroient être accordées dans les Conseils complets de rétention , au préjudice de l'Ordonnance faite par le précédent Chapitre général , qui regarde les Freres qui n'ont pas effectivement tenu le Généralat , ni la Capitainerie d'aucune galere , pendant deux ans entiers , suivant ladite Ordonnance , révoquant , cassant & annulant tous privileges de cette espece , accordez , ou à accorder dans les rétentions , en faveur des Chevaliers , qui n'ont point été Capitaines de galions ou autres vaisseaux de la Religion ; voulant que ladite Ordonnance ne puisse jamais s'étendre jusqu'à accorder de semblables privileges à d'autres Capitaines qu'à ceux des galeres , après qu'ils auront fini les deux années de leur emploi , approuvez & concedez , suivant la même Ordonnance , & non autrement ; approuvant cependant , & confirmant les graces faites par le présent Chapitre général à Frere Henri de Merlés Beauchamp Commandeur , & à Frere Dom Louis de Cardenas , & celle qui avoit

avoit été faire auparavant par le vénérable Conseil, à Frere Guillaume de Chissey Commandeur, lesquelles sortiront leur plein & entier effet.

4. Ils ont commis le vénérable Amiral, & le Commandant général des galeres, & leurs Successeurs, pour composer la congregation du bon gouvernement des galeres, avec les quatre Commissaires, qui seront choisis par le Maître & le Conseil, l'un desquels sera changé chaque semestre, & un autre nommé à sa place, & trois de ces Députés en feroient les fonctions, quand les autres trois négligeroient de s'y trouver.

Ils auront un soin particulier de tout ce qui regarde leur Police, la paye, les provisions, & qui sera nécessaire pour l'entretien des galeres de la Religion, sur lesquelles ils auront de fréquentes conférences, pour le retranchement de tout ce qui leur paroîtra superflu, la réformation des abus, & la fourniture de tout ce dont elles auront besoin. A l'égard des provisions & des changemens qu'il y aura à faire, ils en donneront avis au Grand Maître & au Conseil, qui donneront sur le champ les ordres convenables à la conservation des galeres & des biens du Trésor.

5. Que tous les hommes de *Cap*, qui sont sur les galeres, soient payez comptant, du moins de six mois en six mois, & que l'on trouve le moyen de le faire des deniers qui viendront des Provinces dont on mettra chaque année 35000. écus dans la tour, qui seront destinez à cet usage.

6. Que le vénérable Grand Commandeur & les Procureurs du Trésor choisissent un habile & fidele Ecrivain, à qui ils donneront tels apointemens qu'ils jugeront à propos, lequel résidera dans la basse ville Vallette, sous l'obédience du vénérable Amiral, & desdites Commissaires, & aura toujours par devers soi des copiés des états de chaque galere, que les Officiers seront tenus de lui remetre

tre à leur départ, en sorte cependant qu'il ne soit fait aucun préjudice aux prééminences de quelque Officier que ce soit, ni pour le présent, ni pour l'avenir.

7. Pour mettre en état, & en meilleure forme la navigation des galeres de la Religion, dans lesquelles consiste la réputation & la sûreté de tout l'Ordre, ils ont établi les articles suivans, qu'ils veulent être observez comme de véritables Loix : & ayant d'abord considéré que la Charge de Capitaine général des galeres de la Religion ne donne tant d'autorité & de prééminence, qu'afin qu'il soit généralement respecté & estimé, ils ont ordonné que lorsqu'il sera choisi parmi les Freres de la petite Croix, il ne laissera pas de se trouver au Conseil, toutes les fois que l'on y parlera d'affaires qui concernent l'état & le bon gouvernement de la Religion, excepté les affaires civiles & criminelles ; mais qu'il y sera placé après tous ceux qui en sont, même après le Sénéchal, & qu'il n'y aura que la voix consultative, & non la délibérative.

8. Qu'après la publication du présent Chapitre général, personne ne sera élu Capitaine des galeres de la Religion, qu'il n'ait dix ans d'ancienneté, 25 années d'âge, & qu'il n'ait fait du moins trois caravanes en personne sur les galeres, à l'exception des Freres des vénérables Langues d'Angleterre & d'Allemagne.

9. Que tous ceux qui auront été Généraux & Capitaines des galeres, qui auront rempli cette fonction pendant deux années entieres, & dont la conduite aura été approuvée par le Grand Maître & le Conseil, pourront en obtenir un decret de privilege, qui sera de même force que s'il avoit été donné par le Chapitre général, de pouvoir être pourvus, quoiqu'ils se trouvent hors du Couvent, de quelque Dignité, Commanderie de
che-

cheviffement, amelioriffement ou grace Magiftrale, Office, Bénéfice ou penfion quelle qu'elle foit, & être traitez & privilegiez de même que s'ils avoient demeuré dans le Couvent; déclarant au furplus que la confirmation qu'ils font tenus d'en obtenir du Conseil, fe donnera par ballotes feule- ment, & non par voix, & que cette confirma- tion ne leur fervira, & ne les rendra capables d'au- cune chofe, fi ce n'eft pour la décharge de leurs caravanes, en tout ou en partie, & pour la réfi- dence dans le Couvent; mais non pas pour la ré- fidence de dix, ou de cinq ans dans le Couvent, ou dans les Commanderies, qui pourra s'achever dans le Couvent ou dehors.

10. Que le Capitaine des galeres qui fera con- vaincu d'avoir trafiqué, ou d'avoir embarqué des marchandifes, dont il aura reçu le fret, fera pri- vé du privilege du *Bien servi*, à l'exception des vi- vres qui fe menent à Malthe, pour la provifion de l'Ifle.

11. Que les *Agozzins* des galeres, qui font, ou qui feront en fonction, donneront bonne & fuffi- fante caution, jufqu'à mille écus du moins, de rendre bon compte des efclaves, & autres effets du Tréfor, qui leur auront été remis entre les mains; faute de quoi l'on en mettra d'autres à leurs places qui feront en état de fournir la même caution.

12. Ils ont corrigé l'article 18. de l'Imprimé, & ordonné que les Chapelains des galeres, quand elles feront hors de Malthe, feront tenus de dire la Meffe tous les jours fur la poupe de la Capita- ne, felon leur rang d'ancienneté: quand ils feront à Malthe, ils la diront tous les Dimanches & tou- tes les Fêtes.

13. Ils ont encore corrigé l'article 35. qui parle des qualitez que doivent avoir les *Rois*, & les *Cher- che-mers* des galeres, & ordonné qu'il n'y en aura

point qui n'ait 25. ans & trois caravanes.

14. En expliquant & étendant l'article 56. pour lever les doutes & les difficultez qui peuvent naître, sur-tout dans le tems du combat, ils ont ordonné qu'au cas que le Capitaine de la galere soit tué, le Patron de la galere commandera jusqu'à la fin de l'action, s'il est Chevalier de justice: s'il ne l'est pas, ce sera le Roi de la galere: au cas que la Capitane ne se trouve pas dans l'escadre, l'ancien qui la commande, choisira, de l'avis des autres Capitaines le Chevalier qui commandera la flotte, jusqu'à son retour à Malthe.

15. Ils ont réformé l'article 68. qui traite du Medecin des galeres, parce qu'il a présentement des appointemens fixes.

16. Ils ont ordonné que l'on ne demandera plus au vénérable Conseil des certificats de *bien servi*, pour les Capitaines des galeres, ni pour le Général même, qu'ils n'ayent rendu leurs comptes, & qu'ils ne rapportent un certificat de l'Ecrivain du Trésor, qu'ils ne lui doivent quoi que ce soit.

17. D'autant que l'état militaire ne scauroit se maintenir sans obéissance, ils ont ordonné que dès que le Conseil sera convaincu qu'un Capitaine aura desobéi, ou qu'il n'aura pas exécuté les ordres du Général, en ce qui regarde la guerre & la navigation, il sera privé, pour la premiere faute du revenu d'une année de ses Commanderies, & autres biens qu'il tient de la Religion, laquelle sera appliquée au commun Trésor: & jusqu'à ce qu'il ait payé, il sera incapable d'obtenir aucun autre bien. S'il n'en tient point, il perdra deux ans de son ancienneté, au profit de ses Fiarnauds; la seconde faute sera doubler la peine; à la troisième il perdra l'habit.

18. Ils ont ordonné dans la même vue, que tous les Freres Profès, & Novices obéiront aux Capitaines.

Capitaines, dont ils recevront les ordres, comme de leurs Officiers majors.

19. D'autant qu'ils n'y a rien de plus important que d'éviter toute occasion de querelles dans un lieu aussi dangereux que les galeres, ils ont ordonné que tout Frere Profès ou Novice sur les galeres, qui dira quelque chose d'injurieux à l'honneur d'un autre Frere Profès ou Novice, sera privé de l'habit, & déclaré incapable de le recevoir une seconde fois. Ceux qui auront donné des soufflets, des coups de bâton, ou mis la main à aucune sorte d'armes, quoiqu'ils n'ayent pas blessé leurs Confreres, seront de même privez de l'habit, & livrez au bras Séculier, comme mauvais soldats, indignes de vivre, & perturbateurs de la discipline militaire.

20. Si celui qui aura reçu l'affront, & qui aura été provoqué, sous prétexte de s'en décharger, ose dans la galere même, donner un dementi, une nasarde, ou un coup de bâton ou mettre la main à quelque sorte d'armes que ce soit, tombera sur le champ dans la même peine; il doit se tenir en repos, puisque le present Statut déclare, que tout l'affront demeure à celui qui a commencé la noise, lequel outre l'infamie dont il se couvrira par ce moyen, sera châtié de la maniere ci-dessus expliquée, sans aucune esperance de remission.

21. Les soldats ou les Séculiers qui auront prétendu faire affront à d'autres, seront mis à la chaîne & à la rame sans rémission, pour servir deux ans la barbe rase, trois ans pour une nasarde ou un coup de bâton: s'ils ont mis la main aux armes, ils serviroient de forçats toute leur vie.

22. Que dès qu'il arrivera sur les galeres quelque'un des incidens ci-dessus expliquez, le Capitaine sera obligé d'en donner avis au Grand Maître par une Lettre signée de sa main. S'il paroît

au Grand Maître & au Conseil qu'il y ait manqué, ils le condamneront à perdre trois ans de son ancienneté, & en une amende de trente écus d'or envers le Trésor, jusqu'au paiement de laquelle il sera incapable d'obtenir aucune chose; s'il est de l'habit, le Général des Galeres le mettra en Justice les fers aux pieds, & lui fera faire le procès qu'il enverra ensuite clos & scellé au Grand Maître & au Conseil, à peine de payer au Trésor par le Général 500 ducats. Si le Criminel est Séculier, il en fera lui-même justice sur le lieu.

23. Afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, ils ont ordonné que toutes les fois que les galeres sortiront du port, pour quelque voyage que ce puisse être, le Général & les Capitaines feront lire publiquement les presentes Ordonnances, & publier à son de trompe ce qui doit être observé avec la dernière exactitude.

24. Que dans toutes les galeres de la Religion, lorsqu'elles seront en voyage, on continuera les dévotions ordinaires de la Messe *seche*, ou sans consecration, les Prieres ordinaires au Sauveur du monde, à la glorieuse Vierge Marie, Saint Jean-Baptiste notre Patron, & autres Saints: Que tous nos Religieux réciteront exactement chaque jour les prieres auxquelles ils sont obligez: qu'ils observeront particulièrement l'art. 6. du titre de l'Eglise, qui leur enjoint de se confesser & de communier avant de partir pour les caravanes, & autres voyages, & de laisser leur désappropriement entre les mains du Reverend Prieur ou du sous-Prieur de l'Eglise, faute de quoi le même Statut sera executé à la rigueur.

25. Que tous les Dimanches & Fêtes principales de l'année, si les galeres se trouvent à Malthe, ou en quelque autre port de la Chrétienté, qui soit sûr & habité, nos Chapelains diront la Messe

sur

sur la poupe de la capitane en vertu du Bref du Pape Sixte V. d'heureuse mémoire, inseré dans les Registres des Conseils de l'an 1585, fol. 151, & ce chacun à son tour, selon l'ordre qu'ils y mettront eux-mêmes, avec toute la dévotion & l'éclat qui conviennent à un si grand mystere: enjoignant au vénérable Général de faire bien couvrir l'Autel, de peur du mauvais tems, & de faire saluer le Saint Sacrement avec des trompettes ou des chants, comme il le jugera plus à propos.

26. Que les Chapelains de la caravane aient un grand soin des ames qu'on a confiées à leur conduite, & que pendant que les galeres seront hors de Malthe, dans un lieu commode, les Freres se confesseront aux Fêtes marquées par les Statuts, & recevront la sainte Communion: ils en rendront compte au Reverend Prieur de l'Eglise, en execution de la nouvelle Constitution.

27. Le Chapelain donnera tous ses soins à disposer tout le monde à la réception de ces deux Sacremens, & entendra les confessions des Freres & autres blesez ou malades qui seront sur la flote.

28. Les Reverends Chapelains qui seront la caravane, seront respectez & bien traitez: enjoignant au vénérable Général & aux Capitaines des galeres d'en avoir un soin tout particulier, & de les maintenir dans la possession où ils sont de manger au *Cap de la Traverselle*, à côté du Capitaine.

29. Que les Chapelains Prêtres qui vont en caravane, coucheront dans le Scandalato en dedans, à main gauche, du côté de la campagne.

30. Lorsque les galeres rencontreront un vaisseau des Infideles, qui ne fasse point de résistance, & qui se rende dès qu'on lui aura donné la chasse, il ne sera investi d'aucune de nos galeres: il est même défendu d'en approcher de si près

qu'on y puisse sauter, à peine de payer par les Capitaines qui feront le contraire, deux années du revenu de leurs Commanderies; ou s'ils n'en ont point, cinq cens écus au Trésor: ils ne permettront non plus à personne d'y aller à la nage, à peine contre les Freres de perdre l'habit, & contre les Séculiers, d'être mis à la rame pour dix ans.

Le vénérable Général enverra le Capitaine de sa capitane, ou quelque autre ancien Frere Chevalier tel qu'il lui plaira, pour avec le *Revediteur*, faire l'inventaire des effets qui se trouveront dans ce vaisseau: ils y meneront avec eux les Ecrivains de la capitane & ceux du *Revediteur*, lesquels travailleront à l'inventaire fidelement & diligemment: si le vaisseau Infidèle fait résistance, on fera tout ce que l'on pourra, pour empêcher qu'il ne soit pillé. On aura sur-tout l'œil sur les esclaves, pour prévenir leurs mauvais desseins: on retiendra à la chaîne, même les *Bonnevogliés*, de peur qu'ils n'y sautent & qu'ils ne laissent des galeres désarmées; si ce n'est lorsqu'on aura à faire contre des vaisseaux de rame, auquel cas on pourra les détacher. Enjoignant néanmoins au vénérable Général de châtier séverement ceux qui oferont se jeter à la nage pour aller piller les vaisseaux, & qui pour y entrer, auront laissé leur épée, leur poignard, leur Arquebuse avec la mèche allumée, ou des boîtes à poudre en leurs plates, ce qui pourroit donner lieu aux esclaves de faire du désordre:

Déclarant que les armes & les effets pris sur l'ennemi, appartiendront aux vaisseaux qui auront combattu, & seront laissez à ceux qui s'en seront saisis, avec défenses en vertu de la sainte Obedience, & sous les peines qu'il plaira au vénérable Conseil d'arbitrer, à tous nos Freres de leur rien enlever de ce qu'ils auront justement acquis:

acquis; s'il survient là-dessus quelque difficulté, elle sera souverainement décidée par le vénérable Général. Si quelque Religieux refuse de lui obéir, il en donnera avis au vénérable Conseil, qui ne manquera pas de le châtier.

Le Général donnera aux Freres Chevaliers vingt pour cent, & aux Séculiers 15 seulement, de l'argent des prises qu'ils auront découvertes. Afin d'éviter la confusion, il n'enverra au vaisseau ennemi que l'on aura rencontré, que le nombre de vaisseaux qu'il jugera nécessaire pour s'en emparer, & promettra les récompenses accoutumées à ceux qui y seront entrez les premiers. Si on rencontre une escadre plus forte que la nôtre, le vénérable Général, après avoir pris Conseil des Capitaines, prendra une bonne & prompte résolution, dans laquelle il aura toujours égard à l'honneur de la Religion, & à la conservation de ses galeres; en tout événement il fera paroître une valeur & une fermeté dignes d'un Chevalier Religieux & distingué. Quand il faudra combattre sur mer, le Général & les Capitaines choisiront un Chevalier ou autre pour commencer le combat, & laisseront les autres à la garde des galeres: Ordonnant sur-tout qu'ils se tiennent chacun dans le poste qui lui a été marqué, jusqu'à ce que chacun soit rentré dans sa propre galere.

31. Pour prévenir les dangers & les inconveniens où on s'est quelquefois trouvé, il est défendu à tous nos Religieux, de quelque état ou condition qu'ils soient, d'abandonner les galeres, pour monter sur d'autres vaisseaux, & de combattre s'ils ne sont commandez par le vénérable Général, ou par les Capitaines, pour aller aider le *Revediteur*, ou pour empêcher quelque désordre, à peine, pour les Commandeurs, les

Possesseurs des Membres, & les Pensionnaires, de perdre quatre années du revenu de leurs Commanderies, Membres & pensions, qui seront appliquées au Trésor; & pour les autres, de quatre années de leur ancienneté & autres réservées au vénérable Conseil, suivant la qualité de la faute: enjoignant au vénérable Général de donner au Maître & au Conseil une relation exacte de tout ce qui sera passé tant sur la capitaine, que sur les autres galeres.

32. Si le butin se trouve composé de choses de prix & qui tiennent peu de place, le tout sera fidelement embarqué sur les galeres mêmes: si on a pris un vaisseau riche & de consequence, les galeres l'escortent & le mèneront dans ces mers; s'il est de moindre qualité, on l'amarrera & le pourvoira de tout ce qui sera nécessaire; on y mettra une personne qui soit capable de le commander, de le conduire, & de rendre compte de sa Charge, & à qui on ordonnera de venir en droiture de ce côté-ci. Enjoignant au vénérable Général & aux Capitaines de faire de même sans toucher ailleurs, si ce n'est en cas de chasse, de mauvais tems ou autre nécessité. Si on est contraint de coucher en terre Chrétienne, on ne permettra à personne de mettre pied à terre.

33. Que hors les cas de nécessité, les galeres partiront de jour du port de Malthe: la capitaine fera tirer le coup de partance à midi: tous les Chevaliers, Freres de caravane & autres, doivent être montez dans la demie heure suivante, après laquelle on fera la recherche. Les galeres sortiront du port le plus promptement qu'il leur sera possible, avec leurs *Esquifs* & petites fregates, & iront se placer au delà, à l'endroit qui leur paroîtra le plus convenable pour leur

leur départ. Ils feront là la revûe des armes , & la distribution des lieux où chacun devra combattre & se coucher , du plomb & de la poudre autant qu'il en faudra , suivant l'ordre qui sera ci-après prescrit.

34. Dès que les esquifs & les petites fregates seront dans les galeres , il ne sera permis à aucune barque d'en approcher , sous telles peines qu'il aura plu au Grand Maître de faire publier.

35. Comme les galeres doivent ordinairement partir de jour , ils ont ordonné que dans les comptes des tables des Chevaliers & des Freres , qui doivent les monter , & qui avoient accoutumé de manger à l'Auberge , on donnera le jour du départ un bon dîner aux Piliers des Auberges , & à ceux qui s'y trouveront ; & le soir bien à souper au vénérable Général , & aux Capitaines des galeres sur lesquelles ils se seront embarquez.

36. Que dès que les galeres seront hors du port , on fera lire le rolle des Chevaliers , & des Freres de caravane , pour reconnoître qui sont ceux de l'habit qui y manquent , & qui sont demeurez à terre , desquels le vénérable Général & les Capitaines sont obligez en vertu de la Sainte Obedience , & en conscience d'envoyer les noms au Grand Maître , pour en faire justice : ils enverront encore les noms des hommes de Cap , qui se seront trouvez manquer , afin qu'ils soient punis.

37. Dès que les galeres seront de retour dans le port , le Procureur fiscal de la Religion , par ordre de l'Eminentissime Grand Maître , se fera donner par les Ecrivains des galeres , un Rolle de tous les Chevaliers & Freres qui se trouveront sur leurs Registres ayant table , & qui ont mangé sur chaque galere pendant le voyage , afin que le

Grand Maître puisse confronter les Rolles; sçavoir & convaincre ceux qui devant être de la caravane, ne se seront pas embarquez, & les châtier.

38. Pour prévenir les disputes qui surviennent ordinairement dans la répartition des postes sur les galeres où l'ancienneté des Freres n'est point connue, ils ont ordonné que dorénavant tous les Freres qui seront de l'armement, en montant les galeres doivent porter avec eux un certificat de leur réception dans la Langue ou le Prieuré, bien signé, afin que chacun puisse sçavoir le poste qui lui appartient, suivant le degré de son ancienneté.

39. Chacun des Freres est obligé de coucher la nuit dans son poste, & laisser libre l'endroit ordinaire de la poupe, qui doit être rempli par le Capitaine, les Officiers & les Matelots pour le service de la galere, à peine d'être renvoyé au Couvent, & d'être mis au cachot pendant trois mois.

40. Pour éviter l'embaras des galeres, ils ont défendu à tous les Freres de l'armement, d'y porter ni ballots ni coffres de bois, mais seulement chacun une valise de cuir, ou de drap, à peine de confiscation des ballots & coffres de bois, & de tout l'argent qui s'y trouvera au profit du Trésor, & contre le Capitaine qui en aura souffert l'embarquement, d'une amende de six écus d'or par ballot ou coffre.

41. Qu'à l'exception du Capitaine, nul de nos Freres n'embarquera sur les galeres aucune sorte de vivres, pain, vin, viande, bois ou autre sorte de provisions, si ce n'est dans les voyages de Levant ou de Barbarie, qui se feront précisément pour faire des courses sur les Infideles, dans lesquels les Freres de l'armement pourront, avec la permission du Capitaine, embarquer une quantité

mo-

modérée de provisions ; qui ne puisse causer aucun embarras , à peine d'être mis pour trois mois au cachot.

42. Qu'aucun de nos Freres ne pourra s'embarquer comme passager , sans permission du vénérable Général , qui commandera la galere. S'il y en a un grand nombre , le Général les distribuera avec leurs effets sur toutes les galeres comme il pourra pour le mieux. Ceux qui seront embarquez sans cela seront punis comme désobéissans , par la confiscation au profit du Trésor , de tous leurs effets qui se trouveront sur la galere , & d'une année du revenu de leurs Commanderies , s'ils en ont. S'ils n'en ont pas , ni autre bien de la Religion , d'une année de leur ancienneté en faveur de leur Fiarnauds.

43. Les caravanes qui se partageront dureront six mois chacune , à commencer dès le premier de Juillet , jusqu'au dernier de Décembre , & dès le premier de Janvier , jusqu'au dernier de Juin au moyen de quoi elles seront renouvelées tour à tour , & changées de six mois en six mois.

44. Le vénérable Général aura la prééminence , & l'autorité toutes les fois qu'on fera une nouvelle caravane , de choisir la moitié des Freres , dont il aura besoin dans toutes les Langues , pour l'armement de la capitane : les autres Freres dont on aura besoin pour remplir l'armement , lui feront donner par les Commissaires établis pour en faire la répartition.

45. Ils ont ordonné tout d'une voix ; que le vénérable Général & les Capitaines doivent faire sur les galeres leur retenue de poupe , où ils pourront comprendre les Freres qu'il leur plaira , à l'exception du Roi & du *Cherche mer*. Qu'en cas de combat les retenus ne pourront en partir sans ordre du Général , ou du Capitaine , à peine de
six

fix mois de prison, & que cette caravane ne leur soit point comptée.

46. Qu'aucun Religieux obligé à la caravane, ne pourra partir du Couvent ni des galeres, même avec le congé du Grand Maître, qu'elle ne soit achevée, ou qu'avec la permission du même, il n'ait mis à sa place un autre Frere qui la fasse pour lui, à peine d'être châtié comme désobéissant.

47. Pour prévenir les fraudes qui se commettent dans la distribution de la poudre & du plomb, choses qui méritent d'être soigneusement conservées, à cause du besoin que l'on en a pendant la guerre, ils ont ordonné qu'elle ne se fera que par les ordres du vénérable Général, & non par celui des Cherche-mer, lesquels pourront y assister pour les intérêts du Trésor.

48. Que les magasins de poudre & de plomb seront fermés à deux clefs, dont l'une sera entre les mains du Capitaine ou de son Lieutenant, & l'autre sera remise au Maître Bombardier, pour éviter les abus qui s'y commettent, & qu'au retour de chaque voyage, le Capitaine ou son Lieutenant qui aura cette clef, avec le Maître Bombardier & le Commandeur de l'artillerie, en rendront compte au Commandeur du Trésor, afin que l'on sçache la quantité de la poudre qui aura été consommée, & le nombre des coups qui auront été tirés.

49. Dès qu'on aura fait la distribution de la poudre & du plomb, il ne s'en donnera plus, s'il n'y a pas eu de combat, qu'à ceux qui en auront véritablement besoin.

50. Qu'en chaque galere on fera de trois mois en trois mois la revue générale de tous les hommes de Cap avec leurs armes, auxquels on donnera six écus chaque fois pour le prix qu'ils tireront,

à

à prendre sur le Trésor, il se donnera à celui qui aura le mieux tiré.

51. On ne recevra dans les galeres aucun valet de Chevalier ou de Frere Servant, qui n'ait du moins vingt ans, en état de porter les armes, avec son Arquebuse & son casque.

52. Pendant la navigation, s'il arrive de donner ou de prendre la chasse, tous les Freres doivent aller, ou demeurer sous la couverture, suivant les ordres du Capitaine. Ceux qui n'obéiront point, seront marquez & mis au cachot pour trois mois, ou punis de plus grande peine, suivant la qualité de la desobéissance.

53. D'autant que la Charge des galeres est particulièrement confiée au vénérable Général & aux Capitaines, qui sont obligez d'en rendre compte au péril de leur vie & de leur honneur, il est raisonnable qu'ils en aient le commandement, tant dans la navigation, que lorsqu'il s'agit de combattre & de les conduire de maniere qu'elles executent les instructions qui leur auront été données par le vénérable Conseil, il est défendu au Roi, aux Cherche-mer, aux Chevaliers & aux Freres qui sont sur les galeres, de se mêler du gouvernement dans ces occasions: ils doivent au contraire recevoir & executer les ordres du vénérable Général & des Capitaines, sans réplique ni contradiction, à peine d'être punis comme desobéissans.

54. Les Capitaines & les Freres doivent l'honneur & le respect au vénérable Général, lequel represente la personne du Grand Maître. Si les Capitaines font du désordre, refusent d'obéir & manquent à leur devoir, le venerable Général pourra les priver de leurs Charges, & les remplacer par d'anciens Chevaliers qui commanderont les galeres jusqu'à leur retour à Malthe, où ils en feront leurs plaintes au Grand Maître & au Con-

Conseil, qui en feront une rigoureuse justice. Si quelqu'un d'entre eux refusoit d'obéir au Général, & de quitter sa Charge, il perdrait sur le champ trois années du revenu des Commanderies & autres biens qu'il tient de la Religion, ou s'il n'en avoit point, trois années de son ancienneté. Le vénérable Conseil sur la seule plainte du Général rendra sa Sentence là-dessus par le seul scrutin des ballotes, sans s'expliquer de vive voix. Si le vénérable Général fait sa plainte contre quelqu'un des Capitaines ou des Freres qui auront fait la caravane; l'Accusé ne pourra proposer contre lui aucun moyen de suspicion: s'il est du Conseil, il donnera sa ballotte, & fera justice comme les autres.

55. Toutes les fois que les galeres se trouveront dans des Isles abandonnées, des ports, des ponts, des caps ou autres lieux déserts, où sont des Villes, terres & lieux de *Spiaggia* sans ports, aucun Frere ne se donnera la liberté de descendre à terre, étant défendu aux Capitaines de le leur permettre: Ceux qui défobéiront seront mis en justice sur le champ, & quand on sera de retour au Couvent, sur la plainte du Général ou des Capitaines qui en seront crus à leur simple déclaration, ils seront mis au cachot pour six mois.

56. Lorsque les galeres feront descente dans le Pays des Infideles, le Roi ni les Cherche-mer ne mettront point pied à terre, & demeureront sur les galeres, à peine de six mois de prison, & de perte de cette caravane.

57. Lorsque les galeres seront en route, aucune de celles qui vont de conserve, ni aucun de leurs Patrons ne se donnera la liberté de prendre le vent au dessus de la capitane, qu'en cas de grande nécessité: comme de donner ou de recevoir la chasse, ou de courir fortune. Celui des Comites qui l'entreprendra hors de ces cas-là, contre la volonté du Général, sera privé de son Office, & châ-

châtié de trois *esrapades* de corde, ou même d'un plus grand nombre, suivant l'ordre du Général, lequel pourra commuer sa peine, avec le retranchement d'un certain nombre de mois de sa paye, dont le Trésor profitera, lequel nombre il aura soin d'expliquer, afin qu'il soit marqué sur le Registre du *Revediteur*. Si le Capitaine y a donné lieu, le Général pourra le priver de sa Charge, & faire proceder contre lui, suivant la rigueur des nouvelles Constitutions.

58. Les galeres marcheront au-dessous ou au-dessous du vent, suivant l'ancienneté de leurs Capitaines, qui leur servira de règle pour les noms & dans toutes les autres occasions.

59. On gardera de même l'ordre de l'ancienneté, quand il faudra entrer dans les ports, ou prendre des postes, excepté les lieux déserts.

60. Nul Capitaine de galere ne pourra saluer d'un coup de canon, sans congé du Général, à peine de cent écus d'amende applicable au Trésor pour chaque contravention.

61. Dès que les galeres seront arrivées au poste marqué, tous les Capitaines doivent se rendre à la capitane pour recevoir du Général les ordres qu'il aura à donner à chacun d'eux. Si le mauvais tems, ou quelque autre chose, les a obligées de se séparer, à mesure qu'elles arriveront au rendez-vous, les Capitaines iront rendre compte au Général de tout ce qui leur est arrivé.

62. Si la tempête & le danger de se perdre entièrement contraignent de décharger le vaisseau, on aura un soin particulier de conserver les voiles & le *palamento*.

63. Il est de justice, que dans tous les accidens de quelque importance, soit de guerre, soit de navigation, le Général avant de se résoudre, tienne Conseil, & prenne les avis des Capitaines des galeres, auquel Conseil, pour éviter la confusion,

sion, toutes les fois qu'il sera nécessaire de l'assembler, on n'appellera que les Capitaines, & nul autre Chevalier, s'il ne s'en trouve de la grande Croix. S'il est question d'un fait de marine, on y appellera les Pilotes & les Matelots qu'il plaira au Général.

64. Dès que le Capitaine de la capitane aura été confirmé par le vénérable Conseil, il jouira des mêmes honneurs, prééminences & autorité que les autres Capitaines des galeres: il se trouvera à tous les Conseils, Consultations & Assemblées, où il aura rang, séance & voix délibérative suivant son ancienneté, avec les autres Capitaines, nonobstant tous usages & Coutumes contraires, & le decret du vénérable Conseil du 6 de Mai 1596, lequel demeure expressément révoqué.

65. Si par aventure le vénérable Général venoit à mourir, ou manquer à la Capitane, par blessure, maladie ou autrement, le Capitaine de ce vaisseau continuera de le commander, l'étendard sera porté par le plus ancien Capitaine, lequel commandera & sera obéi tout de même que le Général. Le Capitaine de la Capitane prendra le dessous du vent avec sa galere, & voguera dans l'ordre de son ancienneté, jusqu'à ce que l'on fera de retour au Couvent, où le vénérable Conseil pourvoira au besoin.

66. S'il meurt dans le voyage, ou hors du port quelqu'un des Capitaines des galeres, celui de la Capitane ira commander à sa place, jusqu'à ce que l'on soit de retour au Couvent, où le vénérable Conseil y pourvoira.

67. A l'entrée des ports ou des Villes, où il y a des Châteaux ou des Citadelles que l'on a accoutumé de saluer, la Capitane saluera de quatre coups seulement, sçavoir de deux demi-cansons, ou fugri, & de deux smirigli, si autrement il n'en est

est ordonné par le vénérable Général, qui fera saluer les Villes de consequence en la maniere accoutumée. S'il y a un Vice-Roi, ou un Grand Prince, toutes les galeres salueront de quatre coups semblables. Quand les galeres seront saluées par d'autres vaisseaux, la Capitane seule répondra d'un coup de smirigli & non pas davantage.

68. Les gens de *Cap* seront respectez & bien traitez. Il est défendu, en vertu de sainte Obedience, à nos Freres, de leur dire, ni faire rien de desobligeant, sous peine d'en être châtié fort sévèrement sur la moindre plainte, par le vénérable Conseil. La moindre punition pour cette sorte de fautes, sera de trois mois de cachot. Personne n'entreprendra de maltraiter aucun homme de la Chiourme: celui qui en aura été offensé, s'en plaindra au vénérable Général, & aux Capitaines à qui la connoissance en appartient, suivant l'ancien usage.

69. Afin que les effets des galeres soient plus exactement conservez, il est ordonné que dès qu'il y entrera un nouveau Capitaine, on lui en remettra un inventaire contenant le nombre, le poids & la qualité de l'artillerie, des voiles, des saries, & autres fournitures, dont il sera tenu de rendre compte en sortant de Charge, & de les remettre à son successeur, lesquels seront obligez d'en faire un nouvel inventaire.

70. Les Ecrivains des galeres rendront compte au Trésor à chaque voyage de la cargaison & de la consommation qui s'y fera faite du biscuit, de la poudre, du plomb, des voiles, des saries, & autres choses pour leur entretien pendant le voyage.

71. Tous les Ecrivains seront tenus de donner caution avant le départ jusqu'à 2000 écus, des comptes qu'ils rendront à leur retour, de tous les effets

effets acquis , & dommages soufferts par le Trésor , faute de quoi on leur ôtera leur emploi , & on le donnera à d'autres qui seront en état de fournir caution , jusqu'à la concurrence de cette somme.

72. Les Capitaines , les Officiers des galeres , ni autres , ne pourront donner aux gens de Cap ou de Chiourme , aucun effet quel qu'il soit , à peine de le payer en leur nom , sans la permission du Trésor.

73. Il est défendu à tous les Capitaines de faire aucune dépense extraordinaire pour les galeres , sans le consentement du *Révediteur* , ou en son absence , du Roi ou de l'ancien , dont il rapportera le consentement par écrit , lorsqu'il présentera ses comptes , faute de quoi ces articles lui seront rayez.

74. Le Comite ne pourra tailler ni *gumene* , ni ni fartiamme , qu'en présence du Capitaine , du Révediteur , & du Roi ; l'Ecrivain la marquera sur son Registre.

75. Si l'Ecrivain est assez hardi , pour faire mention d'un déserteur , comme s'il avoit obtenu son congé , outre la perte de son Office , il sera encore châtié suivant l'énormité de son crime.

76. Le mémoire de la dépense qui se fera sur les galeres , pour les blesez & les malades , Religieux ou Séculiers , sera signé par le Roi , en qualité de Prudhomme de l'Infirmierie. Lorsqu'il s'agira de le payer , il sera présenté au Trésor , lequel en remboursera le Capitaine.

77. En abrogeant le decret du Chapitre général de 1597 , portant qu'il y auroit sur les galeres un Auditeur général avec son Greffier , pour faire le procès aux Accusez , ils ont donné pouvoir au vénérable Général des galeres , au Régent ou au Capitaine ancien qui les commandera , même à celui
de

de chaque galere, si elle se trouve seule, que s'il s'y commet quelque crime assez grave pour mériter que la Justice en fasse une severe & prompte punition, de choisir quelque Séculier homme de Lettres, pour Juge ou Auditeur, lequel, dès que l'on sera arrivé à quelque Ville ou endroit où se trouveront les galeres, ou la galere dans laquelle a été commis le crime, pourra faire sommairement le procès à l'Accusé, en la maniere militaire; ses honoraires seront payez sur la solde ou la confiscation de l'Accusé, faute de quoi ils seront allouez dans les comptes du vénérable Général, du Régent ou du Capitaine, qui aura fait instruire le procès.

78. Ils ont de même abrogé le salaire qui se donnoit au Medecin qui montoit les galeres, & remis à Son Eminence de les pourvoir de Medecins à chaque voyage, comme elle le jugera à propos.

79. Ils ont encore réduit le salaire des Barbiers, à ce qu'ils recevront des hommes de Cap, & des *Bonnevogliés*, 22 écus par an, & leur pittance qui revient à douze écus par mois.

80. Les Ecrivains & les Agozzins seront tenus de faire toutes les semaines, la revûe des habits des esclaves & des gens de galiotte; faute de quoi s'il se trouve quelqu'un des gens de Chiourme qui manque de caban, ou de l'habit qui lui aura été donné en dernier lieu, les Ecrivains, & les Agozzins seront tenus de le payer; ils perdront même un mois de solde, dont le Trésor profitera. Lorsqu'ils donneront des habits neufs, ils donneront les vieux par compte à celui qui les aura fournis.

81. Les Ecrivains seront obligez de tenir compte de tout le biscuit qui se portera sur les galeres, & de le distribuer par compte, jour par jour: ils en donneront à chacun demi *rolle* pour dîner, & autant

autant pour souper, en présence du *Revediteur*, ou de celui qu'il aura commis pour tenir sa place. Ils donneront chaque jour au Capitaine un état du biscuit qu'ils auront distribué, que le Capitaine remettra à son retour aux vénérables Procureurs du Trésor, & à la Chambre des Comptes.

82. Lorsque les galeres partiront d'un lieu, où on aura la commodité d'avoir du pain frais, les Capitaines seront obligez d'en faire prendre pour les gens de Cap; faute de quoi ils payeront les deux tiers du biscuit qui se sera mangé.

83. Le pain des galeres dans Malthe, ni dehors, ni sera reçu qu'en présence du *Revediteur*, pour l'intérêt du Trésor, qui en paye les deux tiers.

84. Le vénérable Général, & les Capitaines des galeres auront soin de faire donner tous les jours de la *menestre* à la Chiourme, & lorsqu'elle travaillera, du vin, de l'huile, du vinaigre & du fromage, comme ils y sont obligez. Il est enjoint au *Revediteur*, au Roi, ou au plus ancien d'y tenir la main; & qu'au cas que quelque Capitaine vint à y manquer, ils en fassent faire une note à l'Ecrivain, lequel au retour, donnera une liste des jours que l'on aura manqué à la Chambre des Comptes, laquelle retiendra ce qui en sera dû à la Chiourme, sur la paye des Capitaines.

85. Lorsque les galeres seront rentrées dans le port de Malthe, les *Agozzins* seront obligez, dans les 24 heures d'après, de conduire à la prison des esclaves de cette ville Vallette, tous les forçats & les esclaves, tant du Trésor, que des particuliers qui sont à la solde de la Religion, & de les remettre au Capitaine des esclaves. Ils retiendront seulement trente forçats ou esclaves, pour le service ordinaire de la galere, à peine d'être privez de leurs Offices, & punis, de quatre coups de corde. Si le Capitaine ose empêcher l'*Agozzin* de faire son devoir en cette occasion, il paye-

ra autant d'amendes de dix écus, qu'il sera tombé de fois en pareille faute.

86. Si par la faute, la négligence ou la perfidie des Comites, ou autres Officiers, il arrive quelque dommage aux galeres, comme du bucco des arbres, des antennes, des voiles, des épérons, des rames, du timon, ou autres fournissens, outre le châtiment qu'ils en recevront, le Receveur ou l'Ecrivain en fera sur le champ une note, dont il fera son rapport aux vénérables Procureurs du Trésor, qui en chargeront l'Officier coupable, & le condamneront sur sa solde, au quadruple de la véritable valeur du dommage qu'il aura causé.

87. Les Comites ne pourront prêter ou faire crédit dans leur taverne aux gens de galiotte, plus de six tarins par mois, à peine de perdre l'excédent.

88. Les Comites ne pourront vendre du vin qu'à la mesure qui leur sera donnée par le Capitaine, à peine de confiscation de tout ce qu'ils en auront au profit de la Choume.

89. Le vénérable Général, ni les Capitaines ne pourront donner congé à aucun, que trois mois avant qu'ils sortent de Charge, après quoi ils seront ténus de remettre à leurs successeurs tant de bonnes vogues qu'ils en ont reçu, excepté ceux qui seront morts, ou qui auront en leur congé par un décret du Grand Maître, ou de la Chambre des Comptes; faute de quoi le vénérable Conseil ne leur accordera pas le privilège de leur servir.

90. Les galeres ne pourront charger sous couverture hors du port de Malte, ni balles, ni ballots de marchandise, pour le compte d'autres, que du Trésor, enjoignant au Receveur, au Roi & au Chancelier, d'en faire la visite, de les confisquer, & d'en débarrasser le vaisseau.

91. Lorsque les galeres partiront pour quelque lieu de la Chrétienté, & à leur retour à Malte, le Revediteur, le Maître Ecuyer, & les Fiscaux de la Religion & de la Châtellenie, feront une exacte recherche sur les galeres; & s'ils y trouvent quelques balles ou caisses de marchandises qui appartiennent à nos Religieux, elles seront confisquées au profit du Trésor, & au profit du Maître; si elles sont à des Séculiers, outre la peine qu'il plaira au vénérable Conseil d'imposer aux Capitaines, & aux Patrons qui entreprendront d'empêcher cette visite, on s'en tiendra sur cet empêchement, à la déclaration de maître Ecuyer, confirmée par son serment, sur laquelle on procédera contre eux, & on les punira comme ils le méritent.

92. Le vénérable Général, ni les Capitaines des galeres ne doivent jamais faire de difficulté d'embarquer dessus tous les effets du Trésor & de la Religion, suivant l'ordre qu'ils en auront reçu du vénérable Conseil, ou des Procureurs du Trésor; s'ils le refusent, ils payeront en leur nom au Trésor, ce qu'il lui en aura coûté pour les faire porter par d'autres vaisseaux, & tous les dommages-interêts qui lui en arriveront.

93. Si l'on est obligé de charger les galeres de quelque effet de l'Ordre, ou d'y embarquer des gens de qualité, la répartition s'en fera entre les galeres par le vénérable Général, dont les ordres seront exécutez par les Capitaines, sous les mêmes peines.

94. Le vénérable Général, ni les Capitaines ne pourront donner congé aux Officiers & hommes de Cap, ou de Chiourme, de rester à terre à Malte, en Sicile, ou en quelque autre lieu que ce soit, & de recevoir cependant la solde de la Religion; au cas qu'ils aient donné un pareil congé de tirer la solde, sans servir actuellement sur

sur les galeres, elle ne leur sera nullement payée: enjoignant aux Ecrivains de bien marquer sur leurs Registres, ceux qui seront restez à terre, sans, ou avec congé, & d'en rendre compte aux Procureurs du Trésor; faute de quoi ils perdront leur solde d'une année.

95. Le vénérable Général, ni les Capitaines ne pourront charger du bois sur les galeres, que pour la provision ordinaire. S'ils mâtent audessus de la couverture quelque chose d'embarassant, ils perdront les tables de tous les Freres du voyage: ce qu'ils auront chargé, demeurera acquis au Trésor.

96. Ils ont défendu de jouer sur les galeres, à des jeux qui ne sont pas permis à des Religieux, & chargé la conscience du vénérable Général, & des Capitaines, de l'empêcher. Si quelques uns ne laissent pas de le faire, la plainte en sera portée au vénérable Conseil, qui punira les coupables.

97. Celui qui fera sur les galeres la moindre querelle outre les autres peines déjà marquées, perdra encore sa caravane, qui ne lui sera pas comptée. La même chose est ordonnée contre ceux qui blasphèmeront le S. nom du Seigneur, celui de la Sainte Vierge, ou de Saints.

98. Tous les Freres qui monteront les galeres, les galiottes, ou autres vaisseaux de son Eminence, jouiront des mêmes graces & prérogatives, que ceux qui sont de caravane sur les galeres de la Religion.

99. On ne doit pas faire travailler les esclaves de galeres hors du tems, & au-de-là de ce qu'ils sont obligez. Il est défendu au vénérable Général, Capitaines, Patrons & autres Officiers, de les faire travailler pour eux, & pour d'autres particuliers, sous telle peine qui sera réglée par le vénérable Conseil.

100. Dès qu'il se présentera à la galere un homme de cap, il sera présenté par l'Ecrivain, au Revediteur, qui en mettra le nom sur son Registre; faute de quoi il ne touchera ni table, ni solde, que du jour qu'il aura été enregistré.

CONCLUSION DES ORDONNANCES CAPITULAIRES.

Il ont enfin voulu que toutes les Ordonnances ci-dessus soient observées & exécutées: révoquant tous Statuts faits dans les précédens Chapitres généraux sur les affaires publiques de la Religion, autres que ceux ci-dessus faits, ou approuvez. Ceux qui regardent particulièrement le Grand Maître, les Langues, les Prieurez, les Freres ou autres personnes privées, qui ne s'y trouvent pas expressément révoquez, & qui ne sont faits que pour un tems, demeureront en leur force & vertu.

Fin du Tome Quatrième.



Ms. 2064665





**LEGATORIA DI LIBRI
R. CICCIORICCI**

Borgo Vittorio, 26

ROMA



